

ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Publiés sous la direction de François Paschoud  
par Adalberto Giovannini et Bernard Grange

TOME XLVI

---

LA RÉVOLUTION ROMAINE

APRÈS RONALD SYME

BILANS ET PERSPECTIVES

SEPT EXPOSÉS SUIVIS DE DISCUSSIONS

PAR

FERGUS MILLAR, JOHN SCHEID,

SÉGOLÈNE DEMOUGIN,

MICHAEL A. SPEIDEL, KLAUS M. GIRARDET,

TONIO HÖLSCHER, ANDREW WALLACE-HADRILL

Conclusion de Fergus MILLAR

Entretiens préparés et présidés  
par Adalberto Giovannini

Avec la participation de Philippe Borgeaud et Greg Rowe

---

FONDATION HARDT  
POUR L'ÉTUDE DE L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE  
VANDŒUVRES – GENÈVE

2000

*Les premiers «Entretiens sur l'Antiquité classique» ont eu lieu en 1952, du 8 au 13 septembre. Dans l'avant-propos du volume où ils sont consignés, le Baron Kurd von Hartd en donne la définition. La voici: «Chaque année, au siège de la Fondation à Vandœuvre, auront lieu des 'Entretiens sur l'Antiquité classique', au cours desquels des spécialistes, représentant plusieurs pays, feront des exposés sur un domaine choisi et, au cours des discussions, procéderont à d'enrichissants échanges de vue.»*

*Conçue et mise au point par des savants tous aujourd'hui décédés – parmi eux Ludwig Curtius, Bruno Snell, Kurt von Fritz, Albin Lesky, Theodor Klauser, Olof Gigon – l'institution s'est révélée viable. Quarante-six fois, des savants de divers pays se sont réunis à Vandœuvre, au mois d'août; les «Entretiens» ont été régulièrement publiés.*





FONDATION HARDT  
POUR L'ÉTUDE DE L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

*ENTRETIENS*

*TOME XLVI*

LA RÉVOLUTION ROMAINE

APRÈS RONALD SYME

Cambridge & Paris HARVARD

Éditions de la Fondation Hardt  
1984

avec la participation de François Beugnot et Guy Basso

STANFORD UNIVERSITY PRESS

410 SEPTEMBER 1984



ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Publiés sous la direction de François Paschoud  
par Adalberto Giovannini et Bernard Grange

TOME XLVI

LA RÉVOLUTION ROMAINE  
APRÈS RONALD SYME  
BILANS ET PERSPECTIVES

SEPT EXPOSÉS SUIVIS DE DISCUSSIONS

PAR

FERGUS MILLAR, JOHN SCHEID,  
SÉGOLÈNE DEMOUGIN,  
MICHAEL A. SPEIDEL, KLAUS M. GIRARDET,  
TONIO HÖLSCHER, ANDREW WALLACE-HADRILL

Conclusion de Fergus MILLAR

Entretiens préparés et présidés  
par Adalberto Giovannini

Avec la participation de Philippe Borgeaud et Greg Rowe

VANDŒUVRES – GENÈVE

6-10 SEPTEMBRE 1999

ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITE CLASSIQUE  
Publiés sous la direction de François Paschoud  
par Adalberto Giovannini et Bernard Grange  
TOME XIV

LA RÉVOLUTION ROMAINE  
APRÈS RONALD SYME  
BILANS ET PERSPECTIVES

SONT EXPOSÉS SUUS DE DISCUSSIONS  
PAR  
FERGUS MILLAR, JOHN NICHOL,  
SÉCÉLIE THOMSON,  
MICHAEL A. SPIDEL, KLAUS M. GILBERT,  
TONIO HÖLSCHER, ANDREW WALLACE-HADFIELD

SCHWEIZERISCHE LANDESBIBLIOTHEK



BIBLIOTHÈQUE NATIONALE SUISSE  
BIBLIOTECA NAZIONALE SVIZZERA  
BIBLIOTECA NAZIONALE SVIZRA

ISSN 0071-0822  
ISBN 2-600-00746-6

TOUS DROITS RÉSERVÉS  
© 2000 by Fondation Hardt, Genève

2768010511

1275-5330/30  
01/08/05-8721

1902/80/200A  
030/030

## PRÉFACE

Le Comité scientifique de la Fondation Hardt est soucieux d'organiser régulièrement des Entretiens centrés sur un thème historique. C'est sur ma proposition qu'il a décidé il y a quelques années de profiter du soixantième anniversaire de la parution de la *Roman Revolution* de Ronald Syme pour procéder à ce qu'on désigne élégamment en allemand par l'expression «*Rückblick und Ausblick*» sur l'un des thèmes centraux de l'histoire romaine, l'établissement du principat d'Auguste. Le professeur d'histoire ancienne de l'Université de Genève était la personne toute trouvée pour préparer et diriger ces Entretiens puisque, outre sa compétence dans le domaine en question, il connaît très bien notre institution, et a depuis longtemps participé à ses activités. Le professeur Giovannini s'est en outre spontanément offert pour suivre la préparation du volume, et il a eu l'abnégation de compiler lui-même les index. Il a par ailleurs eu d'emblée l'excellente idée, pour le choix des thèmes et des personnes désignées pour les traiter, de s'associer le professeur Fergus Millar, ce qui a conféré à notre entreprise le plus beau label de qualité qu'on puisse espérer. Dans son Introduction, A. Giovannini explique en détail les critères qui ont présidé à la préparation de ces Entretiens. Je n'ai rien à y ajouter, si ce n'est l'expression de la grande reconnaissance des responsables de la Fondation à l'adresse de tous ceux, organisateurs et participants, qui ont contribué à la réussite du projet et à la prompte parution du volume, à la préparation duquel, comme toujours, Bernard Grange a apporté une contribution essentielle, fondée sur sa vieille expérience et sa grande exigence de qualité. À lui aussi s'adressent nos remerciements.

François Paschoud



## TABLE DES MATIÈRES

	Introduction par ADALBERTO GIOVANNINI	IX
I.	FERGUS MILLAR	
	<i>The First Revolution: Imperator Caesar, 36-28 BC</i>	1
	Discussion	31
II.	JOHN SCHEID	
	<i>Ronald Syme et la religion des Romains</i>	39
	Discussion	64
III.	SÉGOLÈNE DEMOUGIN	
	<i>Les acteurs secondaires dans la Révolution Romaine de R. Syme</i>	73
	Discussion	104
IV.	MICHAEL ALEXANDER SPEIDEL	
	<i>Geld und Macht. Die Neuordnung des staatlichen Finanzwesens unter Augustus</i>	113
	Discussion	151
V.	KLAUS MARTIN GIRARDET	
	<i>Imperium 'maius': Politische und verfassungsrechtliche Aspekte. Versuch einer Klärung</i>	167
	Discussion	228

VI. TONIO HÖLSCHER

*Augustus und die Macht der Archäologie* 237

Discussion 274

VII. ANDREW WALLACE-HADRILL

*The Roman Revolution and Material Culture* 283

Discussion 314

Conclusion by FERGUS MILLAR 323

INDICES 333

## INTRODUCTION

En décidant de consacrer les XLVI<sup>èmes</sup> Entretiens de la Fondation Hardt à la *Roman Revolution* de Ronald Syme, le Comité scientifique de la Fondation a voulu d'abord et avant tout commémorer la parution en 1939 d'un des ouvrages majeurs du XX<sup>e</sup> siècle dans le domaine de l'histoire romaine et rendre hommage à son auteur.

M'ayant fait l'honneur de me confier l'organisation de ces Entretiens, le Comité scientifique m'a laissé toute liberté pour l'orientation que je voudrais leur donner. Avec son approbation, j'ai renoncé d'emblée à traiter de l'aristocratie romaine et de tout ce qui touchait à la prosopographie, estimant à tort ou à raison qu'il n'y avait pas grand-chose de nouveau à apporter dans ces domaines. Il m'a semblé plus intéressant et plus constructif d'aborder des sujets qui n'étaient pas au centre des préoccupations de Syme et dont certains ont connu, ces soixante dernières années, des développements importants. Ces Entretiens offrent donc une sorte de complément à l'œuvre de Ronald Syme et ont en même temps l'ambition, comme le titre l'indique, d'ouvrir des perspectives pour l'avenir.

Un des sujets qui me paraissaient mériter une certaine priorité était le fondement institutionnel du principat. Syme ne s'intéressait guère aux problèmes institutionnels, considérant que les conflits politiques étaient d'abord et avant tout des rapports de force (cf. notamment ce qu'il écrit, *RR* p.48 n.1, à propos de la «Rechtsfrage» entre Pompée et César). Ces dernières décennies, plusieurs documents d'une importance capitale ont été mis au jour, notamment en Espagne, qui modifient complètement les données de la question des pouvoirs d'Auguste. Cette année encore, un édit d'Auguste de l'an 15 av. J.-C. est

venu ébranler encore un peu plus des certitudes qui paraissent acquises.

Un autre sujet qui me tenait à cœur était celui des finances publiques, auxquelles Syme avait consacré dans sa jeunesse une remarquable étude parue en 1930 dans le *Journal of Roman Studies* (sur les finances de Domitien). Depuis la *Roman Revolution*, des études importantes ont été faites sur les relations entre finances publiques et finances privées de l'empereur, sur la relation entre l'*aerarium Saturni* et l'*aerarium militare*, etc. Surtout, la publication il y a une dizaine d'années de la loi sur les taxes de douane dans la province d'Asie (*Monumentum Ephesenum*) a donné un nouvel élan à la recherche dans ce domaine difficile entre tous.

Il fallait également faire la place qu'elle mérite à la religion, à laquelle Auguste lui-même a donné une telle importance qu'il a entrepris la 'remise en ordre' de la religion romaine avant même d'avoir obtenu du Sénat les pouvoirs qui firent de lui le *princeps* de l'empire. Depuis la *Roman Revolution*, la perception du phénomène religieux et plus particulièrement du rôle de la religion d'État dans la vie publique et privée des citoyens a passablement évolué. Dans ce domaine aussi, de nouveaux documents ont mis à mal un certain nombre d'idées reçues, notamment en ce qui concerne le culte impérial (cf. les Entretiens de 1972 consacrés au culte des souverains).

On n'a pas voulu oublier non plus les petites gens, la plèbe urbaine et les soldats, qui ont joué un rôle anonyme mais néanmoins capital dans l'avènement et la consolidation du principat. Depuis la thèse de Denis van Berchem sur les distributions d'argent et de blé à la plèbe romaine, parue la même année que la *Roman Revolution*, les travaux sur la plèbe, ses besoins, ses attentes, ses colères, ses relations avec le prince, se sont multipliés et ont permis de cerner de mieux en mieux cet acteur de l'histoire que les sources antiques traitent avec un souverain mépris. On en dira autant des soldats, dont on rappellera qu'à plusieurs reprises lors des guerres civiles ils ont refusé de se battre contre des concitoyens et contraint leurs chefs à se réconcilier.

L'archéologie a été quelque peu privilégiée puisque deux des sept contributions lui sont consacrées. Ce choix se justifiait par l'évolution heureuse des relations entre l'histoire et l'archéologie depuis l'entre-deux-guerres. Pour l'époque augustéenne, le rapprochement entre deux disciplines qui avaient autrefois une certaine tendance à s'ignorer est remarquablement illustré par les travaux de Paul Zanker, souvent cités lors du colloque.

Cet aperçu des sujets traités peut donner l'impression que Ronald Syme et son œuvre ont finalement passé au second plan, mais un simple coup d'œil à la première page de l'*Index* montrera qu'il n'en est rien. L'orientation donnée à ces Entretiens n'avait nullement pour but de minimiser la valeur et l'importance de la *Roman Revolution*, mais tout au contraire de mieux les apprécier et de mieux les comprendre en situant ce chef-d'œuvre dans le contexte plus large des recherches faites depuis sur l'époque augustéenne. À cet égard, la discussion qui a suivi l'exposé de Ségolène Demougin est exemplaire de l'état d'esprit dans lequel nous avons travaillé.

Pour l'organisation de ces Entretiens, j'ai pu bénéficier dès le début de l'aide et des conseils de Fergus Millar, tant pour le choix des sujets que pour celui des collègues que nous avons invités à les présenter. Pendant le colloque, il nous a tous fait bénéficier, avec la simplicité et la modestie qui sont les siennes, de son très grand savoir et de son exceptionnelle intelligence de l'époque augustéenne. Qu'il en soit très chaleureusement remercié.

Adalberto Giovannini



# I

FERGUS MILLAR

## THE FIRST REVOLUTION: IMPERATOR CAESAR, 36-28 BC

Six decades after its publication in the early days of the Second World War, Ronald Syme's *The Roman Revolution* remains unmatched as a narrative of events, as a portrayal of the rise to power of a young usurper, as an evocation of a whole class of new men who now gained a place in the Roman system, and as a representation — but above all through the medium of literature in Latin — of the real 'revolution' which took place between the 40's and the 20's BC: a revolution of consciousness, in which, on the part of Romans and non-Romans alike, an awareness arose everywhere of being part of a system where power was held by a single ruler.

This paper will look again at the crucial stage in that great transformation, from the moment when the young Emperor Caesar, just 27 years old, returned to Rome in 36 BC after the battle of Naulochus, and when Aemilius Lepidus retired from the Triumvirate, to January of 27 BC, when the unique name which he had already assumed, 'Imperator Caesar Divi filius', was further transformed into 'Imperator Caesar Divi filius Augustus'.

Only then, clearly enough, can we begin to talk of 'the Augustan regime'. But many important developments, and fundamental changes, had already occurred, and it could be argued that it was in the years before the name 'Augustus' was acquired that the true 'Roman revolution' took place. In the

same way, several of the most important 'Augustan' writers, for instance, Vergil, Livy and Horace, were already established before January of 27. It is perhaps not they but Ovid whom we should see as the prime exponent of 'Augustan' ideology<sup>1</sup>.

There are many aspects to the significance of the years 36 to 28 BC, and I will spell out here what I see as the most important, returning later in more detail to some of them, but not all. Overall, I want to focus on the years from Actium to January 27, partly because this was perhaps one phase to which Ronald Syme did not quite do justice; and partly because there is now truly remarkable new evidence, above all in the form of a newly-published *aureus* of 28 BC.

First, therefore, a number of separate but related aspects of these years. To begin with, how should we speak of the central figure? Ronald Syme, as has been conventional in English, referred to him normally as 'Octavianus', though on occasion as 'the young Caesar'. But the name 'Octavianus' never appears in a contemporary document, and indeed it is hardly used at all except by Cicero in 44, and occasionally by later Greek narrative sources<sup>2</sup>. That might not matter, but for the fact that, as Ronald Syme himself showed in what I still regard as the best of all his articles, "Imperator Caesar: a Study in Nomenclature"<sup>3</sup>, the unparalleled successive transformations of the name of the young Octavius are of great significance. Before 36 BC he had acquired a unique *praenomen*, 'Imperator'; the *cognomen* of the Iulii Caesares had come to function as his *nomen*, 'Caesar'; and the deification of Julius Caesar in 42 had given him an equally unique and unprecedented filiation, 'Divi filius'.

<sup>1</sup> F. MILLAR, "Ovid and the *Domus Augusta*: Rome seen from Tomoi", in *JRS* 83 (1993), 1-17.

<sup>2</sup> See *PIR*<sup>2</sup> I 215; C.J. SIMPSON, "Imperator Caesar Divi filius", in *Athenaeum* 86 (1998), 419-435. A few of the Perusine *glandes* have OCTAV or OCTAVI (*CIL* XI 6721, 9-11), but none to my knowledge has the full form 'Octavianus'.

<sup>3</sup> R. SYME, "Imperator Caesar: a Study in Nomenclature", in *Historia* 7 (1958), 172-188 = *Roman Papers* I (Oxford 1979), 361-377.

'Imperator Caesar Divi filius' therefore was his full official name, all the more important in that after the termination of the Triumvirate, at the end of 33, as is now generally agreed<sup>4</sup>, the only official element which distinguished him was the successive consulates, current or prospective, of 31, 30, 29, 28 and 27. More significant, the name by which contemporary writers alluded to him was 'Caesar'. This is true, very notably, of Vergil in the *Georgics*<sup>5</sup>, as it is of Cornelius Nepos in the *Life of Atticus*<sup>6</sup>, and of Vitruvius in the preface to the *de architectura*<sup>7</sup>:

When your *divina mens* and *numen*, Imperator Caesar, gained the empire of the world, and by unconquered *virtus* and with all your enemies prostrate, the citizens rejoiced in your triumph and victory, and all the peoples, subdued, looked to your *nutus* ...

By failing to use the name 'Caesar', we both miss the essential connection to Julius Caesar, to whom Vitruvius alludes a moment later, and also do not express the continuity in the public image and perception of the new ruler, who when he acquired the *cognomen* 'Augustus' was still only 36. In the poems which he published after this, Horace would normally still call him 'Caesar', but sometimes 'Augustus', and occasionally 'Augustus Caesar'<sup>8</sup>.

A revolution in the nature of political power had indeed taken place. But it needs to be stressed that it was a revolution whose public and explicit ideology was, from beginning to end,

<sup>4</sup> See recently K.M. GIRARDET, "Per continuos annos decem (res gestae divi Augusti 7, 1). Zur Frage nach dem Endtermin des Triumvirats", in *Chiron* 25 (1995), 147-161; D. WARDLE, "ILS 77: Nothing to Do with the End of the Second Triumvirate", in *Historia* 44 (1995), 496-497.

<sup>5</sup> Verg. *G.* 1,25; 503; 2,170; 3,16; 47-8; 4,560.

<sup>6</sup> Nep. *Att.* 12,1; 19,3-4; 20,3-5.

<sup>7</sup> Vitr. *De arch.* 1,1,1.

<sup>8</sup> 'Caesar': e.g. *Carm.* 1,6,1; 1,12,51-2; 1,21,14; 2,12,10; 3,14,16; 3,25,4; 4,2,34; *Epist.* 1,12,28. 'Augustus': e.g. *Carm.* 3,3,11; 3,5,3; 4,14,3. 'Augustus Caesar': e.g. *Carm.* 2,9,19-20 (*Augusti tropaea Caesaris*). I follow the general view that *Carmina* 1-3 were published together, even if, as is clear, some of the individual poems were written before 27 BC.

entirely conservative. The Triumvirs themselves had been appointed *rei publicae constituendae*; immediately after Naulochus, Appian indicates that the intention to give up power was publicly asserted<sup>9</sup>; and similar plans were put about, by Antonius at least, in the period leading up to Actium<sup>10</sup>. An observer such as Cornelius Nepos, and no doubt many others, might express the view that what both Caesar and Antonius sought was to be *princeps* not only of the *urbs Roma* but of the *orbis terrarum*<sup>11</sup>. But at no stage can we find any evidence that public propaganda or persuasion was current, to the effect that it was desirable, for Rome, for the *cives Romani*, or for all the inhabitants of the empire, that the political system should be transformed in the future so as to give supreme power to a single individual. What we have instead, at least from the moment of Actium onwards, is a perfectly unambiguous recognition, on the part of all our sources, literary and documentary, that such a transformation had already taken place. Suetonius of course reports that there had been two moments when Augustus had given serious thought to the possibility that he might 'give back' the *res publica* (*de reddenda re publica bis cogitavit*): once immediately after the defeat of Antonius and once later when ill<sup>12</sup>. But he did not do so.

The first moment will belong to the period after Actium, and that was how Cassius Dio, who certainly used Suetonius, understood it, in placing the fictional debate of Agrippa and Maecenas in 29 BC<sup>13</sup>. That is the paradox of the Roman revolution: no public argument or propaganda had called for monarchic power; but it had arrived all the same. If there ever had been propaganda to the opposite effect, that monarchic power, having arrived, had again been given up, I suggest that

<sup>9</sup> App. *B Civ.* 5, 132/548.

<sup>10</sup> Dio Cass. 49,41,6; 50,7,1.

<sup>11</sup> Nep. *Att.* 20,5.

<sup>12</sup> Suet. *Aug.* 28,1.

<sup>13</sup> For the debate, Dio Cass. 52,2,1-20,2. For Dio's use of Suetonius, see F. MILLAR, *A Study of Cassius Dio* (Oxford 1964; repr. 2000), 85-7.

it would have used Suetonius' expression: *reddere rem publicam*. But there never was. Instead, it has been known for centuries what the official version was in 29 BC, from the inscription seen by Ligorius in the Forum<sup>14</sup>. The *res publica* had been *conservata*:

Senatus Populusque Romanus Imp. Caesari Divi Iuli f(ilio), consuli quinct(o), co(n)s(uli) des(ignato) sext(o), imp(eratori) sept(im)o, re publica conservata.

Now, however, a unique *aureus* of the next year, 28 BC, acquired by the British Museum, and discussed in an excellent article by John Rich and Jonathan Williams<sup>15</sup>, reveals the official propaganda of that year, and serves to explain more fully why it was that later, in his *Res gestae* (34), Augustus was to speak of his sixth and seventh consulate. The obverse shows the laureate head of Caesar, and has the legend:

IMP(erator) C(aesar), DIVI f(ilius), CO(n)S(ul) VI

The reverse shows Caesar on a *sella curulis*, holding a scroll in his right hand, and with a *scrinium* on the ground beside him, and has the legend:

LEGES ET IURA P(opulo) R(omano) RESTITUIT

I need not repeat here the detailed discussion by Rich and Williams, which shows how Cassius Dio, seeking to produce a dramatic focus on the exchanges in the Senate, and on the measures passed, in January of 27, failed to bring out the importance of major steps taken already in 28 BC. What is important for my purpose is the particular form of the claim made in the legend on the reverse of the *aureus*, which (as Rich and Williams point out) is a precise parallel to the Latin legend on cistophoric tetradrachms of the same year: LIBERTATIS

<sup>14</sup> ILS 81.

<sup>15</sup> J. RICH and J. WILLIAMS, "LEGES ET IURA P.R. RESTITUIT: A New Aureus of Octavian and the Settlement of 28-27 BC", in *Num.Chron.* 159 (1999), 169-214.

P(opuli) R(omani) VINDEX<sup>16</sup>. The ideology of both coins is closely related: constitutional propriety and freedom has already been restored to the *populus Romanus*, and the agent, or ‘champion’, of that restoration is Imperator Caesar Divi filius.

If I may digress for a moment, the reverse legend on this coin allows me to hazard a speculation. Much attention has always been focused on the fragmentary lines of the *Fasti Praenestini* which refer to the events of January 13, 27 BC<sup>17</sup>. The conventional restoration has always seemed to me puzzling:

Corona querc[ea, uti super ianuam domus Imp. Caesaris]  
 Augusti poner[etur, senatus decrevit, quod rem publicam]  
 P.R. rest[it]u[it]

For if there had really been embodied in this text a claim that Caesar Augustus had taken a step which amounted, in modern English, to ‘restoring the Republic’, the inscription should have spoken, like Suetonius, of *reddere rem publicam*. But Caesar did not ‘give back’ the *res publica*, and the *Fasti* do not say that he did. But if the inscribed text referred at all to the *res publica* (which is wholly uncertain), it ought to have used (perhaps) the verb *conservare*, like the inscription of 29 BC. What we know, however, is only that it claimed that Caesar *restituit* something to the *populus Romanus*. Was that something the *res publica* itself? Surely not. Ovid’s *Fasti* offer one (perhaps) possible reading: “[...quod provincias]/ p. R. rest[i]tui[t]”, but Ovid speaks rather of *omnis provincia* being *reddita* (not *restituta*) to the *populus*<sup>18</sup>. The new *aureus* now offers a better restoration, which fits perfectly into what seems to be the length of the line: “[quod leges et iura]/ p. R. rest[it]u[it]”. I need hardly say that I offer this as a pure speculation. But I do stress that in the only text relating to this phase

<sup>16</sup> C.H.V. SUTHERLAND, *Roman Imperial Coinage*. I: *From 31 BC to AD 69* (London 21984), no. 476 and Pl. 8 (henceforward *RIC* I<sup>2</sup>).

<sup>17</sup> A. DEGRASSI, *Inscriptiones Italiae* XIII 2. *Fasti et Elogia* (Roma 1963), 113.

<sup>18</sup> *Ov. Fast.* 1,589-90: *redditaque est omnis populo provincia nostro, / et tuus Augusto nomine dictus avus.*

which does combine the words *restituere* and *res publica*, namely the *Laudatio Turiae*, they appear as an ablative absolute, with no indirect object: *pacato orbe terrarum, res[stitut]a re publica*; and *restituere* here clearly has the sense 'put back in order'<sup>19</sup>. I do not believe that *restituere* could have been used in the sense of 'give back', with *res publica* as the object, and with the *populus Romanus* as the indirect object, that is as the recipient of the gift.

The new *aureus* combines with other evidence, however, to emphasise how important, in the Triumviral period itself, in the 'post-Triumviral' (or 'Caesarian', we might say) period of 32-28 BC, and in the Augustan age proper, the Roman *res publica* was. At no stage was any of the traditional institutions of the *res publica* abolished, though under the Triumvirs the occupation of the annual magistracies and of provincial governorships suffered many distortions, and in the same period resources were extracted from the population in many unprecedented ways. Elections seem to have continued, and *leges* were still passed. But it remains very difficult to determine in all respects how the *res publica* actually worked in the 30's and early 20's BC, and no attempt to come back to this question in any detail will be made here<sup>20</sup>. All that is clear is that, as the new *aureus* serves to emphasise, there was a specific programme of the restoration of constitutional propriety in 28 BC, symbolised from the beginning of the year by the sharing of the *fasces* between Caesar and Agrippa as consuls<sup>21</sup>.

At the level of political structures and political ideology, it could be suggested that the evolution towards the 'Augustan

<sup>19</sup> D. FLACH (Hrsg.), *Die sogenannte Laudatio Turiae* (Darmstadt 1991); *Eloge funèbre d'une matrone romaine*, texte établi, traduit et commenté par M. DURRY, 2ème tirage revu et corrigé par S. LANCEL (Paris 1992), col. II, l. 25.

<sup>20</sup> See F. MILLAR, "Triumvirate and Principate", in *JRS* 63 (1973), 50-67; J. BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat: Zum Charakter des Zweiten Triumvirats* (Göttingen 1990); A. GARA and D. FORABOSCHI (eds.), *Il triumvirato costituyente alla fine della repubblica romana. Studi in onore di Mario Attilio Levi* (Como 1993).

<sup>21</sup> Dio Cass. 53,1,1.

principate' took place in three stages. The first was the period from Emperor Caesar's return from Naulochus in the Autumn of 36 BC to his departure for the campaign of Actium. These years saw, in Rome, the co-existence of an individual ruler, 'Imperator Caesar Divi filius', with Senate and People. It was symbolic of that co-existence that his first step on return was to make a speech reporting on the military situation to the People meeting outside the *pomerium*<sup>22</sup>. As regards the wider context of this regime, there was, in essence, Italy and those provinces which would eventually be Latin-speaking. The 'empire' of Emperor Caesar is neatly summed up in retrospect when Augustus speaks in the *Res gestae* of the oath taken in 32 BC, when those who swore it had also 'demanded' him as *dux* for the war of Actium: it had been taken first by *tota Italia* (allegedly *sponte sua*), but also by the western provinces: Galliae, Hispaniae, Africa, Sicilia, Sardinia<sup>23</sup>.

The second phase was from the moment of Caesar's departure for the campaign of Actium to his return to Rome before his triple triumph in 29 BC. In this period he was almost entirely in the East, returning only for a brief critical moment in the winter of 31/30, to deal with unrest among the veterans in Italy. This period has immense significance. Firstly, the 'empire' of Emperor Caesar now became a Greek-speaking empire as well. Of course there had never been a rigid division, and the well-known dossier from Aphrodisias shows how relations had earlier been maintained even with a small city in Asia Minor<sup>24</sup>. But now, for the first time since the dictatorship of Julius Caesar, there was a single ruler to whom the communities and kingdoms of the Greek world looked, and whose personal decisions would decide their fate. There is a curious parallel here with the evolution of the position of Constantine, who was to bring the Greek part of the Empire under his rule

<sup>22</sup> Dio Cass. 49,15,3.

<sup>23</sup> *RG* 25.

<sup>24</sup> J.M. REYNOLDS, *Aphrodisias and Rome* (London 1982), esp. nos. 10-12.

only in 324, twelve years after his entry to Rome. But the parallel is closer than that; for, firstly, in both cases, the Emperor's appearance in the Greek East brought his activities under the gaze of a significantly larger range of both contemporary and later observers; and, secondly, his travels, activities and exchanges with communities and individuals there serve to illuminate the nature of his regime in a way which is not possible in the context of the West, for which our evidence, both literary and documentary, is so much poorer. The last part of this paper will focus precisely on what we know of the travels and activities of Emperor Caesar in the East between 31 and 29 BC. Partly because there is now new evidence, this is one aspect of the march of events to which Ronald Syme's sweeping and powerful narrative may seem now not to do full justice.

Are there other aspects of the regime of Emperor Caesar which we might now want to see in somewhat different terms? If we return for the moment to Rome and Italy of the years 36 and 28, the most obvious transformation in our outlook is represented by the huge impact on Roman history of the work of Paul Zanker on the changing image of Caesar Augustus, and on the importance of the monumental development of the city in the Augustan period<sup>25</sup>. The importance to our understanding of Roman history of the monumental and symbolic evolution of the city is further emphasised by the triumphant conclusion, within the last decade of the 20th century, of all five volumes of the topographical lexicon edited by Margareta Steinby<sup>26</sup>. With buildings, as with literature, much of what we tend to label as 'Augustan', had in fact been completed before Emperor Caesar became 'Caesar Augustus'. The facts are familiar: the spectacular new temple of Apollo, next

<sup>25</sup> P. ZANKER, *Augustus und die Macht der Bilder* (München 1987), translated as *The Power of Images in the Age of Augustus* (Ann Arbor 1988).

<sup>26</sup> E.M. STEINBY (ed.), *Lexicon Topographicum Urbis Romae I-V* (Roma 1993-9). Henceforth *LTUR*.

to Caesar's house on the Palatine, begun in 36 and dedicated in 28 BC<sup>27</sup>; the restoration of the temple of Iuppiter Feretrius on the Capitol, urged on to Caesar by Atticus, before his death in 32 BC<sup>28</sup>; the new Curia Julia and the temple of Divus Julius, the latter dominating and transforming the eastern end of the Forum, dedicated at the time of the triple triumph in 29 BC<sup>29</sup>; and it was in 28 BC, his sixth consulate, as Augustus was later to record in his *Res Gestae* (20, 4), that by the authority of the Senate he had repaired 82 temples in the city. But surely the most significant innovation of all was the great tomb on the north end of the Campus Martius, which immediately acquired the nickname 'Mausoleum', and which, as Konrad Kraft argued, must have been started in the 30's. For Suetonius states categorically that it and the surrounding area was ready, once again, in Caesar's sixth consulate, 28 BC: "That building, lying between the via Flaminia and the bank of the Tiber, he had constructed in his sixth consulate, and already then had made public property, for the use of the *populus*, the surrounding woods and walks"<sup>30</sup>. Strabo, commenting on the recent monumentalisation of Rome, particularly stresses the development of the Campus Martius, and in that context lays the most stress on the Mausoleum<sup>31</sup>:

The most noteworthy is what is called the Mausoleum, a great mound near the river on a lofty foundation of white marble, thickly covered with ever-green trees to the very summit. Now on top is a bronze image of Augustus Caesar; beneath the mound are the tombs of himself and his kinsmen and intimates; behind the mound is a large sacred precinct with wonderful

<sup>27</sup> Dio Cass. 49,15,5; Hor. *Carm.* 1,31; Prop. 2,31; 4,6; *LTUR* I, s.v. 'Apollo Palatinus'.

<sup>28</sup> Nep. *Att.* 20,3; see *LTUR* IV, s.v. 'Iuppiter Feretrius'.

<sup>29</sup> Dio Cass. 51,22,1-2; see *LTUR* I, s.v. 'Curia Iulia', and III, s.v. 'Iulius, Divus, Aedes'.

<sup>30</sup> Suet. *Aug.* 100,4. See K. KRAFT, "Der Sinn des Mausoleums des Augustus", in *Historia* 16 (1967), 189-206 = *Gesammelte Aufsätze zur antiken Geschichte und Militärgeschichte* (Darmstadt 1973), 29-46.

<sup>31</sup> Strab. 5,3,8, p.236, Loeb transl.; see *LTUR* III, s.v. 'Mausoleum Augusti: Das Monument'.

promenades; and in the centre of the Campus is the wall (this too of white marble) round his crematorium; the wall is surrounded by a circular iron fence and the space within the wall is planted with black poplars.

In fact, there were also other major projects on the Campus Martius which must already have been long under way when Emperor Caesar received the name 'Augustus', and which were to be completed only in 26 BC and 25 BC: the Saepta Iulia for electoral meetings of the assemblies, and the first Pantheon, both built by Agrippa<sup>32</sup>.

These major monuments, closely associated with the regime of Emperor Caesar, were not of course the only important building-projects of these years. One of the most distinctive features of the collective life and urban development of Rome in 36-28 BC was one which precisely distinguishes it from the developed 'Augustan' regime which was to follow: the fact that a whole succession of triumphs were held by *proconsules* from both halves of the empire, a significant number of whom then constructed or repaired temples or other public monuments. For example, C. Domitius Calvinus triumphed *ex Hispania* in 36 BC, just before the return of Emperor Caesar, and then rebuilt the Regia; C. Sosius triumphed *ex Iudaea* in 36, and subsequently built or rebuilt the temple near where the theatre of Marcellus would be built, sometimes referred to later as 'Apollo Sosianus'<sup>33</sup>; L. Cornificius triumphed *ex Africa* in 33 or 32 BC, and rebuilt the ancient temple of Diana on the Aventine.

These triumphs, and others not listed here, are very important, as one of the main indications that the monopolisation of military glory which was to begin in the middle of the reign of Augustus, and be retained perpetually afterwards, had not yet

<sup>32</sup> Dio Cass. 53,23,1-3 (the Saepta Iulia, see *LTUR* IV, *s.v.* 'Saepta Iulia'); 27,2-4 (the Pantheon, see *LTUR* IV, *s.v.* 'Pantheon').

<sup>33</sup> For the many problems associated with the identity and building-history of this temple see *LTUR* I, *s.v.* 'Apollo, aedes in Circo'.

occurred<sup>34</sup>. But, as regards building projects, and the evolving monumentalisation of the centre of Rome and the Campus Martius, it should be stressed that if Emperor Caesar had succumbed to ill-health at the end of 28 BC, his regime would still have left a vast impact on the city. Indeed, of the most prominent 'Augustan' monuments, only the Theatre of Marcellus, the temple of Mars Ultor and the Naumachia across the Tiber had not yet been built.

Even from the quite limited information available to us, we can discern that the regime of Emperor Caesar in 36-28 BC will have made a massive impact, on the population of Rome above all, but also on the communities of Italy. What we lack very conspicuously is dated documents from this period, reflecting the relations between communities in Italy and the western provinces and the new ruler. In this precise respect there is a clear contrast with what we know of Emperor Caesar in the Greek East in 31-29 BC, and his interactions with communities and local rulers there. For the West, we can do more than spell out the implications of Augustus' own allusions to this phase in his *Res gestae*, and those of the only continuous and detailed narrative source for this period, Cassius Dio's *Roman History*, along with passing references in other sources.

In fact, rather than collect scattered items of evidence here, it may be more useful to emphasise the sheer scale of the operations of government, in Rome and Italy, which are recorded, retrospectively, in the *Res gestae*, for the years 30-28 BC. From this point of view it is unfortunate that Augustus, when speaking of the vast sums paid out to local communities in Italy and the provinces for land for veterans, puts together the operations conducted in 30 BC and later in 14 BC. So we cannot divide

<sup>34</sup> See above all W. ECK, "Senatorial Self-representation: Developments in the Augustan Period", in *Caesar Augustus. Seven Aspects*, ed. by F. MILLAR and E. SEGAL (Oxford 1984), 129-167, revised as "Autorappresentazione senatoria ed epigrafia imperiale", in W. ECK, *Tra epigrafia, prosopografia ed archeologia* (Roma 1996), 271-298.

between the two phases the enormous sums involved: 600 million *sesterces* in Italy, and 160 million in the provinces (*RG* 16, 1). But we do gain some impression of the scale of the measures taken from his report in *Res gestae* (15, 3) that the 1,000 *sesterces* given in 29 BC, at the time of his triumph, to each of the veterans of his who were already settled in colonies, was received by 120,000 men. The total was therefore 120 million *sesterces*. On the same occasion he reports that he remitted 25,000 pounds of *aurum coronarium* offered for his triumph by the *municipia* and *coloniae* of Italy (21, 3). Each *pondus* was worth 4,200 *sesterces*; so the total here was similar, 147 million *sesterces*<sup>35</sup>. If we add to that impression of scale his report of the conduct of a census by himself and Marcus Agrippa in 28 BC (*RG* 8, 2), which produced a total of 4,063,000 — nearly all of whom must have been inhabitants of Italy — we get some impression of both the practical and the diplomatic exchanges which marked the relations between *tota Italia* and Emperor Caesar in the years after Actium. As we know from the *Tabula Heracleensis*, at the moment of the taking of a census each community in Italy had to make up a list locally, and have it delivered to Rome by *legati*<sup>36</sup>. Given this procedure, the involvement of local communities in the census was no mere abstract matter, but will have involved the appearance in Rome of at least several hundred delegates from all over the peninsula.

If we consider also both the recruitment of citizen soldiers in Italy, and the often contentious issue of their discharge and settlement, we can see that, whether the oath taken by *tota Italia* was spontaneous or not, Italy was in some ways approaching the condition of a national state, with a capital city, a national army, and a single ruler in whom authority rested. Rome and its inhabitants of course retained a special status, and Augustus

<sup>35</sup> See M. REINHOLD, *From Republic to Principate: An Historical Commentary on Cassius Dio's Roman History, Books 49-52 (36-29 BC)* (Atlanta 1988), 156.

<sup>36</sup> *Tabula Heracleensis* ll. 142-156. See M. CRAWFORD (ed.), *Roman Statutes I* (London 1996), no. 24.

also duly records in the *Res gestae*, speaking of the year 29 BC, that he had then distributed 400 *sesterces* per head to the *plebs urbana* out of the spoils of war (15, 1). Later in the same passage he records that his *congiaria* had never reached less than 250,000 men; so the total given out in 29 BC will have been at least 100 million *sesterces*. He also records that he had three times given a *gladiatorium munus* — one of which, as we know from Cassius Dio, was in 29, and another in 28<sup>37</sup>. The concentration in these years of *munificentia* directed to the *plebs urbana*, to the cities of Italy and to the veterans is highly significant.

The distribution of cash, the two *munera*, and of course above all the triple triumph, involved the personal appearance by Emperor Caesar before the *plebs Romana* and whoever else was present in the city. Here again, it is not a matter of a symbolic, or abstract, relationship, but of an actual, visible one. But, as was mentioned earlier, one major change which has taken place in our approach to Roman history since *The Roman Revolution* was published 60 years ago is precisely the importance attached, following the lead given by Paul Zanker, to visual symbolism and its reception by the public. So the statues which represented Emperor Caesar in Rome become of great significance. None of those in this period are preserved in the original, but some are known from literary sources and some from representations on coins. Thus a *denarius* which Zanker suggests was minted after Naulochus, reproduces the image of a statue of 'Caesar, Divi f.', represented nude, with his foot on a globe<sup>38</sup>. At the same moment, as we know from Appian, it was voted that a statue of Caesar should be placed on a column decorated with beaks from the ships of the defeated fleet. A *denarius* which may belong to the 30's or early 20's shows this also, with a laureled portrait on the obverse, and the *columna rostrata* topped by the statue on the

<sup>37</sup> Dio Cass. 51,22,4; 53,1,5.

<sup>38</sup> ZANKER, *Power of Images* (cit. n.25), 39, with fig. 31a) on p. 41; *RIC*<sup>2</sup> I 59, no. 256.

reverse, identified by the legend IMP. CAESAR<sup>39</sup>. The column may well have stood in the Forum, as probably did four bronze columns made from the beaks of Cleopatra's ships which were set up after Actium, and were later removed by Domitian<sup>40</sup>. It was now that the 'Actium Arch', also represented on coins, was erected on the south side of the temple of Divus Julius. If we follow the strong arguments recently put forward by John Rich, this was the only arch 'of Augustus' to be erected in the old Forum; for the alleged 'Parthian Arch', supposed to have stood on the other side of the temple, is not securely attested<sup>41</sup>. If this is correct, then another centrally-important symbolic and monumental element of 'Augustan Rome' belongs in fact to the regime of Emperor Caesar, and not to the 'Augustan principate'.

It is of course generally accepted, and needs no proof, that it was in the 40's and 30's BC that the coinage of the Roman world came quite rapidly to reflect the emergence of domination by individuals, by placing images of living persons on coins. The expression 'coinage of the Roman world', however, means two different things: the coinage of the Roman state itself on the one hand, and local coinages, issued by communities or cities or kings and dynasts, on the other. Perhaps the most important single step in our understanding of this period since the publication of *The Roman Revolution* has been the appearance in 1992 of the first volume of *Roman Provincial Coinage*, covering the period from 44 BC to AD 69<sup>42</sup>. For now, for the first time, we can 'read' the images and words through which communities from the Atlantic to the Euphrates represented both themselves

<sup>39</sup> ZANKER, *Power of Images*, 41-2, with fig. 32; *RIC*<sup>2</sup> I 60, no. 271.

<sup>40</sup> ZANKER, *Power of Images*, 81. They are recorded by Servius, *Georg.* 3,29, who however notes only that they were removed by Domitian to the Capitol, not that this was in order to make way for the Equus Domitiani. See *LTUR* I, s.v. 'Columna rostrata Augusti'.

<sup>41</sup> J. RICH, "Augustus' Parthian honours, the temple of Mars Ultor and the Arch in the Forum Romanum", in *PBSR* 66 (1998), 71-128.

<sup>42</sup> A. BURNETT, M. AMANDRY, P.P. RIPOLLÈS, *Roman Provincial Coinage*, I: *From the death of Caesar to the death of Vitellius (44 BC — AD 69)* (London 1992) (henceforward *RPC*).

and also, progressively, the single ruler under whose power they now found themselves to be living. Every one of these coins must represent a deliberate choice, in both images and words, and each therefore embodies, vividly and precisely, the 'reception' of the distant Emperor. The overwhelming majority of the people in whose names these coins were produced will never have seen their Roman ruler in person; images of him on coins, or statues of him in their cities, had to substitute for the reality. None the less, we should not underestimate the volume of traffic in embassies, bearing census-lists or *aurum coronarium* or letters of congratulation or complaint, which really did appear before the ruler in person, and could therefore bring back with them a remembered image of him. The importance of this element will appear more clearly when we come to the story of Emperor Caesar in the Greek East in 31-29 BC.

If we return first to the two types of coinage concerned, the 'Roman' coinage of the Republic too has been put on an entirely new footing since the publication of *The Roman Revolution*, by the work of Michael Crawford<sup>43</sup>. From this we can see that the decisive step in what Crawford calls 'the approach to Empire' had already been taken at the end of Julius Caesar's life: coins both bearing his image and naming him (CAESAR IMP.) begin in 44 BC<sup>44</sup>. So the mere fact that portraits of both Antonius and Emperor Caesar, and some others, appear on Roman coins, in the Triumviral period, is no surprise. But there appears, however, to be no clearly datable coinage representing Emperor Caesar in the years immediately before Actium. A series of *aurei* and *denarii* with portraits of Emperor Caesar and the legend IMP. CAESAR DIVI F(ilius) IIIIVIR ITER seems to date to 37 and 36<sup>45</sup>. After that is only with the

<sup>43</sup> M. CRAWFORD, *Roman Republican Coinage* I-II (Cambridge 1974) (henceforward *RRC*). For the 'Approach to Empire' see the discussion in II 734-44.

<sup>44</sup> CRAWFORD, *RRC* no. 480.

<sup>45</sup> CRAWFORD, *RRC* nos. 538, 540. For a survey of the place of coins in the history of the period see now D.R. SEAR, *The History and Coinage of the Roman Emperors 49-27 BC* (London 1998).

legend CAESAR COS. VI that we encounter coins dated by the consulate of Caesar, 28 BC<sup>46</sup>. Surprisingly, there are only a few examples of the representation through the medium of coins of Emperor Caesar and his role and achievements in the period shortly after Actium: the silver *cistophori*, apparently minted in Asia, with LIBERTATIS P(opuli) R(omani) VIN-DEX, already mentioned, and dated to his sixth consulship, 28 BC<sup>47</sup>; and *denarii* from Rome or elsewhere in Italy, also apparently of 29-7 BC, with AEGYPTO CAPTA or ASIA RECEPTA<sup>48</sup>.

The 'Roman' coinage thus did not represent the last few years of the regime of Emperor Caesar as vividly as did other media — inscriptions, statues, arches, temples, the Curia Julia, the Mausoleum. The move towards the universal representation, and naming, of the Emperor on the Roman coinage of the Augustan period proper, and after, might have seemed, until very recently, less immediately decisive than one might expect. But the new *aureus* of 28 BC, discussed above, adds a wholly novel element to the picture.

A not much clearer story is told by the local, or provincial, coinages collected in *Roman Provincial Coinage*. In the period before Actium, and in the western provinces, coins naming and representing Emperor Caesar, often along with Divus Julius, were produced only at the recently-founded *coloniae* of Gaul, namely Lugdunum and Vienna (and possibly Narbo and Arausio)<sup>49</sup>. In other words, the practice of representing and naming Roman holders of power on local coins had not yet become prevalent in this area; it was to come to an end anyway within less than a century, when all local minting in the west ceased, for reasons which are still not clear. In the Greek East, on the other hand, a slightly longer list of places produced coins naming or representing Antonius. Some of these, however, were

<sup>46</sup> See *RIC*<sup>2</sup> I 60.

<sup>47</sup> *RIC*<sup>2</sup> I 79.

<sup>48</sup> *RIC*<sup>2</sup> I 60-1.

<sup>49</sup> BURNETT, AMANDRY, RIPOLLÈS, *RPC* I, nos. 514; 517; 518; 533.

also *coloniae*, such as Corinth and Philippi. Others were genuinely local, Greek, reflections of the tenure of power: from Cyrenaica (Antonius and the queen, Cleopatra); Thessalonica (Antonius with Caesar); perhaps Byzantium (a dubious head of Antonius); Ephesus (portraits of the Triumvirs and Octavian); and in Syria, from Antioch, Balanea, Aradus, Marathus, Tripolis and Ptolemais, portraits of Cleopatra or Antonius, or both<sup>50</sup>.

When looked at more closely, however, these coins represent a very rudimentary stage in the visual representation, or the naming, of Roman rulers by local communities. What can be called properly *Roman* provincial coinage has not yet really begun. Under Augustus, taking the reign as a whole, it most certainly did begin, and a long list of places in both West and East named and represented the Emperor, and members of his family, on their coins. But, given that, as in literature, 'Caesar' (or 'Kaisar') in Latin or Greek can often still be used as a means of referring to the Emperor, without the addition of 'Augustus' ('Sebastos'), it does not seem that there is a single case where the coins of a city with the image or name of Caesar can be unambiguously dated to the period between Actium and January of 27. In the longer term, especially of course in the Greek East, the coinage of provincial cities is of exceptional interest and importance; and *Roman Provincial Coinage*, when the full series is complete, will provide a unique repertoire of locally-generated images accompanied by names of communities, of local officials and of Roman officials and rulers. But, in the very short term which is at issue here, they do not serve to illuminate the impact of Actium on the consciousness of those who lived in the provinces.

Where we can trace that impact, by a combination of literary and documentary evidence, is in the movements and activities of Imperator Caesar in the period of rather less than two

<sup>50</sup> *RPC* I, nos. 924-5 (Cyrenaica); 1551 (Thessalonica); 1770 (Byzantium); 2569-74 (Ephesos); 4135 and 4094-6 (Antioch); 4456 (Balanea); 4466-8 (Aradus); 4494 (Marathus); 4509-10 (Tripolis); 4740-2 (Ptolemais).

years between the victory of Actium and his return to Rome in 29 BC. As mentioned above, this is one case where Ronald Syme's magnificent narrative moved a little too quickly, and did not give space to all of the evidence. In any case, there are now several new items of evidence which fill in the story. The task of telling that story would be easier if only Halfmann's excellent book on imperial journeys had begun in 31 and not in 27 BC<sup>51</sup>. Hence I cannot pretend to be sure that I have used all the evidence which is now available. But what there is serves in many ways to foreshadow fundamental themes of imperial history: the importance of imperial journeys, and their impact on the population; the fact that it was possible for a Roman ruler to rule from anywhere where he happened to be in the provinces; the need to seek his favour, and his unfettered ability to take effective decisions, even if these might later be ratified by organs of the *res publica*; the importance of oratory in addressing him and seeking his favour; the role of embassies from the cities, appearing before him and bringing back letters with his decisions; the need on his part to express benevolence, and to be able to confer favours as far as possible — or, when it was not possible, to speak or write in a conciliatory fashion, and to explain with regret his reasons for refusing. There is a very precise sense in which the evidence which we now have for Emperor Caesar in the Greek East in 31-29 BC confirms the judgement of Cassius Dio that it was at Actium that *monarchia* began<sup>52</sup>. Moderns may have doubted this, but contemporaries saw the truth with perfect clarity.

The only detailed narrative which we have is that of Cassius Dio in Book 51, and it is this which provides the thread on which all the other evidence hangs<sup>53</sup>. Dio also makes clear that

<sup>51</sup> H. HALFMANN, *Itinera Principum. Geschichte und Typologie der Kaiserreisen im römischen Reich* (Stuttgart 1986).

<sup>52</sup> Dio Cass. 51,1,1-2.

<sup>53</sup> Note the excellent commentary by M. REINHOLD (n. 35 above) and the Budé edition by M.-L. FREYBURGER and J.-M. RODDAZ, *Dion Cassius. Histoire Romaine, Livres 50 et 51* (Paris 1991).

the authoritative disposition by Caesar of political power and constitutional status in the Greek world began immediately after Actium: there were exactions from cities, apparently the removal of powers from the *ekklesiai* of (some?) cities, the deposition of some kings, and confirmation of the rule of others (2,1). Caesar visited Athens and was initiated into the Eleusinian mysteries, and then went East to 'Asia' (4,1). Dio is no more precise than that, but indicates that Caesar was then called back to Italy by trouble with his veterans, went as far as Brundisium, and then returned via Greece to Asia (4-5). Suetonius says both that he was aiming for winter-quarters on Samos, from where he was called back to Brundisium, and that it was in 'Asia' that he entered on his fourth consulate, of 30 BC<sup>54</sup>. Given these rapid movements to and fro, we cannot hope to place accurately, in sequence or place of origin, the one clearly-dated document, and the two others which very probably belong here, which between them show with striking clarity both how the communities of the Greek East recognised immediately after Actium that their world now had a new individual ruler, and how that ruler replied to them with the authority of a monarch.

Of these texts, the one which is unambiguously located in space and time is the letter which Emperor Caesar wrote to Rhosus from Ephesus towards the end of his third consulate, and which formed part of the dossier of documents relating to Seleucus of Rhosus which was inscribed there. It is surely significant that Seleucus, whose dossier had been published in 1934, achieved only a single passing mention in *The Roman Revolution*, and that was in a footnote<sup>55</sup>. The letter of late 31 BC is the third of the four documents in the dossier, and like

<sup>54</sup> Suet. *Aug.* 17.

<sup>55</sup> D. ROUSSEL, "Un Syrien au service de Rome et d'Octave", in *Syria* 15 (1934), 33-74; *IGLS* III, no. 718; R.K. SHERK, *Roman Documents from the Greek East. Senatus Consulta and Epistulae to the Age of Augustus* (Baltimore 1969), no. 58. Note also the translation of the dossier by R.K. SHERK, *Rome and the Greek East to the Death of Augustus* (Cambridge 1984), no. 86. The solitary reference to Seleucus in *The Roman Revolution* is on p.236, n. 2.

the other texts of this phase is in Greek. It will be worth quoting it in full<sup>56</sup>:

[Year...], Dystros. Imperator Caesar Divi filius, Imperator for the sixth time, consul for the third time, designated for the fourth, to the magistrates, council and people of Rhodus, the sacred and inviolate and autonomous, greetings. If you are well, it would be good: I too, with the army, am flourishing. The ambassadors sent by you, Seleucus, my naval commander, Heras son of Call[...], [...]eros, Symmachos, good men, from a good people, our friend and ally, having arrived at Ephesos, spoke to me on the matters on which they had instructions. I for my part received them and found them to be patriotic and good men, and accepted the honour and the crown, and [will try?] when I come to your area to be the source of some benefit to you and to preserve the privileges of the city, and will do these things the more gladly on account of Seleucus, my naval commander, who fought alongside me through the time of the war and distinguished himself in every way, and provided every evidence of his goodwill and loyalty. He took every opportunity to intercede on your behalf and gave every sign of effort and enthusiasm over the matters which were of benefit to you. Farewell.

It would be difficult to imagine any document which embodied either a more vivid reflection of the immediate situation after the victory of Actium (including an anticipation of the journey which Imperator Caesar would make through Syria to Egypt, and then back, in the Spring and Autumn of the following year) or of the fundamental pattern of diplomatic exchanges: honour and the presentation of requests on the one hand, and the systematic demonstration of monarchic benevolence on the other.

The other two documents which may well reflect the aftermath of Actium are not so clearly anchored in space and time. The first is a letter of Imperator Caesar to Mylasa in Caria in reply to an embassy<sup>57</sup>. No place of writing is indicated, and something has gone wrong with the indication of his consulship. For what is given in the text is "and appointed consul for

<sup>56</sup> The Greek text of the letter occupies ll. 73-84 of the inscription.

<sup>57</sup> SHERK, *Roman Documents*, no. 60.

the third time” which is necessarily incomplete (ὑπατός τε τὸ τρίτον καθεστάμενος). Moreover, unlike the two letters to Rhosus with which we will be concerned, and that to Ephesus discussed below, the number of his imperial acclamations is not given. It is therefore very likely, though of course it cannot be certain, that the full title will have read “Imperator for the sixth time, consul for the third time, and appointed for the fourth” (αὐτοκράτωρ τὸ ἕκτον, ὑπατός τὸ τρίτον, τὸ τε τέταρτον καθεσταμένους). The alternative is to accept either that a reference to Emperor Caesar’s Triumviral powers has dropped out, in which case the document could belong at any date in the early 30s, or that it belongs to 32 BC, the year before Actium, when indeed his only public position was as *consul designatus* for the third time for 31. But something has certainly dropped out, and the letter, which is very fragmentary, fits best in the aftermath of Actium.

So also, as Ernest Badian has persuasively argued, does the famous subscript of Emperor Caesar to the Samians, which nearly three centuries later was to be incorporated in the ‘archive-wall’ of Imperial documents from the theatre of Aphrodisias<sup>58</sup>. As it stands, this seems to be a document of after January 27 BC, for Emperor Caesar has in Greek the cognomen Αὐγουστος. But the standard Greek version of ‘Augustus’ was of course Σεβαστός, and the odds are strongly that this term has been inserted in the version inscribed in the early third century. If so, this too might well be a document from the aftermath of Actium, though possibly the war referred to might be the Parthian invasion led by Labienus. But, as Badian suggests, two considerations speak strongly for the aftermath of Actium: the fact that Emperor Caesar speaks of Aphrodisias ‘having taken *my* part in the war’; and the very fact that this is a subscript to the Samians, not a letter. For a natural context for the presentation of a petition, and the giving of a reply,

<sup>58</sup> REYNOLDS, *Aphrodisias*, no. 13. See E. BADIAN, “Notes on Some Documents from Aphrodisias Concerning Octavian”, in *GRBS* 25 (1984), 157-170, on pp. 165-170.

would have been while Caesar was wintering there, either in 31/30 or in 30/29 BC. Furthermore, as Badian duly notes, Caesar speaks here as if the question of the freedom or exemption from tribute of Samos was entirely at his own discretion.

If uncertainties persist over the original context, it will still be worth reminding ourselves of the way in which Emperor Caesar expressed himself to the Samians, in not merely giving a reply to their request for freedom and exemption from tribute (not the only appeal about tribute which he would receive in these years, as we will see), but in explaining and justifying his decision. I quote the translation by Joyce Reynolds:

You yourselves can see that I have given the privilege of freedom to no people except the Aphrodisians, who took my side in the war and were captured by storm because of their devotion to us. For it is not right to give the favour of the greatest privilege of all at random and without cause. I am well-disposed to you and should like to do a favour to my wife who is active in your behalf, but not to the point of breaking my custom. For I am not concerned for the money which you pay towards the tribute, but I am not willing to give the most highly prized privileges to anyone without good cause.

Early in the year 30 Emperor Caesar began the sea-voyage southwards towards Syria and the ultimate prize of his victory, Alexandria and Egypt. We might well have guessed that he and his fleet would have stopped at Rhodes, but so far as I know our only specific proof that he did comes from a writer who is of immense importance for the period, Josephus. Neither Ronald Syme nor anyone else writing the history of the Triumviral period, of the domination of Emperor Caesar and then of the long reign of Augustus, has yet used to the full the testimony of Josephus, who tells twice-over the eventful story of the reign of Herod and his relations with the Triumvirs and Augustus, once in the *Jewish War* and again, at much greater length, in the *Antiquities*. His testimony is based on the last part of the *Universal History* written by Nicolaus of Damascus, which itself devoted many books to the account of Herod. There are many problems in Josephus' all too vivid narrative,

which in many parts reads like a romance or a tragedy. But the fact remains that it is based on a very full contemporary source, and provides the only account of the early Imperial regime as seen through the experience of a dependent king<sup>59</sup>.

Herod's forces had in fact not fought at Actium, being engaged on a local conflict against the Nabataeans. But Josephus records, in both the *War* and the *Antiquities*, how Herod saw at once that Actium had changed everything, and that, if he were to keep his royal diadem, urgent steps were needed<sup>60</sup>. He reports in vivid style how Herod hastened to Rhodes to meet Caesar, appeared before him, symbolically without his diadem, and made a speech to argue that his loyalty to Antonius should be understood as a guarantee of future loyalty to the new ruler. Caesar accepted the argument, returned his diadem and gave him other honours, doing so all the more gladly because Didius had reported to him the help given by Herod in the matter of a large band of pro-Antonian gladiators who had been recently on the loose in Syria, and had needed to be brought under control.

Two features of the account are of special importance. One is that Herod made a plea to Caesar for the life of a figure called Alexas, which Caesar felt obliged under the terms of an oath to refuse. Once again, as with his reply to the Samians, he evidently felt the need to explain his reasons for saying no.

The second important aspect is the explicit indication, but in the *Antiquities* only, that Herod's kingdom was granted to him not only by the 'gift' of Caesar but also by a 'decree of (the) Romans' (δόγματι Ῥωμαίων) which Caesar took care to secure for him<sup>61</sup>. Whether Josephus meant to refer to a *senatus consultum* or a *lex* is not clear; what matters is the indication that in the period of the sole rule of Emperor Caesar, as under the

<sup>59</sup> For the reign of Herod as king see *Jewish War* 1,18,4-33,9 (358-673), and in considerably greater detail *Antiquities* 15-17. For Nicolaus see still B.Z. WACHOLDER, *Nicolaus of Damascus* (Berkeley 1962)

<sup>60</sup> *BJ* 1,20,1-3 (386-93); *AJ* 15,6,5-7 (187-97).

<sup>61</sup> *AJ* 15,6,7 (196). *BJ* 1,20,3 (393) has only δόγματι διεσήμεαινε τὴν δωρεάν.

Triumvirate, at least some care was exercised to have individual decisions confirmed by the inherited institutions of the *res publica*. Another instance, relating to Egypt, will appear shortly.

As we saw, Caesar was already en route to Egypt when Herod went to meet him on Rhodes. What itinerary he followed first is not clear. But Josephus' narrative, with slightly different details in the *War* and *Antiquities*, makes clear that for part of his journey he passed through Syria. Herod escorted him, entertained him lavishly at Ptolemais (which lay outside his own territory), made available supplies for the journey across the desert, and made him a gift of 800 talents<sup>62</sup>. If the figure is not fantasy, it represents a considerable sum in Roman terms, nearly 10 million *sesterces*.

When news came of Caesar's victory, and of the deaths of Antonius and Cleopatra in mid-summer of 30 BC, Herod went to Egypt in person, and here again very substantial rights were conferred on him. He received seven city territories — Gadara, Hippos, Samaria, Gaza, Anthedon, Joppa and Straton's Tower (the later Caesarea), and was also given a force of 400 Gauls who had been in the service of Cleopatra<sup>63</sup>. This was of course the historic moment when, as Augustus was later to record in the *Res gestae*, he "added Egypt to the imperium of the Roman people" (*RG* 22, 1). Cornelius Gallus was left to rule the new province as Praefectus, and, if we may believe a passage of Ulpian preserved in the *Digest*, a *lex* was passed in Rome to confirm that he would have powers comparable to those of a proconsul<sup>64</sup>. Such a constitutional act would have been purposeless unless carried through immediately, so it should belong to the Autumn of 30 BC or to the Spring of 29.

This is not to place to review the complex evidence for the creation and organisation of the province of Egypt<sup>65</sup>, but it should be noted that here too Caesar took care to bring him-

<sup>62</sup> *BJ* 1,20,3 (394-5); *AJ* 15,6,7 (199-200).

<sup>63</sup> *BJ* 1,20,3 (396-7); *AJ* 15,7,4 (215-17).

<sup>64</sup> *Dig.* 1,7,1.

<sup>65</sup> See esp. G. GERACI, *Genesi della provincia romana d'Egitto* (Bologna 1983).

self in person into relation with the population of Alexandria. Speaking in Greek, he addressed the people and told them, in Cassius Dio's version, that he had spared the city for three reasons: their god Serapis, their founder Alexander, and his own connections to his teacher, Areios, their fellow-citizen<sup>66</sup>.

Dio then records that, after founding the city of Nicopolis in Egypt, Caesar departed via Syria to Asia. Herod escorted him again as far as Antioch<sup>67</sup>, and Suetonius notes that he entered on his fifth consulate, of 29 BC, on Samos<sup>68</sup>.

At some time in his fourth consulate Caesar wrote again to Rhosus, in graciously monarchic style<sup>69</sup>. The occasion may perhaps have been while Caesar was passing through Syria or Cilicia, either en route to Egypt or on his return. Here again, the tone of the letter is so significant for the nature of the new monarchy that the letter deserves to be quoted in full:

[Year...] month Apellaios. Imperator Caesar Divi filius, Imperator for the sixth time, consul for the fourth time, to the magistrates, council and people of Rhosus, the sacred, inviolate and autonomous, greetings. If you are well, it would be well. I and the army are flourishing. Seleucus, who is both your fellow-citizen and my naval commander, having served alongside me in all the wars, and having given many proofs of goodwill and loyalty and courage, as was appropriate for those who have served alongside me and distinguished themselves in war, has been honoured with the privileges of exemption from tribute and (Roman) citizenship. I therefore commend him to you. For such men render one's goodwill more ready also towards their native cities. So, given that I am ready to do all the more gladly everything that is possible for you on account of Seleucus, have confidence and send to me about whatever you want. Farewell.

No ambassadors are mentioned, and it may well be that the letter was prompted by a request from Seleucus himself. It is not unlikely that the emphasis on the value of Seleucus in

<sup>66</sup> Dio Cass. 51,16,3-4. A different version of his proclaimed motives is given in Plut. *Ant.* 80.

<sup>67</sup> *AJ.* 15,7,4 (218). Not included in *War.*

<sup>68</sup> Suet. *Aug.* 26,3.

<sup>69</sup> SHERK, *Roman Documents*, no. 58, iv (ll. 85-93). Full references in n.55.

terms of future benefits to be received from the ruler reflects tensions and personal hostilities in the city. At all events the future role of Caesar as a source of such benefits is unambiguously advertised.

As we have seen, on January 1, 29 BC, when he entered on his consulship, Caesar was on Samos, and it was not until the summer, according to Cassius Dio<sup>70</sup>, that he set off for Greece and then Italy. This period is also of crucial importance, and is illustrated by several very significant items of evidence. Firstly, Dio's narrative makes it quite explicit that it was while he was still in Asia, between entering on his consulship and his departure westwards, that he "allowed" (ἐφῆκεν or ἐπέτρεψε) the establishment of temples to Roma and Divus Julius to be established in Ephesus and Nicaea, for worship by the Romans resident in those places; as for the others, who identified themselves as 'Hellenes', those in Asia were permitted to establish a temple to himself in Pergamon, and those in Bithynia at Nicomedia. Thus, as Dio notes, an example was given to all the other provinces<sup>71</sup>.

This, Dio says, was in the winter, and he adds that the Pergamenes also received the right to celebrate a sacred contest in honour of the temple; there is no need to pursue here the later history of the temple or the contest<sup>72</sup>. What matters is the context and Dio's language, which states quite clearly that Caesar "allowed" all four temples, and therefore implies that all four owed their origin to requests addressed to him by the cities involved; Nicaea and Nicomedia in Bithynia, and Ephesus and Pergamon in Asia. Once again, we see the rapidly evolving pattern of diplomatic exchanges between subject cities and their now clearly-identified sole ruler.

Until recently, this familiar narrative represented all that we could say about exchanges at this moment between the major

<sup>70</sup> 51,21,1.

<sup>71</sup> 51,20,6-8.

<sup>72</sup> 51,20,9. See S.R.F. PRICE, *Rituals and Power. The Roman Imperial Cult in Asia Minor* (Cambridge 1984).

cities of Asia Minor and Emperor Caesar. But the huge harvest of Imperial inscriptions from Ephesus has now been enriched by one carrying the text of a letter from Caesar to Ephesus written in his fifth consulate, 29 BC<sup>73</sup>.

Published in 1993, this very revealing letter does not so far appear to have attracted any attention. Conceived of as a routine letter written by an Emperor in reply to an embassy from an important provincial city, it would be indeed of no special interest. Its significance arises, however, precisely from the fact that we can see in it another instance of how the norms of later forms of diplomatic exchange were established at once, in the immediate aftermath of the civil wars, and while the formal relationship of Emperor Caesar to the Roman *res publica* was still rapidly evolving. For these reasons it too deserves translation in full:

[Imp. Caesar] Divi filius, consul for the fifth time, Emperor for the seventh time, to the council and people of the Ephesians, greetings. If you are well, it would be well. I with the army am flourishing. Theodosius, [Memnon?], Protogenes, Herakleides, Sopatros, Askle[piades], Aristion, Agathenor, Menodo[tos], the ambassadors of the [-ekkle? — or more probably *gerou?*]-sia, [have given] me the decree from the *gerousia* and [have spoken] in accordance with what [is to be found] in it. [Therefore] I [approve?] the constitution? (σύστημα) of the *gerousia*, [and will preserve] your [laws?] and the [honours and?] privileges. [Farewell]

There is nothing in the document to indicate at what time in the year the letter was written, or from where. Formally speaking, it could have been composed on the journey back to Italy, or in Rome itself. But it is, obviously, natural to suppose that, whatever the issue was which concerned the *gerousia* of Ephesus, it will have been brought to Caesar's notice while he was still in Asia, in the period when the arrangements for the major new Imperial festivals were being approved.

<sup>73</sup> D. KNIBBE, H. ENGELMANN, B. IPLIKÇIOĞLU, "Neue Inschriften aus Ephesos XII", in *JÖAI* 62 (1993), Hauptblatt, 113-150, no. 2; *AE* 1993, no. 1461.

If this large embassy, of apparently nine men, did approach Caesar before he left, it was not to be the last Greek embassy which would set off to appear before him before he got back to Rome. For an important piece of reminiscence by Strabo, who is in many ways among the most significant of all contemporary witnesses to the Roman revolution<sup>74</sup>, takes us back precisely to the summer of 29 BC. Speaking of the Cyclades islands, Strabo says<sup>75</sup>:

Of these islands, putting in at Gyarus, I found a village inhabited by fishermen. Setting sail, we took on board an ambassador from there, chosen as ambassador to Caesar (Caesar was at Corinth on his way to the Actian triumph). While sailing with us, he explained to those who enquired that he was serving as ambassador over the alleviation of tribute. The island was due to pay 150 *drachmae*, when they could pay even 100 with difficulty.

Strabo does not record whether the fisherman ever caught up with Caesar, or whether his embassy was successful. But it is extremely significant that even a very small community such as this had the procedures for selecting an ambassador; that they believed themselves to be entitled to put a case relating to the level of their tribute; that they now knew to which individual they should put that case; and that they had at least an approximate idea of where he was to be found, even though he was in fact in transit between Asia and Italy.

As we saw in the case of Samos, whose petition for freedom and exemption of tribute was at this moment unsuccessful, the question of the tribute due to the *aerarium* in Rome was open to constant negotiation — but now, in the first instance at least, negotiation before a single, all-powerful ruler. The very modest level of the tribute concerned in this case, evidently payable in cash, is also of interest. Even the higher sum, the

<sup>74</sup> See now K. CLARKE, "In Search of the Author of Strabo's *Geography*", in *JRS* 87 (1997), 92-110; *Between Geography and History. Hellenistic Constructions of the Roman World* (Oxford 1999).

<sup>75</sup> 10,5,3, p.485-6.

one actually demanded, was equivalent only to 600 *sesterces*, or two-thirds of the annual pay of one legionary soldier. It is easy from this to understand the pressures which led Caesar to one of the most drastic measures of his rule in the period before 27 BC, the rapid reduction of the number of legions from perhaps 60 to, it seems, 28, in the period before the disaster of AD 9. At all events, the request which the fisherman from Gyarus hoped to put before Caesar, and which involved sums, admittedly very small ones, due to the *aerarium* at Rome, could well be regarded as the most potent sign of that new order which had now, already, arrived. If we also think for a moment of that truly great work of sixty years ago, *The Roman Revolution*, we can perhaps now see one of its fundamental characteristics — that the story which it told so powerfully was truly that of a *Roman* revolution, a transformation of the political order which prevailed in a Latin-speaking, Roman, society. But there was an equally profound transformation in the Greek-speaking world ruled by Rome, from Achaëa to Asia Minor, to Syria, to Judaea and to Egypt.

This paper will not return to the details of the various honours voted to, and some accepted by, Emperor Caesar in (perhaps) late 30 BC and in 29, or of the other constitutional and practical steps taken in Rome between the summer of 29 and January of 27. Enough has been said, it may be hoped, to emphasise again that many of the most decisive steps — and even more important, the most decisive aspects of a fundamental alteration of mentality and political awareness — had already taken place before 'Imperator Caesar Divi filius' was transformed into 'Imperator Caesar Divi filius Augustus'.

## DISCUSSION

*KLM. Girardet:* Sie haben uns mehrere Inschriften mit Briefen des Imperator Caesar aus den Jahren 31 bis 29 v.Chr. vorgestellt, die den Beginn monarchischer Wirklichkeit erkennen lassen. Dies würde vermutlich noch deutlicher, wenn man entsprechendes Quellenmaterial aus dem 2. und frühen 1. Jh. v.Chr. für einen Vergleich besäße. Die Briefe bzw. Inschriften der Jahre 31 bis 29 v.Chr. sind an griechische Gemeinden, aber auch an einzelne Personen gerichtet (mit Privilegien etc.). Meine Frage zielt auf mögliche — politische — Gründe, weshalb diese Dokumente von den Empfängern als Inschriften öffentlich gemacht wurden. Könnte es sein, dass — vom Stolz auf Erreichtes abgesehen — hiermit gleichsam *exempla imitanda* vorgeführt werden sollten? Wer sich um die Sache des Imperator Caesar verdient gemacht hat — und sich künftig um den neuen Herrn verdient macht —, erhält auch die angemessene Belohnung. Das Wechselspiel von *beneficium* und *officium*...

*F. Millar:* I certainly agree that, in both style and content, we need to compare the letters of Imperator Caesar from the years 31 to 29 BC with earlier letters of Roman *imperatores* to Greek cities, beginning in the early second century BC. It is only unfortunate that there are no such letters from Pompeius, for these would be significant for the emergence of a monarchic tone. The newly-published letter of Lucullus to Mopsuestia is however important (*AE* 1994, no. 1755), as is the remarkable letter of Julius Caesar to Sardes, written only a few days before the Ides of March (*AE* 1989, no. 684).

You are correct also in emphasising that we must ask in each case not only what circumstances gave rise to the writing of each letter, but in whose interests it was to have it inscribed,

and what purposes would be served by its being inscribed and put up in public.

The case of Seleucus of Rhodus is particularly apposite, since by its nature the entire dossier stresses the role of an individual, the privileges which he had received, and his potential importance as the channel for future benefits to his very modest home city. In the years before Actium Rhodus had clearly lain in Antonius' sphere, and it is difficult to imagine that the ships which Seleucus had commanded could have been Rhodian ones, supplied by the *polis* of Rhodus itself. So his relations with his fellow-citizens may well have been delicate, and public evidence of the favours which he enjoyed from Emperor Caesar may have been very useful to him.

*G. Rowe:* I think it is likely (though of course unattested) that Seleucus himself paid for the inscription.

I wonder, whether we should describe what occurred between 36 and 28 BC as the coalescence of power of a single ruler — or instead a sharing of power that later became explicitly dynastic? I am thinking of Agrippa and Livia. When considering building in Rome between 36 and 31 BC, one must emphasise Agrippa's aedileship in 33 BC. A decade later, while Augustus was in Rome, it was Agrippa who would tour the Greek half of the empire and respond to petitioners (23-21 BC, 16-13 BC) — something for which we happen to have testimony directly from Nicolaus (*FGrH* 90 F 134). In 12 BC, Augustus would remember Agrippa in the funeral oration as having been his peer. As for Livia, in Emperor Caesar's response to the Samians, Caesar need not have mentioned Livia's attempt to influence his decision, but he chose to do so in the conciliatory phrases he addressed to the Samians: Livia's influence was part of the image of power which he deliberately projected. Lastly, when Caesar returned to Rome in the middle of 29 BC and celebrated his triple triumph, he appeared flanked by Livia's son Tiberius and by his own nephew Marcellus. So, for the period 36-28 BC, perhaps one should speak

of Emperor Caesar first sharing real, 'monarchical' power with Agrippa and Livia, then, in 29 BC, deliberately broadcasting a dynastic message.

*F. Millar:* You are absolutely correct to suggest that a representation of events which focuses on the individual role of Emperor Caesar — or of him as Augustus, or of later Emperors — suffers from incompleteness. I think that it has to be confessed that in *The Emperor in the Roman World* I did not succeed in finding, within the structure of the book, an appropriate place for other members of the successive Imperial families, including Emperors' wives, or for their major associates, except as members of the *consilium*, and as Praetorian Prefects.

Livia surely occupied a more prominent public role than any subsequent female member of any Imperial family, and it is striking that her independent status and importance is still stressed, half a century later, by Tiberius, in writing to Gythion.

But the really difficult case to assess is Agrippa. For, given that both his functional and his formal role was exceptionally prominent — and that in the period when the role of Emperor Caesar himself was still in the process of definition — there seems to be no clear indication anywhere in our evidence that he was conceived of, even potentially, as a co-Emperor, or rival Emperor. This was perhaps another respect in which everything was owed to the name of 'Caesar'. It is surely significant also that neither the administrative steps taken in January 27 BC nor the honours voted then gave any place to Agrippa.

It is curious that the inscription of him as *consul III* which Hadrian retained on his rebuilt Pantheon gives his name a more prominent place in contemporary Rome than that of Augustus himself.

*T. Hölscher:* Sie haben in der ideologischen Selbstdarstellung Octavians von 27 v.Chr. das Fehlen einer Propaganda für eine monarchische Machtposition und die Präntention an Bewah-

rung der alten *res publica* hervorgehoben. Bedeutet aber nicht die Residenz auf dem Palatin, gebaut zwischen 36 und 28 v.Chr., einen offen dargestellten Anspruch auf eine einzigartige Stellung? Sie wurde offenbar bewusst als Zentrum eines Dreiecks von hoch-ideologischen Bauten geplant: des Tempels seines Schutzgottes Apollo, mit direktem Zugang zu dem Tempelareal; des Tempels der Magna Mater, die die troianischen Ursprünge Roms verkörperte, und der angeblichen Hütte des Stadtgründers Romulus. Paul Zanker hat darauf hingewiesen, dass urhellenistische Könige ihre Paläste in solcher Weite positioniert haben.

Entsprechend scheinen mir die Bauprojekte von Triumphatoren der Triumviratszeit nicht mehr die alte republikanische Selbständigkeit der Bautätigkeit zu dokumentieren. In meinem eigenen Beitrag hoffe ich deutlich zu machen, dass diese Bauten schon Teil eines Spiels mit verteilten Rollen war, dessen Regie fest in der Hand Octavians lag.

Wenn dennoch in öffentlichen Verlautbarungen immer wieder hervorgehoben wurde, dass damals die alte Ordnung wieder hergestellt worden sei, so stellt sich die Frage, warum ein Bewusstsein dafür entstanden ist, dass dies nicht mehr die bisherige, sondern eine neue *res publica* war: nicht nur eine neuere, glücklichere Zeit unter besserer politischer Führung, sondern eine grundsätzlich neue Staatsordnung. Wo sind die frühesten expliziten Zeugnisse für ein solches Bewusstsein?

*F. Millar:* You have made three important points. Firstly, as regards the implicit message conveyed by the construction of Caesar's new residence on the Palatine, in close conjunction with the memorials of Romulus, with the temple of Magna Mater and above all with the new temple of Apollo, I entirely agree that it would have been extremely difficult for any contemporary Roman not to draw the conclusion that a new political order was coming into being. Following Konrad Kraft, I would say the same of the Mausoleum, which was surely under construction already before Actium.

What I wanted to stress was only that this very clear emerging symbolism had not, so far as we know, been preceded by any explicit argument to the effect that individual rule was desirable, or represented the only cure for Rome's problems, and nor was it even accompanied by any such argument. Atticus, as Cornelius Nepos represents him, *recognised* that the conflict was about individual power, and so presumably did others. But it really does not seem that arguments in favour of the need for monarchic power were ever explicitly presented.

As for the *triumphatores* and their building projects, I am sure that you are right that they do not represent any real independence. Their significance emerges only retrospectively, when the *Fasti Triumphales* break off in 19 BC. In that sense we could see the 30's and the 20's BC, taken together, as a final phase in one aspect of the compromise between old and new, or between republican tradition and monarchy.

Finally, I think that there is actually an answer to the question of when we first find an explicit public acknowledgment of the fact that power has now passed into the hands of a single ruler: the preface to the first book of Vitruvius' *De architectura*. This is all the more significant in that it lays a clear emphasis on Divus Julius, of a sort which Syme had been disposed to deny. Of course, this preface would be even more important if only we could determine exactly when it was written. But it was surely not later than the 20's BC.

*A. Wallace-Hadrill:* It would be hard to take issue with what Fergus Millar says about the importance of the period preceding Actium and its effect in laying the basis for the future regime. But when he speaks of a 'revolution of consciousness', we are brought up against the old dilemma, that it is at the level of consciousness that monarchy fails to find linguistic expression. Nobody could doubt monarchy as a *fact* after Actium, and it is significant that in the sphere of architecture and art so much already pointed symbolically to monarchy.

Greek sources too, as he has shown, speak without difficulty of *μοναρχία*. This makes it the more interesting that Latin sources do *not* articulate the change ideologically as a 'revolution of consciousness'.

Syme was able to evade this problem in two ways: through his denial that ideological issues matter, and through the insistence that political reality not constitutional form is what matters, so that 'monarchy' too is a cover for oligarchy.

But it surely is interesting to ask how the Romans accommodated ideologically such a massive transformation. Part of the answer lies in a denial of change, or perhaps better put, in the representation of change as continuity. The image of Emperor Caesar in his *sella curulis* 'restoring' the LEGES ET IVRA is a powerfully ambivalent one: is this a consul embodying tradition, or an emperor embodying change? The ideology appears to insist on a continuity with tradition (clearly evoked by religious 'restorations'), which at the same time succeeds in distancing itself from the period *before* Actium as one of discontinuity. Just who is responsible for the discontinuity (who took away *leges et iura*) remains unexpressed.

*F. Millar*: It is surely correct that Greek writers found it easier than did Roman contemporaries writing in Latin to acknowledge explicitly the transfer of power to an individual (though, as we have just been saying, I would regard the preface of Vitruvius as coming very close indeed to such an open recognition).

One problem is that we have no Greek source which belongs specifically to the years just after Actium. So, obviously enough, when Cassius Dio asserts categorically that *monarchia* began at the moment of the victory he was offering a retrospective analysis from nearly three centuries later. Strabo (17,3,25, p.840) is in effect equally explicit — but even his work did not receive its finishing touches until the reign of Tiberius. Perhaps the closest in time is what Nicolaus of Damascus says in his *Vita* of Augustus. But that is cast only in very general terms.

In fact, provided that we do not insist on precise constitutional language, there are many expressions which can easily be culled from Augustan poetry which do reflect a recognition of monarchic power — or, at least, do not embody any collective effort to obscure this fact.

I would perhaps rather wish to put the emphasis on the prominence in public ideology of the *populus Romanus*: on the *aureus* of 28 BC, in Augustan and Tiberian inscriptions, in the *Tabula Siarensis* and in the *Res gestae*. It is to the *populus Romanus* that the new ruler restores *iura et leges*, to the *imperium* of the *populus Romanus* that he adds Egypt, and from the *populus*, or the SPQR, that he receives exceptional honours and powers.

*J. Scheid*: Le problème de la perception des pouvoirs 'monarchiques' du jeune César est effectivement important. En écoutant la présentation, par M. Millar, de son action en Orient, je me suis demandé en quoi sa conduite différait de celle d'autres détenteurs d'*imperium* spécial, comme par exemple Pompée. Mais l'observation que je voudrais faire concerne plutôt Rome et le régime mis en place entre 36 et 27.

L'analyse des initiatives religieuses datant de ces années confirme les conclusions de M. Millar. Pendant cette période, le jeune César et ses amis ont jeté les fondations de ce qui sera, au fond, l'expression religieuse du principat augustéen: si l'on exclut les jeux séculaires, la fondation des Augustalia et quelques autres mesures impossibles à prendre avant la mort de Lépide, les mesures prises avant 27 représentent à peu près toutes les initiatives en matière religieuse. D'un côté, et sans revenir sur la restauration des temples que M. Millar a évoquée, un certain nombre de rites ou de sacerdoces furent réanimés ou restaurés: on peut citer le rite du fétial (32), la prise de l'*augurium salutis* (29), la fermeture du Janus (29), ainsi que la transformation en prêtrises publiques des Frères Arvales et des *sodales Titii* (29/28), liée, comme la restauration du temple de Jupiter Feretrius, au mythe de Romulus. A la même date les

sacerdotes publics furent restructurés, dotés de moyens et de privilèges nouveaux. Toutes ces mesures avaient pour objectif et effet, comme A. Wallace-Hadrill l'a dit, de mettre en vue une rupture: les guerres civiles étaient le résultat de l'*impietas*, le régime actuel représentant la reprise des actes de *pietas*, des restaurations religieuses construisaient en quelque sorte la cause des malheurs précédents et la rupture. D'un autre côté, les privilèges religieux accordés à l'Empereur César et à sa famille depuis 36 ainsi que l'obligation d'offrir une libation au Génie du prince lors des banquets préfigurent, avec le culte du Divus Iulius, ce qu'on appelle le culte impérial.

*F. Millar:* I am very happy to accept the observations of John Scheid, which (I am glad to say) support the tendency of my arguments, that major innovations (even if under the guise of restorations) mark the years before the votes of January 27 BC. On the political or constitutional plane, a very similar tendency will be seen in the excellent paper of Williams and Rich on the new *aureus* of 28 BC.

I would wish only to stress what seems to me the considerable importance of the report by Cornelius Nepos (*Att.* 20,3) that it had been at the *admonitus* of Atticus, before his death in 32 BC, that Caesar had undertaken the repair of the temple of Iuppiter Feretrius on the Capitol, founded by Romulus. That serves to open up the question of from where the inspiration for Caesar's programme of restoration, physical, institutional and moral, had really derived.

## II

JOHN SCHEID

### RONALD SYME ET LA RELIGION DES ROMAINS

“... religion, whatever sense be accorded that vague term”<sup>1</sup>

Dans son compte rendu paru dans le *Journal of Roman Studies* de 1940, A. Momigliano reprochait à l’auteur de la *Révolution romaine*<sup>2</sup> de considérer moins les intérêts spirituels des gens que leurs mariages<sup>3</sup>. Pour étayer ce reproche, il citait les travaux érudits consacrés à des questions religieuses par certains des protagonistes des événements étudiés par R. Syme<sup>4</sup>. Plus récemment, en 1990, J. Linderski, déplorant avec A. Momigliano le même désintérêt pour la religion, pointait un doigt accusateur vers les abus de la prosopographie; pour illustrer comment les prêtres servent uniquement comme des “quarries for prosopographical hunt”, Linderski cite deux ouvrages récents sur les frères arvaux, qui lui paraissent typiques de ce point de vue, puisqu’on y trouve “hundreds of names and

<sup>1</sup> R. SYME, *Some Arval Brethren* (Oxford 1980), p.v.

<sup>2</sup> R. SYME, *The Roman Revolution* (Oxford 1939) (trad. fr. *La révolution romaine* [Paris 1967]). J’ai utilisé la deuxième édition *The Roman Revolution* (Oxford 2<sup>e</sup> 1960).

<sup>3</sup> A. MOMIGLIANO, Compte rendu de *The Roman Revolution*, in *JRS* 30 (1940), 75-80 = ID., *Secondo contributo alla storia degli studi classici* (Roma 1960), 407-416, en particulier 409.

<sup>4</sup> Il est amusant de constater que quarante-six ans plus tard, R. Syme répondit d’une certaine manière à cette critique puisqu’il énumérait brièvement les intérêts de certains aristocrates pour la religion: Ap. Pulcher, Ser. Sulpicius Rufus, Messalla Corvinus, Domitius Calvinus: R. SYME, *The Augustan Aristocracy* (Oxford 1986), 5-6.

(again to quote Momigliano) ‘marriages’, but only scant word about doctrine and ritual”<sup>5</sup>. Mais comme H. Galsterer entre autres l’a déjà noté, R. Syme n’entendait pas écrire une monographie exhaustive sur Auguste<sup>6</sup>, et moins encore, pouvons-nous ajouter, une histoire des religions de Rome au début de l’Empire. Le traitement des aspects religieux de son sujet n’est donc pas — et n’a pas à être — systématique. Il n’en reste pas moins que les liens inextricables qui unissent la religion à la vie publique imposent à l’historien d’accorder la plus extrême attention à la religion publique. La question qu’il faut examiner est donc celle-ci: comment Sir Ronald traite-t-il les problèmes religieux, du moins ceux qui relèvent du culte public. Et cette interrogation débouche sur une deuxième question: en quoi le traitement des questions religieuses dans la *Roman Revolution* diffère-t-il de l’approche qui fut celle des autres historiens d’avant-guerre, et notamment des spécialistes?

\*

Fidèle à la méfiance foncière qui fut la sienne à l’égard des abstractions et des généralités, R. Syme ne se soucie pas de définir ce qu’il entend par religion. Des années plus tard, il commence son étude de quelques frères arvaux, le seul livre qu’il ait jamais consacré à un sujet religieux, par cette phrase toute pénétrée de son style: “In any age the various operations of sacerdotal fraternities may have little to do with religion, whatever sense be accorded that vague term” (*Arval Brethren*, p.V). Il n’aura jamais été plus précis<sup>7</sup>. C’est à travers les comportements

<sup>5</sup> J. LINDERSKI, “Mommsen and Syme: Law and Power in the Principate of Augustus” (1990), in ID., *Roman Questions* (Stuttgart 1995), 39 n.36.

<sup>6</sup> H. GALSTERER, “A Man, a Book, and a Method: Sir Ronald Syme’s *Roman Revolution* after Fifty Years”, in *Between Republic and Empire. Interpretations of Augustus and his Principate*, ed. by K. RAAFLAUB and M. TOHER (Berkeley-Los Angeles-London 1990), 1-20, notamment 20 n.76.

<sup>7</sup> R. Syme a consacré peu d’articles à des questions religieuses. Outre le livret sur les arvaux, que je viens de mentionner, et une étude de quelques carrières sacerdotales (R. SYME, “A dozen early priesthoods” [1989], in R. SYME, *Roman*

et les actions de ses personnages qu'il évoque les questions religieuses. Ce procédé, de fait, n'est pas mauvais, car la religion était à ce point liée à l'action et à la réalisation d'objectifs terrestres qu'il est dangereux de l'examiner coupée de la politique. En parcourant la *Roman Revolution*, le lecteur relève, néanmoins, quelques passages dans lesquels l'auteur donne comme une définition de la religion publique — mais c'est vers la fin du volume.

Dans le chapitre sur le "Programme national", R. Syme insiste sur la valeur fondamentale de la *pietas*, puisque la prospérité de l'entière communauté était subordonnée à "some tolerable accommodation with supernatural powers, *pax deorum*". "Though debased by politics, the notion of *pietas* had not been entirely perverted" (*Roman Revolution*, 446, 448 = *Révolution*, 420), et le témoignage de Properce et d'Horace rappellent, d'après R. Syme, que "*pietas* once gave world-empire to the Romans and only *pietas* could maintain it"<sup>8</sup>. D'où un sentiment de culpabilité des Romains devant l'abandon des temples, des cérémonies et des sacerdoces. Il faudra revenir sur la 'dégradation' de la *pietas* par la politique, car cette expression, me semble-t-il, ne fait pas seulement allusion aux ravages de la guerre civile, mais traduit également une critique implicite de la religion civile.

En tout cas, R. Syme avait lu A.D. Nock et savait que la religion des Romains était "formal rather than spiritual" (*Roman Revolution*, 454 = *Révolution*, 429), sans qu'il en tire, toutefois, des conclusions plus amples. Il se borne à constater que l'attachement à la forme et à la tradition pouvait susciter un sentiment de sympathie et une large adhésion des Romains au nou-

*Papers* VI [Oxford 1991], 421-434), on ne trouve que deux articles sur la clôture du Janus (voir note 56), une analyse du pomérium dans l'*Histoire Auguste* ("The *pomerium* in the *Historia Augusta*" [1978], in ID., *Historia Augusta Papers* [Oxford 1983], 131-145), et une belle étude sur les conflits religieux aux IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles (R. SYME, "Toleration and Bigotry" [1970] = ID., *Roman Papers* III [Oxford 1984], 899-911).

<sup>8</sup> SYME, *The Roman Revolution*, 448 = *Révolution romaine*, 421 sq. Il se réfère notamment à F. ALTHEIM, *A History of Roman Religion* (London 1938), 369 sq.

veau régime (*Roman Revolution*, 448 = *Révolution*, 422). Mais tout en reconnaissant ce fait central, R. Syme était incapable de dépasser la description du formalisme extérieur. Je ne résiste pas au plaisir de citer les quelques formules qui lui servent à décrire les rites célébrés par les arvales, formules qui sont bien postérieures à la *Roman Revolution*, mais traduisent parfaitement la manière dont il abordait et sans doute jugeait la religion publique. Dans le court chapitre consacré à *Ritual and Society* — qui porte, faut-il le rappeler, sur les descriptions les plus précises de rites publics que nous possédions — il écrit: “At least by numbers the Brethren are select and exclusive (...) And a fellowship for life. A college or a club needs suitable accommodation — il évoque ensuite le bois sacré — (...) No less requisite is a ritual of some sort or other. The efficacy of the cult was not impaired by occasional conformity (...) That the ritual of a fraternity should be arcane is normal if not necessary. And no impediment if it passes all understanding or seems futile to outward show (...) Furthermore, no call to practice economy (...) Every age produces men or groups who delight in dress and show and ceremonial. The addiction may extend to ritualism, and even to exact scholarship. Select seats at games or festivals are not refused, still less endowed feasting and decorous revelry. It is the habit of aristocracies old and new to take without compunction what can be got at state expense” (*Arval Brethren*, 111-112), et ainsi de suite. La description est délicate, les collègues britanniques pourront sans doute même la décrypter et mettre un nom moderne derrière l’institution décrite. Cette manière de présenter le collège arvale n’est certainement pas hors sujet, car tout ce que nous lisons est exact, mais elle est insuffisante, car elle admet sans discussion qu’il n’y a rien d’autre derrière les rites du culte public. Or, ces considérations n’ont de sens que si elles tiennent compte de la spécificité du ritualisme romain, et débouchent sur une approche des rites, qui soit aussi précise et subtile que l’analyse des origines, mariages et carrières politiques des prêtres. Autrement, l’auteur risque de s’égarer de la même manière que Th. Mommsen, qui

soulignait, lui aussi, la *curiosa illa rerum sacrarum et epularum confusio magis dixerim quam coniunctio*<sup>9</sup>, et se révéla complètement incapable de comprendre ces rites, en allant par exemple imaginer qu'en plein milieu des rites sacrificiels, les arvales s'étendaient au soleil sur les pelouses du bois sacré pour faire la sieste<sup>10</sup>.

Mais nous nous éloignons de la *Révolution romaine*. Voyons plutôt comment Sir Ronald a décrit et apprécié certaines données religieuses de la fin de la République. Laissons le scandale de la fête de Bona dea, qui peut difficilement être qualifié, si l'on prend le ritualisme au sérieux, de "mild scandal touching the religion of the State which his enemies exploited and converted into a political contest"<sup>11</sup>. De semblables jugements, péremptoires et erronés, sont en effet plutôt rares dans la *Révolution romaine*. Plus que d'erreurs, il faut parler de négligence.

Ainsi l'*omen* des douze vautours, qui est censé avoir salué l'«élection» d'Octavien au consulat le 19 août 43, livre-t-il un exemple tout à fait représentatif de cette attitude. Sir Ronald consacre deux petites phrases au passage de Suétone qui rapporte l'anecdote<sup>12</sup>, alors qu'un peu plus d'intérêt pour les rites en question aurait pu lui donner un indice politique important. Indépendamment de la valeur de ce témoignage, qui appartient au genre des présages annonçant la future grandeur d'Auguste, le récit de Suétone, partiellement confirmé par

<sup>9</sup> Th. MOMMSEN, *De collegiis et sodaliciis Romanorum* (Kiel 1843), 8.

<sup>10</sup> Th. MOMMSEN, "Über die römischen Ackerbrüder", Vortrag, gehalten in der Singakademie zu Berlin, 22. Januar 1870, republ. in ID., *Reden und Aufsätze* (Berlin 1905), 282.

<sup>11</sup> SYME, *The Roman Revolution*, 33 = *Révolution romaine*, 43. Pour une étude du scandale, M. BEARD, J. NORTH, S. PRICE, *Religions of Rome. I: A History* (Cambridge 1998), 129 sqq., et toujours Ph. MOREAU, *Clodiana religio. Un procès politique en 61 av. J.-C.* (Paris 1982).

<sup>12</sup> Suet. *Aug.* 95: *Post necem Cæsaris reuerso ab Apollonia et ingrediente eo urbem repente liquido ac puro sereno circulus ad speciem caelestis arcus orbem solis ambiit ac subinde Iulia Cæsaris filie monimentum fulmine ictum est. Primo autem consulatu et augurium capienti duodecim se uultures ut Romulo ostenderunt et immolanti omnium uictimarum iocinera replicata intrinsecus ab ima fibra paruerrunt, nemine peritorum aliter coiectante quam leta per hæc et magna portendi;* SYME, *Roman Revolution*, 186 = *Révolution romaine*, 181.

Appien<sup>13</sup>, est précis et méritait un commentaire plus approfondi. D'abord, Sir Ronald inverse l'ordre des événements: d'après Suétone, les vautours se montrent au moment où le consul prend les auspices, avant le sacrifice au cours duquel un second prodige se produit. Le témoignage d'Appien établit que les deux événements sont étroitement liés et qu'ils ont eu lieu après l'«élection» d'Octavien et son entrée officielle dans la Ville<sup>14</sup>: il ne s'agit donc pas d'événements indépendants survenus au cours des jours ou semaines suivants, et réunis dans la collection des présages d'empire. Ensuite, la séquence des deux présages n'est pas fortuite, mais scande le déroulement traditionnel de l'investiture consulaire; d'ailleurs Suétone introduit les deux prodiges par la précision *primo autem consulatu*: ils sont donc liés à l'investiture. Selon cette procédure, le jour de leur prise de pouvoir, les consuls prenaient d'abord les auspices, conformément à une *lex curiata de imperio*<sup>15</sup>. Appien livre un indice en faveur de cette reconstruction puisqu'il rapporte que ce jour-là, après les sacrifices dont nous reparlerons, «il entreprit de se faire adopter de nouveau par son père, selon une loi curiate»<sup>16</sup>, ce qui tend à prouver qu'une fois confirmé par les auspices d'investiture, Octavien profita de la réunion des comices curiates pour faire entériner son adoption par César. Appien décale légèrement cet événement, de même qu'il mélange le présage des vautours et le sacrifice.

Quoi qu'il en soit, le «vote» de la loi curiate *de imperio*, qui habilite le consul élu à prendre les auspices d'investiture, est si mal connu que le moindre indice est précieux. Or, il semble que le 19 août 43, la cérémonie fut saluée par un présage céleste digne de Romulus. S'agissait-il d'un présage fortuit? C'est possible, même si les vautours ne furent sans doute pas aussi nombreux. Dans ce cas, il faut conclure que, pour des rai-

<sup>13</sup> App. *B Civ.* 3,94,388-9.

<sup>14</sup> Voir note précédente.

<sup>15</sup> Th. MOMMSEN, *Römisches Staatsrecht* (Berlin 31887), I 609-615; A. MAGDELAIN, *Recherches sur l'«Imperium»*. *La loi curiata et les auspices d'investiture* (Paris 1968); P. CATALANO, *Senatus populus Quirites* (Torino 1974), 133-136.

<sup>16</sup> App. *B Civ.* 3,94,389.

sons idéologiques évidentes, la rumeur et la tradition ont ajouté quelques vautours pour arriver au nombre de douze, de même que, d'après les mêmes rumeurs complaisantes, l'entrée à Rome d'Octavien fut saluée par d'autres prodiges, dont plusieurs coups de foudre frappant la tombe de la fille de César. La légende d'Auguste fit le reste. Mais une autre interprétation demeure possible. Octavien a pu mettre en scène une prise d'auspices solennelle par observation des oiseaux célestes au lieu de se contenter des auspices routiniers par les *pulli*. Le recours à ce type d'auspices, qui avait depuis longtemps été remplacé par l'observation des *pulli*, au grand regret de Cicéron<sup>17</sup>, serait un 'archaïsme' et témoignerait de la volonté restauratrice du jeune César. Par ce rite de l'observation du ciel, il aurait de manière spectaculaire réintroduit le mode auspicial considéré comme le plus vénérable. Quant aux douze vautours, il peut s'agir d'un montage réalisé par les appariteurs du consul. Nous ignorons pratiquement tout du rite des auspices pratiqué par l'observation du vol des oiseaux, et nous ne pouvons en particulier pas savoir s'il s'agissait d'une observation empirique et passive, ou bien si, comme dans le rite des *pulli*, on procédait à un lâcher d'oiseaux dont on observait ensuite le comportement; il demeure impossible d'aller plus loin. En tout cas, ainsi compris, ce rite pourrait constituer la première restauration religieuse d'Octavien.

Le rite suivant que devait accomplir sans tarder le nouveau consul était le sacrifice votif à la triade capitoline et à *Salus publica*, et il me paraît difficile de considérer que les sources mentionnent un sacrifice privé d'Octavien. Le ou les sacrifices évoqués par Suétone et Appien sont étroitement liés à la prise d'auspices et confirment la présomption qu'il s'agissait des sacrifices votifs canoniques<sup>18</sup>; le fait que Suétone mentionne

<sup>17</sup> Cic. *Div.* 2,72-74. Voir pour ces procédures G. WISSOWA, *Religion und Kultus der Römer* (München 21912), 530-533.

<sup>18</sup> Appien 3, 94, 388 confond sacrifice et présage des vautours, peut-être parce que sa source se bornait à indiquer que deux présages d'empire s'étaient manifestés lors des rites d'investiture au cours des sacrifices et de la prise d'aus-

plusieurs victimes en donne une preuve supplémentaire. La description que l'on donne du déroulement de ce rite a été généralement déformée, y compris par G. Wissowa. Les consuls, dont l'*imperium* a été confirmé par les auspices d'investiture, montent ensuite au Capitole pour accomplir des rites qui ne sauraient être considérés comme "des sacrifices votifs de taureaux blancs à Jupiter"<sup>19</sup>. Les nouveaux consuls doivent en effet immédiatement acquitter les vœux pour le salut de la *res publica*, émis le 1<sup>er</sup> janvier précédent par leurs prédécesseurs, autrement dit ils sacrifient chacun un bœuf à Jupiter, et une vache respectivement à Junon, Minerve et Salus publica<sup>20</sup>. Après avoir acquitté ces vœux, les consuls formulent des vœux identiques pour l'année de leur mandat. Si je donne ces détails, ce n'est pas pour le plaisir de corriger G. Wissowa ou R. Syme, mais pour montrer le bénéfice qu'on peut tirer de telles anecdotes, si l'on prend les rites au sérieux, c'est-à-dire si l'on entre dans le détail. Car la reconstruction n'est pas encore finie. Il est certain que le jeune César a sacrifié, très vraisemblablement pour acquitter les vœux de ses prédécesseurs. S'il s'était agi d'un sacrifice privé, par exemple d'un sacrifice proprement divinatoire destiné à établir un pronostic sur l'avenir, l'interprétation pouvait s'arrêter là. S'il s'agit, comme je le pense, d'un sacrifice public, l'interprétation peut continuer. Les vœux ne sont acquittés que si les divinités ont accordé au peuple romain le bienfait qui faisait l'objet du contrat votif. Les vœux réguliers émis le jour de l'An par les consuls nouvellement investis de l'*imperium* concernaient le salut de la *res publica* et du peuple romain (et sous l'Empire celui de l'empereur). Or, en août 43, cet objectif ne pouvait apparaître réalisé que du point de vue sénatorial et anti-antonien. Même si les deux consuls étaient

pices. La difficulté disparaît si l'on confère au génitif absolu δώδεκα ... φανέντων une valeur d'antériorité.

<sup>19</sup> WISSOWA, *Religion und Kultus*, 126. MOMMSEN, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup> 594 sq. décrit le rite correctement.

<sup>20</sup> Voir J. SCHEID, "Les annales des pontifes. Une hypothèse de plus", in *Convegno per Santo Mazzarino* (Roma 1998), 199-220.

morts à ou après la bataille de Modène, le sénat considérait qu'il avait remporté la victoire. Le salut de la république et du peuple romain était donc préservé, et les vœux émis le 1<sup>er</sup> janvier 43 devaient être acquittés par les nouveaux consuls remplaçant Hirtilius et Pansa. D'un point de vue antonien, les dieux n'avaient pas honoré leur contrat, la république était en danger, et par conséquent les vœux n'étaient pas à acquitter<sup>21</sup>. La procédure suivie par Octavien correspond d'ailleurs à une confirmation de vœux (*commendatio*<sup>22</sup>). À proprement parler, les vœux formulés au nom de la république le 1<sup>er</sup> janvier passé par Hirtilius et Pansa n'étaient pas encore échus, car ils concernaient la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 43 au 1<sup>er</sup> janvier 42. Mais comme les consuls avaient changé, ceux-ci confirmaient la validité des vœux courants, c'est-à-dire offraient les sacrifices promis, puisque les dieux avaient été favorables, et reformulaient en leur nom ces mêmes vœux jusqu'au terme de leur mandat.

Si mon interprétation est exacte, elle prouve qu'Octavien se comportait en août 43 comme un ennemi d'Antoine et de Lépide. Et si l'on considère que l'acquiescement ou la confirmation des vœux publics sont prescrits par un sénatus-consulte<sup>23</sup>, les liaisons du jeune César avec le sénat éclatent au grand jour. Il est difficile de fonder davantage sur des témoignages aussi laconiques. Les conclusions présentées confirment néanmoins ce que l'on sait de la tactique d'Octavien en été 43 ainsi que la tradition, inventée ou non, sur les confidences que Pansa lui aurait faites sur son lit de mort<sup>24</sup>.

<sup>21</sup> Pour des situations semblables voir J. SCHEID, "Hoc anno immolatum non est. Les aléas de la voti sponsio", in *Scienze dell'Antichità* 3-4 (1989-1990), 775-783; ID., "Les incertitudes de la voti sponsio. Observations en marge du *uer sacrum* de 217 av. J.C.", in *Mélanges à la mémoire d'A. Magdelain*, éd. par M. HUMBERT et Y. THOMAS (Paris 1998), 417-425.

<sup>22</sup> J. SCHEID, *Romulus et ses frères. Le collège des frères arvales, modèle du culte public dans la Rome des empereurs*, Bibliothèque des Écoles Françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 275 (Rome 1990), 345 sq.

<sup>23</sup> Voir note 20.

<sup>24</sup> App. *B Civ.* 3,75,305 sq.

Le même type de constatation peut être faite à propos des honneurs religieux de César et du comportement de M. Antoine en 44 (*Roman Revolution*, 123 = *Révolution*, 123). Comme le fera plus tard S. Weinstock<sup>25</sup>, mais sans donner davantage d'arguments, R. Syme choisit de considérer que le 1<sup>er</sup> septembre 44, Antoine avait proposé d'ajouter aux supplications publiques un jour d'actions de grâces *au nom* de César, et non *à* César. Ce choix est tout à fait judicieux, et il est dommage que Sir Ronald n'en ait pas tiré toutes les conséquences. J.-L. Ferrary<sup>26</sup> vient de démontrer qu'en analysant de très près ces passages et les critiques formulées par Cicéron dans les deux premières *Philippiques*, on peut reconstruire en détail l'enjeu de la polémique et prouver que la politique religieuse d'Antoine, après mars 44, était beaucoup plus cohérente et conservatrice qu'on ne le dit. Les supplications dont il était question le 1<sup>er</sup> septembre 44 étaient celles qui devaient être célébrées en l'honneur de Munatius Plancus, et il s'agissait d'y ajouter au nom de César un jour supplémentaire d'actions de grâces aux dieux, conformément à un sénatus-consulte de 45. Recherchant de manière évidente un compromis avec les Libérateurs, Antoine revenait aux honneurs modérés de 45, et n'appliquait pas les honneurs cultuels radicaux décidés peu avant les Ides de Mars — ce que Cicéron ne manque pas de lui reprocher.

\*

Ces exemples mettent en lumière ce que l'étude des questions religieuses peut livrer de renseignements dépassant le cadre proprement religieux. Sir Ronald n'entre pas dans ces détails et ne bénéficie donc pas des informations qu'ils recèlent. Lui jeter la pierre serait, toutefois, faire preuve de mauvaise foi.

<sup>25</sup> S. WEINSTOCK, *Divus Iulius* (Oxford 1971), 107.

<sup>26</sup> J.-L. FERRARY, "À propos de deux passages des *Philippiques* (1, 11-13 et 2, 110). Remarques sur les honneurs religieux rendus à César en 45-44 et sur la politique d'Antoine après les Ides de Mars", in *ARG* 1 (1999), 215-232.

Très peu étaient, en effet, ses contemporains qui attachaient plus d'importance aux affaires religieuses. J'ai eu naguère l'occasion de montrer que les principaux travaux consacrés depuis l'époque de Th. Mommsen à l'histoire des Guerres civiles et du Principat d'Auguste, n'accordaient qu'une place très réduite aux questions religieuses<sup>27</sup>. La raison en était l'opinion fort répandue chez les historiens des Guerres civiles et du Principat d'Auguste qu'à cette date la religion publique était en décadence complète, qu'elle était entièrement politisée et ne méritait pas le nom de religion. Deux faits seulement paraissaient dignes d'intérêt — aux historiens de la période comme aux spécialistes de la religion romaine, en général — la religion archaïque et les nouvelles religions. Un sujet comme les restaurations religieuses d'Auguste ne suscitait guère l'enthousiasme, seule la création du culte impérial méritait d'être signalée. Censé exprimer uniquement des motifs politiques, le culte dit impérial constitue à leurs yeux tout ce qu'on pouvait attendre de cette religion moribonde.

À ce titre, l'appréciation des restaurations religieuses d'Auguste est significative. Ces mesures, incapables, aux yeux des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, d'arrêter le cours de l'histoire, reçurent plus d'attention de la part de leurs successeurs, même si l'on continue de répéter des jugements péremptoires fondés sur une conception anachronique de la religion romaine<sup>28</sup>. Il faut savoir, en effet, que les restaurations religieuses augustéennes ne concernaient que la religion publique, puisque la piété privée ne relevait pas des pouvoirs publics et n'avait d'ailleurs nullement été affectée par les désordres civils. Les restaurations n'avaient pas non plus pour objectif de faire à nouveau célébrer

<sup>27</sup> Voir pour le détail des opinions J. SCHEID, "La religion romaine à la fin de la République et au début de l'Empire. Un problème généralement mal posé", in *Die späte Römische Republik. La fin de la République romaine. Un débat franco-allemand d'histoire et d'historiographie*, sous la direction de H. BRUHNS, J.-M. DAVID, W. NIPPEL, Collection de l'É.F.R., vol. 235 (Rome 1997), 127-142.

<sup>28</sup> Par exemple W. SPEYER, "Das Verhältnis des Augustus zur Religion", in *ANRW II 16, 3* (1986), 1777-1805 ou C. BERGEMANN, *Politik und Religion im spätrepublikanischen Rom*, Palingenesia 38 (Stuttgart 1992).

le culte et d'attirer les fidèles dans les lieux de culte. Car la religion publique romaine n'avait jamais cessé d'être pratiquée par ceux qui en avaient la charge — les magistrats, promagistrats et prêtres —, liée comme elle était à l'exercice de leurs mandats publics. Quant à l'assistance des citoyens au culte, elle n'était pas en déclin, et n'était d'ailleurs pas requise pour la plupart des rites publics célébrés par les magistrats et les prêtres. Enfin, il ne s'agissait pas non plus d'approfondir la piété, de réagir contre l'"Indifferentismus" et l'"Unglaube"<sup>29</sup>, car cette religion ne recherchait ni le rapport intime avec la divinité ni le salut de l'âme par le perfectionnement moral. La religion publique romaine entendait réaliser le succès et le bonheur terrestre de la cité en collaborant avec les dieux nationaux, tout comme les pères de famille œuvraient avec les divinités domestiques pour la réussite terrestre de leur famille. Dans ce contexte, restaurer la religion signifiait réparer, reconstruire et en tout cas doter de revenus suffisants les lieux de culte publics, négligés, endommagés ou dépouillés pendant les désordres de l'État. C'est ce qu'Auguste fit. Restaurer signifiait également reprendre en main les collèges sacerdotaux publics; cela n'a rien à voir avec le devoir d'obéissance du clergé des religions chrétiennes et avec le respect qu'il doit aux règles auxquelles il est soumis. La première tâche était de ramener la paix civile dans ces lieux de pouvoir qu'étaient les grands collèges sacerdotaux, car leurs membres avaient appartenu à des factions différentes pendant les Guerres civiles et ne pouvaient pas être privés de leur charge viagère. Il s'agissait également de faire réoccuper des charges sacerdotales vénérables mais restées vacantes en raison des troubles, comme le flaminat de Jupiter. En même temps, Auguste pouvait *aggiornare* certains aspects des règles cultuelles, par exemple pour le flamine de Jupiter ou les Vestales, prendre des mesures efficaces pour contrôler le fonctionnement des collèges et accroître leurs moyens financiers et leurs privilèges.

<sup>29</sup> WISSOWA, *Religion und Kultus*, 73. Pour la notion de déclin et de restauration, SCHEID, *Romulus*, 681-686; BEARD, *Religions*, 114-140.

Enfin, il pouvait également faire célébrer des rites et des fêtes publiques tombées en désuétude. Et tout cela, bien entendu, il le faisait faire pour prouver sa piété et pour mettre en lumière son conservatisme.

Faut-il à nouveau parler d'exploitation politique de la religion? S'agit-il d'un autre exemple de la "dégradation" de la piété, évoquée par Sir Ronald, et soulignée par beaucoup d'autres historiens?<sup>30</sup> Une telle conclusion serait exagérée, voire erronée. La religion publique des Romains n'était pas plus ni moins politisée que toute autre religion dominante. En outre, c'était une religion civile, une religion inextricablement liée au politique et qui cherchait à réaliser le bien et le succès de l'État romain. De ce fait, elle était étroitement liée à la vie politique et constituait même un élément du jeu politique. Car il était impossible de gouverner et d'exercer un pouvoir sans devoir, en même temps, agir religieusement au nom de la *res publica*. La religion publique exprimait donc la volonté politique de l'élite, et plus particulièrement le style politique des dirigeants de l'État. Le style politique d'Octavien-Auguste visait dès les guerres civiles à réclamer la restauration de la république, c'est-à-dire de la tradition politique antérieure, et cette politique générale visait également le plan religieux. Auguste respectait — et faisait savoir qu'il respectait — à la lettre les traditions religieuses, tout comme il prétendait restaurer les antiques valeurs éthiques des Romains, telles que les historiens et les poètes de son temps les célébraient. Malgré l'emploi occasionnel d'une terminologie traditionnelle, Sir Ronald a bien perçu les liens entre la restauration des valeurs morales et celle de la religion publique. Il emprunta l'explication des restaurations religieuses à G. Wisowa et à A.D. Nock, tout en s'inspirant peut-être d'historiens comme G. Boissier, A.E. Holwerda ou F. Altheim<sup>31</sup>, qui considéraient que ces réformes rencontrèrent l'assentiment des

<sup>30</sup> Voir pour l'historiographie du thème SCHEID, *Romulus*, 681-684.

<sup>31</sup> G. BOISSIER, *La religion romaine d'Auguste aux Antonins* (Paris 1874, 1906); A.E.J. HOLWERDA, "Die Römer", in P.D. DE LA SAUSSAYE, *Lehrbuch der Religionsgeschichte* (Tübingen 1905), II 479-484; ALTHEIM, *Religion*, 369 sqq.

Romains<sup>32</sup>. Pour expliquer cette sensibilité à ce qui passait pour la tradition, R. Syme considère, comme déjà V. Gardthausen et E. Aust<sup>33</sup>, que les guerres civiles avaient engendré un sentiment de culpabilité à l'égard des dieux, délaissés au cours de ces désordres<sup>34</sup>. Comme A.D. Nock<sup>35</sup>, R. Syme met donc en relation les restaurations avec l'histoire romaine et avec l'évolution des mentalités, sans en faire comme F. Altheim une rupture due à l'exceptionnelle personnalité du Prince<sup>36</sup>.

Cet exemple montre que, à ce détail important près, l'approche de la religion romaine que mena R. Syme ne fut guère différente de celle des autres historiens contemporains, spécialistes de la question ou non. Image significative de l'opinion qui prédominait au cours des années Trente, la *Roman Revolution* offre davantage, car Sir Ronald fait généralement le bon choix bibliographique. Cette perspicacité provenait-elle de l'approche prosopographique et sociologique, c'est-à-dire de l'exploitation du comportement des acteurs connus de l'histoire pour reconstruire les mentalités dans leur contexte?

\*

Le fait que Sir Ronald ne dérive ses conclusions ni d'une représentation idéale de la religion, qui se serait constituée dans le passé très lointain, ni d'une 'mystique' de l'homme providentiel, relève certainement d'une démarche originale, même si elle exprime souvent un point de vue aristocratique et taciteen. Mais il n'en reste pas moins vrai que le refus de considérer

<sup>32</sup> SYME, *Roman Revolution*, 446 = *Révolution*, 421. Ce point de vue est devenu classique, voir SCHEID, *Romulus*, 684.

<sup>33</sup> V. GARDTHAUSEN, *Augustus und seine Zeit* (Leipzig 1896; Nachdr. Aalen 1964), 865 sqq.; E. AUST, *Die Religion der Römer* (München 1899), 90-94.

<sup>34</sup> SYME, *Roman Revolution*, 447 = *Révolution*, 420; ID., *The Augustan Aristocracy*, 9.

<sup>35</sup> A.D. NOCK, "The Augustan Restoration" (1925), in ID., *Essays on Religion and the Ancient World I* (Oxford 1972), 16-25; ID., in *CAH IX* (Cambridge 1934), 468 sqq.

<sup>36</sup> ALTHEIM, *Religion*, 369.

l'histoire de son temps comme une reproduction à l'identique d'un passé réinventé ou d'une rupture profonde a évité à Sir Ronald un certain nombre d'erreurs. Cette approche montre toutefois à nouveau ses limites, car l'enquête s'arrête en cours de route dès qu'il s'agit d'interpréter les cérémonies ou les structures religieuses. Le traitement des collèges sacerdotaux illustre ce constat.

Les prêtrises ne jouent pas un rôle important dans la *Révolution romaine*. À part deux allusions très brèves au collège quinquécerviral et à la restauration de celui des frères arvaes, R. Syme ne consacre que deux brefs passages au recrutement des prêtres. Le premier concerne la constatation que les prêtrises étaient des récompenses politiques (*Roman Revolution*, 381 = *Révolution*, 360). Le même thème est repris un peu plus loin, quand R. Syme décrit plus généralement les récompenses distribuées après la guerre civile. Il formule un jugement explicite sur le recrutement des prêtres publics. "When religion is the care of the State in an oligarchical society, it is evident that sacerdotal preferment will be conferred, not upon the pious and learned, but for social distinction or for political success. From cult and ritual the priests turned their energies to intrigue — or portentous banquets" [il cite ici Macrobe, *Sat.* 3,13,11). Syme évoque ensuite l'importance du patronage pour le recrutement sacerdotal, et conclut par une appréciation de la conduite d'Auguste dans ce domaine: "Augustus' revival of ancient colleges that had lapsed for centuries was not merely a sign of his pious care for the religion of Rome. The existing colleges had naturally been filled with partisans during the Revolution; they continued thus to be recruited" (*Roman Revolution*, 381-2 = *Révolution*, 361).

Ces phrases méritent un commentaire, car elles correspondent aux autres jugements des prêtres et de la religion faits par Sir Ronald, et me paraissent exprimer le fond de sa pensée. Les sacerdoces se réduisent, à ses yeux, à de simples distinctions sociales. En 1989, il commencera son seul article explicitement consacré aux prêtres par la phrase: "Priesthoods declare high

birth or reward success. Hence guidance for investigating the social and political history of the governing order" ("Early priesthoods", 241). Tout cela est parfaitement exact; ce qui l'est moins, c'est la présomption que toute la fonction sacerdotale se réduisait à cette constatation. Tous ceux qui étudient l'aristocratie romaine utilisent, bien entendu, ce biais pour combler ou compléter les lacunes des connaissances. En tirer la conclusion que les prêtres n'étaient qu'ambition, intrigues et bonne chère, revient à occulter une large part de la réalité. Passons sur le fait que l'intrigue, l'ambition et le péché de gourmandise n'appartiennent pas en propre au seul clergé romain. Faisons comme si Sir Ronald jugeait par cette formule autant les dignitaires religieux de son temps que les Calvisius Sabinus ou Statilius Taurus (*Roman Revolution*, 238 = *Révolution*, 228). Plus regrettable demeure la tendance à lier la piété, au sens chrétien, à ce constat. La piété romaine, en effet, implique uniquement un respect pointilleux des obligations rituelles publiques, et n'exige ni mysticisme ni humilité austère. Les prêtres étaient des citoyens comme les autres, et non des 'hommes de Dieu', censés témoigner de leur foi par leur mode de vie. Encore que la tradition raconte l'histoire de jeunes gens dont la vie dissolue se transforma du jour au lendemain quand ils furent investis d'un sacerdoce<sup>37</sup>: mais une conduite exemplaire impliquait le respect fervent des rites, obligations et privilèges attachés à la prêtrise concernée, et non la pieuse contemplation du mystère divin.

Plus graves que ce contresens, sans doute dû à l'amour de la boutade, me paraissent certaines conclusions prosopographiques de Syme. Dans *The Augustan Aristocracy*, qui livre de nombreux compléments à la *Révolution romaine*, il insiste un peu plus longuement sur le recrutement des collègues sacerdotaux augustéens dont les fastes sont plus ou moins complets: les quindécemvirs et les arvaux. Mais au-delà des discussions concernant l'identité de certains arvaux, il ne dépasse pas le

<sup>37</sup> Liv. 31,50,7-9.

constat traditionnel qu'au cours des guerres civiles, ces collèges avaient été remplis de partisans des triumvirs<sup>38</sup>. Aucune autre conclusion n'est tirée de ces listes, ni de celles des autres grands collèges, dont pourtant on connaît les effectifs complets ou presque. Or, en étudiant, par exemple, la liste des pontifes cooptés depuis 57, on constate que les triumvirs — et surtout Octavien — exclurent progressivement du collège pontifical tous les descendants des grandes familles pontificales antérieures, c'est-à-dire ceux qui risquaient de devenir les rivaux des Césariens. Les descendants des grandes familles pontificales ou les partisans d'Antoine ne furent pas humiliés: ils reçurent l'augurat, des flaminats, le quindécemvirat, plus tard un siège parmi les arvaes, bref des sacerdoces qui étaient moins directement liés au gouvernement, ou qui étaient, comme les augures, en train de perdre leurs prérogatives à cause des dissensions civiles et de la réforme du système des auspices<sup>39</sup>. Peu important, d'ailleurs, les explications que l'on donne de ce phénomène attesté par la mise en série prosopographique — récompense de partisans, volonté d'isoler Lépide, création d'une nouvelle élite de gouvernement —, l'examen des recrutements suggère une mutation qu'on ne peut passer sous silence. Toujours sur le plan politique et social, le relatif désintéret de Sir Ronald pour le détail des recrutements trahit également certains préjugés. Les prêtres dont seuls le nom et la fonction sacerdotale sont connus l'embarassent. Il utilise les sacerdoces pour établir le rang social et politique. Mais alors que, pour les prêtres dont les carrières et l'origine sont bien connues, il prend les sacerdoces pour un signe de haute distinction, ou pour une récompense, il range les prêtres dont les sources ne parlent guère parmi ses fameuses *non-entities*. Pour l'époque augustéenne, cette attitude déforme moins ses conclusions, étant donné la qualité des sources, mais pour les périodes posté-

<sup>38</sup> SYME, *Augustan Aristocracy*, 45-49; cf. SYME, *Roman Revolution*, 382 = *Révolution romaine*, 361.

<sup>39</sup> Voir J. SCHEID, "Les prêtres officiels sous les empereurs julio-claudiens", in *ANRW* II 16, 1 (1978), 610-654, notamment 632-636.

rieures ses déductions suscitent la perplexité. Lorsqu'on tient compte de l'étendue relativement importante des lacunes dans les listes des grands collèges à partir des Flaviens, les conclusions de Sir Ronald se révèlent fragiles, car elles peuvent aussi bien attester le rang important d'un collège que le contraire<sup>40</sup>. En tout cas, les fastes et documents sacerdotaux ne doivent pas seulement servir à la reconstruction d'une image de l'élite. Ils constituent souvent un excellent moyen pour étudier la religion et les représentations qu'elle construisait. Mais Sir Ronald n'a jamais exploité ce gisement. Aussi cherche-t-on en vain dans la *Roman Revolution* une allusion aux raisons religieuses ou même politiques de telle ou telle restauration augustéenne.

La restauration de la confrérie arvale en offre un bel exemple, déjà signalé par J. Linderski. Les arvaux ne sont mentionnés qu'en passant, dans une note prosopographique (*Roman Revolution*, 411 n.4 = *Révolution*, 585 n.26), et enregistrés comme un des moyens pour procurer "enhanced dignity for the State and new resources of patronage" (*Roman Revolution*, 447 = *Révolution*, 421). Ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que Sir Ronald consacra plus d'attention à la confrérie, en étudiant la position sociale — mais non la fonction sociale — des arvaux flaviens, ou en contrôlant les identifications proposées pour les arvaux augustéens. À propos du recrutement des premiers arvaux, une ou deux propositions trahissent un certain embarras. Dans le passage déjà cité plus haut, il souligne que le recrutement sacerdotal n'était pas réalisé en fonction "de la piété ou de la science", et en 1986, il reprend cette idée, mais en la retournant pour ce qui concerne la science. En invoquant l'hypothèse qui fait de l'arvale M. Cæcilius Cornutus l'historien homonyme, R. Syme propose pour la première liste d'arvaux connus, "since antiquarian erudition was at premium", les candidatures de M. Valerius Messalla Rufus (*cos.* 53)<sup>41</sup> ainsi que

<sup>40</sup> Voir J. SCHEID, *Le collège des frères arvaux. Étude prosopographique du recrutement (69-304)* (Roma 1990), 266-312.

<sup>41</sup> Ce nom est déjà évoqué, mais sans relation directe avec la confrérie arvale, dans la note de la *Révolution romaine* (*Roman Revolution*, 411 n.4 = *Révolution*,

le “robust and venerable Varro” (*Augustan Aristocracy*, 46-47). Or ce n’est pas ainsi que les prêtres étaient recrutés, et si Cornutus est effectivement un érudit, les raisons de son choix sont à chercher du côté du patronage de Messalla Corvinus plutôt que dans son savoir<sup>42</sup>. Le fait que certains prêtres se soient livrés à des recherches d’antiquaire sur les institutions religieuses ne permet pas de conclure qu’ils furent recrutés en raison de cet intérêt. Ni Cicéron ni Claudius Pulcher n’ont été élus augures parce qu’ils étudiaient la science augurale, mais en raison de leur rang social et politique; Ateius Capito, qui reconstitua le rite des Jeux Séculaires, ne fut pas pour autant coopté par les quindécemvirs. L’analyse de l’identité des premiers arvaux attestés<sup>43</sup> met en évidence, à côté de la haute distinction des frères, des liens de parenté plus nombreux que dans les autres collèges sacerdotaux, ainsi que la réunion, surprenante en 29/28, de partisans et d’adversaires du Prince. J’ai proposé d’en tirer la conclusion que, par la restauration ou la transformation d’une confrérie censée remonter au fondateur de Rome, Octavien-Romulus entendait mettre en scène la réconciliation d’anciens ennemis autour du (re)fondateur, comme pour exorciser le souvenir de Rémus et des Guerres civiles; cette fonction éminemment politique ressurgit à plusieurs occasions au cours de l’Empire (Scheid, *Romulus*, 732-737). Par ailleurs, le fait d’accorder des moyens à une confrérie qui célébrait un culte agraire doit également être expliqué, car il ne va pas de soi. J’ai proposé de placer ce type d’initiative, datable de 29/28, dans le contexte de la rédaction des

585 n.26), qui cite la qualité d’arvale et peut-être de *magister arualium* de Domitius Calvinus.

<sup>42</sup> J. SCHEID, *Les frères arvaux. Recrutement et origine sociale sous les empereurs julio-claudiens* (Paris 1975), 36-39.

<sup>43</sup> R. SYME (*Augustan Aristocracy*, 46; 60; 258) propose d’identifier [– –]s Libo, attesté en 21 av. notre ère, à M. Livius Drusus Libo (*cos.* 15) plutôt qu’à L. Scribonius Libo (*cos.* 34), qui n’est pas attesté par une autre source après 34. C’est possible, même si les autres arvaux connus sont nettement plus âgés. Ce choix n’apporte pas de changement majeur dans l’image de la confrérie, au contraire, puisque Drusus Libo était lié à la fois aux Scribonii et à Livie, et de surcroît aux Furiï Camilli, dont deux firent partie de la confrérie plus tard.

*Géorgiques*, c'est-à-dire de la célébration du genre de vie et de la piété exemplaires, honorés par Octavien, ses compagnons — et maintenant ses ennemis réconciliés (Scheid, *Romulus*, 708-732). Toutes ces explications peuvent et doivent être discutées, mais elles ne peuvent pas être ignorées. Sinon à quoi bon le long détour prosopographique, puisqu'un coup d'œil sur la liste suffit pour révéler à tout connaisseur de l'époque augustéenne la très haute distinction des frères arvales?

Le grand pontificat constitue un autre exemple du désintéret de Sir Ronald pour l'institution sacerdotale. Cette négligence est loin d'être isolée, car l'excellent article "Augustus" de la deuxième édition de l'*Oxford Classical Dictionary*, par exemple, ne le mentionne même pas<sup>44</sup>. Comme beaucoup d'historiens, R. Syme cite la longue attente, puis, d'après les *Res gestae*, la spectaculaire élection d'Auguste<sup>45</sup>. Le seul commentaire qu'il accorde à cet événement dont il reconnaît par ailleurs l'importance, souligne que cette fonction, "in no way the reward for merit, was a prize in the game of politics" (*Roman Revolution*, 447 = *Révolution*, 421). Cette affirmation est imprudente et inexacte. Certes, la position de grand pontife confère un avantage dans le jeu politique, mais jusqu'à un certain point seulement, puisque Auguste a pu gouverner Rome et le monde pendant près de vingt ans sans l'occuper, et qu'il dut attendre l'année 12 av.n.è. pour pouvoir réaliser certains projets. Le grand pontificat possède de nombreux autres avantages, notamment des pouvoirs religieux réels, dont beaucoup de documents portent témoignage. Il ne s'agit pas, certes, de considérer le grand

<sup>44</sup> G.W. BOWERSOCK, "The pontificate of Augustus", in *Between Republic and Empire*, ed. by K.A. RAAFLAUB and M. TOHER (Berkeley 1990), 380-394, en particulier 381. L'événement est brièvement mentionné dans la nouvelle édition de l'*Oxford Classical Dictionary* (1996).

<sup>45</sup> SYME, *Roman Revolution*, 447 = *Révolution*, 421; 446. Comme d'autres historiens, R. Syme pense que la procédure du choix du grand pontife n'a été modifiée qu'en vue de l'élection d'Auguste. Rien ne permet, toutefois, de considérer la décision de M. Antoine concernant Lépide comme une loi, ce qui signifie qu'Auguste appliquait simplement la loi en vigueur, voir J. SCHEID, "Auguste et le grand pontificat. Politique et droit sacré au début du Principat", in *Rev.hist.droit* 77 (1999), 1-19, notamment 3 sqq.

pontife comme une sorte de pape, et d'en faire le maître absolu de la vie religieuse romaine<sup>46</sup>. Un regard sur la chronologie des réformes religieuses permet de dessiner, en creux, l'importance de la fonction et de reconstituer la logique de certaines décisions d'Auguste. En examinant de près la chronologie, G. Bowersock ("Pontificate") a pu démontrer, à propos de l'*Ara Pacis Augusta*, de l'*horologium Augusti*, des obélisques d'Héliopolis dédiés à Alexandrie et à Rome, du IV<sup>e</sup> livre des *Odes* d'Horace et peut-être du Forum d'Auguste, que toutes ces initiatives étaient liées à l'élection au grand pontificat, et qu'elles furent même préparées depuis l'année 13, notamment entre la mort de Lépide et le retour d'Auguste à Rome, le 4 juillet 13 ("Pontificate", 387 sq.). On ne peut que souscrire à ces conclusions, qu'il est même possible de développer.

L'élection d'Auguste a eu lieu en mars 12. Aucun témoignage n'explique pourquoi il a attendu l'année suivante, et pourquoi il a choisi le mois de mars, qui devint par la suite traditionnel pour organiser les comices sacerdotaux. La seule explication que l'on peut avancer consiste à supposer qu'il a, une fois de plus, respecté les formes en attendant que la date traditionnelle, entre les comices consulaires et prétoriens<sup>47</sup>, date qui était déjà passée en juillet 13. Une deuxième difficulté provient de la date donnée pour l'élection par Dion Cassius, c'est-à-dire l'année 13 (54,27,2). Il peut s'agir d'une simple allusion à la conséquence de la mort de Lépide, sans précision chronologique. Mais peut-être les institutions peuvent-elles donner la réponse. En admettant que Lépide soit bien mort en 13, avant le mois de juillet, et qu'Auguste ait décidé d'attendre les prochains comices sacerdotaux pour se faire élire grand pontife, il n'est pas interdit de supposer que toute la phase préparatoire de l'élection s'est déroulée en 13; les pontifes ont pu déjà annoncer dans une de leurs *contiones* le nom du candidat (vraisemblablement unique) au grand pontificat, en attendant

<sup>46</sup> BEARD, *Religions*, 191 n.81.

<sup>47</sup> WISSOWA, *Religion und Kultus*, 488 n.6 d'après Cic. *Ad Brut.* 1,5,4.

que les consuls de 12 convoquent les comices sacerdotaux. De ce fait, Dion peut écrire qu'Auguste a succédé à Lépide en 13, ou du moins, son imprécision s'explique. Et comme l'issue de l'élection ne laissait aucun doute, on comprend aussi que certaines initiatives aient pu être prises dès l'année 13. De toute façon, une fois Lépide mort, un verrou sautait, qui avait empêché Auguste et ses partisans de prendre certaines initiatives sur le plan religieux. En effet, pour toutes les réformes, les innovations ou introductions de nouveaux cultes publics, le Prince et le sénat auraient dû consulter le collège pontifical, et celui-ci était en principe présidé par Lépide. Quand il s'agissait de consultations de routine, le collège pouvait, certes, prendre des décisions en l'absence de Lépide, ou même contre sa volonté. Mais pour des décisions importantes, ce vice de forme pouvait entacher de nullité l'acte en question. D'autre part, il était hors de question que Lépide donne son avis à propos d'initiatives prises par Auguste. C'est pourquoi on observe que, jusqu'en 12, ce dernier ne prit aucune initiative religieuse importante qui aurait imposé un avis pontifical en règle, et que toute une série de réformes se succèdent après son élection<sup>48</sup>: la 'prise' d'un flamme de Jupiter<sup>49</sup>, et sans doute aussi d'un flamme de

<sup>48</sup> Pour tout ceci voir SCHEID, "Auguste et le grand pontificat".

<sup>49</sup> G. Bowersock ("Pontificate", 392 sqq.) discute la date communément admise pour la *captio*, d'après Dio Cass. 54,36,1 (11 av. n.è.), 75 ans après le suicide de Merula, en attirant l'attention sur le fait que dans le ms. Florence, Bibl. Laurentienne, plut. LXVIII, 1, on lit LII et non LV. On peut toutefois noter que la confusion entre II et V est très fréquente et ne livre pas un argument d'une grande force. G. Bowersock a toutefois raison de mettre en cause la précision de l'indication de Dion Cassius, qui donne, une fois de plus, une information chronologique approximative, liée au thème qu'il traite. Selon le type de soustraction faite, on aboutit soit à l'année 13 (87 inclus) soit à l'année 12 pour la *captio*. S'il s'agit de l'année 13, on peut supposer qu'Auguste et ses collègues du collège pontifical ont tout de suite commencé à préparer la procédure de la recherche des candidats pour la *nominatio*. Nous savons que des problèmes sont survenus, qui ont dû être résolus par une nouvelle intervention d'Auguste, rappelée dans le débat de 23 ap. n.è. (Tac. *Ann.* 3,58). Auguste intervint sur proposition des consuls de 11 (M. DAVID, H.L.W. NELSON, *Studia Gaiana* I [Leiden 1954], 168-170 à propos de Gaius *Inst.* 1,136). Cette difficulté n'exclut pas que la procédure ait débuté en 13 et surtout en 12. De toute façon, cette chronologie autorise la

Mars<sup>50</sup>, le règlement du recrutement des Vestales, l'autorisation des jeux aux Compitalia et la réforme du culte des Lares Augustes, le transfert des Livres Sibyllins, ainsi que la dernière réforme du calendrier avec le changement de nom du mois Sextilis<sup>51</sup>. Avant la mort de Lépide, il choisissait pour ses réformes des cultes qui ne dépendaient pas des pontifes, comme ceux des sodalités 'archaïques' et les Jeux séculaires, dans lesquels le grand pontife n'avait aucun rôle à jouer. De même, il pouvait restaurer ou reconstruire les anciens temples sans avoir à prendre l'avis pontifical. C'est en revanche pour les dédicaces de nouveaux temples que le pouvoir du grand pontificat jouait un rôle. Après la victoire d'Actium, Auguste a uniquement dédié les nouveaux temples voués avant la chute de Lépide, et qui ne pouvaient pas être contestés: le temple du Diius Iulius et celui d'Apollon Palatin. Celui de Jupiter Tonans (construit en 22), était davantage un ex-voto personnel qu'un nouveau culte public; d'après les *Res gestae*, les quatre-vingt-deux temples réparés en 28 le furent en vertu d'un sénatus-consulte. Or, G. Bowersock a montré que dès la mort de Lépide, on prépare la construction de l'*Ara Pacis Augustae* ainsi que l'aménagement de l'*horologium Augusti*. Dans ce cas, il s'agit de nouveautés liées aux victoires d'Auguste, en Hispanie et en Gaule, et, de manière tout à fait significative, en Égypte, vingt ans plus tôt<sup>52</sup>. Une fois de plus, on constate donc qu'Auguste a attendu avant de célébrer le souvenir de sa victoire égyptienne par la construction d'un nouveau lieu de culte, de toute évidence parce qu'il ne désirait pas consulter le grand pontife. Et si nous suivons M.C. Putnam<sup>53</sup>, le chantier du

représentation du flamine de Jupiter sur le relief de l'*Ara Pacis*, montrant une scène idéale de la *pietas* du grand-pontife.

<sup>50</sup> Sans doute en 12, d'après la datation de la monnaie de L. Cornelius Lentulus par J.B. Giard. Dans ce cas, l'opération était plus simple puisque les obligations rituelles qui pesaient sur ce flamine étaient moins lourdes, et le recrutement a dû se faire sans délai.

<sup>51</sup> Voir SCHEID, "Auguste et le grand pontificat" pour les détails sur les événements et les datations.

<sup>52</sup> BOWERSOCK, "Pontificate", 384-385.

<sup>53</sup> Voir BOWERSOCK, "Pontificate", 390 pour la référence.

Forum d'Auguste débuta également en 13/12, attestant à son tour que pour cet important ex-voto de la victoire de Philippes, qui impliquait le transfert ou plutôt la transformation d'un certain nombre de pratiques attachées au temple de Jupiter capitolin, Auguste désirait garder les mains libres. En tout cas, l'exemple du grand pontificat montre comment Auguste, pour des raisons politiques et idéologiques, imposait des limites à son action, alors qu'il avait le pouvoir d'agir très différemment.

\*

Ces remarques ne sont pas destinées à mettre R. Syme au pilori, mais à comprendre, en partant de l'exemple d'un des grands historiens de ce siècle et d'un ouvrage classique, comment les historiens ont compris et utilisé la religion romaine dans les années Trente. Peu d'historiens examinaient en détail les sources concernant la religion. Et lorsqu'ils le faisaient, ce n'était pas pour comprendre le culte public, mais pour se lancer dans des spéculations et des reconstructions fantaisistes. Que n'a-t-on écrit sur les Pythagoriciens, la *IV<sup>e</sup> Eglogue*, Apollon, les Jeux séculaires ou le culte impérial, même après la parution de la *Roman Revolution*? À quels rapprochements avec le 'mysticisme' ou la théologie de la victoire et des Führers de tout crin s'est-on laissé entraîner?<sup>54</sup> Le jeune J. Gagé, qui n'était pas attiré par ces mouvements politiques, en donne un bel exemple. Dans une violente attaque contre Mommsen et son insensibilité aux "éléments personnels et mystiques" de "l'élan surhumain de César", due à son "irréligiosité", Gagé se sert des fascismes comme clé de lecture pour comprendre, en quelque sorte de l'intérieur, la 'mystique' du pouvoir césarien (*De César à Auguste*, 290). Sur tous ces points, Sir Ronald est sans doute

<sup>54</sup> J. GAGÉ, "De César à Auguste. Où en est le problème des origines du principat? À propos du *César* de M. J. Carcopino", in *RH* 177 (1936), 278-342. C'est J.L. Ferrary qui a attiré mon attention sur cet article. En Angleterre, on peut signaler, par exemple, les travaux de Charlesworth sur la théologie de la victoire et des vertus impériales, dûment cités par Syme, mais non utilisés.

resté trop bref, mais, de façon très heureuse, sobre et sceptique. On peut même se demander si son ironique scepticisme n'est pas destiné à marquer sa réserve à l'égard des interprétations trop exubérantes des faits religieux ou prétendus tels. Je préfère, pour ma part, ses remarques sur Apollon Palatin, son côté romain, et sa place dans le camp de l'Italie dans l'affrontement mythique entre Occident et Orient (*Roman Revolution*, 448 = *Révolution*, 421) aux constructions non démontrées de J. Gagé, par exemple. Et je ne goûte pas moins sa sobriété à propos des Âges d'Or et autres ères de renouveau cosmique, quand il préfère analyser les sources avec un œil et un esprit plus romains que 'mystiques'<sup>55</sup>. Le ton taciteén et mommsénien peut irriter, quand il lui permet d'éluder un problème. Mais du moins ce point de vue taciteén, intérieur, lui a-t-il évité des erreurs et l'adhésion à des interprétations intenable, d'autant plus qu'il lui arrive d'analyser patiemment et de manière heureuse d'épineuses questions cultuelles, comme celle de la fermeture du Janus, qui révèle de nombreux aspects de la diplomatie romaine<sup>56</sup>. Mais après tout la *Roman Revolution* n'est pas un manuel d'histoire religieuse. R. Syme prend ses renseignements chez les meilleurs spécialistes de l'époque. Certes, on peut lui reprocher, comme à ses pairs, de ne pas accorder assez d'intérêt aux questions religieuses. Il n'en reste pas moins qu'en dépit de ses lacunes, et à cause de sa saine réserve, je n'hésite pas à mettre la *Roman Revolution* entre les mains de jeunes chercheurs, même quand ils étudient l'histoire des religions de Rome.

<sup>55</sup> SYME, *Roman Revolution*, 211 sq. (il ne critique pas Carcopino et Alföldi, mais suit l'interprétation de W.W. Tarn, voir 212 n.29).

<sup>56</sup> SYME, *Roman Revolution*, 303 = *Révolution*, 289; ID., "Problems about Janus" (1979), in R. SYME, *Roman Papers* III (Oxford 1984), 1179-1197; ID., "Janus and Parthia in Horace" (1989), in R. SYME, *Roman Papers* VI (Oxford 1991), 441-450.

## DISCUSSION

*S. Demougin:* Peut-on dire que les réformes religieuses d'Auguste ont été bien accueillies par les Romains? Pourtant, certaines d'entre elles, comme la transformation du recrutement des Luperques, pouvaient passer comme une régression par rapport à l'époque républicaine.

Faut-il imputer au seul Auguste *toutes* les nouveautés qui apparaissent sous l'Empire, et en particulier la revivification des cultes des anciennes cités latines? Ainsi les attestations des Laurentes Lavinates apparaissent-elles comme bien plus tardives.

*J. Scheid:* Pour ce qui concerne le succès des réformes religieuses d'Auguste, on peut invoquer la longévité de la plupart des initiatives pendant trois siècles environ pour constater qu'elles avaient réussi. Et ce succès prouve qu'elles avaient été bien accueillies, du moins par les élites. Quant aux Luperques, les affranchis ont pu être offensés d'en être désormais écartés, mais les Lupercalia sont précisément devenus, peut-être grâce à Auguste, après les 'dérapages' césariens, l'une des fêtes les plus populaires et les plus enracinées de la religion romaine. Le collège mineur des *tubicines sacrorum publici populi Romani Quiritium*, dont on ne possède plus aucune trace après le milieu du 1<sup>er</sup> siècle, peuvent offrir des exemples de réformes qui ont échoué. Mais la majorité a indéniablement trouvé un écho auprès des élites et du peuple de Rome, d'autant plus qu'elles ont souvent été appelées à devenir les fêtes les plus populaires de l'époque impériale: citons le cas des Lupercalia, discrédités après le scandale de 44, et réellement ressuscités par Auguste.

Est-ce qu'il faut tout attribuer à Auguste? Certainement pas, et il suffit de s'en tenir au témoignage des sources pour recueillir une ample moisson d'initiatives. Je suis d'accord pour

ne pas attribuer à Auguste la réforme des cultes lavinates. À son époque, ils continuaient sans doute à être célébrés comme du temps de la république, par les magistrats et prêtres romains. Le 'mythe' de Lavinium, en quelque sorte relancé par Virgile, ne devint 'productif' d'initiatives qu'à l'époque de Claude, vraisemblablement dans le cadre de sa censure. En revanche, les mystérieux *Caeninenses* ont une teinte si romuléenne qu'on les attribuerait volontiers à l'Empereur César.

*T. Hölscher:* Sie haben überzeugend gezeigt, daß vor Augustus die öffentlichen Kulte nie grundsätzlich aufgehört hatten, daß die öffentliche Religion auch immer schon politisch gewesen war, und daß Augustus darum nur die traditionelle Religion wiederhergestellt hat. Aber gewinnt man nicht den Eindruck, daß Augustus seine Aktivitäten im Bereich der Religion mit einer viel stärkeren und eigentlich ganz neuen Emphase öffentlich demonstriert und ins Zentrum seiner politischen Rolle stellt, als das während der Republik üblich war? Gewiß haben Feldherren und Staatsmänner der Republik Tempel gebaut, aber in der öffentlichen Repräsentation auf Münzen und in politischen Denkmälern spielt die Religion eine relativ geringe Rolle, während in der augusteischen Staatskunst religiöse Funktionen und Riten vom Anfang bis zum Ende das bei weitem wichtigste Thema bilden. Warum spielte Augustus gerade auf diesem ideologischen Instrument? Man wird ja ungern annehmen, daß er aus persönlichen Motiven die Religion zu einem Hauptthema seiner politischen Rolle gemacht hat, sondern voraussetzen, daß er in der Gesellschaft eine verbreitete Empfindlichkeit für religiöse Fragen vorfand und auf diese Disposition antwortete. Meine Frage ist deshalb, ob und warum eine solche erhöhte Disposition in dieser Zeit vorhanden war?

*J. Scheid:* Vous avez tout à fait raison. L'exercice de la religion n'a jamais été interrompu, et d'autre part, les prédécesseurs d'Auguste, Pompée et César par exemple, ont créé des monuments religieux splendides pendant la brève période de

leur 'principat'. En même temps, au milieu du 1<sup>er</sup> s. av. n.è. déjà, les travaux des antiquaires attestent l'intérêt passionné pour les institutions religieuses et l'insistance sur la négligence des traditions (Varron par exemple). L'activité d'Auguste s'inscrit dans le prolongement de ce mouvement. Mais il est vrai qu'il agit avec une emphase particulière, et c'est cette insistance dans la propagande qui étonne, davantage que les mesures religieuses elles-mêmes, qui sont en quelque sorte attendues d'un chef victorieux. Sans oublier que cette impression provient en partie de la suprématie sans partage de l'Empereur César, on peut s'interroger sur les raisons de l'accentuation particulière des initiatives religieuses. Je pense qu'il faut les chercher dans une sorte de dialectique politique. La restauration de la république et de la concorde civique impliquait la restauration de la parfaite piété. Pour que cette rupture avec les vices du passé récent fût particulièrement nette, il fallait donc restaurer ce qui avait été négligé. La piété du nouveau maître de Rome appelait en quelque sorte l'impiété des prédécesseurs (voir Beard, 1996, 121 sq.). La restauration religieuse était, en quelque sorte, moins importante en elle-même que la mise en évidence de ce qui n'était plus.

*F. Millar:* We must, I think, accept that Roman religion was an area in which Ronald Syme had a very limited interest, and with which he felt equally limited sympathy. This did have the virtue that it enabled him, by maintaining a sceptical distance, to avoid both over-imaginative and speculative fantasies of interpretation, and of course to stay at a deliberate distance from the fervour of nationalistic and patriotic interpretation of Roman history, tradition and values found in Italy in the late 30s.

But it is clear also that this sceptical reserve had its own cost. For, as the paper so clearly showed, it combined with his interest in the careers and marks of status of the Roman upper classes to produce a very limited conception of what it meant, for instance, to be a member of a college of priests in Rome.

Syme, however, represents only an extreme case of a general tendency, by which, though much work of the highest quality

is now done in the sphere of Roman religion, and it is also common to assert that religion was central to Roman public and communal life, there are few examples of history which actually carry out the ideal of treating religion as central.

I would like to make two connected suggestions for you to comment on. The first is that for any period of Roman history for which we have adequate evidence, we could and should regard as an object of study the collective and communal life of the city and its population; we ought to begin, that is, from the *populus Romanus* or *plebs urbana*, considering its communal life (and the life of its sub-divisions, the *vici*), its participation in festivals and its role in assembling to vote in elections and on legislation. As soon as we conceive both of elected magistrates and of the holders of priesthoods as persons performing actions — sacrifice above all — which *needed* to be carried out on behalf of the *whole* community, it becomes impossible to see these offices and positions simply as public honours, or the actions which they performed as having been empty rituals, whose precise character and context can be ignored.

The second suggestion is that, thanks to Augustan literature, from Dionysius to Ovid, and above all to the explosion of the 'epigraphic habit', we are actually in a position to give a fuller account of the *res publica* as it was under the early Empire than we can of it under the 'Republic'. Epigraphic evidence alone, most notably the *Acta Fratrum Arvalium* in your magnificent new edition, but also for instance the *Tabula Siarenis* and *Tabula Hebana* combined, along with many other texts, would make possible a quite new account of recurrent or *ad hoc* festivals and events and of the role of magistrates and priests as agents of the *populus* both in 'government' and 'politics', but also in the religious sphere. In all this, the Emperor of course plays a central part both as the object or beneficiary of honours, ritual and the erection of buildings, but also as the initiator of major new projects and as someone who himself has the auspices taken and presides at sacrifices on behalf of the People.

In short, I am suggesting that it is, paradoxically, in the reigns of Augustus and his Julio-Claudian successors, rather than in the Republic itself, that we can dispose of a sufficient density of topographical, archæological, iconographic, epigraphic and literary evidence to write an account of 'Roman religion', seen, in anthropological terms, as an integrated system functioning in a specific period, and in a particular historical context, within the urban framework as it was in the early Empire.

I ask myself whether such a project is feasible, but do suggest that if it were it would finally provide a way of understanding the public religious roles of members of the Senate, and the religious roles of the Emperor himself.

*J. Scheid:* Je ne puis qu'être d'accord avec vos suggestions. L'élite romaine et l'empereur ont consacré aux activités religieuses tant de temps et d'argent qu'il ne peut pas s'agir seulement de prébendes vides et sans autre portée. La vie collective dans la cité ne pouvait pas fonctionner sans les dieux, qui étaient en quelque sorte partie prenante dans la gestion de la cité à tous les niveaux: cette gestion était énoncée et réalisée par les rites religieux. Routinière ou non, la piété formait un des devoirs sociaux des Romains. J'appelle comme vous de tous mes vœux des études globales de la vie religieuse à Rome durant les quelques périodes de l'histoire romaine qui sont bénies par les sources, et peuvent servir de modèle à l'historien pour comprendre le fonctionnement de cette religion ritualiste.

*Ph. Borgeaud:* Tu as évoqué dans ton exposé deux sources possibles de l'attitude 'tacitienne' de Ronald Syme à l'égard des procédures religieuses. Ce remarquable bien que relatif mutisme tire en premier lieu son origine d'une longue tradition de l'*Altertumswissenschaft*; il s'agit d'une attitude remontant entre autres à Theodor Mommsen. Mais d'autre part, il pourrait aussi s'agir, chez Syme, d'une réaction aux positions souvent aventureuses de certains collègues contemporains: on peut penser à ce propos à des approches comme celles de Carcopino,

ou peut-être aussi d'Altheim. Il serait intéressant de se demander quelle est la part respective de ces deux facteurs (la tradition, ou la réaction) dans l'étiologie du 'mutisme' de Syme. Dans cet ordre d'idées, qu'en est-il de la réception de Georg Wissowa chez Syme?

*J.Scheid:* Je pense effectivement que si, par inclination personnelle et aussi en raison du désintérêt courant pour les rituels antiques, Syme n'a guère creusé les aspects religieux de son sujet, il est tout à fait exact de conclure que ses silences constituent une critique implicite devant les fantaisies interprétatives de ses contemporains (le pythagorisme de Carcopino, les ères de renouveau etc.): la preuve en est qu'à propos de la *IV<sup>e</sup> Églogue*, il cite Carcopino et Alföldi, mais s'inspire en fait de Tarn. En même temps, le silence a un arrière-plan plus idéologique. Il est impossible que Syme n'ait pas eu connaissance, en 1936-8, des effets que les fascismes de son temps exerçaient sur l'explication de la "Révolution romaine": il n'a pas pu ignorer, par exemple, l'engagement idéologique du *Princeps* de W. Weber ou celui du *César* de Carcopino. Or il n'est pas question chez lui de 'mysticisme' du chef, de personnalité exceptionnelle, de théologie de la victoire, bref de ces approches qui ne seraient ouvertes qu'à celui qui dispose d'un esprit religieux, comme J. Gagé le soulignait à propos du *César* de Carcopino. Syme, au contraire, aborde Auguste d'un point de vue rationnel. Pour ce qui concerne le domaine religieux, la référence de Syme à G. Wissowa est tout à fait révélatrice. Au cours des années Trente, l'histoire des religions de l'Antiquité était dominée Outre-Rhin par L. Deubner et ses élèves, qui continuaient à utiliser l'ethnographie anglo-saxonne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et se consacrait presque exclusivement aux conduites religieuses primitives. L'autre tendance de l'historiographie allemande, plus liée à l'histoire et aux institutions religieuses, représentée par l'École de Francfort, était à cette date, pour des raisons diverses, minoritaire. Il y avait donc peu de place pour une œuvre comme celle de Wissowa, fondée sur l'étude des institu-

tions et du droit sacrés. Or, Syme s'y réfère, sans doute parce qu'il trouvait sa sobriété et le caractère rationnel de ses recherches plus à son goût. On en a par exemple une preuve précise à propos de la décision des triumvirs de faire construire un temple aux dieux égyptiens, dont l'explication est reprise de Wissowa (Syme, *Roman Revolution*, 256 = *Révolution*, 245; Wissowa, *Religion und Kultus der Römer*, 351 sq.).

A. *Wallace-Hadrill*: Syme's 'blind-spot' to religion has its basis in personal factors as well as a certain historiographic tradition. However, the blind-spot becomes more significant when taken in conjunction with two other areas which he touches on rarely and with apparent distaste, namely ideology and iconography. There was plenty of work going on in these areas in the 1930s — one thinks of Béranger as well as Gagé, and of Martin Charlesworth's work on 'imperial virtues' and the 'theology' of imperial power, while in the field of Roman monuments and historical reliefs there was the work of Eugénie Strong. The three, religion (including of course imperial cults), ideology and the iconography of public monuments hang closely together. They ought to be important for Syme's argument, for they represent not a 'false consciousness' which belies the realities of power, but vital channel through which imperial power was constructed. Fascist Europe in the 30s could provide abundant evidence of that, and one must imagine that it is a profound distaste for seemingly fascist methods of constructing power that makes Syme unwilling to discuss them. But, paradoxically, this means that the *Roman Revolution* fails at this point to be an exposé of fascist power because it underplays the potency of some of its prime instruments.

J. *Scheid*: Je suis entièrement d'accord avec vos observations. Il s'agit moins de regretter les 'silences' de Ronald Syme sur ces trois domaines, étroitement liés, que de les expliquer. La première constatation consiste, vous avez raison de le souligner, dans le fait qu'il s'est volontairement imposé le silence. L'expli-

cation de ces 'blind-spots' réside dans son désintérêt personnel pour la religion, rappelé par M. Millar, et dans une réaction contre les descriptions complaisantes du pouvoir fasciste ou nazi. Il suffit de comparer l'article cité de J. Gagé, écrit trois ans plus tôt, et la *Roman Revolution*: Gagé emploie presque à chaque page le terme 'mystique' et donne du processus de prise du pouvoir un éclairage tout à fait irrationnel. Face à ces dérapages, l'œuvre de Syme est rationnelle et clairement antifasciste.

*T. Hölscher*: Ronald Syme hat die Bau- und Bildwerke als Zeugnisse nicht übersehen oder abgelehnt. Er hat sie durchaus als Faktoren bei der Konstruktion der Macht beachtet, allerdings nur in sehr kurzen zusammenfassenden Abschnitten. Die Gründe für diese Kürze lagen natürlich zum einen in seiner ganz anderen Blickrichtung auf Personen und Gruppen mit ihren Handlungen und Schicksalen, zum anderen aber auch darin, daß die ihm bekannte archäologische Forschung die Bau- und Bildwerke noch nicht als Zeugnisse von Ideologien zu deuten verstand. Historische Denkmäler wurden damals im wesentlichen als einzelne Monumente sachlich erklärt und mit Situationen der Geschichte verbunden, die man aus Schriftquellen kannte, aber es gab noch keine 'ikonologischen' Ansätze und Methoden, ihre ideologischen Botschaften zu analysieren. Das ist vielleicht ein ausreichender Grund, warum Syme offenbar meinte, daß auf diesem Feld keine weiterführenden Einsichten zu erwarten seien.

*Kl. M. Girardet* : Ich möchte noch einmal auf das Problem der machtpolitischen Funktion bzw. Wirkung einer religiösen Restauration zurückkommen. Die Restaurationspolitik des Augustus — die deutlich schon in der Zeit der 'Ersten Römischen Revolution' (F. Millar) des Imperator Cæsar begonnen hat — ist doch sicher nicht oder nicht nur das Ergebnis einer konservativen Mentalität. Cicero beschreibt im *De republica* Buch II die Begründung des Religionswesens durch Numa Pompilius, und er sagt, Numa habe das Ziel verfolgt, den krie-

gerischen Geist der Römer durch eine Fülle neuer und komplizierter Riten und Kulte zu zähmen. Könnte es nicht sein, daß Augustus von einer ähnlichen Grundeinstellung aus die Religion bzw. eben die Restauration von Tempeln, Kulturen usw. ganz gezielt dazu eingesetzt hat, zum einen die römische Gesellschaft zu 'befrieden', zum andern als Organisator dieser 'Befriedungspolitik' die Römer — in und nach zwanzig Jahren Bürgerkrieg! — leichter beherrschen oder vielleicht eher: lenkbar zu machen?

*J. Scheid:* Die Restaurationen des Augustus sind nicht einfach konservativ, sie *geben* sich als konservativ, sie sollen in klarer Weise bezeugen, daß nun die Tradition der Väter peinlich genau erfüllt wird — im Gegensatz zu den vergangenen Jahrzehnten. Ich bin also vollends einverstanden, daß diese Restaurationen Teil einer bewußten politischen Strategie des Imperator Cæsar waren. War die Religion nun funktional auf die 'Befriedung' der Römer ausgerichtet? Dies mag sein, da doch die Gründung der Religion durch Numa als Gegenstück zur Justiz dargestellt wurde: Numa gründet die Justiz unter den Bürgern und mit den Nachbarn, also unter den menschlichen Partnern der *ciuitas*, bevor er die Justiz zwischen den Bürgern und ihren göttlichen Partnern zustande bringt. Die *pietas erga deos* entspricht der *pietas erga ciues*. Dieses Motiv hat natürlich mitgespielt. Andererseits *mußte* die Religion — d.h. die öffentliche Religion — restauriert werden, wenn man sich die Restauration der *res publica* zum Ziel nahm, denn die *res publica* bestand aus weltlichen *und* religiösen Geschäften und Pflichten. Aber man darf nicht vergessen, daß der Mythos der Gründung der Religion durch Numa vor allem ein Aition des Ritualismus ist, der die Vielfalt der Regeln und Vorschriften rechtfertigt, genauso wie wenn wir heute den römischen Ritualismus als ein Mittel bezeichnen, den Göttern eine gewisse Distanz zu den Bürgern aufzulegen.

### III

SÉGOLÈNE DEMOUGIN

## LES ACTEURS SECONDAIRES DANS LA RÉVOLUTION ROMAINE DE R. SYME

Vouloir parler des acteurs secondaires dans la *Révolution Romaine* de R. Syme semble relever de la gageure. En effet, il suffit de se reporter à l'introduction de l'ouvrage, pour saisir les intentions de l'auteur: "Emphasis is laid, however, not upon the personality and acts of Augustus, but upon his adherents and partisans. The composition of the oligarchy of government therefore emerges as the dominant theme of political history, as the binding link between the Republic and the Empire"<sup>1</sup>. Se réclamant de "the supreme example and guidance of Münzer"<sup>2</sup>, R. Syme privilégie donc les acteurs dominants, ou qu'il considère comme dominants, de cette période d'abord sombre, puis faste de l'histoire de la Rome antique<sup>3</sup>. Ce faisant, et donc plus attentif aux données sociales qui, dans ce contexte, conditionnent la compréhension de l'évolution politique, R. Syme semblait rompre avec 'l'histoire-batailles', en honneur à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. En réalité, et dès qu'on s'y attache, on se rend bien compte que cette nouvelle conception historique n'est pas si éloignée de l'ancienne; car elle décrit et circonscrit toujours les élites agissantes, même si elle prend beaucoup plus en compte d'autres facteurs, comme leur composition, leur

<sup>1</sup> *RR*, p.VII.

<sup>2</sup> *RR*, p.VIII.

<sup>3</sup> Par convention, nous entendons par "période révolutionnaire" ou "révolution romaine" la période que R. Syme a choisi d'étudier.

recrutement, leurs alliances, leurs clientèles, leur renouvellement — et même leur effacement, comme cela apparaît dans l'un des ultimes chapitres de l'ouvrage, un chapitre désenchanté<sup>4</sup>. Le grand livre de R. Syme avait été préparé par toute une série de travaux préliminaires<sup>5</sup>, et son retentissement fut immense; il entraîna dans son sillage, sans atteindre à son génie, d'autres études, fondées sur de fines enquêtes prosopographiques, dont l'un des achevements fut le livre d'Erich Gruen, qui se consacra à la génération qui précéda la 'Révolution Romaine', de la suprématie de Sulla au passage du Rubicon<sup>6</sup>. Depuis quelques années, l'étude du personnel politique du Triumvirat, surtout dans ses débuts, est revenue à la mode: on citera ici les ouvrages de P. Grattarola, d'U. Gotter, ou de U. Ortmann<sup>7</sup>. Comme on le sait, à la fin de sa vie, R. Syme s'est à nouveau attaché à ces élites augustéennes, avec son *Augustan Aristocracy*<sup>8</sup>, où il pouvait, à nouveau, marquer à la fois la permanence et le renouvellement de la *nobilitas*, appelée à soutenir le nouveau régime, qu'elle le subisse ou qu'elle lui doive son émergence.

Cependant, R. Syme n'a jamais caché son parti-pris nobiliaire: de toute évidence, ses préférences allaient à l'ancienne aristocratie, celle qui avait mené le jeu politique jusqu'après Sulla, et jusqu'à l'affrontement entre César et Pompée. Mais le pouvoir de l'ancienne classe dirigeante ne put se maintenir; il fut non seulement oblitéré, mais aussi confisqué, après bien des convulsions, par un seul personnage; il était promis à la

<sup>4</sup> RR, chap. XXXII, "The Doom of the *nobiles*".

<sup>5</sup> Voir la bibliographie rassemblée dans *Roman Papers* II (Oxford 1979), 855-6.

<sup>6</sup> E. GRUEN, *The Last Generation of the Roman Republic* (Berkeley 1974). Cet ouvrage se présente implicitement comme le prédécesseur dans le temps de celui de R. Syme.

<sup>7</sup> Cf. P. GRATTAROLA, *I Cesariani dalle idi di marzo alla costituzione del secondo triumvirato* (Torino 1990); U. GOTTER, *Der Diktator ist tot! Politik in Rom zwischen den Iden des März und der Begründung des zweiten Triumvirats* (Stuttgart 1996); U. ORTMANN, *Cicero, Brutus und Oktavian. Republikaner und Cesarianer. Ihr gegenseitiges Verhältnis im Kriegsjahr 44/43* (Bonn 1998).

<sup>8</sup> R. SYME, *The Augustan Aristocracy* (Oxford 1986).

disparition. Le gouvernement oligarchique avait ses vertus, vertus que le prince semble avoir fait tomber dans les oubliettes de l'histoire. La réalité du pouvoir lui appartenait désormais, alors qu'il avait su faire la part des choses, puisque "yet the old framework and categories subsist: a monarchy rules through an oligarchy"<sup>9</sup>, oligarchie à la double composition: nouveaux venus dans l'aristocratie augustéenne, et représentants des *nobiles* d'antan. Cette situation amena naturellement R. Syme à exprimer des jugements assez sévères sur les effets de la 'révolution': "In the Revolution... Italy and the non-political orders in society triumphed over Rome and the Roman aristocracy"<sup>10</sup>. Pour l'historien de la 'Révolution Romaine', la vraie crise commence avec la constitution d'un parti pompéien et d'un parti césarien, destinés à se combattre. C'est à ce moment qu'intervinrent ces 'classes sociales' privées de participation à la vie politique, c'est-à-dire, entre autres, la plèbe romaine, et sans doute une partie de l'ordre équestre. De même, toute la période est placée par R. Syme sous le signe de la revanche de l'Italie, jadis asservie par Rome, et dont la conquête du droit de cité complet se fit en plusieurs temps, au cours du I<sup>er</sup> s. av. J.-C.

C'est la raison pour laquelle j'ai pensé m'attacher, pour ces Entretien, à ces acteurs secondaires sans lesquels la Révolution Romaine n'aurait pu se produire, même s'ils n'apparaissent pas dans les premiers rôles sur la scène de l'histoire, rôles dévolus à ces 'grands hommes', qui pour R. Syme, font les événements, orientent et conduisent le destin national. Ce ne sont cependant pas de simples figurants: sans leur assentiment, leurs interventions, leurs choix, leur existence enfin, qu'auraient pu faire les leaders? Parmi eux, il fallait faire un choix; c'est la raison pour laquelle j'ai sélectionné deux groupes, étroitement unis, puisqu'issus l'un de l'autre: tout d'abord la plèbe, prise dans son ensemble, et d'abord dans ses composantes romaines; ensuite, les soldats, issus de cette plèbe, mais qui s'en distinguent par la

<sup>9</sup> RR, 8.

<sup>10</sup> RR, 8.

carrière qu'ils ont choisie ou subie, surtout dans les affrontements du début et de la fin du Triumvirat. Ils viennent du milieu italien, ce milieu italien, qui, comme je l'a rappelé plus haut, serait, pour R. Syme, l'un des vainqueurs de la 'Révolution Romaine'. Il faut d'autant plus lui rendre justice que le livre de R. Syme, en dépit des avertissements de l'auteur, a été reçu comme l'ouvrage fondamental expliquant les ressorts et les dessous de l'émergence tourmentée du principat augustéen.

Pendant, en énonçant clairement son but, — "and Roman History, Republican or Imperial, is the history of the governing class"<sup>11</sup> — R. Syme précisait aussi pour ses lecteurs, ses méthodes de recherche et de présentation: "I have been driven to make a bold decision in the interests of brevity and clearness — to quote as much of possible of the ancient evidence, to refer but seldom to modern authorities, and to state controversial opinions quite nakedly, without hedging and without the support of elaborate argumentation"<sup>12</sup>. On sait par ailleurs qu'il s'en tiendra, dans ses ouvrages prosopographiques ultérieurs, à ce parti-pris méthodologique. Or, c'est justement le recours — essentiel — aux sources antiques qui peut infléchir ou gauchir le récit. On laissera de côté les sources documentaires, particulièrement épigraphiques, avec leurs caractères spécifiques et leurs difficultés d'interprétation. Le choix résolu de R. Syme entraîne aussi d'autres conséquences: suivre donc les récits des auteurs anciens, qu'ils relèvent du genre historique ou d'autres genres littéraires, mais privilégier certaines versions, sans toujours l'annoncer au lecteur; adopter dans certains cas leurs préjugés, mais aussi laisser dans l'ombre tel ou tel épisode, où le rôle principal ne serait pas à attribuer aux élites politiques, comme on le verra par la suite. En fait, il faut se demander si, par sa démarche même, R. Syme n'a pas voulu ignorer ou mettre de côté ceux qui avaient permis l'accomplissement de la *Roman Revolution*, et dont la qualité ou le statut les excluait des rangs de l'aristocratie.

<sup>11</sup> *RR*, 7.

<sup>12</sup> *RR*, p.VIII.

### I. *Populus et plebs*

Officiellement, durant toute la période 'révolutionnaire', il n'y a ni effacement, ni disparition de l'entité constituée par le sénat et le peuple romain, *senatus populusque Romanus*, et elle apparaît tout à fait régulièrement dans les *Res gestae*, par exemple pour la désignation de Gaius et Lucius César au consulat sur leur quinzième année<sup>13</sup>. Certes, on peut disserter à l'infini sur la composition et les buts réels du 'testament' d'Auguste<sup>14</sup>, expression d'une vérité officielle et sur lequel R. Syme ne s'est pas étendu; il n'est pas inintéressant de constater qu'il fait référence à l'organisation traditionnelle du peuple romain.

Mais, rappel de la situation antérieure et brillante de l'oligarchie sénatoriale, la séquence faisant allusion au sénat et au peuple romain ne se manifeste pas souvent dans les analyses de R. Syme; l'érudition y est revenue par la suite. En revanche, les allusions sont plus fréquentes au *populus*, compris comme force politique, et appelé ainsi à prendre des décisions, c'est-à-dire essentiellement à voter, ou à faire pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre des leaders 'révolutionnaires', avant de se rallier officiellement à un seul d'entre eux, et de suivre ses résolutions et ses décisions. Là aussi, on fera la comparaison avec les *Res gestae*, où le *populus* seul est censé intervenir dans un moment critique et crucial de l'année 43, après la mort glorieuse d'Hirtius et de Pansa sur le champ de bataille, pour désigner Octavien *triumvir rei publicae constituendae*<sup>15</sup>. Comme on le sait, la création et l'installation du Triumvirat ne furent ni aussi rapides, ni aussi faciles que le disent les *Res gestae*<sup>16</sup>; mais,

<sup>13</sup> *Res gestae* 14,1: *Filios meos... Gaium et Lucium Caesares honoris mei causa senatus populusque Romanus annum quintum et decimum aetatis consules designavit.*

<sup>14</sup> *RR*, 523.

<sup>15</sup> *Res gestae* 1,4.

<sup>16</sup> Voir dans *RR*, les chapitres XIII, "The Second March on Rome", et XIV, "The Proscriptions".

au mépris de la réalité, la fiction constitutionnelle l'emporta, avec l'intervention et l'adhésion d'un *populus Romanus*, supposé prendre ses décisions dans la plus grande liberté.

Par contraste, et peut-être parce qu'il s'agissait d'une création relativement récente, la trinité *senatus, equester ordo, populusque Romanus*, qui commence à s'imposer à l'époque des Gracques, d'après le témoignage de Pline l'Ancien<sup>17</sup>, et qui reste très présente au I<sup>er</sup> siècle, n'a pas souvent retenu l'attention de R. Syme: en effet, ce nouvel élément ne venait pas vraiment perturber l'ordre oligarchique respecté par les aristocrates romains traditionnels. Là encore, on pourra observer que la triple définition de la communauté romaine revient aussi sous la plume d'Auguste<sup>18</sup>, mais dans le contexte religieux de la collation du titre de père de la patrie. Bien entendu, il ne s'agit que du rappel d'une situation acquise, mais qui ne correspondait plus à l'exercice d'un véritable pouvoir.

Comme on vient de le voir, les appellations traditionnelles de la collectivité civique reviennent plus ou moins fréquemment dans les développements de R. Syme, ce qui pose problème, puisque sans l'appui de la plèbe, les leaders, révolutionnaires ou pas, se trouvaient paralysés et sans moyens d'action; mais il en est une partie qui va nous retenir plus longtemps: en effet, comment a-t-on considéré la plèbe, comprise d'abord comme la *plebs Romana*<sup>19</sup>, depuis la *Roman Revolution*? R. Syme lui-même a varié dans ses jugements sur l'intervention de la plèbe dans le jeu politique, et on lui a reproché de surestimer le rôle de la *plebs Romana*. Dans les premiers chapitres de la *Roman Revolution*, il n'est guère question de la *plebs*, somme toute honorable, mais de la populace, face, avec sa versatilité, sa brutalité et sa vénalité, aux compétiteurs du pouvoir suprême, quels que soient leurs motifs par ailleurs, les Républicains, les Césariens, les Antoniens, et les autres. Il n'y a plus là de place

<sup>17</sup> Plin. *NH* 33,34.

<sup>18</sup> *Res gestae* 35,1: *Tertium decimum consulatum cum gerebam, senatus et equester ordo populusque Romanus uniuersus appellauit me patrem patriae.*

<sup>19</sup> *Res gestae* 15,1.

pour le peuple romain, mais pour ses pires éléments. Quelques exemples: c'est la populace qui interrompt les funérailles de Pompeius Strabo, père de Pompée<sup>20</sup>; les manifestations, à la mort de Clodius tué par Milon, sont aussi le fait de la populace<sup>21</sup>. Il est particulièrement intéressant de voir comment R. Syme décrit les funérailles de César, traitées assez différemment par les sources antiques, funérailles publiques décrétées par le sénat, mais que va perturber la plèbe, fortement émue, en plus de son affliction, par l'oraison funèbre prononcée par Antoine: d'une part, c'est la foule qui improvise un bûcher pour César; mais c'est la populace qui dresse un autel et une colonne dans le forum en l'honneur du dictateur assassiné<sup>22</sup>. Aucune de nos sources antiques n'émet un tel jugement de valeur sur le peuple agissant sous l'empire de la plus vive des émotions. Que l'on se reporte à Plutarque, Appien, Dion Cassius, ou Suétone, les termes employés ne comportent pas de pareilles connotations. En effet, Suétone parle de la *turba circumstantium*<sup>23</sup> — sans autre commentaire —, qui entasse tout ce qui lui tombe sous la main pour édifier le bûcher funèbre, après le discours d'Antoine, puis de la *plebs* qui parcourt la ville à la recherche des assassins<sup>24</sup>, en massacrant au passage un innocent, Heluius Cinna, avant de faire édifier l'autel et la colonne dont nous venons de parler.

Quant à Plutarque, il rappelle que, le 16 mars, le δῆμος écouta en silence le discours de Brutus<sup>25</sup>, et qu'en revanche, après la lecture du testament de César, qui n'avait pas oublié les simples citoyens romains, c'est la plèbe, τὸ πλῆθος, qui se charge d'édifier le bûcher funéraire et de brûler le corps du dictateur<sup>26</sup>. On fera des remarques identiques en ce qui concerne les récits d'Appien, ou de Dion Cassius. Appien, dont on sait qu'il

<sup>20</sup> RR, 28.

<sup>21</sup> RR, 39.

<sup>22</sup> RR, 99.

<sup>23</sup> Suet. Aug. 84,6.

<sup>24</sup> 85,1.

<sup>25</sup> Plut. Caes. 67,7.

<sup>26</sup> 68,1.

nous décrit le premier état de ce qui devait devenir le cérémonial des funérailles impériales, avec la pompe funèbre de Sulla<sup>27</sup>, est bien plus prolixe que Suétone; mais pour lui, c'est le δῆμος tout entier qui s'enflamme<sup>28</sup>. Dion Cassius réagit de même: dans ces circonstances, c'est le δῆμος qui prend l'initiative de brûler sur le forum le corps du dictateur assassiné<sup>29</sup>. Or, il y a ici un problème de terminologie qui se pose et avait déjà été évoqué par G. Vrind<sup>30</sup>, qui relevait que Dion ne fait jamais la confusion entre δῆμος, πλῆθος ou ὄμιλος<sup>31</sup>.

Le balancement entre le δῆμος et le πλῆθος se retrouve ailleurs, par exemple chez Nicolas de Damas<sup>32</sup>. R. Syme a choisi la version la plus défavorable à l'émotion populaire, et a même passé sous silence les manifestations et les troubles qui suivirent la crémation de César, et qui amenèrent les libérateurs à fuir Rome, où ils ne se sentaient plus en sécurité, et où ils ne remirent plus les pieds.

Ce parti-pris de R. Syme se retrouve dans toute l'histoire du Triumvirat, chaque fois que la plèbe romaine entre en scène. Dans une conception purement aristocratique de l'histoire de Rome, à un tournant majeur de son évolution, il n'était évidemment pas possible de considérer que la population de la capitale pût parfois avoir, dans des circonstances très précises et limitées, un rôle certain. Les manifestations populaires sont donc rapidement décrites, car au fond elles ne constituent qu'un épiphénomène. On arrive aux mêmes constatations en analysant l'interprétation de R. Syme pour d'autres épisodes où, dans une époque troublée, ne manquent ni les incidents, ni les affrontements à Rome même, où la plèbe intervient avec

<sup>27</sup> App. *B Civ.* 1,106,496-500.

<sup>28</sup> App. *B Civ.* 2,20,146, cf.147 et 148.

<sup>29</sup> Dio Cass. 44,50,1.

<sup>30</sup> G. VRIND, *De Cassii Dionis vocabulis quae ad ius publicum pertinent* (Den Haag 1923).

<sup>31</sup> G. VRIND, *De Cassii Dionis* (cit. n.30), 8. M.-L. FREYBURGER-GALLAND, *Aspects du vocabulaire politique et institutionnel de Dion Cassius* (Paris 1997), 84-89, n'a pas assez insisté sur ces différences dans l'oeuvre de Dion.

<sup>32</sup> *FGrHist* 90 F 130 (XVII-XVIII).

vigueur et violence. Je me bornerai ici à un seul exemple: en 40, après la guerre de Pérouse et le traité de Brindisi, alors que la pénurie frappait l'Italie et particulièrement la ville de Rome, des mesures fiscales extraordinaires furent prises par les triumvirs, comme ils l'avaient déjà fait en 43 pour soutenir la guerre contre les Républicains. La taxation des esclaves et le prélèvement d'une taxe sur les héritages<sup>33</sup> engendrèrent une grave agitation populaire à Rome même. A cet égard, le récit d'Appien est fort clair: le *δημιος* s'ameute contre les édits triumviraux; Octavien croit pouvoir apaiser les émeutiers en venant leur parler, accompagné de ses amis; mais il doit affronter les réactions hostiles et les jets de pierre. Antoine alors dénoue, avec sang-froid, la situation en faisant intervenir une partie des soldats qui l'avaient accompagné et qui, brutalement, après qu'Octavien a été mis en sûreté, répriment le soulèvement populaire. Certes, il est légitime de s'interroger sur le statut exact de ces révoltés d'un jour. C'est probablement le même incident qui a provoqué une allusion de Dion Cassius<sup>34</sup>; mais ici les protagonistes, hors Octavien et Antoine, sont simplement dénommés *οἱ δὲ ἐν τῇ Πώμῃ*<sup>35</sup>, expression trop vague pour être décryptée dans le contexte qui est le nôtre, bien que l'historien évoque les raisons qui ont provoqué la furieuse colère des Romains, qui vont jusqu'à renverser les statues des deux triumvirs: blocage des côtes par la flotte de Sex. Pompée, pénurie alimentaire, surcharge fiscale et création de nouvelles taxes. On se trouve là encore dans l'une de ces situations révolutionnaires, où tout aurait pu basculer, et où au calme d'Octavien s'oppose la violence d'Antoine, mais qui contraint les triumvirs à chercher un terrain d'entente avec le fils du grand Pompée. Mais elle n'a mérité que deux lignes dans la *Roman Revolution*: "Unpopular taxes, high prices and the shortage of food provoked serious riots... The plebs clamoured for bread and peace... They constrained the Caesarian leaders to open negotiations with

<sup>33</sup> App. *B Civ.* 5,67,282.

<sup>34</sup> Dio Cass. 48,31,5-6.

<sup>35</sup> Dio Cass. 48,31,1.

Pompeius”<sup>36</sup>. R. Syme a choisi de suivre ici les assertions de Dion Cassius, pour lequel l’incident provoqua la nécessité de l’entente entre Octavien, Antoine et Sex. Pompée, mais il ne s’intéresse ni au recrutement ni aux motifs des révoltés, regroupés sous l’appellation commode de plèbe, qui revient plus loin, en tant que soutien de Sex. Pompée: “the Roman plebs might riot in his honour — it was only from hatred of Caesar’s heir”<sup>37</sup>. Par contraste avec l’attitude de R. Syme, il faut évoquer des analyses postérieures, très différentes dans leur esprit, et même dans leur idéologie. Ainsi, en premier lieu, on se reportera au livre de N.A. Maschkin<sup>38</sup>, qui veut “die Wege der marxistischen Lösung einiger Probleme zu entwerfen”<sup>39</sup>. Son interprétation des deux épisodes que je viens d’isoler diffère naturellement de celle de R. Syme, alors qu’ils se sont donnés, au fond, la même tâche: tenter d’expliquer la constitution et le fonctionnement du pouvoir augustéen, même si le premier, qui n’ignorait pas l’ouvrage de R. Syme, ouvre son exposé par une étude du césarisme romain. En ce qui concerne les funérailles de César, N.A. Maschkin met l’accent sur le fait qu’Antoine et ses partisans n’avaient pas pensé que le soulèvement des ‘masses populaires’ hostiles aux membres du sénat allait menacer non seulement les sénateurs, mais aussi tous les propriétaires d’esclaves<sup>40</sup>. Au motif politique invoqué par R. Syme se substitue donc une explication de type économique-social, qui n’étonne pas chez un auteur à la rigoureuse orthodoxie marxiste. Mais il n’explicite pas plus la composition de ces ‘masses populaires’.

Quant aux émeutes de 40, N.A. Maschkin suit fidèlement le récit d’Appien, les attribuant aux levées fiscales des triumvirs, ainsi qu’à la pénurie des approvisionnements. Mais ici, il se

<sup>36</sup> *RR*, 221.

<sup>37</sup> *RR*, 228.

<sup>38</sup> N.A. MASCHKIN, *Zwischen Republik und Kaiserreich. Ursprung und Charakter des augusteischen Prinzipats* (Leipzig 1954).

<sup>39</sup> MASCHKIN, *Republik* (cit. n.38), 8.

<sup>40</sup> *Ibid.*, 125.

contente de décrire “la foule déchaînée”, à la réaction “spontanée”<sup>41</sup>. En revanche, il n’ignore pas le sentiment<sup>42</sup> de la population de Rome et de l’Italie à la conclusion de la Paix de Misène (ou de Pouzzoles) et l’accueil triomphal fait à Antoine et Octavien qui retournaient à Rome par voie de terre<sup>43</sup>. Mais les deux triumvirs entrèrent dans la Ville de nuit, redoutant les injures<sup>44</sup>, alors que, pour une fois, la population de Rome s’apprêtait à réserver un accueil triomphal aux signataires d’une paix qu’on espérait définitive. Preuve s’il en est que la *plebs Romana* pouvait encore prétendre jouer un rôle politique.

Après le marxiste orthodoxe, je passerai à un historien, marxiste aussi à ses débuts, Z. Yavetz<sup>45</sup>, et qui eut des discussions fécondes avec R. Syme. Tentant de comprendre les événements du 17 mars 44, où il retrouve l’intervention “des masses”<sup>46</sup>, il commence par y voir “la foule surexcitée des indigents et des esclaves”. Il est légitime de douter de la valeur de l’expression, car elle est empruntée à une lettre bien connue de Cicéron à Atticus, où le vieux consulaire, peu satisfait de la tournure prise par les événements<sup>47</sup>, décrit, à sa manière, les funérailles de César<sup>48</sup>.

<sup>41</sup> *Ibid.*, 248.

<sup>42</sup> App. *B Civ.* 5,74,314.

<sup>43</sup> MASCHKIN, *Republik* (cit. n.38), 249.

<sup>44</sup> App. *B Civ.* 5,74,315.

<sup>45</sup> Z. YAVETZ, *Plebs and Princeps* (Oxford 1969); j’ai utilisé ici la traduction française, *La plèbe et le prince, foule et vie politique sous le Haut-Empire romain* (Paris 1984) qui a repris le texte original, à quelques modifications minimales près et augmenté d’une bibliographie nouvelle. On ne sera peut-être pas d’accord avec le pessimisme de l’auteur qui, analysant dans son Avant-propos (14) les interprétations divergentes sur l’intervention de la foule lors de la séance du sénat du 17 mars 44, deux jours après le meurtre de César, confesse: “La vérité, nous ne la connaissons pas”.

<sup>46</sup> YAVETZ, *Plèbe* (cit. n.45), 103.

<sup>47</sup> Att. 14,10,1: *At ille (Caesar) etiam in foro combustus laudatusque miserabiliter seruique et egentis in tecta nostra cum facibus inmissi.*

<sup>48</sup> De même, il faut prendre avec précaution le passage des *Philippiques* 2,91, où Cicéron reproche à Antoine d’avoir lancé *impetus perditorum hominum et ex maxima parte seruorum.. in nostras domos*, en faisant la part de la vigueur polémique de l’orateur.

Mais Z. Yavetz revient sur son propos plus loin, en reconnaissant qu'il reste impossible d'identifier les composantes de la foule pleurant César<sup>49</sup>. Au fond, il conserve la même position quand il discute de l'émeute de 40, dont Antoine vint à bout en recourant au moyen classique de l'intervention des troupes, mais il n'en retient d'abord que la cause qui semblait toucher le plus la population urbaine, la quasi-cessation de tout approvisionnement de l'Italie et surtout de Rome, due à Sex. Pompée. Il s'agirait donc en fait des conséquences d'une situation politique créant une grave crise de subsistance, alors qu'Appien met en avant aussi des raisons fiscales, touchant les possédants. Pour E. Gabba<sup>50</sup>, il s'agirait plutôt de l'agitation des possédants — dont certains appartenaient à la plèbe — pour ces raisons fiscales, plutôt qu'une révolte de la faim de la plèbe romaine, éprouvée par la disette. Rassemblement d'"une foule famélique" et "soulèvement de toute la plèbe" se conjuguent<sup>51</sup>. On peut effectivement compléter ainsi la version du soulèvement populaire présentée par R. Syme.

Celui-ci n'a pas suffisamment insisté sur le fait que c'est la pression populaire qui, au fond, contraignit Octavien et Antoine à conclure le traité de Misène<sup>52</sup>. Toute tentative de compréhension de ces épisodes de l'histoire du triumvirat doit tenir compte non seulement des décisions et des manœuvres des leaders, et des membres des ordres les plus élevés, mais aussi de la volonté du peuple, même manipulé, qui parvient parfois à ses buts, comme on en trouverait d'autres exemples dans une histoire plus contemporaine. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que l'ouvrage lui-même — jusqu'à son titre de *Roman Revolution* — ne se faisait pas faute, implicitement et explicitement dans le titre de ses chapitres, de se référer à la réalité de l'Europe contemporaine et à certains des régimes politiques qui s'y étaient établis.

<sup>49</sup> YAVETZ, *Plèbe* (cit. n.45), 104.

<sup>50</sup> Voir le commentaire d'E. GABBA, dans son édition du livre V d'Appien (Firenze 1970), p.114.

<sup>51</sup> YAVETZ, *Plèbe* (cit. n.45), 52.

<sup>52</sup> App. *B Civ.* 5,67,283; YAVETZ, *Plèbe* (cit. n.45), 125.

Au cours de l'exposé de R. Syme, un subtil changement s'opère cependant dans la présentation de la plèbe, comme dans celle du peuple, à partir du moment où, Sex. Pompée ayant disparu de la scène de l'histoire, l'affrontement se dessine et se prépare entre Octavien et Antoine. A cet égard, on voit réapparaître le Sénat et le Peuple en 31, quand il s'agit d'obtenir leur adhésion dans la lutte finale<sup>53</sup>, et en particulier le peuple susceptible d'accorder un soutien — qui n'était pas seulement moral — aux entreprises d'Octavien. La propagande augustéenne devait exalter l'union sacrée, à Actium, de "Caesar's heir with the Senate and the People of Rome"<sup>54</sup>; mais R. Syme ne s'en laissait pas conter: il suffit, à cet égard, de relire son jugement désabusé sur cette décisive péripétie militaire, adopté par d'autres, sans oublier l'opposition larvée d'une partie du peuple italien, penchant plutôt pour Antoine<sup>55</sup>.

Ensuite, peuple et plèbe redeviennent fréquentables, sans qu'aucun jugement de valeur, ou de type moral, ne soit porté sur eux; ils sont rétablis dans leur rôle de partenaires du régime imposé désormais par celui qui va devenir Auguste. Peut-être faut-il déceler ici l'influence de la pratique de l'oeuvre de Dion Cassius<sup>56</sup>. Le peuple, quand il est cité, est considéré comme le *populus Romanus* dans toute sa majesté. Il est ainsi tout à fait

<sup>53</sup> RR, 282-283.

<sup>54</sup> RR, 297.

<sup>55</sup> YAVETZ, *Plèbe* (cit. n.45), 129-130.

<sup>56</sup> Depuis l'oeuvre classique de F. MILLAR, *A Study of Cassius Dio* (Oxford 1964), l'érudition s'est à nouveau intéressée aux livres augustéens de l'historien du III<sup>e</sup> siècle: on pourra citer, par exemple, en ne cherchant pas l'exhaustivité, H.A. ANDERSEN, *Cassius Dio und die Begründung des Prinzipats* (Berlin 1938) = *Studies in Cassius Dio and Herodian* (New York 1975), 9-66; B. MANUWALD, *Cassius Dio und Augustus* (Wiesbaden 1979) et le volume intitulé *Between Republic and Empire. Interpretations of Augustus and his Principate*, ed. by K.A. RAAFLAUB and M. TOHER (Berkeley-Los Angeles-Oxford 1990), avec l'article de Z. YAVETZ, "The Personality of Augustus: Reflections on Syme's *Roman Revolution*", 21-41. Pour les commentaires des livres triomviraux et augustéens de Dion Cassius, voir M. REINHOLD, *From Republic to Principate. An Historical Commentary on Cassius Dio's Roman History, Books 49-52 (36-29 B.C.)* (Atlanta 1988); J.W. RICH (Ed.), *Cassius Dio. The Augustan Settlement (Roman History 53-55.9)* (Warminster 1990); E. NOË, *Commento storico a Cassio Dione LIII* (Como 1994).

symptomatique que, dans le chapitre intitulé "The Cabinet", R. Syme commence sa réflexion en rappelant qu'Auguste "had frequent resort to the People for the passing of his laws"; il est vrai aussi que l'affirmation est aussitôt nuancée par la constatation "but the practice of comitial legislation soon decays"<sup>57</sup>; c'est donc un jugement sévère sur la constitution d'un régime que nous dirions 'technocratique', où l'apparence seule de la participation du peuple souverain est sauvegardée. Mais il est vrai aussi que cette décadence s'observe dans tous les domaines qui relèvent du gouvernement, comme, par exemple, les affaires étrangères<sup>58</sup> ou la pérennité du système gouvernemental<sup>59</sup>. De même, la restauration ou la restitution du rôle électoral au peuple entre dans le jeu des rapports réciproques entre *princeps* et *populus*: "To the People Augustus restored freedom of election. Fed by the bounty and flattered by the magnificence of their champion, the plebs of Rome knew how they were expected to use that freedom"<sup>60</sup>. Pourtant, on peut douter de la réalité de cette liberté elle-même dans le processus électoral: il suffit de rappeler le passage bien connu de Suétone<sup>61</sup>, montrant Auguste assistant aux comices et sollicitant les voix en faveur de ses candidats. Dans ce domaine, la découverte et la publication en 1947 de la *Tabula Hebana*, et les nombreuses publications qu'elles ont entraînées, puis celle de la *Tabula Siarensis*<sup>62</sup> ont bien montré l'ambiguïté de la restauration du processus électoral 'traditionnel': la création de nouvelles centuries électorales en l'honneur des jeunes héritiers défunts d'Auguste affirme d'une part le rôle du *populus Romanus*, mais ce dernier est naturellement restreint aux sénateurs et chevaliers de trente-trois tribus.

<sup>57</sup> RR, 406.

<sup>58</sup> RR, 412.

<sup>59</sup> RR, 405.

<sup>60</sup> RR, 370.

<sup>61</sup> Suet. *Aug.* 56,2.

<sup>62</sup> On trouvera la bibliographie sur la *Tabula Hebana* jusqu'en 1984 dans le chapitre de mon ouvrage, *L'ordre équestre sous les Julio-Claudiens* (Rome 1988) intitulé "Comitia", 392-431. A partir de cette date, on se reportera à *Roman Statutes*, ed. by M.H. CRAWFORD (London 1996), I 507-544.

Au fond, c'est un constat d'échec qu'établit R. Syme, dont les conceptions ont été suivies: le peuple romain ne cesse pas de jouer un rôle officiel, qui dissimule mal que la réalité du pouvoir lui a échappé définitivement; ne lui avait-elle pas échappé déjà bien avant la mort de César? Mais la fiction demeure, et, comme nous l'avons déjà vu, elle est soigneusement entretenue par les *Res gestae*.

Quant à la plèbe, elle n'est plus cette foule interlope et indisciplinée avec laquelle les triumvirs devaient compter, et dont les manifestations représentaient un danger pour les nouveaux maîtres et pouvaient infléchir leur politique. L'attitude de R. Syme reste plus réservée à son égard, d'autant plus qu'il est toujours tenté par l'assimilation facile entre la plèbe et le prolétariat, voire la populace — surtout, bien entendu, la plèbe romaine. Ainsi, en décryptant la composition du "Parti d'Auguste", l'historien des débuts du principat insiste sur le rôle du prolétariat italien: "Excited by the ambition of military demagogues, the claims of the armed proletariat of Italy menaced and shattered the Roman Republic"<sup>63</sup>, même s'il doit bien reconnaître que la plèbe avec les chevaliers et les vétérans "had won the War of Actium"<sup>64</sup>. Cette plèbe, apparue comme l'un des fermes soutiens d'Octavien contre Marc Antoine, a trouvé en la personne d'Auguste son patron et est devenue l'un des appuis de la monarchie<sup>65</sup>; avec d'autres personnes de la famille impériale, elle eut des rapports privilégiés, par exemple avec Germanicus, adopté en 4 ap. J.-C.; d'ailleurs ces liens privilégiés sont considérés avant tout comme des liens personnels. Mais elle fut écartée des pactes et des accords qui ont formé et fortifié le régime augustéen: accord de 27 av. J.-C. entre le sénat et le prince, obtention de l'*imperium proconsule maius* et de la *tribunicia potestas* complète en 23 av. J.-C., règlements successoraux successifs devant assurer la pérennité du nouveau système... Elle ne constitue pas un véritable partenaire pour le

<sup>63</sup> RR, 352.

<sup>64</sup> RR, 368.

<sup>65</sup> RR, 455.

souverain, à qui elle semble tout acquise, et dont elle reçoit, en échange et pour seulement une partie d'entre elle, le privilège frumentaire<sup>66</sup>. Donc, elle ne présenterait guère d'intérêt pour l'historien, attaché à une vision élitiste de l'histoire.

Pourtant, il ne faudrait pas croire à la passivité totale de la plèbe. Il lui est arrivé, durant le long règne d'Auguste, de manifester parfois sa mauvaise humeur "against the moral code"<sup>67</sup>. Et pour R. Syme, elle se réhabilite lorsqu'elle s'en prend, non pas à Auguste lui-même, mais aux profiteurs du régime, dont la figure emblématique, dans ce contexte, reste celle de M. Titius<sup>68</sup>, le consul de 31, dont la carrière est assez typique des temps troublés que connut la République: ancien proscrit, ancien pompéien, ancien antonien, rallié à Octavien dont il fut l'un des généraux à Actium, et surtout assassin de Sex. Pompée, de sa propre initiative, ou celle de son oncle Plancus, ou sur l'ordre d'Antoine. Présidant les jeux au théâtre de Pompée, *ex-ecratione populi spectaculo quod praebebat pelleretur*<sup>69</sup>, il en fut chassé par le peuple; mais cet incident se passa dans un temps où le nouveau régime ne s'était pas encore établi, et avant la domestication finale et acceptée de la plèbe<sup>70</sup>.

A partir du moment où la plèbe s'est ralliée au nouveau maître, elle n'apparaît même plus comme un élément, somme toute négligeable, dans le jeu politique qui se noue entre le prince et le sénat. Cependant R. Syme a considéré que, bien avant l'avènement officiel du principat, le peuple, y compris la

<sup>66</sup> Sur la constitution de la plèbe frumentaire, voir C. VIRLOUVET, *Tessera frumentaria. Les procédures de la distribution du blé public à Rome à la fin de la République et au début de l'Empire* (Rome 1995).

<sup>67</sup> *RR*, 478. R. SYME considère aussi que les manifestations populaires de 3 ap. J.-C., réclamant le retour de Julie, exilée à Pandateria en 2 av. J.-C., sont dues à la plèbe de Rome. Or Dio Cass. 55,13,1, parle des pressions du δῆμος.

<sup>68</sup> *RE VI A 2* (1937), s.v. "Titius", col.1559 sqq., n° 18 (R. HANSLIK).

<sup>69</sup> *Vell.Pat.* 2,79,5.

<sup>70</sup> On peut noter au passage l'un des aspects de la méthode suivie par R. Syme: un traitement synthétique dès qu'il aborde le principat, qui fait fi de l'enchaînement chronologique, puisque l'allusion à M. Titius vient après la mention des manifestations populaires en faveur du rappel de Julie (voir n.67). La situation de la plèbe, à ce moment-là, avait bien changé.

plèbe, n'exerçait déjà plus son rôle et était déjà disqualifié. Il faut nuancer ce jugement sévère, surtout pour la période triumvirale, mais aussi pour l'époque augustéenne<sup>71</sup>.

## II. *Milites*

Issue de la plèbe, au moins pour la troupe et son encadrement subalterne, l'armée est un facteur fondamental dans la lutte pour le pouvoir, puis dans la constitution du nouveau régime, avant d'en devenir l'un des plus fermes soutiens. Ce fut d'ailleurs au prix d'une transformation complète de sa nature: d'armée civile, recrutée parmi les citoyens romains, flanquée de troupes auxiliaires formées de pérégrins, elle passa au statut d'armée professionnelle même si elle était toujours levée, pour la partie légionnaire, parmi les citoyens. C'est à ce titre qu'elle ne constitue plus seulement le peuple en armes, mais qu'elle devient un corps constitué, comme le sont le sénat, l'ordre équestre, le peuple. L'évolution, sur ce point, est faite à la fin du règne d'Auguste: qu'il suffise de rappeler ici le récit que fait Tacite<sup>72</sup> de la prestation du serment à Tibère lors de son avènement, "oath... renewing the allegiance sworn long ago to Octavianus before Actium. This was the essence of the Principate"<sup>73</sup>: après les deux consuls, jurèrent le préfet des cohortes prétoriennes et le préfet de l'annone; puis *senatus milesque et populus*. On pourra évoquer aussi, dans le même esprit, après la disparition de Germanicus, les remerciements officiels adressés par le sénat à l'ordre équestre, à la plèbe (urbaine, représentant toute la *plebs Romana*), et aux soldats<sup>74</sup>. Il est aussi inutile de rappeler que la question militaire, c'est-à-dire l'intervention des

<sup>71</sup> Voir les appréciations d'H. GALSTERER, "Syme's *Roman Revolution* after Fifty Years", in *Between Republic* (cit. n.56), 13.

<sup>72</sup> Tac. *Ann.* 1,7,1-2.

<sup>73</sup> *RR*, 438.

<sup>74</sup> Se reporter au *SC de Cn. Pisone patre*, édité par W. ECK, A. CABALLOS, F. FERNÁNDEZ (München 1996); rappelons que cet ouvrage est dédié à R. Syme.

forces armées dans le jeu politique, et le reclassement des vétérans reste primordiale dans l'histoire tourmentée de la fin de la République: on observe d'une part la constitution d'armées détournées de leur fonction véritable, servir l'Etat, pour ne servir que des ambitions particulières, et d'autre part les exigences de soldats fatigués de leur long service et attendant du même chef les avantages matériels qu'ils estimaient leur être dus. En réalité, cette question militaire<sup>75</sup> reste l'un des facteurs fondamentaux qui ont provoqué la révolution romaine<sup>76</sup>; mais elle s'est posée bien avant que César ne s'emparât du pouvoir. Il est patent que R. Syme a porté d'abord un jugement extrêmement défavorable sur ces armées, pompéienne et césarienne d'abord, et surtout sur les vétérans. Je citerai un passage qui me semble tout à fait symptomatique de sa position sur la composition du parti césarien: "for the rest, elderly survivors, nonentities, neutrals or renegades"<sup>77</sup>. Le ton est ainsi donné. Notre historien ne nourrissait pas non plus beaucoup d'illusions sur les armées levées soit par les (futurs) triumvirs, soit par les Républicains: à cet égard le passage qu'il consacre à l'armée de D. Brutus et de Plancus, qui font leur jonction en juin 43, en est tout à fait éclairant<sup>78</sup>, tout comme son analyse de l'attitude des soldats durant cette même année, eux qui ne désiraient pas vraiment combattre, au grand dam des politiciens<sup>79</sup>. D'ailleurs, c'est bien en cela que l'analyse de R. Syme se heurte à une autre réalité: les interventions et les pressions ainsi que les menaces exercées par les soldats et les vétérans, qui entravent les desseins des

<sup>75</sup> Voir à cet égard le reproche — justifié — fait à R. Syme par A. MOMIGLIANO, dans son compte rendu, in *JRS* 30 (1940), 75-80 = *Secondo Contributo alla storia degli studi classici* (Roma 1960), 407-416 = *Augustus*, hrsg. von W. SCHMITTHENNER (Darmstadt 1969), 140-152; voir surtout p.147 de la version allemande: "Wir müssen deshalb in Erinnerung rufen, dass die römische Monarchie nicht von Männern geschaffen wurde, über den man Artikel in der RE schreiben kann, sondern von unbekanntem Leuten, von Italikern oder Provinzialen, deren Name Legion ist".

<sup>76</sup> Cf. les remarques d'H. GALSTERER, *Between Republik* (cit. n.71), 14.

<sup>77</sup> *RR*, 69.

<sup>78</sup> *RR*, 179.

<sup>79</sup> *RR*, 180.

hommes politiques de tout bord, puis des triumvirs. Les armées viennent ainsi perturber les alliances politiques. Elles sont beaucoup plus dangereuses pour l'ordre qui est en train de s'établir, que la plèbe urbaine ou que les peuples d'Italie, car elles détiennent la puissance des armes et sont susceptibles, ou même capables, de la mettre au service de qui lui plaît. Mais depuis la publication du livre de R. Syme, leur histoire a suscité de nombreuses études<sup>80</sup>.

Pour ne prendre qu'un exemple, après Philippes, Octavien reçut la charge difficile d'aller installer les vétérans<sup>81</sup> en Italie, et de confisquer des terres à cet effet. Nous possédons, grâce à Appien<sup>82</sup>, un récit circonstancié des difficultés engendrées par cette redistribution de la propriété foncière: d'une part le refus des dix-huit cités soumises à la colonisation, manifesté par des démonstrations publiques à Rome, en compagnie d'autres Italiens qui se croyaient menacés; d'autre part l'arrogance des soldats, soutenus en sous-main par L. Antonius et Fulvie, exigeant leur dû, et plus que leur dû, et n'hésitant pas à en découdre, par des rixes sanglantes, avec les civils. Ils voulurent même s'en prendre à Octavien, qui était exposé en première ligne et faillit lui-même être écharpé par la troupe. Octavien fut ainsi contraint de céder aux réclamations des vétérans. Appien fait d'ailleurs un commentaire sévère sur la conduite des soldats,

<sup>80</sup> Pour l'histoire de l'armée triumvirale puis augustéenne (en dehors des études consacrées aux unités elles-mêmes), on citera les recherches de W.C.G. SCHMITTHENNER, *The Armies of the Triumviral Period. A Study of the Origins of the Roman Imperial Army*, thèse inédite (Oxford 1958); ID., "Politik und Arme in der späten römischen Republik", in *Hist. Zeitschrift* 190 (1960), 1-17; E. GABBA, *Esercito e società nella tarda repubblica romana* (Firenze 1973); K. RAAFLAUB, "The Political Significance of Augustus' Military Reforms", in *Papers presented to the International Congress of Roman Frontier Studies*, Oxford 1979 (Oxford 1980), 1005-1025; L. KEEPIE, *The Making of the Roman Army. From Republic to Empire* (London 1984); J.B. CAMPBELL, *The Emperor and the Roman Army, 31 BC-AD 235* (Oxford 1984); P.A. BRUNT, *Italian Manpower* (Oxford 1987). Il convient aussi de rappeler toute l'oeuvre de D.B. SADDINGTON, voir note 120.

<sup>81</sup> On citera surtout ici, après les travaux d'E. GABBA, le livre de L. KEEPIE, *Colonisation and Veteran Settlement in Italy, 47-14 A.D.* (London 1983).

<sup>82</sup> *B Civ.* 5,12,45-50; 5,13,51-4.

exemple de l'indiscipline qui caractérise cette difficile époque<sup>83</sup>, et qui trouve son origine dans le recrutement même de forces militaires, enrôlées pour servir des intérêts particuliers, et non la patrie; leurs chefs ne pouvaient conserver leur commandement qu'avec des dons de toutes sortes, et non en vertu d'un pouvoir légal. C'est très exactement la position adoptée par R. Syme pour juger de l'influence des militaires pendant le Triumvirat. Pourtant, il note aussi un changement progressif, après le douloureux épisode de la guerre de Pérouse, dans la situation d'Octavien, désormais "strong in the support of the plebs and the veterans"<sup>84</sup>, mais dans ce couple, le second élément reste prépondérant.

On le voit bien dans l'élimination de Lépide, ayant suivi de peu celle de Sex. Pompée, réduit à fuir en Orient et à lever des troupes privées, pour finir misérablement. Après la victoire de Nauloque, Lépide voulut s'affirmer, fort des troupes légionnaires qu'il avait réunies pour l'expédition de Sicile et enjoignit Octave de quitter l'île; mais Octavien, instruit par ses expériences précédentes, sut se rallier les troupes de Lépide. Ici, plus qu'au récit circonstancié d'Appien<sup>85</sup>, R. Syme, qui ne s'étend pas symptomatiquement sur la mutinerie de Sicile, a privilégié la notation de Velleius Paterculus, assurant que le nom seul de César lui avait ouvert les portes du camp de Lépide, et jugé que "once again the voice of armed men was heard, clamorous for peace, and once again the plea of averting Roman bloodshed recoiled upon Lepidus"<sup>86</sup>. Mais il a aussi rapidement passé sur une péripétie qui montrait assez la fragilité de la position du général face à la contestation. Octavien eut à faire face, après la reddition de Lépide, à une mutinerie de ses propres troupes, exigeant le congé et les mêmes récompenses que les combattants de Philippes. Les exigences des soldats ne se satisfirent pas des propositions du triumvir, en particulier des *τιμαί*

<sup>83</sup> *B Civ.* 5,17,68-71.

<sup>84</sup> *RR*, 221.

<sup>85</sup> *B Civ.* 5,123-126,509-524.

<sup>86</sup> *RR*, 232.

qu'il leur offrait; c'est là que le tribun Ofilius, devenu le porte-parole de l'armée d'Octavien grossie de celle de Lépide, répliqua au triumvir que les soldats n'avaient pas besoin de hochets d'enfant, mais de terres et d'argent<sup>87</sup>. Cette réclamation n'était pas neuve: elle était le leit-motiv de la soldatesque depuis Marius<sup>88</sup>. Dans les circonstances présentes, les revendications de la troupe auraient pu entraîner des conséquences graves, en particulier la disparition de l'un des deux maîtres de la République, puisqu'il n'en restait que deux après l'élimination de Lépide. La chance<sup>89</sup> servit encore une fois l'héritier de César. C'est aussi l'une des dernières fois où il eut à faire face à une révolte militaire; les dernières secousses sérieuses éclatèrent quand le régime était fermement établi. En tout cas, la leçon avait porté: en effet, après la décisive rencontre contre Antoine à Actium, Octavien incorpora les soldats du vaincu parmi ses propres troupes, mais renvoya en Italie ceux, de quelque côté qu'ils se fussent trouvés, qui avaient passé l'âge de la conscription, sans rien leur donner, et dispersa le reste: Dion Cassius explique cette décision par l'expérience de l'affaire sicilienne<sup>90</sup>, et la peur légitime de la mutinerie. Ceci n'empêcha pas les soldats renvoyés en Italie de commencer à s'agiter et Octavien fut contraint de rentrer rapidement en Italie, à Brindes, où il convoqua les vétérans et apaisa les révoltés<sup>91</sup> par des distributions de terres qui n'oublièrent pas les anciens soldats d'Antoine<sup>92</sup>. L'épisode est trop brièvement signalé par R. Syme, pour lequel il ne constitue qu'une péripétie. Pourtant, c'est l'ultime manifestation qui clôt l'histoire agitée des armées triumvirales. En

<sup>87</sup> App. *B Civ.* 5,128-129,528-537, surtout 128,531.

<sup>88</sup> Voir surtout GABBA, *Esercito* (cit. n.80), 1-47; BRUNT, *Manpower* (cit. n.80), 406-410; ID., "The Army and the Land in the Roman Revolution", in *JRS* 52 (1962), 69-87 = *The Fall of the Roman Republic and Related Essays* (Oxford 1988), 240-280.

<sup>89</sup> Le tribun Ofilius disparut mystérieusement la nuit même, sans doute liquidé discrètement.

<sup>90</sup> Dio Cass. 51,3,1-3.

<sup>91</sup> Suet. *Aug.* 17,3; Dio Cass. 51,4,3.

<sup>92</sup> *RR*, 297.

revanche, l'historien de la révolution romaine a bien insisté, à plusieurs reprises, sur le fait que la conjonction des intérêts et du dévouement de la plèbe et des vétérans a fini par servir Octavien et a permis la victoire finale<sup>93</sup>. Finalement, R. Syme a dû reconnaître le rôle essentiel des armées dans l'histoire du triumvirat, rôle qui ne se bornait pas aux affrontements militaires, mais a pesé lourd dans le domaine de la politique et de l'économie, même s'il n'apparaît parfois qu'en filigrane dans le développement du récit. En effet, R. Syme ne s'étend pas souvent sur les détails des interventions des militaires de tous bords; il préfère en synthétiser les résultats, puisqu'il privilégie les généraux. Mais les événements successifs que nous avons évoqués plus haut amènent aussi notre auteur à admettre que les militaires sur lesquels il fait porter la responsabilité de la destruction de la république romaine, en minimisant sans doute le poids des ambitions personnelles, "when offered some prospect that their aspirations for land and security would be recognized, the soldiers had been able to baffle politicians, disarm generals and avert bloodshed"<sup>94</sup>. C'est donc un hommage — qui n'est pas une réhabilitation — rendu à leur (relative) sagesse bien qu'ils soient devenus "l'appui le plus solide de la monarchie militaire".

C'est ainsi que se forme une vision — qui en vaut bien d'autres — du rôle de l'armée, dès les débuts et dans l'évolution du principat augustéen. R. Syme est assez longuement revenu sur son organisation, à la fois dans les chapitres XXIV et XXVI, intitulés "The Party of Augustus" et "The Government". Il a insisté à juste titre sur les liens qui désormais uniraient le prince et le légionnaire. Ce dernier devait se sentir engagé personnellement envers le chef du gouvernement et, à travers lui, envers l'état romain<sup>95</sup>, au détriment des allégeances personnelles, qui avaient contribué à ruiner la République. Il faut dire aussi que l'engagement personnel envers un général

<sup>93</sup> *RR*, 307; 368, etc.

<sup>94</sup> *RR*, 352.

<sup>95</sup> *RR*, 335.

fut oblitéré par les nouvelles conditions économiques réservées aux engagés, solde régulière et prime de démobilisation<sup>96</sup>, faisant disparaître l'essentiel des revendications des hommes de troupe, qui avaient pesé si lourdement sur la vie politique au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. L'adhésion de l'armée devenue professionnelle au principat augustéen semble totale; nulle sédition militaire ne vint plus en troubler le cours. Seule l'arrivée au pouvoir de Tibère allait déclencher des mutineries<sup>97</sup>, dont les fauteurs, par un retour en arrière, attendaient qu'elles leur procurassent *ex ciuili bello praemia*<sup>98</sup>; mais les temps avaient changé: les révoltes furent réprimées. Eloignée désormais du champ politique, l'armée romaine n'avait plus qu'à se soumettre et à obéir à ses chefs: le prince et ses représentants. Il faut dire aussi qu'en se professionnalisant, elle avait perdu ses caractères originels. Cela explique qu'elle disparaît rapidement, en tant qu'entité, dans la partie consacrée au règne d'Auguste du livre de R. Syme. Les enjeux du pouvoir se disputaient désormais entre les hauts personnages du régime.

De la même manière, le problème des vétérans — nous entendons par là les anciens soldats et non pas ces militaires expérimentés qui reprirent du service ou accumulèrent les années de service dans les années troublées — fut réglé de manière définitive, par leur passage dans les rangs de ce que R. Syme appelle de petits capitalistes<sup>99</sup>. Il était bien passé le temps où leur ralliement progressif au fils adoptif de César avait fait aussi pencher la balance en sa faveur<sup>100</sup>. D'autre part, la dispersion des anciens soldats hors de l'Italie et leur installation dans des colonies d'outre-mer<sup>101</sup>, voulues par le prince,

<sup>96</sup> *RR*, 369. Sur les problèmes de la solde, cf. déjà P.A. BRUNT, "Pay and Superannuation in the Roman Army", in *PBSR* 18 (1950), 50-70.

<sup>97</sup> Tac. *Ann.* 1,16-30, pour la révolte des légions de Pannonie; 31-49, pour celle des légions de Germanie.

<sup>98</sup> Tac. *Ann.* 1,16,1.

<sup>99</sup> *RR*, 425.

<sup>100</sup> Pour les efforts déployés par Octavien pour se rallier les vétérans de César et leurs résultats, *RR*, 120; 125; 141; 185, etc.

<sup>101</sup> *RR*, 224: après Nauloque; 289; 334; 368.

constituaient des obstacles quasi insurmontables pour quelque intervention que ce fût dans les affaires. En quelque sorte, R. Syme approuve Auguste de s'être débarrassé, en leur donnant les satisfactions qu'ils attendaient, du problème politique que risquaient de poser les vétérans. Ceux-ci, par ailleurs, restaient utiles et pouvaient toujours, en cas de grave nécessité, être rappelés au service armé, comme ce fut le cas lors de la révolte de Pannonie et de Dalmatie, entre 6 et 9 ap. J.-C.<sup>102</sup> Mais, comme pour R. Syme, la fidélité des vétérans, comme des soldats, était acquise au prince, il n'a pas jugé utile de revenir sur cet épisode, sauf pour signaler l'attachement des militaires à Tibère, devenu l'héritier légal du vieil Auguste<sup>103</sup>: pour lui, la question militaire était réglée. Ainsi, les *milites* ont, *mutatis mutandis*, subi le même sort que la plèbe.

J'ai fait, plus haut, une rapide allusion à l'encadrement subalterne. Cet encadrement est recruté, en principe<sup>104</sup>, dans les rangs de la troupe et en reste proche, par son origine même. Il faut y revenir pour deux raisons: tout d'abord, de nombreuses analyses de R. Syme n'ont pas perdu leur caractère novateur; d'autre part, certains des développements qu'il consacre aux officiers subalternes et à leur place dans la société augustéenne doivent être soumis à un nouvel examen, car l'histoire de l'armée n'a cessé de susciter l'intérêt dans le demi-siècle qui vient de s'écouler depuis la publication de la *Roman Revolution*.

Tout d'abord, R. Syme a toujours mis l'accent sur le rôle politique joué par les centurions, qu'il considère — du moins ceux de l'armée de César — comme “allies and political agents as well as officers”<sup>105</sup>. Et ce rôle continua d'être joué par les officiers subalternes des armées triumvirales, à titre collectif ou

<sup>102</sup> Sur ces événements, nous avons un témoin de première main avec Velleius Paterculus 2,111-115; il y avait, en 7 ap. J.-C., plus de dix mille vétérans dans l'armée commandée par Tibère et envoyée contre les révoltés.

<sup>103</sup> *RR*, 431.

<sup>104</sup> Voir cependant les remarques de GABBA, *Esercito* (cit. n.80), 88.

<sup>105</sup> *RR*, 70.

individuel: ainsi, en mai 43, une délégation de centurions et de soldats se présente devant le sénat, pour lui faire part des demandes, sinon des exigences d'Octavien<sup>106</sup>. Parfois, la fonction d'agent politique faisait courir des dangers mortels; en témoigne un incident rapporté par Appien que n'a pas utilisé R. Syme, le meurtre, en 41, du centurion Nonius, au moment de la distribution prévue des terres aux vétérans d'Antoine et d'Octavien et qui provoqua bien des troubles<sup>107</sup>. Le centurion, excusant le retard de l'héritier de César qui n'était pas encore arrivé au Champ de Mars et demandant le respect dû au commandant, fut tué par ses *commilitones* et son corps jeté là où Octavien devait passer<sup>108</sup>. Et Nonius ne fut peut-être pas la seule victime<sup>109</sup> de la fureur des vétérans.

C'est de ce domaine politique aussi que relèvent les projets d'Antoine, voulant donner aux centurions, en les plaçant après les sénateurs et les chevaliers dans la troisième décurie, la judicature<sup>110</sup>; mais la *lex Antonia iudiciaria* fut finalement abolie. En réalité, ce projet avorté ouvre la voie à l'une des créations d'Auguste dans le domaine judiciaire, celle de la quatrième décurie de jurés, ouverte aux notables italiens dont le cens, inférieur de moitié au cens équestre, devait être plus accessible aux officiers retraités<sup>111</sup>: il n'est donc pas exclu que certains d'entre eux aient pu ainsi être inscrits sur la liste des *iudices*; en ce cas, ils rejoignaient les notabilités locales, dont je reparlerai plus bas.

La tentative avortée d'Antoine nous amène au débat sur les capacités des centurions d'entrer dans les élites dirigeantes qui a retenu l'attention de R. Syme, étant donné qu'il conclut à une continuité certaine entre les pratiques césariennes, triumvirales

<sup>106</sup> RR, 185.

<sup>107</sup> Voir plus haut, p. 91.

<sup>108</sup> App. *B Civ.* 5,16,65-66, avec le commentaire de GABBA, *Esercito*, 39.

<sup>109</sup> Dio Cass. 48,9,1-2, précise que les vétérans tuèrent des centurions et des soldats fidèles à Octavien, mais il considère que la colère de ceux-ci venait de l'exclusion des biens sénatoriaux des distributions de terres.

<sup>110</sup> Cic. *Phil.* 1,19-20; RR, 116.

<sup>111</sup> Suet. *Aug.* 32,6.

et augustéennes. Comme il l'a fait très justement remarquer, et en dépit du fossé qui sépare officiers supérieurs et officiers subalternes, c'est-à-dire officiers issus des cercles aristocratiques et officiers sortis du rang, il est bien connu que des centurions pouvaient gagner le rang équestre, profitant de leurs exploits sur les nombreux champs de bataille, de la bienveillance de leurs *imperatores*, et de l'accumulation des biens constituant le cens exigé. De même, certains jeunes gens de famille équestre demandaient une commission de centurion<sup>112</sup>. Cependant, R. Syme a été amené à surestimer cette voie d'accès dans les élites, alors qu'il avait fait justice, par la confrontation des données, des allégations antiques sur la promotion des centurions dans le sénat par Sylla et par César<sup>113</sup>. Tout d'abord, il estime que "by a regular feature of the Augustan system senior centurions can pass directly into the *militia equestris* and qualify for posts of considerable importance"<sup>114</sup>. Par l'exercice justement de ces postes considérables, nos anciens officiers subalternes auraient pu donc rejoindre les aristocrates, membres de l'ordre sénatorial et de l'ordre équestre, affectés aux mêmes tâches. Ces affirmations ne sont pas conformes aux résultats des enquêtes les plus exhaustives possible que l'on a pu mener à la fois sur les hauts fonctionnaires de l'époque augustéenne<sup>115</sup> et sur les plus élevés en rang des centurions<sup>116</sup>. R. Syme a surestimé d'une part les données purement prosopographiques<sup>117</sup>, venant souvent d'une littérature fondée sur

<sup>112</sup> On sait que R. Syme avait, avant la rédaction de son livre, publié deux études sur le niveau social des centurions, "Who was Decidius Saxa?", in *JRS* 27 (1937), 127-137 = *Roman Papers* I (Oxford 1979), 31-41; et "Caesar, The Senate, and Italy", in *PBSR* 14 (1938), 1-31 = *Roman Papers* I 88-119.

<sup>113</sup> *RR*, 78-79.

<sup>114</sup> *RR*, 353-354.

<sup>115</sup> Voir ainsi H.-G. PFLAUM, *Les procurateurs équestres sous le Haut-Empire romain* (Paris 1950).

<sup>116</sup> B. DOBSON, *Die Primipilares* (Bonn 1978), 6-11.

<sup>117</sup> C'est d'autant plus étonnant que R. Syme dans *JRS* 27 (1937), 130 = *Roman Papers*, I 33, reconnaît lui-même que "stories about soldiers and centurions must therefore be taken with a strong dose of caution".

l'exploitation des *exempla*<sup>118</sup>, et d'autre part la capacité de création de nouvelles élites. Dans ce domaine, le prince avait déjà fort à faire avec les résistances sénatoriales et la contrainte du recours, en cas de crise, aux membres de l'ordre équestre pour assumer les responsabilités publiques<sup>119</sup>. Il n'y eut certainement pas de promotion systématique des officiers subalternes dans l'aristocratie d'Etat dans son degré inférieur (l'ordre équestre), et quand elle se produisit, elle ne toucha qu'une faible minorité d'individus, qui ne reçurent pas de responsabilités de premier plan<sup>120</sup>. De même, s'il n'est pas douteux que certains jeunes gens se décidèrent à demander une nomination directe, *ex equite Romano*, pour servir dans les rangs des officiers subalternes, il est vraisemblable qu'ils formèrent l'exception, plus que la règle, contrairement à ce qu'affirme R. Syme<sup>121</sup>: il semble bien ici qu'il extrapole à partir de la réalité postérieure. Ainsi, il faut renoncer à prôner la promotion sociale systématique pour les représentants de la société militaire. On ne saurait admettre l'idée défendue par R. Syme du double recrutement de l'ordre équestre: "First, soldiers or soldiers' sons become knights through military service"<sup>122</sup>: il s'agit là d'une simplification, car les conditions de

<sup>118</sup> Un des exemples les plus typiques reste le cas de T. Marius Siculus, d'Uruinum, *RR*, 353-4; cf. aussi *PIR*<sup>2</sup> M 319; on trouvera le reste de la bibliographie chez S. DEMOUGIN, *Prosopographie des chevaliers romains julio-claudiens* (Rome 1992), n° 25.

<sup>119</sup> Voir A. CHASTAGNOL, *Le sénat romain à l'époque impériale* (Paris 1992), 49-56, chap. IV: "La crise de recrutement sénatorial des années 16-11 av. J.-C."

<sup>120</sup> A cet égard, il suffit de comparer le tableau que fait B. DOBSON, *Primipilares* (cit. n.116), 10-11, et ceux que j'ai moi-même établis, *L'ordre équestre* (cit. n.62), 369; 373; 376, pour des catégories différentes d'officiers subalternes. On se reportera aussi aux études récentes de D.B. SADDINGTON, "Prefects and Lesser Officers in the Roman auxilia of the Early Imperial Period", in *Proc.Afr.Cl.Ass.* 15 (1980), 20-58; ID., "Praefecti fabrum of the Julio-claudian Period", in *Festschrift A. Betz* (Wien 1985), 529-546; ID., "Praefecti classis, orae maritimae and ripae of the Second Triumvirate and the Early Empire", in *JRGZ* 35 (1988), 299-313; ID., "Early imperial praefecti castrorum", in *Historia* 45 (1996), 244-252.

<sup>121</sup> *RR*, 354; cf. aussi 396.

<sup>122</sup> *RR*, 354.

l'anoblissement équestre<sup>123</sup> différaient notablement selon le statut familial<sup>124</sup>.

La révolution romaine et la société qu'elle engendra étaient, au fond, bien moins militarisées que ne le laisse penser la lecture attentive de la *Roman Revolution*, à l'exception naturellement de la période du Triumvirat, relativement courte par rapport au long règne du *princeps*.

Le dernier point que je voudrais examiner ici est la place prise par les officiers subalternes, à leur retraite, dans les élites locales, principalement en Italie, surtout dans les cités qui eurent la chance d'échapper à la colonisation militaire: on comprendra mon point de vue, dans la mesure où la question ne se pose pas dans les mêmes termes dans les colonies, installées en Italie ou dans les provinces, puisqu'à la fondation, leurs notables se recrutent parmi les colons les mieux pourvus — ceux qui ont reçu les plus grands lots, c'est-à-dire les sous-officiers et officiers subalternes<sup>125</sup>, qui en vinrent à partager l'adhésion de leurs subordonnés au parti d'abord des triumvirs, puis à celui d'Auguste. Adoptant une vue assez répandue, R. Syme insiste à plusieurs reprises sur le rang éminent, à l'échelon local, qui aurait été celui de ceux-ci, occupant le haut du pavé dans

<sup>123</sup> R. Syme invoque l'exemple de la famille paternelle de Vespasien, dont il présente l'ascension dans un raccourci assez saisissant, bien typique de sa méthode: pour lui, T. Flavius Petro, vétéran de Pompée, eut un fils de rang équestre, T. Flavius Sabinus, collecteur d'impôts "qui fut le père d'un empereur romain". Cependant, quelques objections peuvent être présentées: tout d'abord, il n'est pas sûr que Flavius Sabinus ait jamais été chevalier et nous ne savons pas s'il faisait partie du 'conseil d'administration' du quarantième d'Asie, ce qui aurait pu prouver son statut; en revanche, il avait dû accumuler une fortune suffisante pour que ses deux fils pussent entrer dans les ordres supérieurs. Vespasien commença sa carrière dans l'ordre équestre, avant de recevoir le laticlave et d'entamer une carrière d'*homo novus*; cf. CHASTAGNOL, *Sénat* (cit n.119), 71-78, chap. VI: "Le laticlave de Vespasien".

<sup>124</sup> Cf. DEMOUGIN, *L'ordre équestre* (cit. n.62), 600 sqq.

<sup>125</sup> Pour ne citer qu'un seul cas, on songera à Arelate (Arles), où les premiers magistrats de la colonie établie par César puis refondée par Claudius Nero sont des militaires. On pourrait faire des remarques identiques pour d'autres cités, dont l'histoire coloniale est assez bien connue, comme Philippes.

leurs patries ou leurs communautés d'accueil. Ainsi, "after the Sicilian War Octavianus accorded to his centurions on discharge the rank of town-councillors in their *municipia*"<sup>126</sup>. C'est là une allusion à l'affaire d'Ofilius que j'ai évoquée plus haut<sup>127</sup>, affaire corroborée par un passage de Dion Cassius<sup>128</sup>, où l'on voit Octavien faire miroiter aux centurions ainsi qu'aux tribuns l'obtention de la dignité décursionale. Nous ne savons pas si cette promesse fut accomplie: elle le fut pourtant pour E. Gabba, qui adopte la position de R. Syme, tout en distinguant soigneusement les statuts des cités<sup>129</sup>: en effet, tous les cas connus sont observés dans des colonies. La promesse d'Octavien ne valait donc que pour les futures implantations coloniales, et en aucun cas pour toutes les cités de l'Italie. Là encore, on mesure les dangers de la généralisation. Dans toutes les cités qui ne possédaient pas le statut colonial, les centurions étaient réduits à la loi commune, alors qu'ils ne jouissaient peut-être pas encore de l'immunité qui allait être accordée par la suite à tous les vétérans<sup>130</sup>. De toute façon, à l'époque d'Auguste, ils devaient être sollicités sans doute par leurs concitoyens pour assumer des charges municipales: ils n'y perdaient rien, étant donné les privilèges accordés par Auguste aux cités de l'Italie tout entière<sup>131</sup> et à leurs élites. Celles-ci suscitent depuis une vingtaine d'années un regain d'attention, et leur rôle est soumis à une réévaluation: il n'est pas sans intérêt, dans ce cadre, d'analyser scrupuleusement la place des militaires dans les petites sociétés locales.

Au fond, R. Syme traite l'armée et le fait militaire comme il a traité la plèbe; ils restent présents dans les années difficiles, puisqu'ils conditionnent le succès d'une faction, et qu'ils per-

<sup>126</sup> RR, 243.

<sup>127</sup> Voir plus haut, p. 93.

<sup>128</sup> Dio Cass. 49,14,3.

<sup>129</sup> GABBA, *Esercito* (cit. n.80), 140.

<sup>130</sup> Sur l'immunité des vétérans, voir en dernier S. DEMOUGIN, "Les vétérans dans la Gaule Belgique et la Germanie inférieure", in *Cités, Municipales, Colonies* (Paris 1999), 355-380, avec rappel de la bibliographie antérieure.

<sup>131</sup> Suet. *Aug.* 46.

mettent l'accomplissement des ambitions personnelles et l'établissement d'une forme originale de gouvernement. Ils passent ensuite à l'arrière-plan, laissant aux puissants les premiers rôles. Cette vision historique ne laisse pas de poser maint problème, et en particulier elle ne rend pas compte de la réalité de l'exercice du pouvoir, qui ne peut être entièrement solitaire et doit tenir compte, sous un certain angle, de l'existence de forces armées issues du peuple, qui, comme devait le montrer la suite, ont pesé lourd sur le destin de Rome. Mais ces forces armées permettent aussi l'émergence de personnages qui se glissent dans cette oligarchie gouvernementale dont R. Syme voulait retracer l'histoire. Ce sont là des éléments qui viennent perturber le système traditionnel de partage et d'exercice du pouvoir. Sans vouloir tomber dans la prosopographie qui doit être bannie de ces Entretiens, je voudrais cependant mentionner les jugements extrêmement défavorables qui sont portés par R. Syme sur les nouveaux-venus, ou les parvenus, comme on voudra, qui ont profité des situations troubles pour se forger une position: qu'il me suffise ici de rappeler les noms de Salvidienus Rufus<sup>132</sup> et de L. Tarius Rufus<sup>133</sup>, hommes de rien, parvenus à des situations dominantes; si le premier fut perdu par son ambition et fut exécuté en 40 sur l'ordre d'Octavien, le second, plus chanceux, finit par obtenir le consulat en 16 av. J.-C. Par contraste, le triste Varus, auteur du plus grand désastre connu par Auguste, est traité avec relativement plus de considération<sup>134</sup>.

Certes, la *Révolution Romaine* est une histoire aristocratique, faite par des aristocrates, retracée par un historien qui fut lui-même un aristocrate, et destinée à des lecteurs peut-être aristocratiques. Mais on ne peut séparer la lutte pour le pouvoir de la prise en considération des conditions objectives qui ont permis

<sup>132</sup> *RR*, 217-220 pour sa fin misérable.

<sup>133</sup> *RR*, 362; 425; 452.

<sup>134</sup> *RR*, 511: ses défauts sont rachetés par son appartenance au patriciat.

un dénouement au profit de l'un des camps en présence; il en va de même d'ailleurs pour l'analyse de l'exercice du pouvoir, avec sa très lente tendance à l'absolutisme dès les débuts du I<sup>er</sup> s. ap. J.-C. Pour reprendre le titre d'un livre célèbre d'Elias Canetti, *Masse et puissance*, les masses ont eu leur part dans l'accomplissement de la révolution romaine et dans l'établissement de la puissance du prince: sans elles, représentées ici par le peuple et par l'armée qui en est l'émanation, cette révolution n'aurait pu s'accomplir.

## DISCUSSION

F. Millar: I would like to offer some reflexions which perhaps serve to explain, at least in part, the limitations of attention which work Syme's treatment of all the various individuals and groups who played some part in his *Revolution*.

One is that it was clearly his intention — at one which, at a very young age, he carried out successfully — to write a powerful, fast-running narrative of political and military events and of the acquisition of power. The plan therefore hardly allowed for detailed discussion of constitutional or administrative structures or of the major administrative steps such as the settlement of veterans in Italy or the provinces or the foundation of new *coloniae*.

Focused, has it is, on the movement of events at the center, the book also finds no place for the type of iconographic, monumental and epigraphic reflections of the *novus status* of the sort which, for instance, Paul Zanker has discussed in the case of Pompei, and which are also visibly present in the two well-known inscriptions from the *colonia* of Pisa.

On the other hand, it should be admitted that within certain limits, the design of the book embodies a conscious and deliberate attempt to widen our conceptions of who the relevant actors, on the stage of Roman politics were, by underlining the "new men", above all from Italy, who found entry to the Senate in this period, and beyond them many other named individuals, recorded on inscriptions or mentioned in passing in literary sources who belonged to the social level of local notables or served as equestrian officers or centurions. But, even though he does thus broaden the scope of Roman political history, he does not go on to turn this evidence into social history proper. This interest remains focused on the fortunes of individuals.

But there is also, as is obvious to all, a different current in his interest in individuals and families, and their rise or fall, and that is of course his lifelong fascination with the Roman aristocracy. It is easy, and not in itself misleading, to connect this interest in the arrival of 'intruders' in the Roman system with his own origins as a 'colonial' in New Zealand. Hence, of course, his *Colonial Elites* (1958). But at the time when he wrote *The Roman Revolution*, he had already completed a draft of a book called *The Provincial at Rome*, a draft which was found among his papers after his death and will be published shortly. This theme, the rise of 'intruders' is certainly important in the *Roman Revolution*. It stands in contrast with the other strand mentioned, the 'aristocracy' proper, which in academic terms owes its origins to two different facets of German scholarship. One is the history of the *nobiles* of the Republic, for which he owed much to Friedrich Münzer's *Römische Adelsparteien und Adelfamilien* (from which he borrowed the term "free State = der Freistaat"). The other was the tradition of the *Prosopographia Imperii Romani*, based above all on the *cursum* inscriptions of the Imperial period. As in *The Augustan Aristocracy*, the two fields of study could be brought together, in a highly creative way, with the aid of the rich literature of the Augustan period.

This picture of the partly changing and partly unchanging make-up of the governing group retains its fascination, even if the theme hardly justifies the use of the controversial term 'revolution'. If there was in this period a more profound 'revolution', connected with the redistribution of land in Italy, that was not the subject of Syme's book. Nor, as already mentioned, were other important structural and administrative changes. These limitations must be accepted. But the paper is clearly justified in suggesting that the unwillingness to take seriously the impact of popular pressure and popular discontent in the story of events on the later 40' and the 30' represents a more profound limitation in the sympathies of the author.

S. *Demougin*: La riche intervention de F. Millar appelle plusieurs commentaires. Tout d'abord, il faudrait bien évidemment s'entendre sur le concept même de 'révolution', qui n'éveille certainement pas les mêmes références et les mêmes échos chez tous les lecteurs de la *Révolution romaine*. On simplifiera les choses en la définissant comme un bouleversement des structures politiques, administratives et sociales; mais à l'aune du monde moderne, la révolution romaine a pris son temps et a beaucoup moins changé les apparences. R. Syme a choisi de restreindre le concept de révolution à la mutation des élites, et, pour ce faire, il a privilégié les destins individuels; il vient, à juste titre, d'être insisté sur sa fascination envers l'aristocratie — sans doute aussi bien romaine qu'anglaise —, expliquée par sa situation personnelle; il est sans doute d'autres domaines où celle-ci explique ses positions, par exemple vis-à-vis de l'armée, tant triumvirale qu'augustéenne. Le titre de l'ouvrage de R. Syme n'était donc pas entièrement adéquat.

Il est évident que, vu son appréciation des élites républicaines, R. Syme ne pouvait qu'être très réticent devant l'émergence de nouveaux cercles dirigeants, moins aristocratiques et moins purement romains et latins. D'ailleurs, une question devrait être à nouveau posée, étant donné l'accroissement de la documentation: la définition de la noblesse augustéenne et ses diverses composantes, la part réelle de la montée des 'new men', et la permanence de représentants des anciennes familles aristocratiques, tant dans leur lignée masculine que féminine. A cet égard, il faudrait envisager l'entreprise d'un "Broughton" pour l'époque augustéenne.

Mais on ne peut éviter de constater que R. Syme a négligé tout à fait volontairement le rôle des masses, ou des représentants du peuple, lors de la période vraiment révolutionnaire de l'histoire romaine, de la victoire de César à la constitution du principat en 27 av. J.-C., rôle qui fut réel, comme j'ai essayé de le montrer.

Dans cette optique, le jugement que R. Syme allait porter sur l'intrusion de l'Italie, enfin dotée entièrement du droit de

cité par César, ne pouvait qu'être négatif, puisqu'elle en arrivait à transformer notablement les rapports de puissance, au moment de la constitution du principat. Cependant, cette Italie elle-même n'avait pas fait un choix clair entre les compétiteurs pour le pouvoir suprême, puisqu'elle était divisée entre 'octavianistes' et 'antoniens'; elle fut manipulée de main de maître par les amis de l'héritier de César.

Il reste que l'oeuvre de Syme demeure l'un des plus grands et plus importants ouvrages sur une période cruciale de l'histoire de Rome, et qu'il lui était parfaitement licite de privilégier le domaine social.

G. Rowe: Je poserai une question tout à fait dans la ligne de celle de F. Millar. Pour une part — et je ne le dis pas pour vous flatter — je trouve qu'il y a une histoire de la révolution romaine aussi parlante que celle de R. Syme dans le deuxième volume que vous avez consacré à l'ordre équestre, dans la *Prosopographie*. Aussi, trouvez-vous le traitement de l'ordre équestre fait par Syme adéquat? F. Millar a bien mentionné Velleius Paternulus; dans mon histoire personnelle de la révolution romaine, le protagoniste serait plutôt Holconius Rufus de Pompéi.

S. Demougin: Avant de répondre à votre question, je voudrais revenir rapidement sur les raisons qui m'ont poussée à ne pas parler de l'ordre équestre vu par R. Syme dans le cadre de ces Entretiens. Vous avez eu l'amabilité de parler de mon livre sur l'ordre équestre: il se trouve que j'ai écrit des centaines de pages sur l'*ordo equester*, et les auditeurs comprendront mon souci de diversification. Pour en revenir au traitement réservé par R. Syme aux chevaliers romains, il faut bien reconnaître qu'il y a une discontinuité dans la description de leur histoire et de leur intervention dans les affaires de l'Etat. Dans les premiers chapitres de la *Révolution romaine*, R. Syme a parfaitement marqué le caractère aristocratique de l'ordre, très proche de l'ordre sénatorial, comme devait le prouver par la suite Cl. Nicolet, dans sa thèse; mais au fur et à mesure du

déroulement des événements 'révolutionnaires', et de l'évolution de l'organisation statale, R. Syme met de plus en plus l'accent sur ce qu'il considère comme les effets négatifs de la présence de l'ordre équestre: son recrutement italien — "ces hommes au visage dur" —, opposé à l'ancienne aristocratie, ainsi que l'attachement des chevaliers à la personne d'Octavien/Auguste, qui fait de l'*ordo* l'un des fondements du parti d'Auguste. Au fond, R. Syme reproche aux chevaliers leur désaffection à l'endroit des grandes familles et leur ralliement au nouveau régime. Il suffit, par exemple, de relire les jugements sévères qu'il porte sur C. Sallustius Crispus, l'ultime conseiller d'Auguste, qui rendit un signalé service à son héritier. Les *equites Romani* restent des parvenus, qui ont réussi à gagner des positions officielles et inexpugnables dans le système gouvernemental. Ce faisant, R. Syme n'a pas voulu reconnaître que le renouvellement des élites traditionnelles romaines passait justement par le recours à l'Italie, ayant obtenu enfin le droit de cité, et par l'appel aux forces vives de l'ordre équestre, considéré comme le *seminarium ordinis senatorii*.

Si l'on évoque le cas de Velleius Paterculus, on doit reconnaître qu'il est tout à fait atypique et qu'il échappe à la définition commune des élites locales en Italie, telles qu'on les connaît à partir de la fin de la République: il appartenait, par sa mère, à une famille princière de l'Italie profonde (Vell. Pat. 2,16,2), liée à de puissants aristocrates romains, et en particulier aux Claudii; tous les chevaliers n'avaient pas une aussi noble origine. On pourrait faire les mêmes remarques avec Octavien lui-même, dont la fortune est due à ses liens familiaux avec les patriciens Iulii. Je ne crois pas qu'on puisse placer les Vellei de Capoue ou les Octavii de Velletri dans la série des simples notables d'origine locale, comme le reste malgré tout le riche Holconius Rufus, *princeps* lui aussi, mais dans une petite ville campanienne.

J. Scheid: A propos de l'opposition entre l'aristocratie romaine et l'Italie, dont il vient d'être question, je voudrais

attirer l'attention sur une page de la *Révolution romaine* qui oppose clairement Auguste à cette aristocratie, comme l'Italie à Rome (*RR*, 453 sqq.). Parmi d'autres traits de caractère d'Auguste, Syme décrit ses représentations religieuses comme traditionnelles et locales ("Augustus was a singularly archaic type" et "his religion and ever his superstitions were native"). Contrairement à la haute aristocratie hellénisée, érudite et sceptique, qui s'interrogeait en philosophe sur les raisons ultimes des choses, Auguste inclinait vers les dieux traditionnels et les superstitions du terroir italique. Cette affirmation de Syme est, une fois de plus, originale par rapport aux historiens contemporains. La question que l'on peut toutefois se poser concerne la valeur de cette affirmation, sur laquelle Syme fonde le "programme national". Quelle est la portée de ce trait de caractère, que Syme n'a pas inventé, mais, comme toujours, trouvé dans les sources (*Suet. Aug.* 90 sq.)? Peut-on considérer que cet imaginaire municipal constitue, lui aussi, une victoire de l'Italie sur Rome, et peut-être l'une des raisons du succès d'Auguste?

*S. Demougin*: Je viens de parler à l'instant de la position singulière des Octavii de Velletri parmi les familles appartenant aux notabilités italiennes. En dépit des affirmations de Suétone, peut-on croire vraiment à cette réelle 'italianité' d'Octavien? Que le recours à l'Italie et son exaltation soient devenus un élément prépondérant de l'idéologie et de la propagande impériales, c'est indéniable, et c'est ainsi que se marque, entre autres, la rupture avec les temps passés. Mais peut-on vraiment croire à la rusticité d'Octavien, lui qui a reçu l'éducation typiquement aristocratique des nobles romains, et qui se trouvait, de par ses connexions familiales, appelé, de toute façon, à un grand destin?

Les remarques de R. Syme sur la religion et les superstitions d'Auguste sont issues, sans doute, de son jugement sur le personnage, qui lui est extrêmement défavorable. On peut dégager ici un parallélisme entre l'appréciation négative sur l'Italie et l'hostilité montrée à la personne d'Auguste. Nul ne saura

jamais quelle était la position religieuse personnelle du *princeps*; quant à ses *religiones*, se distinguent-elles vraiment par leur caractère indigène? On peut en douter fortement, à moins de considérer que, par exemple, l'attention aux prodiges et la superstition des dates (Suet. *Aug.* 92) ne se rencontrent que dans les petites cités italiennes ou dans les campagnes. Si Suétone se contente d'une énumération des pratiques religieuses et des croyances d'Auguste, R. Syme, lui, a été au-delà, en voulant le déconsidérer. L'existence de la "victoire de l'imaginaire municipal" reste à démontrer. En revanche, pour assurer la cohésion non seulement de l'Italie, mais encore de l'empire, on comprend qu'Auguste se soit tourné vers les divinités traditionnelles.

*T. Hölscher*: Fergus Millar hat sicher zu Recht darauf hingewiesen, dass Ronald Symes Blick und Interesse für Individuen, Karrieren und Lebensläufe mit der literarischen Form seines Buches zusammenhängen. Andererseits frage ich mich ob nicht auch seine tatsächlichen eigenen Lebenserfahrungen ihm diese Perspektive nahe legen konnten. Er selbst war ja von New Zealand in die festgefügte Gesellschaft von Oxford gekommen und musste von daher eine geschärfte Aufmerksamkeit für individuelle Lebenswege haben. Vor allem aber war die Welt damals voll von Menschen, die von der Diktatur der Zeit auf ungewöhnliche Lebensbahnen und zu extremen Entscheidungen getrieben worden waren: Bert Brecht, der als Kommunist Deutschland verlassen musste; Thomas Mann, der der konservativen Bildungselite zugehörte und ebenfalls emigrierte, aber mit Brecht nichts gemeinsam hatte; Wilhelm Furtwängler, der im Land blieb, für die Diktatur keine Sympathie hatte, aber um der Laufbahn und der Musik willen zu Kompromissen bereit war. Und unter den Kollegen Eduard Fränkel, Felix Jacoby und Paul Jacobsthal, die vertrieben worden waren und in Oxford ankamen; Eduard Täubler, und Helmut Berve und andere, die ebenfalls blieben, aber sich ideologisch einfärbten und zu Ansehen und Einfluss kamen; dann wieder Werner

Jaeger, der so gerne eine führende Rolle in der 'Erneuerung' des Staates gespielt hätte, aber wegen seiner jüdischen Frau gehen musste. Angehörige dieser Generation sprechen viel mehr von den Lebenswegen einzelner Personen unter dem Druck der Diktaturen, gegen die sie ohnmächtig waren oder zu sein glaubten, als von politischen Institutionen, Strukturen und Ideologien. Sollte nicht Ronald Symes Sicht der *Roman Revolution* solchen Erfahrungen geprägt sein?

*S. Demougin:* Il est indéniable que le choix de R. Syme de privilégier les individus et donc de fonder son ouvrage sur la description et l'étude des destins personnels lui permettait aussi de concevoir une oeuvre non seulement historique, mais aussi littéraire. Ceci étant, il se pose aussi la question des choix de l'historien et de ses attitudes propres face à la société de son temps et à la place qu'il y occupe. Il n'y a pas d'histoire purement objective; il n'y a pas d'historien détaché absolument de l'époque dans laquelle il vit. Issu d'une société coloniale, vivant à Oxford dans une société anglaise encore traditionnelle, R. Syme, tout naturellement, était conduit à s'intéresser à toutes les questions touchant au maintien et/ou à la disparition des aristocrates, que ce soit dans une Rome déchirée par de très graves conflits civils, ou dans une Europe où les anciennes structures, comme les aristocraties, entre les deux guerres mondiales, connaissaient un lent déclin, ou se voyaient détruites par la création de nouveaux régimes politiques. Par ailleurs, de nouvelles forces qui se voulaient aussi politiques, étaient sorties du premier conflit mondial. Comme vient de le faire remarquer justement J. Scheid, l'antipathie de R. Syme envers les vétérans romains vient peut-être du rôle que voulurent jouer aussi les anciens combattants de la première guerre mondiale entre 1920 et 1939.

Certes, la réflexion de R. Syme a pu être nourrie par les événements vécus par sa génération: l'époque a été marquée par le sort d'individualités puissantes, qui ont connu des sorts très différents, comme cela avait déjà été vécu par l'aristocratie

romaine; les exemples évoqués par T. Hölscher trouveraient leur équivalent dans l'Antiquité, avec les exilés de l'intérieur, les neutres, les ralliés et les partisans résolus du principat.

#### IV

MICHAEL ALEXANDER SPEIDEL

### GELD UND MACHT. DIE NEUORDNUNG DES STAATLICHEN FINANZWESENS UNTER AUGUSTUS

*vectigalia nervos esse rei publicae semper duximus*

Cic. *Man.* 7,17

In seinem Tatenbericht behauptete Augustus, er habe seit dem Jahre 27 v.Chr. nicht mehr *potestas* gehabt, als seine Magistratskollegen. Allein an *auctoritas* habe er alle anderen überragt (RGDA 34). Zweieinhalb Jahrhunderte später kommt Cassius Dio in seinem Geschichtswerk zu einem wesentlich anderen Schluss. Seiner Ansicht nach stand seit dem Jahre 27 v.Chr. fest, dass Augustus in allen Dingen und für alle Zeit unbeschränkt herrschen werde, und zwar, weil er über sämtliche staatlichen Gelder verfügte und den Befehl über das Heer inne hatte (Dio Cass. 53,16,1). Für Dio waren die Kontrolle über das Heer und die Staatsfinanzen die eigentlichen Säulen der Alleinherrschaft. Dabei hielten diese nicht nur die Monarchie aufrecht, sondern sie stützten sich auch gegenseitig (Dio Cass. 42,49,4). Geld sei der Nerv jeder Herrschaft und solange Soldaten vorhanden seien, würde das Geld nicht ausgehen. Solche Vorstellungen liess Dio etwa Mucian und Caracalla verkünden (65,2,5; 78,10,4). Der bithynische Senator des 3. Jahrhunderts hatte ein Auge für diese Dinge, denn sie hatten seine eigene Zeit allzu sehr beherrscht. Aber auch Tacitus vertritt dieselbe Auffassung, wenn er in seinen *Annalen* (13,50) römische Senatoren

erklären lässt, dass eine empfindliche Minderung der Staatseinnahmen die *dissolutio imperii* zur Folge hätte. Die meisten modernen Historiker stimmen hierin mit der Überlieferung überein, indem sie in den Heereskosten den bei weitem größten Posten innerhalb der staatlichen Ausgaben der Kaiserzeit erkennen<sup>1</sup>.

Entscheidend ist freilich weniger, die Erkenntnis dieser vielleicht allzu offensichtlichen Zusammenhänge auch für die Regierungszeit des Augustus nachzuvollziehen. Von Bedeutung ist vielmehr die Aufmerksamkeit, die der erste Prinzeps selbst diesen Dingen schenkte, und wie er seine Macht über sie und mit ihnen sicherte. Solche Fragen gehören durchaus in den historischen Rahmen der "Roman Revolution" und sie fanden auch das Interesse gerade des jungen Ronald Syme (*JRS* 18 [1928], 14ff. und *JRS* 20 [1930], 55ff. — in beiden Fällen allerdings zur Regierungszeit Domitians). Sowohl die Wahl seines Erzählstils als auch die Hauptaussage der *Roman Revolution*, die Syme dem untrennbaren Zusammenhang von "source and facts of power" (p.2) und den "ministers and agents of power" (p.7) widmete, verhinderten damals aber wohl eine ausführliche Erörterung dieser Fragen. Das Thema der diesjährigen

<sup>1</sup> So die allgemeine Forschungsmeinung. Siehe etwa R. MACMULLEN, in *Latomus* 43 (1984), 572 u. 575; CAMPBELL, *Emperor*, 164f.; LINTOTT, *Imperium*, 119; vgl. auch D.W. RATHBONE, in *CAH* X (<sup>2</sup>1996), 312. — Abkürzungen: ALPERS, *Finanzsystem* = M. ALPERS, *Das nachrepublikanische Finanzsystem. Fiscus und Fisci in der frühen Kaiserzeit* (Berlin 1995); BRUNT, *Themes* = P.A. BRUNT, *Roman Imperial Themes* (Oxford 1990); CAMPBELL, *Emperor* = J.B. CAMPBELL, *The Emperor and the Roman Army 31 BC — AD 235* (Oxford 1984); CORBIER, *Aerarium* = M. CORBIER, *L'aerarium Saturni et l'aerarium militare* (Rome 1975); ECK, *Italien* = W. ECK, *Die staatliche Organisation Italiens in der Hohen Kaiserzeit*, *Vestigia* 28 (München 1979); ECK et alii, *Senatus consultum* = W. ECK/A. CABALLOS/F. FERNÁNDEZ, *Das senatus consultum de Cn. Pisone patre*, *Vestigia* 48 (München 1996); ECK, *Verwaltung* = W. ECK, *Die Verwaltung des Römischen Reiches in der Hohen Kaiserzeit. Ausgewählte und erweiterte Beiträge*, 2 Bde., *Arbeiten zur römischen Epigraphik u. Altertumskunde* 1 u. 3 (Basel 1995 u. 1997); LINTOTT, *Imperium* = A. LINTOTT, *Imperium Romanum. Politics and Administration* (London 1993); MOMMSEN, *Staatsrecht* = Th. MOMMSEN, *Römisches Staatsrecht*, 3 Bde. (Leipzig <sup>3</sup>1887/8); SYME, *Revolution* = R. SYME, *The Roman Revolution* (Oxford <sup>2</sup>1952).

“Entretiens de la Fondation Hardt” bietet deshalb einen willkommenen Anlass, das Verhältnis von Staatsgeldern und Macht in der Regierungszeit des Augustus zu untersuchen.

### I. Die Bedeutung des Geldes

Zu Beginn des Jahres 23 v.Chr. erkrankte Augustus so schwer, dass er ernsthaft glaubte, sterben zu müssen. Er rief deshalb alle erreichbaren Amtsinhaber sowie die führenden Senatoren und Ritter zu sich, sprach mit den Anwesenden über die öffentlichen Angelegenheiten, übergab dann Agrippa seinen Siegelring und dem Cn. Calpurnius Piso, seinem Mitkonsul, eine in einem Büchlein (*βιβλίον*) verzeichnete Liste. In ihr waren die Truppen und die staatlichen Einnahmen aufgeführt (Dio Cass. 53,30,1f.). Sueton, der ebenfalls kurz von dieser Begebenheit berichtet (*Aug.* 28,1), fügt nur wenig mehr hinzu. Aus seinem Bericht erfahren wir, dass der schwer erkrankte Augustus, in der Absicht seine Macht niederzulegen, den versammelten Senatoren “sogar ein *rationarium imperii* übergeben” habe. Da Augustus tatsächlich glaubte, sterben zu müssen, ist an der Ernsthaftigkeit seiner Absicht, die Macht niederzulegen, kaum zu zweifeln. Offensichtlich spielten für ihn beide Gegenstände, Siegelring und *rationarium*, bei der Ausübung seiner Macht eine wichtige Rolle. Nach der Einschätzung Suetons war das *rationarium* jedenfalls der wichtigere Gegenstand. Dies wird einerseits durch seine Formulierung ... *etiam ... rationarium imperii tradidit* bestätigt, sowie andererseits dadurch, dass er in seinem verkürzten Bericht den Siegelring überhaupt nicht erwähnt. Worin die Bedeutung dieses Dokuments für die Herrschaft des Augustus lag, erklärt aber weder Cassius Dio noch Sueton. Auch ob das *rationarium* nur die ihm übertragenen Provinzen betraf, oder etwa das gesamte Reich, lassen beide unerklärt (dazu unten S. 139).

Kurz nach dem Tode des Augustus hören wir erneut von einem solchen Dokument. Unter den vier Schriftstücken, die

Augustus bei den Vestalinnen hinterlegt hatte, befand sich auch ein *libellus* (Tac. *Ann.* 1,11,4), in dem ein *breuiarium totius imperii* (Suet. *Aug.* 101,4) verzeichnet war. Im einzelnen enthielt es, nach dem Bericht des Tacitus, eine Auflistung der staatlichen Machtmittel (*opes publicae*), nämlich: die Zahl der in den Legionen, Hilfstruppen und Flotten dienenden Soldaten, eine Liste der Klientelreiche und Provinzen, der *tributa* und *vectigalia*, sowie der zwangsläufigen Ausgaben (*necessitates*) und der Schenkungen (*largitiones*). In verkürzter Form berichtet Sueton vom Inhalt dieser Urkunde, sie habe die Anzahl aller im Heer dienenden Soldaten enthalten, ferner die Summen der im *aerarium* und in den Provinzkassen (*fisci*)<sup>2</sup> vorhandenen Gelder sowie die noch ausstehenden Einkünfte aus den Steuern (*residua vectigaliorum*). Noch kürzer ist die Zusammenfassung des Inhalts dieser Urkunde bei Dio/Xiphilinos (56,33,2). Dort heisst es, das Büchlein (*βιβλίον*) habe eine Rechenschaft enthalten, die das Heer betraf, ferner die öffentlichen Einnahmen und Ausgaben, die in den Schatzkammern vorhandenen Gelder sowie alles, was sich sonst noch auf die Verwaltung des Reiches bezog. Diese Liste, so berichtet Tacitus, habe Augustus eigenhändig niedergeschrieben und ihr, so Sueton, die Namen der Sklaven und Freigelassen beigefügt, von denen Rechenschaft gefordert werden konnte. Die Bedeutung des *rationarium* und des *breuiarium* wird in der Forschung nicht einheitlich beurteilt. Die Ausführungen der genannten Historiker lassen jedoch keinen Zweifel daran, dass sich die Eintragungen der Liste des Jahres 14 n. Chr. auf das gesamte Reich bezogen. Dies zeigt nicht nur die Bezeichnung der Urkunde als *breuiarium totius imperii* bei Sueton, sondern auch dessen Präzisierung, dass die Truppenliste alle Soldaten überall im Reich (*ubique*) enthalte, also auch in den Provinzen, die Augustus nicht direkt unterstanden. Dasselbe zeigt schliesslich auch die Zusammenfassung des Inhalts bei Tacitus, der ohne weitere

<sup>2</sup> Ausführlich dazu zuletzt ALPERS, *Finanzsystem*, 259ff. Siehe auch unten S. 133f.

Einschränkungen von *opes publicae*, *tributa* und *vectigalia* spricht.

Bemerkenswert sind auch die Umstände, unter denen die beiden Verzeichnisse des Augustus in den Quellen erwähnt werden. In beiden Fällen, 23 v.Chr. und 14 n.Chr., trennte sich Augustus erst auf dem Sterbebett von diesen Schriftstücken. Die mehrfache Überlieferung unterstreicht dabei die Bedeutung der beiden Begebenheiten. Dem Senat und den Magistraten war in beiden Fällen ganz offensichtlich weder der gesamte Inhalt allgemein bekannt, noch, bei wem Auskünfte darüber zu erhalten waren<sup>3</sup>. Offenbar waren beide Verzeichnisse gewöhnlich nicht öffentlich zugänglich. Das *breuiarium* des Jahres 14 n.Chr. war von Augustus eigenhändig verfasst worden, d.h. jedenfalls ohne die Mithilfe staatlicher Funktionsträger. Allein einige seiner Sklaven und Freigelassenen scheinen bei der Erstellung beteiligt gewesen zu sein. Es wird aus der Überlieferung nicht einmal deutlich, ob Augustus das *breuiarium totius imperii* überhaupt zur öffentlichen Verlesung im Senat nach seinem Tode vorgesehen hatte. Denn nach der Schilderung des Tacitus (*Ann.* 1,11,1ff.) liess Tiberius das Schriftstück aus eigenem Antrieb und erst nach einer längeren Debatte herbeibringen und vorlesen. Er tat dies, um damit die Last und die Grösse der Aufgabe zu beweisen, welche die Alleinherrschaft für ihn bedeuten würden. Auch daraus wird ersichtlich, dass das *breuiarium* dem ersten Prinzeps als Herrschaftsinstrument diene.

Die Existenz einer solchen Liste ist allein noch keine überraschende Nachricht, denn auch für andere antike Staaten und Gemeinschaften lassen sich ähnliche Verzeichnisse nachweisen<sup>4</sup>. Erstaunlich ist aber, dass in den Quellen kein Hinweis

<sup>3</sup> So etwa auch LINTOTT, *Imperium*, 119.

<sup>4</sup> So etwa in Athen (*Thuc.* 2,13,3-8), bei den Parthern (*Flor. Epit.* 2,32 u. *Ruf.Fest. Brev.* 19) oder bei den Helvetiern (*Caes. B Gall.* 1,29). Vgl. auch die umfangreiche Bürokratie der Ptolemaer. M. FINLEY, *Die Antike Wirtschaft* (1977), 18, vermutet, dass alle antiken Staaten zumindest über Listen ihrer Kampftruppen verfügten.

darauf zu finden ist, ob solche reichsweiten Verzeichnisse als Grundlage politischer und finanzieller Beschlüsse bereits vor Augustus in Rom regelmässig angelegt wurden. Sicherlich bestand auch in der Republik die Notwendigkeit eines Überblicks über die *opes publicae*, denn diese Informationen waren notwendig, wenn der Senat zu Beginn eines jeden Amtsjahres *de re publica deque provinciis et exercitibus* beriet (Liv. 38,35,7; vgl. 30,1,1; 42,1,1; etc.). In diesem Zusammenhang legte er u.a. die Mittel fest, die jedem neuen Statthalter in seine Provinz mitgegeben wurden (Cic. *Att.* 3,24,1; 4,17,1; *Q. Fr.* 2,3,1; *Fam.* 1,7,10; 8,4,4 etc.), bestimmte gegebenen Falls den Umfang neuer Truppenaushebungen, und sicherte deren Besoldung und Versorgung. Dies war aber nur möglich, wenn der Senat über die Höhe der verfügbaren Mittel unterrichtet war. Ferner wurden sowohl Steuereingänge aus den Provinzen nach Rom transportiert (Cic. *Att.* 16,9(8),1f. u. 11,6; Vell. Pat. 2,62,3; Nic. Dam. *Vita Caes.* 31,131ff.), als auch, im Kriegsfall, jährliche Sold- und Getreidelieferungen aus der Hauptstadt an das Heer (Liv. 40,35,3ff.). Im *aerarium populi Romani* wurde über alle Ein- und Auszahlungen zentral Buch geführt und ein Archiv mit zahlreichen finanziellen Dokumenten unterhalten (Plut. *Cat. Min.* 18,8f.). Es kann deshalb kein Zweifel daran bestehen, dass den Quaestoren im *Aerarium* und damit auch dem Senat sowohl die laufenden Einnahmen und Ausgaben, als auch die im *aerarium p.R.* verfügbare Geldmenge der *res publica* bekannt war.

Allerdings unterschied sich das *breviarium totius imperii* des Augustus in mehrfacher Hinsicht von allen staatlichen Finanzurkunden der Republik. Nicht zu vergleichen war es etwa mit den Abrechnungen (*rationes*) der Provinzstatthalter, die diese bei ihrer Rückkehr aus der Provinz im *aerarium Saturni* zu hinterlegen hatten<sup>5</sup>. Denn diese betrafen nur eine Provinz und dienten zur nachträglichen Kontrolle der finanziellen Tätigkei-

<sup>5</sup> Z.B. Cic. *Fam.* 5,20,2; *Att.* 6,7,2; *Pis.* 61; *Verr.* 2,1,36f. u. 57; Gell. *NA* 4,18,7ff.

ten des Statthalters während seiner Amtszeit. Auch war das *breviarium* des Augustus nicht im Rahmen einer Magistratur entstanden. Somit konnte es auch keinen offiziellen Charakter haben und diente deshalb weder zur Information des Senats noch gar zur Abrechnung des Augustus gegenüber dem Aerarium<sup>6</sup>. Zwar hatte sich auch der jüngere Cato für viel Geld eine Dokumentensammlung über die Ausgaben und Einnahmen der Staatskasse seit der Zeit Sullas im Aerarium zusammenstellen lassen (Plut. *Cat.Min.* 18,9). Doch Catos Quelle waren allein die Archive der Staatskasse, während Augustus über Informationen verfügte, die sonst offenbar unzugänglich waren. Schliesslich berücksichtigte das *breviarium* des Augustus zwei wesentliche Neuerungen des ersten Prinzeps: ein stehendes Heer und dessen möglichst vollständige Besoldungen und Versorgung aus der Stationierungsprovinz. Den Staatsrechnungen der Republik war beides fremd. Gerade die Bestände der Provinzkassen wurden dem Senat vor Augustus wohl nicht jährlich gemeldet oder gar in reichsweiten Listen zusammengefasst<sup>7</sup>. Das *breviarium totius imperii* war somit eine grundlegende Neuerung des ersten Prinzeps, die sich auf keine institutionellen Vorgaben aus der Republik zurückführen liess. Seine Existenz zeigt deutlich, dass sich Augustus unter erheblichem Aufwand bemühte, zur eigenen Information einen Überblick über alle Einnahmen und Ausgaben sowie über die Ressourcen des Reiches zu beschaffen.

Vieles hatte sich seit der Republik geändert: Den Mitgliedern des Senats waren die wichtigsten finanziellen Zusammenhänge der *res publica* jetzt unbekannt. Mehr noch: alle diese Informationen lagen nun in der Hand eines Einzigen, der zudem allein in der Lage war, diese vollständig zusammenzustellen. Sueton (*Cal.* 16,1) und Cassius Dio (59,9,4) behaupten zwar, dass Augustus gelegentlich *rationes imperii* veröffentlicht

<sup>6</sup> A.H.M. JONES, in *JRS* 40 (1950), 23; F. MILLAR, in *JRS* 54 (1964), 38f.; BRUNT, *Themes*, 157f. und ALPERS, *Finanzsystem*, 261ff. Anders: G. BOULVERT, in *RHD* 48 (1970), 432.

<sup>7</sup> F. MILLAR, in *JRS* 54 (1964), 38f.; vgl. ALPERS, *Finanzsystem*, 259ff.

habe. Aus ihren Bemerkungen wird allerdings nicht deutlich, welcher Art diese *rationes* waren, und ob sie dem *breviarium totius imperii* glichen. Auch ist unklar, wie regelmässig und wie vollständig solche Veröffentlichungen geschahen. Es ist immerhin bemerkenswert, dass einzelne Informationen des *breviarium totius imperii* auch später offensichtlich nicht oder nicht leicht zugänglich waren. So vermochte weder Tacitus für die Regierungszeit des Tiberius (*Ann.* 4,5,1ff.) noch Cassius Dio gar für jene des Augustus (55,23,2; 55,24,5 und 8) den genauen Umfang des römischen Heeres anzugeben, obwohl sie sich, wie beide versichern, darum bemüht hätten (vgl. Tac. *Ann.* 4,4). Diese Dinge gehörten deshalb vielleicht zu jenen Informationen, die seit der Alleinherrschaft des Augustus der Öffentlichkeit vorenthalten wurden (vgl. Dio Cass. 53,19,3ff.).

Die Bedeutung des *breviarium totius imperii* für die Herrschaft des Augustus ergibt sich aus dem Inhalt, d.h. vor allem aus dem Verhältnis der beiden wichtigsten Elemente, Heer und Staatsfinanzen. Die Abhängigkeit dieser beiden Grössen haben die antiken Historiker immer wieder betont<sup>8</sup>. Livius berichtet, dass *tributum* zum Zweck der Heeresbesoldung eingeführt worden sei (4,60,4). Dio nennt Caesar einen Geldraffer, der seine Herrschaft auf zwei Dinge gegründet habe: Soldaten und Geld. Beides hänge voneinander ab, und fehle eines, dann werde sich gleichzeitig auch das andere auflösen (42,49,4). Auch Tacitus brachte den Zusammenhang auf den Punkt (*Hist.* 4,74,1): "Kein Friede ohne Waffen, keine Waffen ohne Sold, kein Sold ohne Steuern". Der severische Jurist Ulpian glaubte sogar, dass die regelmässigen Steuern deshalb *tributum* hiessen, weil diese Gelder an die Soldaten verteilt würden (*Dig.* 50,16,27). Die Etymologie mag falsch sein, doch das spielt in diesem Zusammenhang keine Rolle.

In den beiden berühmten Reden zur neuen Staatsform, die Cassius Dio den Agrippa und den Maecenas halten liess, wird

<sup>8</sup> Z.B. Strab. 2,5,8; 4,5,3; Dio Cass. 55,25,9; 71,3,3; 77,15,2; 78,3,1f.; Herod. 3,13,4; 7,3; Amm.Marc. 20,11,5; Anon. *De reb. bell.* 5,4; usw.

die Frage der Staatseinnahmen ebenfalls im Hinblick auf die Truppenbesoldung aufgegriffen (52,6,1ff. u. 52,28,4f.). In der Rede des Maecenas nennt Dio die Besoldung der Soldaten sogar als den eigentlichen Grund für die Anfertigung von Rechnungsbüchern mit allen zu erwartenden Einnahmen und Ausgaben. Das entscheidende Merkmal der Monarchie in ihrem Verhältnis zum Heer und zu den Staatsfinanzen bleibt in beiden Reden jedoch ungenannt. Denn für den Alleinherrscher kam alles darauf an, dass sowohl das Heer als auch die Staatsfinanzen vollständig unter seiner Kontrolle waren. Diese Zusammenhänge galten nicht erst für die Severerzeit. Mit dem Heer sicherte sich auch der erste Prinzeps seine Herrschaft, mit Geld die Loyalität der Soldaten. Für den Erhalt der Macht waren die Heereskosten die wichtigsten Ausgaben. Diese hatte der Herrscher unter allen Umständen zu sichern (vgl. Suet. *Nero* 32,1 mit Dio Cass. 62,11ff.). Der genaue Anteil der Heereskosten an den Staatsausgaben lässt sich zwar für keinen Abschnitt der römischen Geschichte bestimmen, doch zeigen die Schwierigkeiten des Augustus vor allem in der zweiten Hälfte seiner Regierungszeit, diese Kosten durch die staatlichen Einnahmen zu decken, dass sie einen beträchtlichen, wenn nicht gar den überwiegenden Teil der Staatsausgaben ausmachten.

Spätestens die Bürgerkriege der ausgehenden Republik hatten jedem Zeitgenossen deutlich bewiesen, dass die Loyalität römischer Soldaten käuflich war. Auch wenn selbst in diesen Jahren Geld nicht das einzige Mittel war, mit dem die Gefolgschaft der Soldaten gewonnen werden konnte, so hatten die Ereignisse doch klar gezeigt, wieviel mit Geld selbst bei den Truppen des Gegners zu erreichen war (z.B. App. *B Civ.* 3,40-45). Die Bereitschaft zu kaufen und gekauft zu werden kennzeichnete weitgehend das Verhältnis zwischen den Bürgerkriegsgenerälen und den Soldaten. Keiner wusste dies besser als Augustus, der seinen Sieg nicht zuletzt den ungeheuren Summen verdankte, die er für seine Soldaten und Veteranen

ausgab<sup>9</sup>. Das Ergebnis war: *nulla iam publica arma* (Tac. *Ann.* 1,2,1). Augustus war bis ans Ende seines Lebens stolz auf die ersten Schritte seines eigenen Aufstiegs, als er *privato consilio et privata impensa* (RGDA 1) widerrechtlich ein eigenes Heer aufstellte, d.h. als er mit Wagen voller Geld und Ausrüstung in Kampanien Soldaten "einkaufen" ging<sup>10</sup>.

Die aus dem Tatenbericht des Augustus zitierte Behauptung ist aber nur zur Hälfte wahr. Denn der Entschluss, in die Politik einzugreifen, war zwar durchaus sein eigener. Er wäre allerdings schnell gescheitert, wenn ihm nur sein eigenes Geld zur Verfügung gestanden hätte. Die finanziellen Mittel für seinen Aufstieg kamen vielmehr aus verschiedenen anderen Quellen, wie etwa der Kriegskasse des ermordeten Diktators oder aus dem Jahrestribut der Provinz Asia. Beides hatte Oktavian in seine Gewalt gebracht<sup>11</sup>. Darüber hinaus hatte er aber auch schon sehr früh die finanzielle Unterstützung der reichen Freigelassenen, Freunde und Finanzagenten Caesars<sup>12</sup>. Männer wie L. Cornelius Balbus, G. Rabirius Postumus, C. Matius oder C. Oppius sahen im Erben Caesars die beste (vielleicht aber auch die einzige) Hoffnung, ihre Geschäfte erfolgreich fortzuführen. Die Bereitschaft dieser Männer, ihr Vermögen und vor allem auch ihren finanziellen Sachverstand in die Dienste Oktavians zu stellen, waren — gepaart mit der Skrupellosigkeit Oktavians — eine entscheidende Voraussetzung für dessen Aufstieg zur Macht. Denn Oktavians Aufstieg verschlang bekanntlich riesige Summen: Vor allem die Bezahlung seiner Soldaten, aber auch die Auszahlung der Legate Caesars und die Spiele zu Ehren des ermordeten Diktators kosteten unvorstellbar viel Geld, das Oktavian nur mit der finanziellen Unterstützung seiner

<sup>9</sup> RGDA 1 u. 3; 15ff.; Tac. *Ann.* 1,2.

<sup>10</sup> Nic.Dam. *Vita Caes.* 31,131ff.; Cic. *Att.* 16,9(8),1f. u. 11,6.

<sup>11</sup> Nic.Dam. *Vita Caes.* 18,55; App. *B Civ.* 3,11,39; Dio Cass. 45,3,2.

<sup>12</sup> SYME, *Revolution*, 130ff.; A. ALFÖLDI, *Oktavians Aufstieg zur Macht* (Bonn 1976), bes. 43ff. u. 76ff.; D. KIENAST, *Augustus, Prinzeps und Monarch* (Darmstadt 31999), 26f.; U. GOTTER, *Der Diktator ist tot! Politik in Rom zwischen den Iden des März und der Begründung des zweiten Triumvirats* (Stuttgart 1996), bes. 56f. jeweils mit weiterer Lit.

Gefolgsleute aufzubringen vermochte. Kaum hatte er sich dann im August 43 v. Chr. gewaltsam den Konsulat gesichert, bemächtigte er sich auch des Staatsschatzes, um daraus seinen Soldaten immerhin die Hälfte der versprochenen Belohnung auszuzahlen (App. *B Civ.* 3,94,387; vgl. 74,303). Als Triumvir war Oktavian mit seinen Geldsorgen nicht mehr allein. Es galt vor allem, 43 Legionen zu besolden und zu versorgen, mit denen die Caesarmörder besiegt werden sollten. Dies war allein mit dem Geld, das in der Staatskasse noch vorhanden und aus den westlichen Provinzen an Steuereinnahmen zu erwarten war, nicht zu bewältigen. Hier halfen die Proskriptionen weiter<sup>13</sup>. Was der Erlös aus den konfiszierten Gütern nicht einbrachte, wurde durch neue Steuern und Abgaben eingetrieben (App. *Civ.* 4,32,135ff.; Dio Cass. 47,14,2ff. u. 161ff.). Neben der Sicherung von Sold und Versorgung für das Heer wurde schliesslich auch die Enteignung von 18 italischen Gemeinden angekündigt, auf deren Gebiet die Soldaten nach dem Ende des Krieges angesiedelt werden sollten (App. *Civ.* 4,3,10f.; Dio Cass. 47,14,4).

Für den späteren Augustus waren dies Lehrjahre. Mehr als nur die Methoden zur Beschaffung der notwendigen Mittel hatte Oktavian auch die Berechnung der anfallenden Kosten zu beherrschen gelernt. Es genügt, auf die Massnahmen hinzuweisen, die er im Rahmen der Vorbereitungen für den bevorstehenden Krieg mit Antonius und Kleopatra traf. Noch kurz vor Actium war er für die Ermunterung, die Besoldung, und die Versorgung seines Heeres auf ausserordentliche Kontributionen aus Italien angewiesen. Um die benötigten Finanzmittel einzutreiben, forderte Oktavian von der freien, landbesitzenden Bevölkerung Italiens ein Viertel ihres Jahreseinkommens. Die in Italien lebenden Freigelassenen, die ein Vermögen von 200'000 Sesterzen oder mehr besaßen, mussten sogar einen Achtel ihres Vermögens abgeben (Plut. *Ant.* 58,1ff.; Dio Cass. 50,10,4f.).

<sup>13</sup> Dio Cass. 47,6,5. Siehe z.B. Plin. *NH* 34,6; App. *B Civ.* 4,25,102 und SYME, *Revolution*, 194f. mit weiteren Beispielen.

Diese Massnahmen lassen verschiedene Rückschlüsse zu. Zunächst legt die zusätzliche Belastung einer exakt beschriebenen Bevölkerungsgruppe mit der Abgabe eines genau definierten Prozentsatzes von ihrem Vermögen nahe, dass die Höhe der geforderten Kriegskontributionen durch eine vorhergehende Berechnung oder Schätzung zustande gekommen waren. Auch hätte eine fehlende Berechnung die Gefahr mit sich gebracht, entweder zuviel oder zuwenig Geld aufzubringen. Fehlende Mittel hätten die Kampfkraft des Heeres geschwächt; zu hohe Abgaben hätten den Zorn der Steuerzahler zur Folge gehabt. Tatsächlich lagen die Kontributionsforderungen Oktavians aber genau am Rande dessen, was der Mehrheit der Bevölkerung Italiens gerade noch zugemutet werden konnte, denn die meisten zahlten, wenn auch widerstrebend. Es kam aber auch zu einzelnen Aufständen, zu Morden und zu Brandstiftungen. Nur Waffengewalt vermochte wieder Ruhe zu schaffen. In diesen Monaten des Jahres 32 v. Chr. kam es aber darauf an, die möglichst einmütige Unterstützung aller für den bevorstehenden Krieg zu gewinnen (*RGDA* 25; Suet. *Aug.* 17,2). Denn auch Antonius war durch seine Agenten in Italien präsent. Im Gegensatz zu Oktavian zog er aber kein Geld ein. Er verschenkte es (*Dio Cass.* 50,7,2f.). Mehr noch: es war nicht auszuschliessen, dass Antonius noch im späteren Herbst des Jahres 32 v. Chr. mit seinen Truppen in Italien landen würde (*Plut. Ant.* 58,1ff.; *Dio Cass.* 50,9,1f.). Solange diese Gefahr nicht gebannt war, wäre es unsinnig gewesen, die in Italien noch immer vorhandenen Anhänger des Antonius<sup>14</sup> über das unvermeidliche Mass hinaus zu mehren und damit seinem Gegner ein ideales Feld für den bevorstehenden Krieg zu bereiten. Der Erhebung der geforderten Kriegskontributionen wird deshalb aller Wahrscheinlichkeit nach eine zumindest grobe Berechnung der vorhandenen Mittel, eine Schätzung der darüber hinaus benötigten zusätzlichen Gelder, sowie schliesslich eine Beurteilung der Zumutbarkeit neuer Abgaben vorangegangen

<sup>14</sup> Suet. *Aug.* 17,2; *Dio Cass.* 51,4,6; vgl. aber *Dio Cass.* 50,6,3.

sein. Die benötigte Gesamtsumme bemass sich dabei an den geschätzten Ausgaben für das Heer (Dio Cass. 50,6,2; vgl. 50,7,3)<sup>15</sup>. Somit mussten einige Grössen wenigstens ungefähr bekannt, oder allenfalls schätzbar gewesen sein: Die Zahl der freien Landbesitzer in Italien und ihr durchschnittliches Jahreseinkommen, ferner die Zahl der Freigelassenen mit einem Vermögen von mindestens 200'000 Sesterzen sowie die Summe ihres Vermögens. Was wegen der erforderlichen Zumutbarkeit nicht über Zwangsabgaben eingetrieben werden konnte, sicherte sich Oktavian durch Anleihen (Dio Cass. 51,17,8).

Solange Oktavian mit seinen ausserordentlichen Vollmachten und Sonderbefugnissen handelte und die Aufgabe übernahm, gefährvolle Notlagen abzuwenden, brauchte er sich wegen der Rechtmässigkeit seiner Massnahmen zur Aufbringung finanzieller Mittel nur wenig zu sorgen. Spätestens nach Actium musste er sich aber vermehrt um eine breitere Zustimmung zu seiner Herrschaft bemühen. Die Wut der italischen Steuerzahler, die sich vor Actium nur mit Waffengewalt hatte beschwichtigen lassen, minderte er gleich nach der Schlacht, indem er den reichen Freigelassenen das noch geschuldete Viertel des Jahreseinkommens erliess (Dio Cass. 51,3,3). Gleichzeitig entliess er grosse Teile seines Heeres<sup>16</sup> und verminderte dadurch die Ausgaben für den Sold. Abfindungen versprach er aber erst, als die entlassenen Soldaten zu meutern drohten (Dio Cass. 51,2-4 u. 17,6ff.). Denn obwohl ihm der Sieg viel Geld einbrachte und er viele Städte und Personen, die Antonius unterstützt hatten, mit Geldstrafen belegte, waren die Kosten für die Abfindungen weit höher, als die Einnahmen. Da in dieser angespannten Situation<sup>17</sup> die Erhebung neuer Steuern

<sup>15</sup> Möglicherweise spielte auch die Aussicht auf Beute bei seinen Berechnungen eine Rolle. Doch auch der Umfang der Beute musste dann wenigstens grob geschätzt werden können, wollte Augustus vor gefährlichen Überraschungen sicher sein.

<sup>16</sup> W. SCHMITTHENNER, in *HZ* 190 (1960), 16.

<sup>17</sup> Dio Cass. 51,4,2ff.; SYME, *Revolution*, 298.

offenbar nicht in Frage kam, bot Oktavian sogar seinen eigenen Besitz sowie denjenigen seiner Freunde zur Versteigerung an. Dies führte allerdings nicht zu den gewünschten Einkünften. Erst die ägyptische Beute und weitere Enteignungen ermöglichten die Auszahlung aller versprochenen Summen. Nach dem endgültigen Sieg über M. Antonius und Kleopatra wusste Oktavian, dass er nun genug Geld hatte, um sowohl seinen Soldaten, als auch den Bürgern hohe Geldgeschenke zu machen und gleichzeitig auf das *aurum coronarium* der Gemeinden Italiens verzichten zu können. Mehr noch: er bezahlte alle eigenen Schulden und erliess alle ihm gegenüber gemachten Schulden (Dio Cass. 51,21,3ff.).

Die beschriebenen Ereignisse in den Monaten vor und nach der Entscheidungsschlacht lassen erkennen, dass Oktavian, neben der selbstverständlichen Befehlsgewalt über das Heer und der Verfügung über die Finanzen (Dio Cass. 56,39,4), auch verhältnismässig genaue Informationen zum Umfang seiner Machtmittel hatte und diese bei Bedarf den sich verändernden Verhältnissen entsprechend anpassen konnte. All dies zeigt deutlich, dass der spätere Augustus schon während seines Aufstiegs zur Alleinherrschaft die Bedeutung des Geldes für seine eigene Machtstellung klar erkannt hat und deshalb den staatlichen Einnahmen und Ausgaben grosse Aufmerksamkeit widmete.

## II. Entscheidungsbefugnisse

Wollte Oktavian aber seine Machtposition nach der Wiederherstellung der Republik faktisch behalten, so musste er Regelungen finden, die ihm auch weiterhin die Kontrolle dieser Machtmittel erlaubten. In dieser Hinsicht glichen seine Ziele genau denjenigen seines Adoptivvaters<sup>18</sup>. Allein die Art und Weise, wie er sie erreichte, waren gründlich verschieden. Einige

<sup>18</sup> Suet. *Iul.* 76,3; Dio Cass. 43,45,2; vgl. Plut. *Caes.* 35,6ff.

dieser Regelungen traf er bereits vor dem 13. Januar des Jahres 27 v. Chr. So annullierte er 28 v. Chr. alle vor der Schlacht von Actium entstandenen Schulden gegenüber der Staatskasse und liess die entsprechenden Schuldscheine verbrennen (Dio Cass. 53,2,3; Suet. *Aug.* 32). Obwohl das *aerarium* jetzt wieder über die Steuereinkünfte aus den östlichen Provinzen verfügte, und obwohl das Heer mittlerweile erheblich verkleinert worden war, scheint es in diesem Jahr an Geld gemangelt zu haben. Oktavian liess sich deshalb Geld und stellte es der Staatskasse zur Verfügung (Dio Cass. 53,2,1). Daraus ergaben sich nun aber wichtige neue Abhängigkeiten: Denn Oktavian gelang es nicht nur, das Verdienst, dem Aerar aus seiner Geldknappheit herausgeholfen zu haben, allein für sich zu beanspruchen (Dio Cass. 53,3,2) und somit gleichzeitig jeden Einfluss Dritter zu verhindern. Vielmehr stärkte er zudem auch seine Stellung gegenüber seinen — zweifellos mit Bedacht gewählten — Gläubigern. Von geringerer Bedeutung ist wohl die Veränderung an der Spitze der Verwaltung der Staatskasse, die damals beschlossen wurde, d.h. die Übertragung der Leitung von den bisherigen Quaestoren auf zwei jährlich vom Senat zu wählende *praefecti* praetorischen Ranges<sup>19</sup>. Denn nicht nur konnte Augustus solche Wahlen massiv beeinflussen<sup>20</sup>, sondern vielmehr hatten die Leiter der Staatskasse auch gar nie die Befugnis gehabt, über die Art und die Höhe der Einnahmen oder gar über den Umfang und die Verwendung der Ausgaben selbst zu entscheiden (Polyb. 6,13,2). Ihre Aufgaben lagen, wie später auch jene der *praefecti aerarii militare*, im Bereich der Buchhaltung, der Schreib- und Archivarbeiten, sowie der Rechtsgeschäfte (Plin. *Ep.* 1,10,9f.; 4,12,2ff.)<sup>21</sup>. Dies änderte

<sup>19</sup> Tac. *Ann.* 13,29; Suet. *Aug.* 36; Dio Cass. 53,2,1. CORBIER, *Aerarium*, 17f.; ECK, *Verwaltung*, I 90f.

<sup>20</sup> Vell.Pat. 2,111,4; Sen. *Clem.* 1,9,12; Dio Cass. 53,21,6f.; 53,34,2; *ILS* 915: ... *procos. iterum extra sortem auctoritate Aug. Caesaris*. Allgemein dazu etwa P. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 431ff. u. 439ff.; F. MILLAR, *The Emperor in the Roman World* (London <sup>2</sup>1992), 301; ECK, *Verwaltung*, I 126f.

<sup>21</sup> F. MILLAR, in *JRS* 54 (1964), 33ff.

sich auch nicht, als im Jahre 23 v.Chr. zwei Prätores durch das Los mit der Verwaltung des Aerars betraut wurden<sup>22</sup>. Denn die Kompetenz, über Einnahmen und Ausgaben der Staatskasse bestimmen zu können, lag traditionell allein beim Senat (Polyb. 6,13,1). Nur die Konsuln konnten, wie Polybios berichtet (6,12,8 u. 13,2), im Kriegsfall auch ohne Zustimmung des Senats über die Staatsgelder verfügen<sup>23</sup>.

Den grossen Staatsakt des Jahres 27 v.Chr. leitete Oktavian am 13. Januar damit ein, dass er das Gemeinwesen in die Entscheidungsgewalt von Senat und Volk zurückgab<sup>24</sup>. Nach den Ausführungen von Cassius Dio umfassten die an Senat und Volk zurückgegebenen Machtmittel vor allem sein Heereskommando, die Provinzen, die Verfügungsgewalt über sämtliche staatlichen Gelder, sowie die legislativen Kompetenzen<sup>25</sup>. Im Gegenzug liess sich Oktavian bekanntlich vom Senat für zehn Jahre die Leitung der noch nicht befriedeten Provinzen übertragen, wodurch er auch den direkten Befehl über den grössten Teil des römischen Heeres erhielt. Das war natürlich der beabsichtigte Zweck dieser Regelung<sup>26</sup>. Daneben war der Konsulat, den er seit 31 v.Chr. zum fünften Mal in ununterbrochener Folge bekleidete und zunächst weiterhin behielt, die rechtliche Grundlage seiner Macht<sup>27</sup>. Die Vollmachten, die Augustus zu Beginn des Jahres 27 v.Chr. erhielt, ermöglichten es ihm, die Politik in Rom sowie die ihm übertragenen Pro-

<sup>22</sup> Tac. *Ann.* 13,29; Suet. *Aug.* 36; Dio Cass. 53,32,2; CORBIER, *Aerarium*, 17; ECK, *Verwaltung*, I 90f.

<sup>23</sup> Zur besonderen Rolle der Konsuln siehe auch Caesar, *B Civ.* 1,14,1f.; vgl. Polyb. 6,12,3 und Dio 59,30,3. Die Schlüssel verwalteten allerdings die Leiter des Aerars: Polyb. 23,14,5f.

<sup>24</sup> *RGDA* 34; Vell.Pat. 2,89,3; Dio Cass. 53,2,7ff.; Strab. 17,3,25.

<sup>25</sup> Dio Cass. 53,9,6; vgl. 53,5,4; 53,8,5 u.53,4,2 sowie 52,13,1 u. 56,39,4.

<sup>26</sup> Dio Cass. 53,12,1ff.; Strab. 17,3,25; Suet. *Aug.* 47,1. F. MILLAR, in *JRS* 56 (1966), 156ff.

<sup>27</sup> Zur Diskussion zuletzt A. GIOVANNINI, in *ZPE* 124 (1999), 95ff. mit weiterer Lit.; vgl. ferner J. BLEICKEN, in DERS. (Hg.), *Colloquium aus Anlass des 80. Geburtstags von Alfred Heuss* (Kallmünz 1993), 117ff. Siehe auch den Beitrag von K. GIRARDET in diesem Band.

vinzen zu leiten<sup>28</sup>. Von der Einrichtung oder der Existenz einer zweiten Staatskasse hören wir weder damals noch zu einem späteren Zeitpunkt seiner Regierung<sup>29</sup>.

Gleichzeitig erhielt Augustus, nach der Aussage Strabos (17,3,25), auch das Recht, nach eigenem Ermessen Krieg zu erklären und Frieden zu schliessen. Wenn die alte Regelung noch in Kraft war, bedeutete dies, dass Augustus, solange er Konsul war, mit jeder Kriegserklärung auch der direkte Zugriff auf die Mittel der Staatskasse erlaubt war. Dieser Fall trat tatsächlich schon wenig später ein. Denn die Monate nach dem Staatsakt verbrachte Augustus mit den Vorbereitungen für einen Krieg (Dio Cass. 53,22,1), den er angeblich gegen die Britannier führen wollte, dann aber gegen Asturer, Kantabrer und Salasser führte<sup>30</sup>. Er liess zu diesem Zweck die *via Flaminia* wieder in Stand setzen und schliesslich auch die Tore des Janusbogens feierlich öffnen (Dio Cass. 53,22,1; vgl. *RGDA* 20). Allerdings wurde dies nicht zur Lösung, die Augustus fand, um sich die dauerhafte Kontrolle über die Staatskasse zu sichern. Denn weder wurde die ununterbrochene Bekleidung des Konsulats noch der ständige Kriegszustand zur Norm. Bereits im Jahre 25, oder eher noch im Januar des Jahres 24 v.Chr., wurden die Tore des Janusbogens wieder geschlossen (Dio Cass. 53,27,1)<sup>31</sup>. Etwas mehr als ein Jahr später legte Augustus auch den Konsulat nieder. Spätestens zu

<sup>28</sup> Im Bedarfsfall konnte er sogar in die Angelegenheiten der übrigen Provinzen ordnend eingreifen: H. ENGELMANN, *Die Inschriften von Kyme* (Bonn 1976), Nr. 17; R.K. SHERK, *Roman Documents from the Greek East* (Baltimore 1969), Nr. 61; DERS. (ed. & transl.), *Rome and the Greek East to the Death of Augustus* (Cambridge 1984), Nr. 95. Dazu zuletzt LINTOTT, *Imperium*, 114; A. GIOVANNINI, in *ZPE* 124 (1999), 95ff.

<sup>29</sup> Dazu zuletzt und ausführlich ALPERS, *Finanzsystem*.

<sup>30</sup> Dio Cass. 53,22,5 u. 25,2 ff. und Hor. *Carm.* 1,35,29f. mit R. SYME, *History in Ovid* (Oxford 1978), 50f. und D. KIENAST, *Augustus, Prinzeips und Monarch* (Darmstadt 1999), 354f. mit weiterer Lit. Asturer etc.: Flor. 2,33,46ff.; Dio Cass. 53,25,1ff. u. 29,1ff.; 54,5,1ff. u. 11,2ff.; Oros. *Hist.* 6,20,9ff.

<sup>31</sup> Zu den Schliessungen des Janusbogens unter Augustus *RGDA* 13; Suet. *Aug.* 22; R. SYME (Anm. 30), 24ff. u. 170ff.

diesem Zeitpunkt lag die Kontrolle über die Einnahmen und Ausgaben der Staatskasse tatsächlich wieder ganz beim Senat. Es wäre auch kaum möglich gewesen, die Wiederherstellung der Republik zu feiern, ohne dem Senat sein wichtigstes und vornehmstes Geschäft zurückzugeben. Denn während dieses Gremium zu Beginn der Bürgerkriege noch hatte frei über die Staatsgelder verfügen können, so hatten der Diktator und die Triumvirn diese Vollmachten auf sich vereinigt<sup>32</sup>. Auch die Worte des Augustus in seinem Tatenbericht, *rem publicam ex mea potestate in senatus populique Romani arbitrium transtuli* (RGDA 34), wären eine glatte Lüge gewesen, hätte der Prinzeps die formelle Kontrolle über die Staatsgelder behalten. Ebenso unverständlich bliebe auch Dios Bericht (53,9,6), Augustus habe im Jahre 27 v.Chr. die Kontrolle über die Staatsgelder zurückgegeben, oder die Behauptung des Velleius Paterculus (2,89,3), dass dem Senat seine *maiestas* zurückgegeben worden sei.

Allerdings war der Senat, trotz der Freiheiten, die ihm Oktavian am 13.1.27 v.Chr. zurückgab, nicht in der Lage, Entscheidungen zu treffen, die gegen den Willen des Monarchen gerichtet waren, oder diesen gar in seiner Machtstellung bedrohen würden. Es waren dabei aber keineswegs allein die besonderen Befugnisse und Privilegien des Augustus, die den Senat vom Herrscher abhängig machten. Wesentlich für die reibungslose Regierungstätigkeit wurde vor allem die eigentliche Macht, die die Stellung eines Alleinherrschers mit sich brachte, der nach langen Bürgerkriegsjahren als Sieger hervorgegangen war: Ihm galt die Loyalität der Soldaten, der Veteranen und seiner unzählbaren Gefolgschaft. Er war unermesslich reich und verfügte zudem über einen vielfältigen und durchaus konkreten Einfluss auf alle Mitglieder des Senats. Daraus ergab sich eine Abhängigkeit, die auch ohne massive Eingriffe das gemeinsame

<sup>32</sup> Vornehmstes Geschäft: Polyb. 6,13,1. 49 v.Chr.: Caes. *B Civ.* 1,14,1f. Caesar und die Staatsgelder: Suet. *Iul.* 76,3; Dio Cass. 43,45,2; vgl. Plut. *Caes.* 35,6ff.

Regieren im Sinne des Augustus ermöglichte<sup>33</sup>. Wie er dem Senat jeweils seinen Willen kundtat, bleibt oft unbekannt; dass ihm der Senat mit seinen Beschlüssen zu Willen war, ist indes offenkundig (Dio Cass. 53,21,6). Deutlich zeigen dies allein schon die Beschlüsse im Januar des Jahres 27 v. Chr.: die Übertragung der unbefriedeten Provinzen verlief genauso reibungslos und plangemäss, wie die anschliessende Verleihung der besonderen Ehren<sup>34</sup>. Auch der nächste Beschluss zeigt deutlich, wie Augustus gedachte, in Zukunft seine Macht im Hinblick auf die Staatsgelder auszuüben: er liess den Senat beschliessen, den Praetorianern doppelt so viel Sold auszuzahlen, wie ihn die Soldaten in den Legionen erhielten (Dio Cass. 53,11,5)<sup>35</sup>. An dieser Vorgehensweise hat Augustus auch nach dem Jahre 23 v. Chr. festgehalten. So bestätigte die Formel *s(enatus) c(onsulto)* auf den unter Augustus (und später) in Rom geprägten Bronzemünzen Zuständigkeiten des Senats in Angelegenheiten der Münzprägung (vgl. Dio Cass. 60,22,3)<sup>36</sup>. Der Vermerk *ex s(enatus) c(onsulto)* auf einem grossen Teil der Meilensteine des Augustus ist sicherlich ein Hinweis darauf, dass der Senat die notwendigen Mittel zum Bau, bzw. zur Reparatur der betroffenen Strassen aus dem *aerarium populi Romani* bewilligte und Augustus zur Verfügung stellte<sup>37</sup>. In den Jahren 5 und 6 n. Chr. fanden im Senat Debatten zur Einführung einer 5%igen Erbschaftssteuer zugunsten der neuen Militärkasse statt (Dio

<sup>33</sup> RGDA 34: *auctoritate omnibus praestiti*; Tac. Ann. 1,4,1: *omnes exuta aequalitate iussa principis aspectare*. Dazu bes. P. BRUNT, in CQ 34 (1984), 423ff.; siehe auch R. SYME, *The Augustan Aristocracy* (Oxford 1986), 450ff. Ferner: ECK, *Verwaltung*, I bes. 105ff. und II bes. 31ff. u. 60ff.; ECK et alii, *Senatus consultum*, bes. 289ff.

<sup>34</sup> Vgl. Dios Bericht und Erklärung zum Verhalten der Senatoren nach der Ansprache Oktavians: 53,11,1ff.

<sup>35</sup> Dazu M.A. SPEIDEL, in G. ALFÖLDY/B. DOBSON/W. ECK (Hg.), *Kaiser, Heer und Gesellschaft in der römischen Kaiserzeit. Gedenkschrift für E. Birley*, HABES 31 (Stuttgart 2000), 66 Anm. 7.

<sup>36</sup> Zur Diskussion um die in der Forschung nach wie vor umstrittene Deutung des SC auf den stadtrömischen Bronzeprägungen zuletzt ausführlich und mit der älteren Lit. R. WOLTERS, *Nummi Signati. Untersuchungen zur römischen Münzprägung und Geldwirtschaft*, Vestigia 49 (München 1999), 115ff.

<sup>37</sup> ECK, *Italien*, 71. Siehe auch S. 147 mit Anm. 86.

Cass. 55,24,9ff.). Solche Debatten wären in hohem Masse unsinnig gewesen und hätten allein dazu dienen können, das Verhältnis zwischen Augustus und dem Senat zu belasten, wenn nicht anschliessend der Senat über die Angelegenheit auch befunden hätte<sup>38</sup>. So behauptete Augustus in seinem Tatenbericht auch lediglich, dass das *aerarium militare*, in das die Einnahmen aus der neuen Steuer fliessen sollten, auf seinen Vorschlag hin eingerichtet wurde (*RGDA* 17: *ex consilio meo*). Auch als die Belastung durch die Erbschaftssteuer später als zu hoch empfunden wurde, liess Augustus den Senat über mögliche Alternativen beraten, bis er die Senatoren durch einen geschickten Schachzug dazu brachte, die Erbschaftssteuer in der bestehenden Form zu belassen (Dio Cass. 56,28,4ff.). Tatsächlich scheint Augustus über ein eigenes Recht, neue Steuern bei Römischen Bürgern zu erheben, gar nicht verfügt zu haben, so dass er in dieser Angelegenheit auf die Mitwirkung des Senats angewiesen war<sup>39</sup>. Deshalb wurde wohl auch die Ausweitung der zugunsten des *aerarium Saturni* seit 30 v.Chr. zunächst nur in Ägypten eingezogenen Kopfsteuer auf das gesamte Reich durch einen Senatsbeschluss geregelt, auch wenn dazu in den Quellen nichts berichtet wird<sup>40</sup>.

Dieses Vorgehen, d.h. die Erwirkung von Senatsbeschlüssen durch den Prinzeps, ist in den Quellen nicht immer leicht zu erkennen<sup>41</sup>. Denn für die antiken Historiker war oft die Tatsache, dass zu einer bestimmten Sache der Wille des Prinzepts durchgesetzt wurde, weit wichtiger als die formellen Einzelheiten der Beschlussfassung. So beschreibt Sueton die Einrichtung der Militärkasse und der für sie bestimmten Steuern ganz einfach als eine Schöpfung des Augustus: *aerarium militare cum vectigalibus novis constituit* (*Aug.* 49,2). Auch bei der Einführung

<sup>38</sup> Vgl. auch die Bezeichnung *XX (vicesima) p(opuli) R(omani)*: *CIL* III 2922 = *ILS* 5598.

<sup>39</sup> MOMMSEN, *Staatsrecht*, II 1014 mit P. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 436.

<sup>40</sup> Zur Kopfsteuer zuletzt D. RATHBONE, in *Cahiers du Centre G. Glotz* 4 (1993), 81ff. mit weiterer Lit.

<sup>41</sup> P. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 423ff.

einer neuen, 2%igen Steuer auf den Verkauf von Sklaven im Jahre 7 n. Chr. berichten die Quellen nichts von einer Beteiligung des Senats, obwohl die daraus gewonnenen Gelder, die u. a. zur Besoldung der stadtrömischen *vigiles* verwendet wurden, nachweislich ins *aerarium Saturni* flossen (Dio Cass. 55,26,5 u. 31,4)<sup>42</sup>. Ausserhalb der höchsten Führungsschicht wurden solche Feinheiten schon bald überhaupt nicht mehr wahrgenommen. Für die meuternden Legionssoldaten im Jahre 14 n. Chr. etwa gab es gar keinen Zweifel, dass der Prinzeps allein für die Höhe ihres Soldes und ihrer Entlassungsgelder verantwortlich war. Die Rolle des Senats wollten und konnten sie wohl auch nicht mehr verstehen (Tac. *Ann.* 1,26ff.). Umso mehr wurde damit aber der Prinzeps vom reibungslosen Funktionieren des Finanzsystems abhängig, und umso wichtiger war für ihn die faktische Kontrolle aller staatlichen Finanzmittel. Dennoch wurde im Senat auch unter Tiberius, der dem Gremium seine *maiestas pristina et potestas* lange Zeit erhielt, u. a. über Steuern, Monopole und andere Dinge debattiert, die im direkten Zusammenhang mit den Staatsgeldern standen (Suet. *Tib.* 30; Tac. *Ann.* 2,42f.; vgl. Vell. Pat. 2,126,2). Noch Kaiser Marcus glaubte, eine Erhöhung der Staatsausgaben mittels eines Senatsbeschlusses sanktionieren zu müssen (Dio Cass. 71,33,2). Auch wenn solches Verhalten damals wohl sehr ungewöhnlich geworden war, so zeigt es doch die alten Traditionen.

Rechtlich lag somit die Kontrolle über sämtliche, mit dem *aerarium populi Romani* zu verrechnenden Steuern, Abgaben und Zölle sowohl aus den Provinzen des Reiches als auch aus Italien, das allerdings auch weiterhin von Grund- und Kopfsteuer befreit blieb<sup>43</sup>, beim Senat. Denn — soweit erkennbar —

<sup>42</sup> Schon wenig später betrug die Steuer 4%: Tac. *Ann.* 13,31,2. Vgl. A. MARTIN/J. A. STRAUS, in *Chronique d'Égypte* 64 (1989), 252ff. Zum Sold der *vigiles*: M. A. SPEIDEL, in Y. LE BOHEC (Hg.), *La hiérarchie (Rangordnung) de l'armée romaine sous le Haut-Empire*, Actes du congrès de Lyon (15-18 septembre 1994) (Paris 1995), 299ff.

<sup>43</sup> Dazu und zu den administrativen Folgen bes. ECK, *Italien*, 111ff. Allgemein zu *tributum capitis* und *tributum soli* L. NEESEN, *Untersuchungen zu den*

wurden unter Augustus alle regelmässigen Steuereinkünfte aus den Provinzen zugunsten des *aerarium populi Romani* eingezogen<sup>44</sup>. Dies zeigt gerade das Beispiel Ägyptens mit aller Deutlichkeit, das Oktavian als römische Provinz eingerichtet und der Steuerpflicht unterworfen hatte<sup>45</sup>. Denn die *tributa* aus Ägypten flossen ins *aerarium*, wie Velleius Paterculus (2,39,2) ausdrücklich bezeugt, wobei wohl höchstens allfällige Überschüsse tatsächlich nach Rom transportiert wurden<sup>46</sup>. Wenn dies aber für Ägypten, mit seiner ausserordentlichen, auf den Sieger von Actium zugeschnittenen und eigens durch ein Gesetz sanktionierten Verwaltungsspitze zutrifft<sup>47</sup>, so galt dasselbe sicherlich auch für alle anderen Provinzen, die der Leitung des Augustus überantwortet wurden<sup>48</sup>.

In gewissen Bereichen konnte Augustus aber auch ohne Befragung des Senats direkt in die Belange der Staatskasse eingreifen. So hatte er, neben dem Senat, das Recht, im gesamten Reichsgebiet, kraft seiner *tribunicia potestas*, über Steuerbefreiungen zu bestimmen<sup>49</sup>. Ferner konnte Augustus in seinen Provinzen selbstverständlich über die Mittel in dortigen Kassen verfügen. Schliesslich berichtet Dio (53,15,6) zum Jahr 27 v. Chr., dass Aushebungen und Steuereinzüge in den Provinzen über das festgesetzte Mass hinaus entweder eines Senatsbeschlusses oder einer Anordnung des Prinzeps bedurft hätten<sup>50</sup>. Der Senat besass tatsächlich noch unter Tiberius in diesen Dingen gewisse

*direkten Staatsabgaben der römischen Kaiserzeit (27 v.Chr. — 284 n.Chr.)* (Bonn 1980), 19ff. u. 117ff.; BRUNT, *Themes*, 335ff. mit weiterer Lit.

<sup>44</sup> Dazu ausführlich ALPERS, *Finanzsystem, passim*.

<sup>45</sup> *RGDA* 27; *CIL* VI 701; Suet. *Aug.* 18,2; Dio Cass. 51,17,1.

<sup>46</sup> A.H.M. JONES, in *JRS* 40 (1950), 24; BRUNT, *Themes*, 160f.

<sup>47</sup> Ulp. *Dig.* 1,17,1; ECK, *Verwaltung*, I 40ff.

<sup>48</sup> BRUNT, *Themes*, 160f.

<sup>49</sup> H. ENGELMANN — D. KNIBBE (Hg.), "Das Zollgesetz der Provinz Asia", in *Epigr.Anat.* 14 (1989) = *AE* 1989, 681, Z.92f. vgl. Z.97; zu diesem Text bes. auch C. NICOLET, in *MEFRA* 105 (1993), 929ff. Vermutlich war das in der *trib. pot.* inbegriffene, allgemeine Hilfsrecht die Grundlage (vgl. Dio Cass. 54,30,3; Suet. *Aug.* 40,3). Anders: K. GIRARDET, in diesem Band. Siehe auch die abschliessenden Diskussionsbeiträge.

<sup>50</sup> Vgl. Dio Cass. 53,17,5f. und siehe P. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 435.

Entscheidungsbefugnisse<sup>51</sup>. Die besonderen Rechte des Augustus lagen deshalb möglicherweise darin, dass ihm im Jahre 27 v. Chr. erlaubt wurde, innerhalb seiner Provinzen die Bemessungsgrundlage für das Steueraufkommen und den Umfang der Rekrutierung zu bestimmen. Tatsächlich führte er bereits in diesem Jahr in Gallien einen Census durch (Dio Cass. 53,22,5; Liv. *Per.* 134) — eine Massnahme, die er in der Folge auch in mehreren anderen Provinzen des Reiches ergriffen hat<sup>52</sup>.

Auch wenn der Senat im Jahre 27 v. Chr. seine früheren Rechte beinahe vollumfänglich zurück erhielt, kann man Cassius Dio in seiner Bewertung des Staatsaktes zustimmen, wenn er behauptet, Augustus habe auch im folgenden über sämtliche staatlichen Gelder nach eigenem Ermessen verfügen können (Dio Cass. 53,16,1; vgl. 52,1,1).

### III. Verantwortliche und Beauftragte

Das Heer war bald nach der Entlassung von etwa 80'000 Soldaten im Jahre 30 v. Chr. zum überwiegenden Teil auf die Provinzen des Reiches verteilt worden<sup>53</sup>. Damit wurde gerade in jenen Provinzen, in denen grössere Heeresverbände stationiert wurden, die Regelung der Finanzverwaltung, d.h. der Einzug und die Verwaltung der Steuern, sowie die Besoldung der Truppen, besonders wichtig. Denn die Truppen sollten, soweit möglich, aus den Steuereinnahmen ihrer Stationierungsprovinzen bezahlt und versorgt werden (dazu S. 140). Aber auch nach dem Staatsakt von 27 v. Chr. verblieben Legionen in

<sup>51</sup> Suet. *Tib.* 30; Tac. *Ann.* 1,25,3; 1,26,3; 1,39; 1,52.

<sup>52</sup> Die Verbindung von Census und Truppenaushebung in dieser frühen Zeit wird besonders deutlich in ILS 950 (unter Tiberius): [*leg. a]d cens. accip. et dilect. et [proco]s. provinciae Narbon.* Allgemein: BRUNT, *Themes*, 329ff.; ECK, *Verwaltung*, II 138ff.; vgl. R.S. BAGNALL/B.W. FRIER, *The Demography of Roman Egypt* (Cambridge 1994), 11ff. zur Praxis der Durchführung in Ägypten. Zu Italien: ECK, *Italien*, 111f. u. 142f.

<sup>53</sup> Dio Cass. 51,3,1; Oros. *Hist.* 6,14; vgl. Suet. *Aug.* 49,1. W. SCHMITT-HENNER, in *HZ* 190 (1960), 16.

einigen prokonsularen Provinzen (Illyricum, Macedonia, Pamphylia und Africa), wo die Prokonsuln nicht nur den Befehl über ihre Truppen, sondern auch die Zuständigkeit für die Erhebung der *tributa* hatten (Dio Cass. 53,15,3). In der Praxis fiel die Verwaltung der dortigen Provinzkassen den Quaestoren zu. Die Verantwortung lag aber wohl beim Prokonsul, der, wie in der Republik, am Ende seiner Statthalterschaft mit dem *aerarium Saturni* in Rom abzurechnen hatte<sup>54</sup>.

Mit der Zuteilung der "unbefriedeten" Provinzen sicherte sich Augustus nicht nur den Befehl über den grössten Teil des Heeres, sondern auch die Verantwortung für die Kassen dieser Provinzen. Da seit dem Jahre 27 v.Chr. jedoch aller Wahrscheinlichkeit nach nicht mehr vierzig, sondern wieder die traditionelle Zahl von jährlich 20 Quaestoren bestimmt wurden, reichte deren Zahl wohl nicht mehr aus, sie nach der republikanischen Regelung in alle Provinzen zu schicken<sup>55</sup>. Auch wurden bereits damals (oder erst seit 23 v.Chr.?) dem Augustus (mindestens) zwei Quaestoren nominell als Hilfsorgane für die ihm übertragenen Provinzen zugewiesen<sup>56</sup>. Diese *quaestores Augusti* gingen jedoch nicht in die Provinzen, sondern blieben in der Umgebung des Prinzeps. Nichts von dem wenigen, was von ihrer Tätigkeit überliefert ist, deutet darauf hin, dass sie weiterhin mit der Finanzverwaltung zu tun hatten<sup>57</sup>. Es ist auch bezeichnend, dass sie nicht unter jenen Personen genannt werden, von denen Augustus im Jahre 14 n.Chr. versicherte, sie könnten weitere Auskünfte über Einzelheiten des *breviarium totius imperii* geben (Suet. *Aug.* 101,4).

Während die Legaten des Pompeius in Spanien noch von Quaestoren begleitet wurden<sup>58</sup>, musste im Jahre 27 v. Chr. für die Provinzen des Augustus deshalb eine andere Regelung

<sup>54</sup> *Dig.* 48,13,9(10),6. Allgemein ECK, *Verwaltung*, II 187ff., u. bes. 198ff.

<sup>55</sup> ECK, *Verwaltung*, I 44ff., 86ff.; vgl. MOMMSEN, *Staatsrecht*, II 571ff.

<sup>56</sup> ECK, *Verwaltung*, I 45, 88; II 150.

<sup>57</sup> Zu ihren Aufgaben jetzt besonders ECK et alii, *Senatus consultum*, 274f.

<sup>58</sup> T.R.S. BROUGHTON, *The Magistrates of the Roman Republic* II (New York 1952), 236: Q. Cassius Longinus (52 v.Chr.).

gefunden werden. Dort übernahmen Prokuratoren die Aufgaben der Quaestoren, d.h., nach der Aussage Strabos (3,4,20), die Verwaltung der Steuereinnahmen und die Besoldung des Heeres. Gegen Ende seiner Regierungszeit dürften etwa acht bis zehn solcher Finanzprokuratoren in den Provinzen des Augustus tätig gewesen sein<sup>59</sup>. Bestellt hat Augustus die Prokuratoren aus seinen Freigelassenen oder aus Mitgliedern des Ritterstandes<sup>60</sup>. Zwar ergab sich für den Prinzeps daraus die Möglichkeit, Personen seines Vertrauens direkt zu ernennen, doch dies war nicht der Grund, der zur Neuregelung der Finanzverwaltung in seinen Provinzen geführt hatte<sup>61</sup>. Auch garantierte die Ernennung durch Augustus keineswegs die beste Erfüllung der gestellten Aufgaben (vgl. Suet. *Aug.* 67 mit Dio Cass. 54,21,2ff. u. Suet. *Aug.* 66 mit Dio Cass. 53,23,6ff.). Die Folge war aber, dass die Finanzverwaltung auch personell zunehmend vom Herrscher abhängig wurde (vgl. auch Suet. *Aug.* 101,4). Die Einsetzung der Prokuratoren legt Dio in das Jahr 27 v.Chr. (53,15,3f.), als die Notwendigkeit dieser Aufgaben dort jedenfalls schon bestand. Dios Behauptung, dass Prokuratoren damals in alle Provinzen des Reiches geschickt worden seien, und dort überall mit den Einnahmen und den Ausgaben öffentlicher Gelder beschäftigt gewesen seien, trifft allerdings nicht zu: Diejenigen Prokuratoren, die Augustus in prokonsulare Provinzen schickte<sup>62</sup>, hatten nichts mit den Geldern der *res publica* zu tun. Ihnen oblag dort allein die Leitung seines Privatvermögens (Tac. *Ann.* 4,15 u. Dio Cass. 57,23,4f.)<sup>63</sup>. Deshalb nennt Strabo in seiner Beschreibung der augusteischen Provinzverwaltung (17,3,25) auch nur die Prokuratoren in den Provinzen des Prinzeps. Es ist aber nicht zu erkennen, ob

<sup>59</sup> ECK, *Verwaltung*, II 151.

<sup>60</sup> ECK, *Verwaltung*, II 150f.

<sup>61</sup> ECK, *Verwaltung*, I 29ff.

<sup>62</sup> Vgl. H.-G. PFLAUM, *Les procureurs équestres sous le Haut-Empire romain* (Paris 1950), 30ff.

<sup>63</sup> ECK, *Verwaltung*, I 43f., 86f.; H.-G. PFLAUM, *Abrégé des procureurs équestres* (Paris 1974), 3f.

im Jahre 27 v. Chr. tatsächlich in allen Provinzen des Augustus gleichzeitig dieselbe, einheitliche Regelung in die Tat umgesetzt wurde. Einige seiner Provinzen scheinen jedenfalls gemeinsam einem einzigen Prokurator anvertraut worden zu sein<sup>64</sup>. In den wenigen kleinen Provinzen, in denen ritterlichen Statthalter amtierten, hatten diese, neben ihren sonstigen Pflichten, auch die Finanzverwaltung zu übernehmen<sup>65</sup>.

Die eigentliche Eintreibung der regelmässigen Steuern (*tributa*) oblag allerdings in allen Provinzen des Reiches hauptsächlich den örtlichen Behörden, d.h. in erster Linie den Städten. Wo dies nicht möglich war, wurde auf die Hilfe von Soldaten oder von Steuerpächtern zurückgegriffen<sup>66</sup>. Für den Einzug der übrigen, wichtigen Steuern, wie z.B. der 5%igen Freilassungssteuer, der 5%igen Erbschaftssteuer für Römische Bürger, der 4%igen Sklavenverkaufssteuer, aber auch für den Einzug der Zölle (*portoria*), wurde das System der Steuerpacht beibehalten<sup>67</sup>. Selbst die Gesellschaften der *publicani* existierten noch lange Zeit weiter<sup>68</sup>. Über die Einzelheiten der Pachtbedingungen ist zwar kaum etwas bekannt, doch zeigt das Zollgesetz der Provinz Asia, dass die Pächter der dortigen *portoria* mit dem *aerarium* in Rom abzurechnen hatten<sup>69</sup>. Dasselbe ist wohl auch für alle übrigen Steuerpächter anzunehmen. Daraus liesse sich jedenfalls erklären, weshalb die *socii vicesimae libertatis* in traianischer Zeit ausgerechnet einen *praefectus aerarii Saturni* zu ihrem Patron erwählten (*AE* 1964, 239)<sup>70</sup>. Allenfalls die *vicesima hereditarium* wurde vielleicht direkt mit dem *aerarium militare* abgerechnet.

<sup>64</sup> Siehe etwa Dio Cass. 54,21,3 mit Tac. *Ann.* 1,47 (alle gallischen Provinzen des Augustus?); *CIL* X 3871 mit W. ECK, in *ZPE* 42 (1981), 250f. (Aquitania und Lugdunensis unter Tiberius).

<sup>65</sup> ECK, *Verwaltung*, I 327ff.

<sup>66</sup> Dazu ausführlich BRUNT, *Themes*, 324ff.; u. bes. 388ff.

<sup>67</sup> Dazu BRUNT, *Themes*, 354ff.; ECK, *Italien*, 114ff., 129ff.; DERS., *Verwaltung*, I 23f., 88; II 134ff.; H. ENGELMANN — D. KNIBBE, a.a.O. (Anm. 49).

<sup>68</sup> ECK, *Italien* 114f. und BRUNT, *Themes* 360ff. mit den Zeugnissen.

<sup>69</sup> H. ENGELMANN — D. KNIBBE, a.a.O. (Anm. 49).

<sup>70</sup> Dazu ECK, *Italien*, 114f.

Wenn im Jahre 27 v. Chr. dem Senat die formelle Kompetenz, über die Belange des *aerarium populi Romani* zu entscheiden, zurückgegeben wurde, so kann kaum daran gezweifelt werden, dass Augustus für seine Provinzen mit der Staatskasse auch offiziell abzurechnen hatte. Der Zeitpunkt für diese Abrechnung kam traditionell mit dem Ende der Statthaltertschaft und der Rückkehr des Statthalters nach Rom<sup>71</sup>. Für Augustus bedeutete dies, dass er nach Ablauf der ihm im Jahre 27 v. Chr. für zehn Jahre übertragenen Leitung der unbefriedeten Provinzen abzurechnen hatte. In dieser Rechnung eingeschlossen waren wohl auch die sog. Klientelreiche (Strab. 17,3,25; vgl. Suet. *Aug.* 48). Daraus wird nun der Charakter des *rationarium imperii* und die Bedeutung seiner Übergabe an den Konsul Cn. Calpurnius Piso im Jahre 23 v. Chr. deutlich erkennbar. Denn wenn Augustus damals im Angesicht des Todes sogar das *rationarium imperii* zurückgegeben hat, und wenn dies mit der Niederlegung seiner Macht gleichgesetzt wurde (Suet. *Aug.* 28,1), so ist daraus zu schliessen, dass er das vorzeitige Ende seines Auftrags gekommen sah: Die Rückgabe des *rationarium* bedeutete die Rückgabe seiner Provinzen. Damit kann dann wohl auch die Nachricht verbunden werden, wonach Augustus auch später gelegentlich die *rationes imperii* veröffentlichte (Suet. *Cal.* 16,1; Dio Cass. 59,9,4). Denn die Leitung der Provinzen, die ihm im Jahre 23 v. Chr. übertragen wurde, galt zunächst nur für fünf Jahre und wurde später mehrmals verlängert (Dio Cass. 53,16,2). Es ist somit anzunehmen, dass Augustus jedes Mal nach Ablauf seiner Vollmacht dem Senat eine Abrechnung (*ratio, rationarium*) vorgelegt hat. Dies zeigt schliesslich, dass es, wie bei den Prokonsuln, die Aufgabe des Prinzeps war, mit dem *aerarium* abzurechnen, und nicht etwa jene der Finanzprokuratoren oder der Legaten.

Von entscheidender Bedeutung war aber, dass die in den *rationes* enthaltenen Informationen, die immerhin den wichtigsten Teil der *opes publicae* betrafen, nämlich den grössten Teil

<sup>71</sup> F. MILLAR, in *JRS* 54 (1964), 38.

des Heeres und seiner Kosten, allein Augustus zusammenstellen konnte, und dass dem Senat keine Möglichkeit bestand, den Inhalt der *rationes* unabhängig zu kontrollieren. Damit waren aber auch die Leiter und Beauftragten der beiden *aerarii* wesentlich von den Informationen abhängig, die der Herrscher ihnen zukommen liess. Das *breviarium totius imperii* des Jahres 14 n. Chr. ist von diesen *rationes* jedenfalls deutlich zu trennen.

#### IV. Geldströme und Abhängigkeiten

Über den Umfang der staatlichen Geldströme und über die Einzelheiten ihrer Verwendung sind weder für die Republik noch für die Kaiserzeit zuverlässige Aussagen möglich. Einige wenige Zusammenhänge lassen sich dennoch erkennen. So scheint für das System der Provinzverwaltung unter Augustus ein Ideal bestanden zu haben, nach dem die Ausgaben einer Provinz deren Einnahmen nicht hätten überschreiten dürfen<sup>72</sup>. Für Provinzen mit grösseren Heeresverbänden hiess dies, dass die Einkünfte aus den regelmässigen Steuern die Kosten für die Truppen nach Möglichkeit decken sollten. Zu erkennen ist dieses Ideal vor allem in zwei Aussagen Strabos im Zusammenhang mit den Kosten einer allfälligen Eroberung Britanniens. So bemerkt Strabo zunächst, dass sich eine Eroberung nicht lohne, da mehr Geld durch die Handelszölle eingenommen werde, als bei einer Eroberung der Tribut, nach Abzug der Soldzahlungen, einbringen könne (2,5,8). Ferner berechnete er, dass die Besatzung der Insel mindestens eine Legion sowie mehrere Reitertruppen erfordern würde, wofür die Ausgaben aber höher seien, als die zu erwartenden Steuereinnahmen (4,5,3). Wiederum erscheinen Steuereinnahmen und Heeresausgaben in direktem Zusammenhang (vgl. Tac. *Hist.* 4,26; *Dig.* 50,16,27) und erinnern an Strabos Aussage, dies seien die

<sup>72</sup> Dazu bes. A. MOCSY, *Pannonien und das Römische Heer. Ausgewählte Aufsätze*, Mavors 7 (Stuttgart 1992), 8ff.

zentralen Aufgabenbereiche der Finanzprokuratoren in den kaiserlichen Provinzen (3,4,20).

Für die Funktionsweise des kaiserzeitlichen Finanzwesens war es allerdings bedeutsam, dass das beschriebene Ideal offenbar nicht immer erreicht wurde. Schon Nero wollte Britannien angeblich wieder räumen (Suet. *Nero* 18). Die Gründe dafür sind zwar nicht überliefert, doch in der ersten Hälfte des 2. Jh.s berichtet Appian (*Praef.* 15), dass die Inselprovinz keinen Gewinn einbringe. Gleichzeitig dürften reiche Provinzen ohne grössere Truppenbesetzung, wie Asia oder die Baetica, deutlich mehr Steuergelder eingenommen haben, als sie lokal ausgeben mussten. Die traditionellen Institutionen der Republik konnten offenbar kein Instrument, solche Ungleichgewichte zu erkennen. Ein *breuiarium totius imperii* hingegen, in dem Truppen, Provinzen, Steuereinnahmen etc. einzeln aufgeführt waren, erlaubte solche Einsichten und lieferte gleichzeitig die Informationen, die notwendig waren, um Fehlbeträge auszugleichen (vgl. Tac. *Ann.* 1,47; *Hist.* 4,26). Darin lag wohl einer der wichtigsten Gründe, die zur Entstehung des *breuiarium* geführt hatten. Aus der Reichsbilanz ergab sich offenbar auch die Einsicht, dass weitere Eroberungen ausserhalb der *termini imperii* finanziell nicht mehr sinnvoll erschienen (Tac. *Ann.* 1,11,4; Dio Cass. 56,33,5f.)<sup>73</sup>.

Vor allem während der zweiten Hälfte seiner Regierungszeit fiel es Augustus offenbar nicht leicht, die Reichsbilanz ausgeglichen zu halten, denn es wird in den Quellen immer wieder von einer Knappheit der öffentlichen Finanzmittel berichtet<sup>74</sup>. Die überlieferten Massnahmen zur Behebung dieser Mängel zeigen dabei erneut die Anstrengungen, die unternommen wurden, um alle Einnahmen und Ausgaben der Kassen zu registrieren, und um die Bilanz wenigstens ausgeglichen zu halten.

<sup>73</sup> A. MOCZY (Anm. 72), 8ff.; LINTOTT, *Imperium*, 119. Zum Ausgleich der Fehlbeträge siehe auch unten zum Diskussionsbeitrag von F. Millar.

<sup>74</sup> Dazu D. KIENAST, *Augustus* (Anm.12), 404ff.

Wiederum standen dabei vor allem die Heeresausgaben im Zentrum der Sparbemühungen. Besonders deutlich wird dies an den Beschlüssen der Jahre 5-7 n. Chr., die im Zusammenhang mit der Besoldung und den Entlassungsgeldern für die Soldaten getroffen wurden.

Eine bedeutende Entlastung der Staatskasse hatte bereits die ca. 30 v. Chr. eingeleitete Reduktion des Heeres auf 28 Legionen<sup>75</sup> und die wohl gleichzeitig begonnene Verteilung der Truppen auf die Provinzen gebracht. Dennoch blieb die Besoldung, die Versorgung und vor allem auch die Entlassung der Soldaten weiterhin die bedeutendste und schwierigste finanzielle Aufgabe des Reiches. Mit den Heeresangehörigen war deshalb ein für beide Seiten annehmbarer und für die langfristige Zukunft tragfähiger Dienstvertrag (*condicio*)<sup>76</sup> zu vereinbaren. Dieser Vertrag musste sowohl die finanziellen Möglichkeiten des Staatshaushaltes berücksichtigen, als auch die materiellen Bedürfnisse der Soldaten<sup>77</sup>. Eine grundlegende Neuregelung der Dienstverhältnisse wird erst für das Jahr 13 v. Chr. überliefert (Suet. *Aug.* 49,2; Dio Cass. 54,25,5f.)<sup>78</sup>, als Augustus bei seiner Rückkehr aus Gallien die entsprechenden Bestimmungen im Senat verlesen und dann wohl auch durch einen Senatsbeschluss bestätigen liess<sup>79</sup>. Die Anordnungen des Jahres 13 v. Chr. betrafen die Dienstzeit, den Sold und die Entlassungsprämien. Wie Dio (54,25,6) ausdrücklich bezeugt, war damals, zumindest vorläufig, ein für alle Seiten annehmbarer Kompromiss gefunden.

<sup>75</sup> R. SYME, in *JRS* 23 (1933), 14ff.; A. PASSERINI, in *Dizionario Epigrafico di Antichità Romane* IV (Roma 1949), 555, s.v. "legio"; I. HAHN, in *AAntHung* 17 (1969), 209; zur Verteilung der Truppen auf die Provinzen siehe oben im Text.

<sup>76</sup> *Condicio* als Dienstvertrag: Tac. *Ann.* 1,16,4; *Dig.* 50,6,7.

<sup>77</sup> Den Zweck des Dienstvertrages erläutert Suet. *Aug.* 49,2: *ne aut aetate aut inopia post missionem sollicitari ad res novas possent* (sc. die Soldaten). Im gleichen Sinne Dio Cass. 54,25,5. Dazu jetzt ausführlich: M.A. SPEIDEL (Anm. 35); ferner: CAMPBELL, *Emperor*, 181ff.

<sup>78</sup> M.A. SPEIDEL (Anm. 35). Zum Soldatensold ferner DERS., in *JRS* 82 (1992), 87ff.

<sup>79</sup> P.A. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 435.

Der Zeitpunkt war kein Zufall: Augustus hatte in den vorangegangenen drei Jahren persönlich die Neuordnung Galliens und die Vorbereitung der bevorstehenden Offensive gegen die Germanen geleitet. Die Neuregelung des Dienstvertrages und die Neuordnung Galliens standen dabei offensichtlich im Zusammenhang. Denn mit den Bestimmungen zu den Heereskosten wurden damals gleichzeitig weitere Massnahmen ergriffen, die die staatlichen Einkünfte in Gallien betrafen (Dio Cass. 54,25,1ff.). So wurde in diesen Jahren wohl der Zoll der *quadragesima Galliarum* eingerichtet<sup>80</sup>, und vielleicht auch der Betrieb der gallischen Erzgruben übernommen (Plin. *NH* 34,3). Vermutlich fällt auch der Beschluss, im Jahre 12 v.Chr. in Gallien einen weiteren Census durchzuführen, in diese Zeit (Liv. *Per.* 138; *ILS* 212 II 35ff.). Die Tätigkeiten des Licinus, eines Freigelassenen des Augustus, der in diesen Jahren als Finanzprokurator in Gallien diente (Dio Cass. 54,21,2ff.), sind ebenfalls im selben Zusammenhang zu beurteilen.

Schwierigkeiten bereitete aber weiterhin vor allem die Auszahlung der Entlassungsgelder<sup>81</sup>. Diese zahlte Augustus in den Jahren 7 und 6 sowie von 4 bis 2 v. Chr. in einem Umfang von 400 Millionen Sesterzen aus seinem eigenen Vermögen, ebenso wie im Jahre 14 v.Chr. die Entschädigungen an Gemeinden für Landanweisungen an Veteranen (*RGDA* 16). Aus welcher Quelle die Veteranen in den übrigen Jahren ihre Prämien erhielten, ist nicht überliefert. Da aber im Jahre 13 v. Chr. die Regelungen für die Entlassungsprämien im Zusammenhang mit dem Dienstvertrag für das Heer im Senat verhandelt und festgelegt wurden, ist zu vermuten, dass das *aerarium Saturni* damals für die Auszahlung dieser Gelder verantwortlich gewesen ist. Im Jahre 5 n. Chr. liess Augustus dann aber nachträglich einzelne Bestimmungen des Dienstvertrages durch Senatsbeschluss abändern<sup>82</sup>. Er erhöhte die Dienstzeiten und

<sup>80</sup> J. FRANCE, in *MEFRA* 105 (1993), 895ff.

<sup>81</sup> Ausführlich dazu CORBIER, *Aerarium*, 347ff., 664ff., 699ff.; DIES., in *Armées et fiscalité dans le monde antique* (Paris 1977), 197ff.

<sup>82</sup> P.A. BRUNT, in *CQ* 34 (1984), 435.

bestimmte die Entlassungsprämien neu (Dio Cass. 55,23,1)<sup>83</sup>. Allerdings musste auch die Finanzierung der Entlassungsgelder neu geregelt werden, denn es fehlte an den notwendigen Mitteln (Dio Cass. 55,24,9). Um diese dauerhaft sicherzustellen (Suet. *Aug.* 49,2), wurde im Jahre 6 n.Chr. die Auszahlung der Entlassungsprämien vom *aerarium Saturni* (?) auf das eigens zu diesem Zweck neu eingerichtete *aerarium militare* übertragen, das unter anderem aus der neuen, 5%igen Erbschaftssteuer (siehe S. 131f.) und aus der bereits bestehenden 1%igen Auktionssteuer (Tac. *Ann.* 1,78,2) gespeist wurde. Um auch gleich zu Beginn die ersten Auszahlungen sicherzustellen, stiftete Augustus im Jahre 6 n.Chr. der Kasse 170 Millionen Sesterzen aus seinem Privatvermögen (*RGDA* 17). Darüber hinaus versprach er weiterhin jährliche Zuschüsse. Auch andere Kontributionen wurden entgegen genommen. Nur Stiftungen einzelner Personen lehnte Augustus ab (Dio Cass. 55,25,3). Die Einkünfte waren aber so knapp berechnet, dass selbst die Entlassungen der Veteranen mit Absicht verzögert wurden. Denn sowohl Augustus, als später auch Tiberius spekulierten mit dem hohen Alter und dem baldigen Tod der zu entlassenden Soldaten, und durch ihren Tod auf Ersparnis (Tac. *Ann.* 1,17; Suet. *Tib.* 48,2: *ex senio mortem, ex morte compendium captans*; vgl. auch Suet. *Nero* 32,1).

Gleichzeitig mit der Gründung des *aerarium militare*, oder unmittelbar danach, wurde vom Senat eine Kommission von drei Konsularen eingesetzt, die den Auftrag erhielt, Kürzungen bei den Staatsausgaben vorzuschlagen. Nach Dio (55,25,6) konnten so die staatlichen Einnahmen durch die Einführung der Erbschaftssteuer erhöht werden, während es gleichzeitig gelang, die Ausgaben zu kürzen. In welchem Zusammenhang diese Sparkommission mit der Einrichtung des *aerarium militare* stand, ist aber zunächst nicht ersichtlich. Denn die Spar-

<sup>83</sup> Zur Entwicklung der Dienstzeit in den Legionen M.A. SPEIDEL, *Die römischen Schreibtafeln von Vindonissa. Lateinische Texte des militärischen Alltags und ihre geschichtliche Bedeutung*, Veröffentlichungen der Gesellschaft Pro Vindonissa 12 (Brugg 1996), 67ff.

kommission konnte höchstens Kürzungen bei den Ausgaben des *aerarium Saturni* vorschlagen, da die Einkünfte und Ausgaben der Militärkasse eben geregelt worden waren. Zudem müssten die Ausgaben des *aerarium Saturni* durch den anzunehmenden Wegfall der Entlassungsgelder damals erheblich gekürzt worden sein. Trotzdem fehlte der Staatskasse bereits ein Jahr später wieder Geld, so dass eine 2%ige Steuer auf den Verkauf von Sklaven erhoben werden musste und gleichzeitig den Praetoren die staatlichen Zuschüsse für die Ausrichtung von Gladiatorenspielen gestrichen wurden (Dio Cass. 55,31,4).

Die weitere Entwicklung der 1%-Steuer gibt einen wichtigen Hinweis auf den Zusammenhang der beiden Aerarien. Noch im Jahre 15 n.Chr. beharrte Tiberius darauf, dass das *aerarium militare* auf die Einkünfte aus dieser Steuer angewiesen sei (Tac. *Ann.* 1,78,2). Schon zwei Jahre später konnte er sie aber, wegen der Einkünfte aus der neuen Provinz Cappadocia, halbieren (Tac. *Ann.* 2,42,4) — dies übrigens, obwohl auch in Kappadokien die Steuern nach der Umformung zur Provinz herabgesetzt wurden (Tac. *Ann.* 2,56,4). Da aber die neu gewonnenen und dauerhaften Einkünfte aus Cappadocia die dort erhobenen *tributa* waren, und diese ins *aerarium Saturni* flossen, müssen auch die Einnahmen aus der *centesima rerum venalium* seit ihrer Einrichtung nach der Beendigung der Bürgerkriege (Tac. *Ann.* 1,78,2) dorthin gekommen sein. Seit dem Jahre 6 n.Chr. wurden diese Gelder dann offenbar über das *aerarium Saturni* ans *aerarium militare* weitergeleitet. Neben diesen Einnahmen und den Kontributionen des Augustus und anderer, nicht namentlich genannter Quellen, bezog die Militärkasse in gewissen Fällen offenbar auch Einnahmen aus Vermögenskonfiskationen, wie dies zumindest im Falle des Agrippa Postumus im Jahre 7 n.Chr. geschah (Dio Cass. 55,32,2). Traditionell und rechtlich standen aber auch die Einkünfte aus Konfiskationen dem *aerarium Saturni* zu<sup>84</sup>. Es ist

<sup>84</sup> Z.B. Tac. *Ann.* 3,28 (*bona vacantia*); *Ann.* 4,18ff. (*bona damnatorum*); zuletzt und ausführlich dazu ALPERS, *Finanzsystem*, 66ff.; ECK et alii, *Senatus consultum*, 202ff. u. 233.

deshalb möglich, dass auch solche Gelder, zumindest theoretisch, über die Staatskasse (auf Senatsbeschluss) an das *aerarium militare* gelangten.

Die Einsetzung einer Sparkommission für das *aerarium Saturni* im gleichen Zug mit der Einrichtung des *aerarium militare* im Jahre 6 n. Chr. und die Halbierung der 1%igen Steuer nach der Provinzialisierung Kappadokiens ist jedenfalls nur dann recht verständlich, wenn die zentrale Staatskasse auch weiterhin Zuschüsse an die neue Militärkasse zu leisten hatte<sup>85</sup>. Es ist sogar vorstellbar, dass das *aerarium militare* über keine eigenen Tresorräume verfügte. Bemerkenswert ist jedenfalls, dass in beiden *aeraria* Buch geführt wurde, und die Bilanzen nach Möglichkeit ausgeglichen wurden. Dies bedeutete gerade für die Militärkasse einen erheblichen Aufwand. Denn ihre Einnahmen wurden in Rom registriert, während ihre Ausgaben in den einzelnen Provinzen, in denen Soldaten entlassen werden sollten, errechnet und ausgezahlt wurden. Ohne umfassende Informationen, wie sie das *breviarium totius imperii* enthielt, wären solche Berechnungen aber kaum sinnvoll zu bewältigen gewesen. Diese Informationen waren aber allein dem Herrscher im vollen Umfang zugänglich.

Der Geldmangel, der in den öffentlichen Kassen immer wieder registriert wurde, erlaubte Augustus erhebliche Eingriffe in das staatliche Finanzwesen. Denn er liess zur Behebung dieser Mängel keineswegs nur neue Steuern und Abgaben beschliessen oder die Ausgaben verringern. In politischem Sinne weit wichtiger sind die Kontributionen, die der erste Prinzeps aus der eigenen Tasche an die öffentlichen Kassen machte. Neben den jährlichen Zuschüssen und der Zahlung von 170 Millionen Sesterzen im Jahre 6 n. Chr. ans *aerarium militare* (RGDA 17; Dio Cass. 55,25,3), hat Augustus auch viermal grössere Summen in der Höhe von 150 Millionen Sesterzen ans *aerarium Saturni* überwiesen (RGDA 17). Im Jahre 16 v. Chr.

<sup>85</sup> Vgl. CORBIER, *Aerarium*, 702.

bezeugen Münzlegenden, dass Augustus dem *aerarium* aus eigenen Mitteln Geld für den Strassenbau gegeben hat<sup>86</sup>. Es ist deshalb durchaus möglich, wenn auch nicht ausdrücklich erwähnt, dass Augustus die 400 Millionen Sesterzen für die Entlassungsprämien der Veteranen in den Jahren 7, 6 und 4 bis 2 v. Chr., sowie die Entschädigungen an italische Gemeinden (*RGDA* 16) über das *aerarium Saturni*, das in diesen Jahren dafür wohl zuständig war, hat auszahlen lassen. Im Jahre 12 v. Chr. hat Augustus der Provinz Asia, nach einem verheerenden Erdbeben, den Jahrestribut erlassen und die Summe aus dem eigenen Vermögen an die Staatskasse gezahlt (Dio Cass. 54,30,3). Insgesamt habe er, so der Zusatz am Ende seines Tatenberichts, rund 2,4 Milliarden Sesterzen entweder ans Aerar, ans Volk, oder an die Veteranen bezahlt. Bei seinem Tode entschuldigte sich der erste Prinzeps, dass er seinen Erben nicht mehr als 150 Millionen Sesterzen hinterlassen könne, obwohl er selbst in den letzten zwanzig Jahren insgesamt 1,4 Milliarden Sesterzen geerbt habe, denn er habe fast alles zugunsten der *res publica* ausgegeben (Suet. *Aug.* 101,3)<sup>87</sup>.

Vermutlich waren es solche Zahlungen, die Cassius Dio zu der Bemerkung veranlassten, er vermöge zwischen der kaiserlichen Privatkasse und der Staatskasse nicht zu unterscheiden und er könne aus diesem Grunde auch nicht angeben, ob etwas aus öffentlichen Geldern oder aus den Mitteln des Augustus bezahlt wurde (Dio Cass. 53,22,2ff.). Denn diese Aussage macht Dio gerade im Zusammenhang mit der Finanzierung des Strassenwesens, wo zumindest für das Jahr 16 v. Chr. sicher nachgewiesen ist, dass Augustus sich sein eigenes Geld, das er zuvor dem *aerarium Saturni* überwiesen hatte,

<sup>86</sup> *RIC* I<sup>2</sup> 68 Nr. 360; *BMC Emp.* I 15 Nr. 79-81; *BMC Rep.* II 49f. Nr. 4471-4476: *S(enatus) p(opulus)q(ue) R(omanus) Imp(eratori) Caes(ari) quod v(iae) m(unitae) s(unt) ex ea p(ecunia) q(uam) is ad a(erarium) de(tulit)*.

<sup>87</sup> Zur Freigiebigkeit des Herrschers H. KLOFT, *Liberalitas Principis. Herkunft und Bedeutung. Studien zur Prinzipatsideologie*, Kölner Historische Abhandlungen 18 (Köln 1970); F. MILLAR, *The Emperor in the Roman World* (Anm. 20), 133ff.

durch Senatsbeschluss im Rahmen seiner *cura viarum* zum Zweck des Strassenbaus wieder hat zurückzahlen lassen<sup>88</sup>. Dieses Vorgehen hat Dio aus den Erfahrungen seiner eigenen Zeit wohl nicht mehr verstanden. Denn für den Historiker des 3. Jahrhunderts war es wohl nicht mehr nachzuvollziehen, ob hier nun kaiserliches oder staatliches Geld für den Strassenbau verwendet wurde. Tatsächlich kann Dio dann aber an anderen Stellen seines Geschichtswerkes durchaus zwischen den privaten Mitteln des Augustus und den öffentlichen Geldern unterscheiden (z.B. 53,2,1; 53,30,3; 54,30,3; etc.) und schliesslich gesteht er dem ersten Prinzeps sogar zu, dass dieser die eigenen Mittel von den öffentlichen Geldern, wenigstens dem Namen nach, stets streng getrennt hielt (53,16,1). Das kann aber nur heissen, dass unter Augustus die rechtlichen Unterschiede zwischen öffentlichen Geldern und den privaten Mitteln des Prinzeps beachtet wurden. Selbstverständlich waren die öffentlichen Gelder und die Zahlungen des Prinzeps auch im *breviarium totius imperii* getrennt aufgeführt (Tac. *Ann.* 1,11,4).

Augustus sorgte aber dafür, dass seine privaten Beiträge an die Staatskassen überall bekannt gemacht wurden. Nicht nur in seinem Tatenbericht machte er wiederholt darauf aufmerksam, auch auf Münzen liess er sie verkünden<sup>89</sup>. Denn genau wie später auch aus seinem Tatenbericht, sollte aus diesen Verkündigungen hervorgehen, dass der römische Staat finanziell von der Grosszügigkeit des Prinzeps abhängig war (vgl. Luc. 3,168). Hierin durfte ihm niemand auch nur annähernd gleichkommen. Aus diesem Grunde liess er es auch nicht zu, dass andere Personen dem *aerarium Saturni* oder dem *aerarium militare* Geld stifteten (Dio Cass. 53,2,1 u. 55,25,3). Noch bis in seine letzten Tage, so Tacitus (*Ann.* 1,13), soll Augustus besonders reichen Männern, die zudem entschlossen und gebildet waren und über einen hervorragenden Ruf verfügten,

<sup>88</sup> ECK, *Italien*, 25ff.; DERS., *Verwaltung*, I 90f.

<sup>89</sup> Siehe oben Anm. 86.

wie etwa L. Arruntius, misstraut haben. Denn sie würden, wenn sich nur die Gelegenheit biete, den Griff nach der Macht wagen<sup>90</sup>.

### V. Schluss

Augustus hat am 13. Januar des Jahres 27 v. Chr. dem Senat formell die Kontrolle über die Staatskasse und alle öffentlichen Gelder im vollen Umfang zurückgegeben. In Wirklichkeit blieb er aber weiterhin der Herr über alle staatlichen Mittel. Öffentliche und private Mittel hielt er zwar stets streng getrennt, doch herrschte er über beides nach eigenem Gutdünken (Dio Cass. 53,16,1). Die Einrichtung eines stehenden Heeres und die Einführung der Regelung, dass die Truppen nicht mehr zentral aus Rom, sondern möglichst vollständig aus den Stationierungsprovinzen versorgt und besoldet werden sollten, brachten dem Prinzeps zudem eine weitgehende Unabhängigkeit selbst von der nunmehr formalen Kontrolle des Senats über die Staatsgelder. Das staatliche Finanzsystem war hingegen vom ungeheuren Privatvermögen, vom Personal und vor allem von den Informationen des Prinzeps abhängig. Die Kontrolle über alle öffentlichen Gelder und seine Bemühungen um eine ausgeglichene Reichsbilanz war für aber Augustus, vor allem wegen der Versorgung der Truppen, eine zentrale Aufgabe seiner Regierung. Denn in ihm sahen gerade die Soldaten den alleinigen Verantwortlichen für eine reibungslose Auszahlung ihres Soldes und ihrer Entlassungsprämien. Eine negative Bilanz hätte deshalb wohl schon nach kurzer Zeit seine Herrschaft in grösste Gefahr gebracht: es hätte die *dissolutio imperii* gedroht (Tac. *Ann.* 13,50). Nach Cassius Dio (56,40,4) soll Augustus deshalb mit den Staatsgeldern so sorgsam umgegangen sein, wie mit dem eigenen Besitz (vgl. 53,10,4 u.6). Sallustius Crispus, ein *particeps secretorum*, soll Tiberius ganz zu

<sup>90</sup> SYME, *Augustan Aristocracy* (Anm. 33), 137ff.

Beginn seiner Herrschaft deshalb davon abgeraten haben, dem Senat weitere Entscheidungsbefugnisse zu übertragen und die Regierung mit ihm zu teilen. Denn eine Bilanz (*ratio*) könne nur dann ausgeglichen sein, wenn sie einem einzigen vorgelegt werde: das war die *condicio imperandi* (Tac. *Ann.* 1,6; vgl. 3,30).

## DISCUSSION

S. *Demougin*: 1) Le prince apparaît comme le maître des ressources de l'Empire, à la fois par le contrôle qu'il exerce sur les rentrées fiscales, par l'étendue de sa propre fortune et par l'absence du contrôle sénatorial sur l'emploi qu'il fait de ces énormes richesses. Se pose alors le problème de son intervention non pas seulement dans les finances publiques, mais aussi dans la vie économique de l'Empire.

Quelques exemples viennent immédiatement à l'esprit: ainsi, les remises de dettes dans les débuts du règne. Le problème de l'endettement est d'abord un problème économique, avec de profondes répercussions sur les situations individuelles dans une économie à faire, avant de devenir un problème politique de première importance.

On peut aussi évoquer l'intervention du prince dans les spéculations: Suétone parle des conséquences de l'afflux des trésors d'Égypte, de la baisse du taux de l'argent, des spéculations qui en découlèrent, et des mesures prises par le prince contre les spéculateurs.

On pourrait enfin parler du contrôle des fortunes privées, qui ont tout autant vocation à établir des bilans économiques, qu'à 'sauver' sur le plan social des familles appauvries ou à trouver de nouvelles familles fournissant des élites à venir.

Comment peut-on caractériser cette intervention du prince?

2) Dans un système financier qui se révèle complexe, il faut aussi évoquer la création et le développement de l'administration adéquate. Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur la création des postes des procureurs, qu'ils administrent les biens personnels d'Auguste, ou qu'ils en soient des représentants, dans les provinces du peuple romain ou dans les provinces impériales.

Il est indéniable qu'au départ, les procureurs sont les employés privés du prince, comme l'atteste la situation personnelle de Licinus, affranchi d'Auguste et procureur de Gaule. Mais ils ont été progressivement intégrés à l'administration d'État. Désormais, la complexité de l'administration et les rapports nécessaires avec le prince, dans les deux sens, obligeaient le recours à une foule d'employés de grades et de statuts divers.

Comment peut-on donc essayer de retracer la construction d'une administration financière, indispensable au prince, et dont les effectifs devaient être relativement importants (voir par comparaison le cas de la bureaucratie de l'Égypte romaine)?

*M.A. Speidel:* 1) Les interventions du prince, que vous venez d'évoquer, ont certainement eu des conséquences dans la vie économique de l'Empire. Cependant, ces interventions sont présentées dans nos sources comme des mesures entièrement politiques (p.ex. Suet. *Aug.* 32,2; 39,2; 41,1), dont l'intention était de mettre en évidence la *liberalitas* d'Auguste, son soin pour le bien public, et, en même temps, d'augmenter son contrôle et l'autorité de son règne. Les sources ne nous donnent aucun indice que ces interventions auraient été le résultat d'une réflexion sur les effets économiques à long terme. Par conséquent, rien ne permet d'y voir des éléments d'une véritable politique économique.

2) Les procureurs n'étaient, bien sûr, que les responsables à la tête de l'administration financière de leurs provinces. Cependant, le nombre d'employés subalternes, ainsi que leur organisation, reste pratiquement inconnu pour toute l'époque du Haut-Empire. Il est néanmoins certain qu'il s'agissait, quelques soldats mis à part (cf. e.g. Tac. *Ann.* 14,32; Plin. *Ep.* 10,27), surtout d'un nombre important de *servi* et *liberti* du prince. Cela est indiqué p.ex. par le nombre d'esclaves et d'affranchis employés à la *cura aquarum*: dès 12 av.J.-C. cette branche de l'administration disposait d'environ 240 *servi publici*, auxquels s'ajoutaient sous Claude 460 membres de la *familia Caesaris*

(Frontin. *Aq.* 116). C'est parmi cette foule d'employés subalternes qu'on trouvait les spécialistes et les techniciens.

*F. Millar:* I appreciated very much your overall conception of a common imperial financial and military system, in which on the one hand all the revenues of both types of province belonged in principle to the *populus Romanus* and flowed (at least in principle) into the *aerarium* (as the example of what Velleius Paterculus says about Egypt shows); and on the other hand questions about revenues and expenditure and about the conditions of service and discharge of soldiers, as well as the disposition of legions, could be brought before the Senate.

We can see examples of such major financial and military questions coming before the Senate, for instance, in 13 BC, in AD 5-6, with the issues which led the setting-up of the *aerarium militare*, in AD 14 with the *breviarium* presented before the Senate after the death of Augustus, and in AD 23 when Tiberius makes a speech in the Senate to report on the current disposition of the legions and on problems with recruitment (*Tac. Ann.* 4,4-5).

Such a system was fully compatible with the predominance of the Emperor, firstly (obviously enough) in political influence; secondly in initiative (though in fact Augustus is recorded as having asked senators to make suggestions about extra sources of revenue for the prospective *aerarium militare*, but as having received none); and thirdly in information, since it seems clear that the accounts of the Empire and its resources which Augustus could make available in 23 BC and in AD 14 were compiled within his own household and that no similar documents were prepared in the public domain. Finally, as the paper stressed, Augustus' predominance rested on his vast private, or at least non-public, resources (those recorded in the *Res gestae*), from which he could pay *congiaria*, buy land for, or pay *praemia* to, discharged soldiers, supplement the *aerarium Saturni*, or provide initial capital for the *aerarium militare*.

One further, very clearly attested, example of the inter-relations between the public services and imperial initiative and resources could have been given, namely the steps recorded by Frontinus, *De aquae ductu*, from the years 11-9 BC, by which Agrippa's *familia* of slaves was given to the *res publica* by Augustus, and the Senate voted to set up the office of *curator aquarum*, with the necessary resources to be drawn from the *aerarium*. A final step took the form of a *lex* passed by the People, to establish penalties for damage to aqueducts (including very severe fines payable to the People).

A further body of evidence which is now available, and which casts light on — or perhaps rather serves to complicate — our conceptions of how financial decisions were made is of course the *Monumentum Ephesenum* on the *portoria* of Asia, which includes a whole series of regulations, or amendments made under Augustus. This is not the place to explore the details, but it is clear that the consuls play an important role in relations to contracts with *publicani*, and that variations can come about through *senatus consulta* or *leges* or (as indicated once) by virtue of the *tribunicia potestas* of Augustus. The implications of the relevant part of the *Monumentum* for the working of the Augustan regime remain to be explored.

I have two questions to ask in relation to the now two different *aeraria* which existed — or perhaps better two areas of confusion to express. Firstly, what are the actual functions performed either in these 'treasuries' or by their officials? The *aerarium Saturni* of course gained its name from the archaic use of the *aedes Saturni* as a place to store valuables, in the historical period primarily coin, owned by the *res publica*. But, apart from the storage of public documents, what actual functions in the relation to the management of public finance, or even the formation of policy, were performed in it, or by its officials?

A similar question arises with the *aerarium militare*, which an auxiliary discharge-diploma of AD 65 now shows to have been an actual structure (of what type we do not know) located on the Capitol. What functions were, or could be, performed

there, especially given that its purpose related solely and specifically to the payment of *praemia* in cash to legionaries being discharged far away in the provinces?

If there is a problem about any administrative, or accounting, or (possibly) policy-forming function performed by either *aerarium*, there is perhaps an even larger one concerning the question of whether either really served as the destination, and the place of storage, of taxation-revenues gathered in coins in the provinces. Were vast sums in coin really raised in the provinces, shipped to Rome, stored in one or other *aerarium*, and then (presumably) transported from Rome to be paid to legionaries in some other province? If not, what function did these *aeraria* really perform? If so, this major process of import and export from Rome of stores of value in cash has left almost no trace in our sources. But, on the other hand, if taxation revenue was re-distributed directly between provinces, we would have to envisage an immensely complex book-keeping system on paper, presumably conducted in Rome.

Have we any way of understanding the public finances of the Empire as a system for carrying-out, and recording, actual physical transfers of value as embodied in coins?

*M.A. Speidel*: Clearly, the actual physical and routine functioning of the Empire's financial system was at least as important as the principals which controlled it. There is, however, very little evidence in our sources to understand the details of how it actually worked, and this is perhaps not the place to discuss it in full detail. Some indications (mainly from the early Empire) may nevertheless be helpful.

The *aerarium p.R.* at Rome stored (Dio Cass. 59,30,3), received and paid out money. Frontinus (*Aq.* 118), again, provides a fine example: The expenses for the *familia publica* employed within the *cura aquarum* received their salaries from the *aerarium p.R.* That sum was met, in part, by the rentals from water-rights which were paid into the *aerarium p.R.* It is also hard to see where else the revenues collected in Italy from

the *XX libertatis*, etc. should have been transported. Where, however, the revenues from the *XX hereditatium* collected in Italy were physically stored, is more difficult to say, as there is, as yet, no source that shows the military 'treasury' to have had actual storage rooms of its own. It may also be noted, that there is absolutely nothing to show that the military 'treasury' had any *fisci* or personnel of its own in the provinces. Very possibly, therefore, the *aerarium militare* depended on the infrastructure of the *aerarium p.R.* in the provinces, i.e. the *fisci provinciae*, the procurators, the quaestors, and their personnel. In any case, these officials had the information the military 'treasury' needed to perform its purpose. This, together with the proposed close financial ties between the two treasuries may be taken as an indication that the monies due to the *aerarium militare* continued (?) to be stored in the *aerarium Saturni*, though this would make little difference to the way in which the system worked.

Money, primarily (but not exclusively) collected as *tributum capitis* and *tributum soli*, was, of course, physically stored in the treasuries of the provinces (Dio Cass. 54,21,2ff.). Transports of money (and supplies) from one province directly to another are clearly implied e.g. by Tacitus' statements that the armies on the Rhine depended on the riches and revenues from Gaul (e.g. *Ann.* 1,47 and *Hist.* 4,26). The publicans, too, may have often paid the sums due to the *aerarium* directly from their provincial treasuries (Cic. *Att.* 11,1,2 & *Fam.* 5,20,9; Plut. *Pomp.* 25,6) into the *fisci provinciae*, though, again, this cannot be proven. Direct payment into the *fisci provinciae*, however, appears to have been the general practice with those exploiting the quarries of Vipasca in the 2nd c. A.D. (*FIRA* I 104 §§1,2 & 5).

There can be little doubt, therefore, that both *aeraria* received tax money raised in Italy, and that direct and regular money transports between provinces existed. It is, however, far more difficult to see if any surplus tax monies were regularly transported *via Rome* to other provinces with higher expenditure than

income. In the last years of the Republic, at least, the physical transport of tax profits to Rome, as well as the shipping of monies from Rome to the armies in the field still seems to have been general practice (Vell.Pat. 2,62,3; cf. also Nic.Dam. *Vita Caes.* 31,131ff.; Cic. *Att.* 16,9(8),1f. & 11,6). From 32 BC down to at least the 3rd c. AD the city of Capua directly received tax money collected in Crete, as a compensation for the loss of income due to the settlement of veterans (Vell.Pat. 2,81,2; Dio Cass. 49,14,5). In §42 of the *Monumentum Ephesenum*, the only paragraph in this lengthy document that regulates actual conditions of payment, it is stated that the sums owed by the publicans were due to the *aerarium Saturni* (?) each year by 15th October. This could (but does not necessarily) imply that the money was physically expected at Rome. If, in AD 17, the *tributa* from Cappadocia made it possible to half the *centesima rerum venalium* (Tac. *Ann.* 2,42,2), which was in principle due to the *aerarium militare* at Rome (Tac. *Ann.* 1,78,2), money transports must have been involved. Yet, there is nothing in our sources to show if those tax profits were first shipped to Rome, or if they were sent directly to their final destination, i.e. to discharged soldiers in Cappadocia and in other 'military' provinces in the East. Likelihood, of course, suggests the latter. However, it is extremely unlikely that the *tributa* raised in Cappadocia were entirely used for, or exactly met the expenses for the discharge *praemia* needed for the eastern armies. Finally, the tax-revenues raised in Italy and due to the *aerarium militare*, especially those from the *XX hereditatium*, at least in the 1st c. AD, must clearly have outweighed the expenditure for the *praemia* of the soldiers serving in Rome. What was left over must therefore, too, have been transported to the 'military' provinces. Emperors and the leading members of the imperial family also travelled with large amounts of money, especially when they were to join the army (e.g. Tac. *Ann.* 1,37; cf. Hdn. 1,6,6; 1,6,9; *ILS* 9015; Plin. *NH* 7,129), though this was, of course, not a regular element of the functioning of the system.

In any case, transports of coins and precious metals, though rarely mentioned in our sources, must have been a regular feature on Roman roads. Metals had to be moved from the mines to the mints, such as the one at Rome. More often than not, that involved long distance transports (e.g. Plin. *NH* 34,4). The minted coins, on the other hand, had to be put into circulation, which in practice must have involved the shipment of a considerable percentage of such coins to the provinces with large army garrisons. Money transports to military camps are well attested (e.g. Tac. *Hist.* 4,36, and cf. *Hist.* 1,67, though in the latter case the transport was not organised by Roman officials; for documentary evidence see R.W. Davies, in *Historia* 16 [1967], 115ff.; in *Britannia* 17 [1986], 450ff.; for numismatic evidence: e.g. C. Kraay, *Die Münzfunde von Vindonissa (bis Trajan)*, Ver. Ges. Pro Vindonissa 5 [Brugg 1962], 21ff. — For a very recent account of studies on money transports etc., cf. R. Wolters, *Nummi Signati. Untersuchungen zur römischen Münzprägung und Geldwirtschaft*, Vestigia 49 [München 1999], esp. 49f., 58ff., 249ff.).

If money transports were perhaps far more common than reflected by our sources, it also appears that such shipments, when not necessarily needed, were avoided. This is implied by the fact that at least some of the provincial tax profits clearly remained within the province and were invested in profit-making schemes (Plin. *Ep.* 10,54f.; cf. Cic. *Fam.* 2,17,7). Furthermore, since the reign of Augustus, proconsular governors had the right to take the surplus of the tax-revenues from their provincial chest, after having declared it to the *aerarium*, and keep it as a debt to the provincial *fiscus* for up to one year after their leaving office (*Dig.* 48,13,9(10),6). This too, indicates that the surplus of the tax-revenues was seen to belong to the provincial treasuries, not to the *aerarium* in Rome.

The picture that evolves thus includes physical transfers of coins to and from Rome, as well as directly between provinces. Thereby, the monies paid as *stipendia* or *praemia* to soldiers in the provinces rarely, if ever, appear to have passed through

Rome, unless they were collected in Italy (e.g. the *XX hereditatum* and the *centesima rerum venalium*). For most of the profits from provincial tax-revenues seem to have either been spent or invested locally, or were, when needed, transported directly to other provinces. How often any surplus, or if any particular income (such as, perhaps, the *portoria* from Asia) was regularly shipped to Rome is impossible to say. Most of all, however, the system outlined above involved extensive and very complex book-keeping. That clearly appears to have been the main role of the officials of both treasuries in Rome. There is nothing to show that those officials were independently concerned with any decisions about the formation of financial policy. That was the prerogative of the senate, which, of course, was under the control of the ruler (cf. Tac. *Hist.* 4,9). The role of the treasury officials seems rather to have been one of agents and administrators of existing policies, supervising their implementation, registering relevant information and archiving documents related to their sphere of responsibility. Much writing and legal work seems to have been connected with those duties (e.g. Plin. *Ep.* 1,10,9f. and 4,12,2ff.; in general: F. Millar, in *JRS* 54 [1964], 34ff.). The *Monumentum Ephesenum* appears to confirm this view (§§43, 45, 47, 54, 55, 58, 61). — No wonder Pliny, who knew what he was talking about, hated this *officium laboriosissimum et maximum, yet ut maximum sic molestissimum* (*Pan.* 91 & *Ep.* 1,10,9). As large parts of the Empire were under the direct and exclusive control of the ruler, however, the over-all book-keeping and balancing of the Empire's finances could not be performed by officials of the public domain. That was done within the emperor's household.

*G. Rowe:* I thank you. We have needed synthetic treatment of the emperor's role in public finance. I am particularly grateful that you have attempted to trace Augustan measures back to the need to maintain the legions during the civil wars.

I should like to make three brief remarks concerning the *Monumentum Ephesenum* (*ME*) — a wonderful example of a

document that provides a mass of information that we do not know what to do with, and few answers to questions that we already had.

1) It seems to me that the phrase “thanks to the tribunicia potestas of Caesar Augustus” at §39 may be interpreted two ways. Either the phrase is extremely compressed shorthand for Augustus’ introducing tribunician legislation or referring a question to the senate, or it is merely an attempt to dress up *de facto* imperial fiat by the citation of a formal power.

2) The *ME* includes numerous references to the real or symbolic role of the people in regard to finances: contracts are let from the people, cautions are paid to the people, and so on. For some reason, these references are concentrated in the second, imperial half of the text, and are not found in some places where we might have expected them in the first, Republican half.

3) In recent years Claude Nicolet has been pursuing a very interesting line of research regarding lost archives of the Roman world. Citing the *ME*, for example, Nicolet has proposed that information on the provinces and their capacity to pay taxes was provided by publicans. But concerning basic issues we remain entirely ignorant. Who actually wrote the terms for tax-contracts — the amounts publicans would pay: the state or the publicans? Who set tax levels?

*M.A. Speidel:* Generally speaking, tax rates are mainly determined a) by the necessity to generate an income that at least covers expenditure and b) by the tax-payers willingness to accept the rates imposed. As the acceptability of tax rates often goes hand in hand with the acceptability of government, the setting of tax rates is always a highly political decision. The case of Cappadocia in 17 AD may serve as an example: When that country was made into a Roman province, new Roman tax rates were imposed which meant that some of the previous, royal taxes could be reduced. Tiberius did not fail to point this out to the local population, hoping to make Roman rule more

acceptable (Tac. *Ann.* 2,56,4). As no large military garrison was then installed in Cappadocia, a considerable profit was made from the tax revenues collected in the new province. That made it possible to half the *centesima rerum venalium* (Tac. *Ann.* 2,42,4). This too, was a measure by which Tiberius intended to make his rule more popular with the people (cf. Tac. *Ann.* 1,78,2). That decision also clearly implies some overall calculation which Tacitus ascribes to Tiberius, whom he also presents as actually setting the rates in his new province.

After the reign of Augustus new and permanent taxes, collected throughout the empire, were rarely introduced, but the rates and terms of existing taxes were occasionally changed. The *Monumentum Ephesenum* is, of course, a fine example of this. Tax rates could be debated in the senate (e.g. Suet. *Tib.* 30), though any decision taken there would certainly follow the emperor's proposals. After all, not only did he have the power to control the senate, he alone also had the necessary information concerning the empire's overall financial situation. As for the details of how the alterations of the rates and terms of taxes within the limits set by the emperor's political and financial considerations were determined, very little can be said. The *Monumentum Ephesenum* shows the consuls playing an important role (cf. also Ov. *Pont.* 4,5,19 and 4,9,45; Cic. *Verr.* 2,3,18; Brunt, *Themes*, 357ff.). We cannot, however, say whether their role went beyond the formal announcement of the changes. It is certainly not impossible to assume that part of the information that lead to such alterations was provided by publicans, who thereby may have had some influence on the shaping of tax laws. However, final control lay with the emperor (and the senate), which allowed for the tax-payers too, to have their share in the continuous process of changing the rates and terms of taxes (e.g. Tac. *Ann.* 2,42,5-43,1).

As to §39 of the *ME* and the reference to the tribunician power of Caesar Augustus, I find it difficult to believe that this should have merely been an attempt to dress up de facto imperial fiat by the citation of a formal power. I believe that any

attempt to interpret such a highly official document as the *lex portorii Asiae* and its amendments should best try to explain the legal terms quoted therein as close to their technical sense as possible. Moreover, it seems unlikely that Augustus should have hidden an arbitrary decision of his behind a formal legal term that had nothing to do with it, and that he should finally have allowed to report such a procedure in a document as official as the amendment by the consuls of 17 BC (= §39 of the *ME*). In my view, the tax reliefs granted by Augustus and confirmed by the amendment of 17 BC were indeed the result of *de facto* imperial fiat. However, the reference to the tribunician power should best be understood in the sense indicated by the text of that amendment, namely as the actual legal basis which formally allowed Caesar Augustus to grant such tax reliefs. For further reflection on this point see also the remarks made by K. Girardet below.

We are all looking forward to the results of the colloquium on the *Monumentum Ephesenum*, organised by Prof. F. Millar, which will be held at Oxford in October of this year. Hopefully, many open questions will then find their answers.

*KLM. Girardet:* Zu Ihrem Vortrag möchte ich zwei Bemerkungen machen:

1) Sie haben auf die Regelung der Finanzierung des Straßenbaus im Jahre 16 v.Chr. hingewiesen: Augustus stellte aus seinem Privatvermögen eine bestimmte Summe zur Verfügung, die dem *Aerarium* überwiesen wurde; dann entschied der Senat über den Einsatz dieser Gelder für die *cura viarum*, und diese wiederum war Augustus übertragen. — Mir scheint, dass dieser Vorgang ein ausgezeichnetes Beispiel für die politische Praxis ist, die Augustus in den *Res gestae* 34 zusammengefasst hat: zwar wurden die Finanzmittel von Augustus dem *Aerarium* zur Verfügung gestellt, aber es ist das *arbitrium* des Senats, das zur praktischen Verwendung des Geldes für die *res publica* führt.

2) Zu §39 des Zollgesetzes von Asia. In diesem Bestandteil des Gesetzes, der auf das Jahr 17 v.Chr. zurückgeht, wird die

mögliche Rechtsgrundlage der Befreiung von Abgaben angesprochen: *lex* — *plebiscitum* — *senatus consultum*. Es folgt, sprachlich anders gefasst, ein Hinweis auf die *tribunicia potestas* des Augustus. Ist damit nach Ihrer Ansicht eine mit *lex* etc. gleichrangige zusätzliche Quelle des Privilegs gemeint? Sollte Augustus also unter Berufung auf seine *tribunicia potestas* autonom, also ohne Beteiligung von SPQR, das Privileg vergeben haben? Oder ist nicht eine andere Lösung vorzuziehen? Die *tribunicia potestas* des Augustus steht nicht, wie νόμος etc. im Ablativ, sondern ist adverbial durch χάριν (mit Genitiv) gleichsam nachgetragen. Mit Gesetz, Plebiszit, SC im Zollgesetz könnten Entscheidungen gemeint sein, die — aus welchem Grund auch immer — ohne Beteiligung des Augustus zustande gekommen waren. Wenn dann gesagt wird: Entscheide „aufgrund“ der *tribunicia potestas* des Augustus, könnten jetzt zusätzliche Plebiszite und *senatus consulta* gemeint sein (*leges* sind ausgeschlossen, solange Augustus nicht als Konsul agiert), die der Prinzeps initiiert hat, eben unter Einsatz seiner *tribunicia potestas* (wie es etwa im Edikt V von Kyrene dokumentiert ist und wie Augustus selber in den *Res gestae* 6,2 betont).

*M.A. Speidel*: Der §39 des Zollgesetzes der Provinz Asia, ein Nachtrag der Konsuln C. Furnius und C. Iunius Silanus vom Jahre 17 v.Chr., bestätigt zusammenfassend früher gewährte Steuerbefreiungen. Diese waren durch Gesetz, Plebiszit, Senatsbeschluss oder auf Grund der *tribunicia potestas* des Caesar Augustus entstanden. Die nominelle Entscheidungsbefugnis des Senats in diesen Fragen wird nicht nur im §39, sondern auch im folgenden §40 desselben Textes bestätigt. Sowenig hierin die Zuständigkeit des Senats in Frage steht (vgl. auch Tac. *Ann.* 12,61ff.), so stellt sich, wie Sie zurecht betonen, umso mehr die Frage, mit welcher Berechtigung Augustus selbst Steuerbefreiungen gewähren konnte. Der §39 gibt eine Antwort: aufgrund der *tribunicia potestas*. Im §57, ein Zusatz aus dem Jahre 8 oder 12 n.Chr., gewährt Imperator Caesar Augustus ebenfalls eine Steuerbefreiung, diesmal allerdings

ohne jeden Hinweis auf die rechtliche Grundlage. Möglicherweise stellte sich mittlerweile die Frage danach nicht mehr in der gleichen Weise wie zuvor.

Wie wir die Antwort des §39 zu verstehen haben, lässt der Text des Zollgesetzes ungeklärt. Das ist deshalb besonders ärgerlich, da die *tribunicia potestas* eine ganze Anzahl von Rechten und Privilegien umfasste, in die später vielleicht sogar die ebenfalls im Jahre 23 v.Chr. verliehenen zusätzlichen Rechte, jederzeit den Senat einzuberufen und dort als erster das Wort zu ergreifen (Dio Cass. 53,32,5 u. 54,3,3), mitbegriffen wurden. Die *tribunicia potestas* des Augustus half bekanntlich in erster Linie den Umgang zwischen dem Prinzeips und dem Senat zu regeln (vgl. etwa Suet. *Tib.* 23). Dass die Kaiser Senatsbeschlüsse nicht nur im Hinblick auf die Ausgaben des *aerarium p.R.* erwirkten (z.B. Suet. *Claud.* 25,5), sondern gerade auch, um Steuerbefreiungen zu gewähren, zeigt Tac. *Ann.* 12,61ff. (vgl. *Ann.* 2,42,5-43,1) mit aller Deutlichkeit. Somit besteht selbstverständlich die Möglichkeit, dass Augustus unter Einsatz der in der *tribunicia potestas* vereinigten Rechte letztlich Senatsbeschlüsse erwirkte, die zu den im §39 des Zollgesetzes von Asia genannten Steuerbefreiungen führten.

Vielleicht entspricht dies aber nicht der einfachsten Lesart des §39. Denn zunächst scheint in der Aufzählung die Absetzung der *tribunicia potestas* des Caesar Augustus sprachlich keineswegs so schwerwiegend, als dass sie zwingend auf einen durch Augustus erwirkten Senatsbeschluss führen müsste. Zudem wäre der Verweis auf die Urhebererschaft durch ein Zitat der ihr zugrunde liegenden Rechte aussergewöhnlich. Denn meist wird dies durch andere Wendungen, wie etwa *auctore principis*, verkündet (vgl. das *s.c. Volusianum* [ILS 6043] vom Jahre 56 n.Chr., Z. 24f.: ... *s.c.*, *quod factum est ... auctore divo Claudio*; ferner etwa: ILS 1023; Suet. *Claud.* 25,5 und Suet. *Tib.* 27), was griechisch z.B. κατὰ τὴν ... γνώμην (SIG<sup>3</sup> 827) o.ä. hätte ausgedrückt werden können. Es bleibt deshalb weiterhin zu überlegen, ob die χάριν Ἀυτοκράτορος Σεβαστοῦ

δημαρχικῆς ἐξουσίας erlassenen Steuerbefreiungen nicht doch direkt von Augustus aufgrund seiner *tribunicia potestas* und ohne Beteiligung von SPQR ausgesprochen worden sind (vgl. Suet. *Aug.* 40,3). Denkbar wäre etwa, dass Augustus dies durch das in der tribunizischen Gewalt beinhaltete, allgemeine Hilfsrecht begründete (Mommsen, *Staatsrecht*, II 327f., 879f.), was auch mit dem Anspruch *ad tuendam plebem* gut vereinbar war (vgl. auch Dio Cass. 54,30,3), mit dem Augustus seine *tribunicia potestas* offenbar rechtfertigte (Tac. *Ann.* 1,2).

*A. Wallace-Hadrill:* You raise a very interesting question about the extent and precision of imperial knowledge of the ability of tax-payers to contribute. While I completely accept that acquisition of such detailed knowledge is an essential part of Augustus' financial control, I question whether such knowledge was already available in the triumviral period for Italy, and above all for Rome itself. Unless the mechanism of the census is working, how can adequate records be generated on property-holdings? Of course, it is vitally important that Caesar as dictator starts to take a census in Rome *vicus by vicus* and *insula by insula*: that surely is the basis of the precise knowledge of urban property boundaries reflected in two later marble versions of the Forma Urbis. But there is no reason to suppose that the same exercise produced a register of non-urban properties. The precision of the formulation of the taxes imposed in Italy by the triumvirs does not imply that they had access to precise knowledge of the likely impact of those taxes. But it may have helped to teach Augustus how powerful such knowledge could be.

*M.A. Speidel:* It is true that our knowledge of such procedures as the compilation of detailed tax-relevant information throughout Italy, the storage and administration of such information, as well as the use made of it to determine tax rates and to estimate the possible impact on tax-payers before the beginning of Augustus' sole rule is extremely poor. Our own

ignorance of such things, however, need not be proof of their non-existence. The example of 32 BC, I referred to, indeed seems to concern Italy alone. No mention is made in our sources that the taxes then imposed were also raised at Rome. The precision of the formulation of those taxes in combination with both the urgent need of a sum of money that was clearly defined by the number of soldiers having to be paid etc., and the threat of an invasion of Italy by Antony does, however, in my view, imply that some calculation or estimation, however rough, preceded the imposition. Naturally, the degree of precision and the accuracy of the underlying data entirely escapes us. Yet, two sources of information can be guessed at: Some records used in 32 BC may have been compiled previously in connection with the settlement of veterans, as that procedure must have both necessitated and generated some knowledge of the property-holdings in Italy. Further information may have been collected with the help of veterans and other agents in the town councils and then was added to or replaced previously collected data. However uncertain many aspects remain, it seems evident that Caesar's heir clearly understood the power of such knowledge.

KLAUS MARTIN GIRARDET

IMPERIUM 'MAIUS'.  
 POLITISCHE UND VERFASSUNGSRECHTLICHE  
 ASPEKTE.  
 VERSUCH EINER KLÄRUNG

*I. Zur Wirkung von R. Syme, 'Roman Revolution'*

In den Tagen dieser 'Entretiens' des Jahres 1999 vor sechzig Jahren, am 7. September und somit wenige Tage nach Beginn des Zweiten Weltkriegs, ist Sir Ronalds Werk *The Roman Revolution* veröffentlicht worden<sup>1</sup>. Über die Eigenheiten und Besonderheiten, die Methode, den literarischen Glanz und die Wirkung des Buches im In- und Ausland ist seither viel geschrieben worden<sup>2</sup>. In Deutschland begann die Wirkung kriegsbedingt allerdings recht spät, und sie hat sich wohl auch nicht sehr ausgeprägt entfaltet<sup>3</sup>. Dennoch wird man sagen

<sup>1</sup> R. SYME, *The Roman Revolution* (Oxford 1939).

<sup>2</sup> 40 Jahre nach dem Erscheinen: AA. VV., *La rivoluzione romana. Inchiesta tra gli antichisti* (Napoli 1982); *Caesar Augustus. Seven Aspects*, edited by F. MILLAR and E. SEGAL (Oxford 1984). — Nach 50 Jahren (und zugleich dem Andenken an Sir Ronald Syme gewidmet): *Between Republic and Empire*, edited by K.A. RAAFLAUB and M. TOHER (Berkeley 1990); F. MILLAR, "'Senatorial' Provinces: An Institutionalized Ghost", in *Ancient World* 20 (1989), 93-97. — Für die frühe Diskussion um *Roman Revolution* wichtig auch der Forschungsbericht von G.E.F. CHILVER, "Augustus and the Roman Constitution 1939-1950", in *Historia* 1 (1950), 408-435.

<sup>3</sup> G. ALFÖLDY, "Sir Ronald Syme, 'Die römische Revolution' und die deutsche Althistorie", SHAW, *Phil.-hist. Klasse*, 1983 Nr. 1 (Heidelberg 1983), hier bes. zur Wirkung in Deutschland 24-33 (27: "geringfügig"; 32: "weder wirklich effektiv noch sonderlich günstig"); K. CHRIST, "Ronald Syme", in DERS., *Neue Profile der Alten Geschichte* (Darmstadt 1990), 188-247; H. GALSTERER, "A Man,

dürfen, daß z.B. eine kürzlich erschienene monumentale Biographie des Augustus, auch wenn sie oder gerade wenn sie stellenweise als so etwas wie ein 'Anti-Syme' konzipiert zu sein scheint<sup>4</sup>, den Einfluß des britischen Gelehrten nicht verleugnen kann. Das gilt ebenso für die kleine konzentrierte Monographie von W. Eck wie auch für die soeben herausgekommene Neuauflage des Augustusbuches von D. Kienast<sup>5</sup>. Einen zusammenfassenden Überblick aus deutscher Perspektive liefert jetzt auch der nicht zufällig zu diesem Zeitpunkt erschienene, fast eine ganze Zeitungssseite ausfüllende Artikel über Ronald Syme in der *Frankfurter Allgemeinen Zeitung* (Nr. 203, 2. September 1999, S. 54).

Das Bild des zumeist 'Oktavian' genannten Imperator Caesar<sup>6</sup>, der 27 v. Chr. mit dem Beinamen 'Augustus' geehrt wurde, und der neuen Oligarchie in *Roman Revolution* ist illusionslos, sarkastisch, befreiend<sup>7</sup>. Durch R. Syme hat die Forschung, anfänglichen Protesten in Deutschland zum Trotz<sup>8</sup>, den entscheidenden Impuls weg von unkritischer Heldenverehrung hin zu einer nüchternen, durch die Tatsachen vielfach

a Book, and a Method: Sir Ronald Syme's *Roman Revolution* after Fifty Years", in *Between Republic and Empire* (wie A.2), 1-20; I. STAHLMANN, "Vom Kaiser zum Gewaltherrscher. Das politologische Principatsverständnis der Schaefer-Schule", in *Archiv für Kulturgeschichte* 72 (1990), 1-22; W. DAHLHEIM, "Ronald Syme. Geschichte als aristokratische Gelehrsamkeit und literarische Kunst", Nachwort zur deutschen Ausgabe von R. SYME, *Die römische Revolution* (1957) (München 1992), 635-650.

<sup>4</sup> J. BLEICKEN, *Augustus* (Berlin <sup>3</sup>1999); siehe hier besonders die Bemerkungen 696, 718 f., 721, 726, implizit wohl auch 688 (zu Tacitus...).

<sup>5</sup> W. ECK, *Augustus und seine Zeit* (München 1998); D. KIENAST, *Augustus. Prinzeps und Monarch* (Darmstadt <sup>3</sup>1999).

<sup>6</sup> R. SYME, "Imperator Caesar: Eine Studie zur Namengebung" (1958), in W. SCHMITTHENNER (Hg.), *Augustus* (Darmstadt <sup>2</sup>1985), 264-290.

<sup>7</sup> Zum Augustusbild von Syme siehe u. a. ALFÖLDY, "Sir Ronald Syme" (wie A.3), 21 ff., 37 f.; W. SCHMITTHENNER, "Caesar Augustus — Erfolg in der Geschichte", in *Saeculum* 36 (1985), 286-298, hier zu Syme 289-291. — Vgl. M. REINHOLD, "Augustus' Conception of Himself", in *Thought* 55 (1980), 36-50; D.L. STOCKTON, "Augustus *sub specie aeternitatis*", ebd. 5-17.

<sup>8</sup> H.E. STIER, "Augustusfriede und römische Klassik", in *ANRW* II 2 (1975), 3-54, hier bes. 6-11 (mit einer Bemerkung 11 im Zusammenhang mit dem Werk von Syme zu der von Hegel ironisierten 'Kammerdienerperspektive').

ernüchternden historisch-kritischen Betrachtungsweise erhalten. Die Gipsfigur eines 'Kaisers Augustus' gibt es nicht mehr<sup>9</sup>. Man muß zur Kenntnis nehmen, daß der Adoptivsohn des Diktators Caesar, um das politische Erbe in die Hand zu bekommen, lange Jahre als Putschist, Massenmörder, Terrorist<sup>10</sup> agiert hat, bevor es ihm mit allerdings staunenswertem Geschick gelang, die römische Welt zu befrieden und die Grundlagen einer dauerhaften Ordnung zu schaffen<sup>11</sup>. Aber nach wie vor gilt, was F. Millar vor zehn Jahren geschrieben hat<sup>12</sup>: "the last word on the Roman revolution has yet to be said".

Zu den Eigenheiten von *Roman Revolution* gehört nun die oft mit Kritik, aber auch mit Zustimmung herausgestellte Tatsache, daß der Autor eine tief eingewurzelte Abneigung gegen die verfassungsrechtliche Betrachtungsweise der Geschichte Roms im Übergang von der Republik zum Prinzipat an den Tag legt<sup>13</sup>. So heißt es gleich zu Beginn des Buches (2 f.), Ver-

<sup>9</sup> Zum Bild des Augustus "von Tacitus bis Syme" siehe SCHMITTHENNER, "Caesar Augustus" (wie A.7), 286-291; gegen einen 'Kaiser' Augustus auch ECK, *Augustus* (wie A.5), bes. 48 f., 105 f.

<sup>10</sup> SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 191, 257.

<sup>11</sup> Zum Weg an die Macht und zum Erfolg des Imperator Caesar Augustus SCHMITTHENNER, "Caesar Augustus" (wie A.7), 291-295, 297 f. Siehe auch die Bilanz von ECK, *Augustus* (wie A.5), 115-117.

<sup>12</sup> "Senatorial' Provinces" (wie A.2), 97.

<sup>13</sup> Vgl. ALFÖLDY, "Sir Ronald Syme" (wie A.3), 15 ff. — Staatsrecht etc. von Syme unterschätzt: A. MOMIGLIANO (1940), in Rez. SYME, *The Roman Revolution*, in SCHMITTHENNER, *Augustus* (wie A.6), 140-153; V. EHRENBERG, "Imperium Maius' in the Roman Republic", in *AJPhil.* 74 (1953), 113-136, hier 111 f. (programmatisch gegen eine Unterschätzung der Rechtsfragen, implizit auch gegen Syme); ALFÖLDY, "Sir Ronald Syme" (wie A.3), 15 f.; D. KIENAST, "Der augusteische Prinzipat als Rechtsordnung", in *Sav. Zeitschr.* 101 (1984), 115-141, bes. 115 f. (kritisch u.a. zu Syme); BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), a.a.O. — Andererseits im Sinne von Syme Problematisierung des staatsrechtlichen Ansatzes: u.a. H. KLOFT, "Aspekte der Prinzipatsideologie im frühen Prinzipat", in *Gymnasium* 91 (1984), 306-326, hier 308; J. LINDERSKI, "Mommsen and Syme: Law and Power in the Principate of Augustus", in *Between Republic and Empire* (wie A.2), 42-53, bes. 50 ff. — Gelegentlich auch Vorwurf eines 'Theoriedefizits' bezüglich des Begriffs 'Revolution' bei Syme: Hinweise bei ALFÖLDY, "Sir Ronald Syme" (wie A.3), 10 ff., 35; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 696, 726. Dazu wiederum bereits R. SYME, *Colonial Élités* (London 1958), 40: Lehre der römischen Geschichte sei u.a. "distrust of theory".

fassungsformen seien angesichts der “source and facts of power” irrelevant; Form und Name einer Verfassung spielten keine Rolle angesichts des durch alle Zeiten hindurch immer Gleichbleibenden: der hinter allem lauenden Oligarchie (7). Und von dieser Ausgangsposition her wird dann auch die Frage nach Rechtsgrundlagen des augusteischen Prinzipats beurteilt (321): “Insistence upon the legal basis of Augustus’ powers, on precedents in constitutional practice or anticipations in political theory can only lead to schematism and dreary delusion”. In der vielzitierten Feststellung (323): “The Principate baffles definition”, äußert sich denn auch wenn nicht eine Kapitulation vor der Rechtsfrage<sup>14</sup>, so doch die Absicht, diese Frage, weil aus des Autors Sicht für das historische Verständnis unerheblich, nicht weiter zu verfolgen. Angesichts der realen Präsenz von Macht und Machtpotential erscheint daher z.B. die Neuregelung der Rechte des Augustus im Jahre 27 v.Chr. nicht mehr als ein Epochendatum, wie denn überhaupt die “precise formulation” der Machtbefugnisse des Prinzeps “not a matter of paramount importance” sei (324). Geradezu programmatisch nannte R. Syme es daher lediglich “an entertaining pursuit”, “to speculate upon the subtleties of legal theory, or to trace from age to age the transmission of perennial maxims of political wisdom”, und er setzte ebenso programmatisch hinzu: “it is more instructive to discover, in any time and under any system of government, the identity of the agents and ministers of power. The task has all too often been ignored or evaded” (325).

Diese Abneigung — oder vielleicht sollte man etwas zurückhaltender sagen: dieser Vorbehalt — gegenüber den Problemen von Recht und Verfassung wird in gewissem Maße verständlich als Reaktion auf die rein juristische, von den konkreten politisch-historischen Umständen fast völlig abstrahierende Darstellung des Prinzipats im *Römischen Staatsrecht* von

<sup>14</sup> Vgl. die in diese Richtung gehende Ansicht von BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 726.

Th. Mommsen<sup>15</sup>, verständlich aber auch aus einem, wie mir scheint, zutiefst moralischen Impuls heraus, nämlich aus Empörung über den schreienden Widerspruch zwischen Verfassungsrecht und Verfassungswirklichkeit in totalitären Staaten (und wohl auch nicht nur in diesen) und aus Abscheu vor großen 'Tätern' seiner eigenen Erlebniswelt, 'Tätern' wie Mussolini, Hitler und Stalin. R. Symes Abwendung vom staatsrechtlichen und Hinwendung zu den Fakten von Politik, Macht, Machttechnik und Gesellschaft hatte jedenfalls weitreichende Folgen: vor wenigen Jahren konnte im Rückblick auf die jahrzehntelange Wirkung von *Roman Revolution* gesagt werden, durch R. Syme sei die "predominance of the legalistic approach" 'begraben' worden<sup>16</sup>.

Die 'predominance', aber nicht der 'legalistic approach' als solcher dürfte in der Tat zu den Akten gelegt sein. Was nämlich mit Respekt vor dem Ansatz von R. Syme methodisch weiterführen kann, ist die konsequente Verbindung der Frage nach dem historischen Ereignis, seiner (macht-) politischen Struktur und seiner politischen und gesellschaftlichen Bedeutung mit der Frage nach der rechtlichen Form, die der Prinzipat durch seinen Schöpfer Augustus erhalten hat<sup>17</sup>. Denn auch die im Experiment<sup>18</sup> unter Kompromissen gewonnene, erprobte und immer wieder modifizierte Form, ja auch das Experiment selber, ist ein historisch relevantes, Augustus und den augusteischen Prinzipat als solchen charakterisierendes Faktum. Die rechtliche Form als schließlich gewonnenes Ergebnis von

<sup>15</sup> Th. MOMMSEN, *Römisches Staatsrecht* II 1 und 2 (Leipzig 31887), bes. das berühmte folgenreiche Kapitel "Die ausserordentlichen constituirenden Gewalten" 702-742; der ganze Teil 2: "Die einzelnen Magistraturen", zu denen Mommsen als krönenden Abschluß seines eindrucksvollen Bauwerks (745 ff.) den Prinzipat rechnete.

<sup>16</sup> *Between Republic and Empire* (wie A.2), XIII.

<sup>17</sup> Vgl. etwa die sensiblen Bemerkungen von B.D. HOYOS, "The legal powers of Augustus", in *Ancient Society Resources for Teachers* 13,1 (1983), 5-57, bes. 14 f., 41; P. BRUNT, *The Fall of the Roman Republic* (Oxford 1988), bes. 6-9.

<sup>18</sup> Vgl. W. ECK, "Augustus' administrative Reformen: Pragmatismus oder systematisches Planen?" (1986), in DERS., *Die Verwaltung des Römischen Reiches in der Hohen Kaiserzeit* I (Basel 1995), 83-102.

Experimentieren, opportunistischem Lavieren, Eingehen von Kompromissen, Modifikationen (27-23-19/18 v.Chr.) bildete sozusagen den Orientierungsrahmen, innerhalb dessen nach dem Ende von zwanzig Jahre dauerndem weltweitem Bürgerkrieg (49-29 v.Chr.) politisches und gesellschaftliches Leben auf überschaubare und berechenbare Weise wieder möglich werden sollte. Das setzte bei dem Mächtigen, Übermächtigen und seinem 'Syndikat'<sup>19</sup>, seiner 'Partei' einen — sicher an einem unbändigen, notfalls buchstäblich über Leichen gehenden Willen zur Macht orientierten — Willen zum Recht bei der Formung der neuen 'Oligarchie' und des neuen Regelwerks der Verfassung voraus. Denn Recht und Form sind nicht gleichsam naturwüchsige Gebilde, die von selbst entstehen und von selbst ihre einem 'Entwicklungsgesetz' folgende Ausgestaltung erfahren. Form ist gewollt, entspringt einem Gestaltungswillen, und dieser realisiert sich nicht autonom, nicht losgelöst von Traditionen und Umständen; sondern er realisiert sich — um des angestrebten Erfolges und der Stabilität der Macht willen — im Handeln der Mächtigen mit Blick auf Traditionen und Umstände und auf den um des Machterhalts willen notwendigen und erhofften Konsens mit den übrigen, d.h. zeitbedingt hinsichtlich der Situation des Imperator Caesar/Augustus, nicht oder nicht primär mit Blick auf 'das Volk', sondern auf das, was R. Syme 'die Oligarchie' genannt hat, die Führungsschicht in Rom und Italien, die alten und neuen Träger großer Namen und die Ritter. Die Alternative dazu wäre ein Säbelregiment gewesen.

Mehrere deutsche Althistoriker haben unter dem Eindruck von *Roman Revolution* diese Frage nach Form, Recht und Verfassung neu gestellt und je auf ihre Weise beantwortet, mag diese Frage nun typisch deutsch sein oder nicht<sup>20</sup>. D. Kienast

<sup>19</sup> SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 7.

<sup>20</sup> Typisch deutsch: R. SYME, Rez. (1946) von H. SIBER, "Das Führeramt des Augustus", in SCHMITTHENNER, *Augustus* (wie A.6), 153-175, hier 175 (unter Hinweis auf einen Ausspruch Voltaires). — Das 'typisch Deutsche' paßt aber sicher ebenso gut in die geistes- und geschichtswissenschaftliche Landschaft eines

stellt den augusteischen Prinzipat in seiner bekannten Monographie wie auch in einer Spezialstudie als eine neue monarchische "Rechtsordnung" dar<sup>21</sup>. K. Christ spricht treffend von einer "Verrechtlichung der Macht" nach dem Ende der Bürgerkriege<sup>22</sup>. Und J. Bleicken schreibt im Zusammenhang mit dem Jahre 27 v.Chr. und dem Problem der Form, in der der "Militärpotentat" Oktavian in die wiederhergestellte *res publica* eingebunden werden sollte — oder besser: sich einbinden lassen wollte... — : "Die *Form* war das Entscheidende, nicht die tatsächlichen Machtverhältnisse, die sich kaum verschoben. Die Form aber machte den Übermächtigen berechenbar und schuf im öffentlichen Leben die von allen so ersehnte Rechtssicherheit"<sup>23</sup>.

Ein tragendes Element, wenn nicht überhaupt das Fundament der rechtlichen Form des Prinzipats als Monarchie ist das Regelwerk der Verfügung über die militärische Macht, über das *imperium militiae*, die Regeln der Vergabe, des Besitzes und der Ausübung von militärischer Kommandogewalt. Zum festen Grundbestand althistorischen Wissens gehört nun die Überzeugung, daß Augustus, einem absolutistischen Herrscher gleich, von einem bestimmten Zeitpunkt an als Einzelperson und autonom nach Recht und Gesetz die höchste zivile und militärische Kommandogewalt besessen habe, das sog. *imperium 'maius'*, wobei klar ist, daß der Ausdruck in dieser Form im Lateinischen nicht vorkommt, sondern eine moderne Abkürzung des Gedankens darstellt, daß jemand eine Kommandogewalt innehat, die höher ist als die eines oder aller anderen (*maius imperium quam* etc.)<sup>24</sup>. Allerdings beruht die heutige Vorstellung von der herrscherlichen Position des ersten Prinzipats, dokumentiert durch relativ späte Quellenzeugnisse, fast

vereinten Europas wie das 'typisch Französische' oder das 'typisch Englische' (was auch immer das jeweils sein mag...).

<sup>21</sup> S. oben A.13.

<sup>22</sup> *Geschichte der römischen Kaiserzeit* (München 1988), 86 (ff.).

<sup>23</sup> *Augustus* (wie A.4), 324; Hervorhebung von Bleicken.

<sup>24</sup> J. BÉRANGER, *Recherches sur l'aspect idéologique du Principat* (Basel 1953), 74 ff. (*imperium maius*).

ausschließlich auf verfassungsrechtlichen Konstruktionen und kann daher nicht als gesichert gelten. Zum ersten und nach meiner Kenntnis bisher einzigen Mal ist der Ausdruck *maius imperium quam* etc. jetzt aber inschriftlich durch das kürzlich von W. Eck (u. a.) meisterhaft herausgegebene und kommentierte *Senatus consultum de Cn. Pisone patre* aus dem Jahre 20 n. Chr. bezeugt<sup>25</sup>. Vom Prokonsul Germanicus ausgehend wurde hier unter Einbeziehung des Prinzeps Tiberius und der Prokonsuln östlicher Provinzen eine dreistufige Hierarchie von *imperia* konstituiert. Damit ist das Problem einer solchen besonderen, anderen übergeordneten Kommandogewalt erneut zur Debatte gestellt<sup>26</sup>. Im folgenden will ich aber keine verfassungsrechtlich-dogmatische Abhandlung über eine mögliche Theorie des *imperium* bzw. des *imperium 'maius'* vorlegen, um auf dieser Basis die Praxis in später Republik und frühem Prinzipat zu erklären; sondern ich will umgekehrt durch Konzentration auf die politische Praxis versuchen, die leitenden rechtlichen Grundlinien und damit einen zentralen Bestandteil des Prinzipats als Rechtsform zu rekonstruieren. Dabei lasse ich bewußt den großen und ohne Zweifel eminent wichtigen Bereich des Informellen, den man unter dem Begriff *auctoritas* zusammenfassen kann, außer Betracht. Mir geht es um das

<sup>25</sup> W. ECK, A. CABALLOS, F. FERNÁNDEZ, *Das senatus consultum de Cn. Pisone patre* (München 1996), hier 40 Z. 29-37. — Literarisch ist der Ausdruck mehrfach belegt: BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), a.a.O.

<sup>26</sup> Zu diesem Text s. unten Teil IV 2. — Zur älteren Debatte siehe u.a. MOMMSEN, *StR* (wie A.15), II 2, 859 ff.; A.E.R. BOAK, "The Extraordinary Commands from 80 to 48 B.C.", in *American Historical Review* 24 (1918), 1-25, hier 23 ff. (dagegen u.a. D. MCFAYDEN, "The Princeps and the Senatorial provinces", in *CPhil.* 16 [1921], 34-50); M. GRANT, *From Imperium to Auctoritas* (Cambridge 1946), 408 ff., 424 ff.; H. LAST, "Imperium Maius: A Note", in *JRS* 37 (1947), 157-164; der Überblick von CHILVER, "Augustus" (wie A.2), 427 ff.; ferner BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), 74 ff.; EHRENBERG, "Imperium Maius" (wie A.13), a.a.O.; E.S. STAVELEY, "The Fasces and Imperium Maius", in *Historia* 12 (1963), 458-484; F. DE MARTINO, *Storia della costituzione romana* IV 1 (Napoli 1974), 123 ff., 179 ff.; W.J. O'NEAL, "Maius Imperium", in *Rivista di Studi Classici* 27 (1979), 390-394. — Einen sehr guten Überblick über den Stand der Diskussion bieten F. JACQUES, J. SCHEID, *Rome et l'intégration de l'Empire* I (Paris 1992), 1-21, vgl. 33 ff.

Regelwerk, innerhalb dessen und über das hinausgreifend sich das Informelle entfaltet hat.

## II. Präzedenzfälle für ein imperium proconsulare 'maius' in der späten Republik?

Ein fast ungebrochener, auch von R. Syme bekräftigter Forschungskonsens geht dahin, daß der von Augustus geschaffene Prinzipat zwei 'Säulen' besitze: die "twin pillars"<sup>27</sup> *tribunicia potestas* und — dies steht bei meinen folgenden Ausführungen im Mittelpunkt — ein sogenanntes *imperium proconsulare* bzw. sogar *proconsulare 'maius'*<sup>28</sup>, und für ein solches *imperium* sollen die sogenannten großen, die 'außerordentlichen' Imperien der

<sup>27</sup> SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 523: "the twin pillars of his (sc. des Augustus) rule, firm and erect behind the flimsy and fraudulent Republic"; sie stehen für Volk und Armee als "the source and basis of his domination". Vgl. auch ebd. 38: "the two pillars of the edifice"; 337: Säulen des Prinzipats — *imperium proconsulare* und *tribunicia potestas* — als "the Revolution itself".

<sup>28</sup> Zum *imperium 'maius'* sonstige bis heute: Th. MOMMSEN, *Römisches Staatsrecht* I (Leipzig <sup>3</sup>1887), 25 ("einer der Hebel des Principats"), 517; II 2 (Leipzig <sup>3</sup>1887), 840 ff.; A. v. PREMERSTEIN, *Vom Wesen und Werden des Prinzipats* (München 1937), 225 ff., 234 ff., 241 ff., 260 ff.; L. WICKERT, in *RE* XXII 2 (1954), s.v. 'Princeps (civitatis)', 2270 ff., 2283 ff.; DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 123-145, 160 ff., 169 ff.; E. MEYER, *Römischer Staat und Staatsgedanke* (Zürich/Stuttgart <sup>3</sup>1964), 355-365; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 86 ff., 105 f., 118 ff.; E. BADIEN, "'Crisis Theories' and the Beginning of the Principate", in *Romanitas – Christianitas. Festschrift J. Straub*, hrsg. von G. WIRTH (Berlin 1982), 18-41, hier 35; U. VOGEL-WEIDEMANN, *Die Statthalter von Africa und Asia in den Jahren 14-68 n. Chr.* (Bonn 1982), 9 ff.: im Überblick über die ältere Literatur zusammenfassend zu *imperium (proconsulare) 'maius'*; A. PABST, *Comitia Imperii* (Darmstadt 1997), 46 f. u.ö. — Für *proconsulare*, aber gegen 'maius' (bis 23 v. Chr.): J. BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat. Zum Charakter des Zweiten Triumvirats* (Göttingen 1990), 88 f., 95 ff. (zu dieser Studie J.W. RICH, in *CR* 42 [1992], 112-114; E. BERTRAND, in *Latomus* 52 [1993], 182-185; M. PANI, in *Gnomon* 67 [1995], 141-144); DERS., "Imperium consulare/proconsulare im Übergang von der Republik zum Prinzipat", in *Colloquium aus Anlaß des 80. Geburtstages von A. Heuß*, hrsg. von J. BLEICKEN (Kallmünz 1993), 117-133, bes. 128 ff. — F. HURLET, *Les collègues du prince sous Auguste et Tibère. De la légalité républicaine à la légitimité dynastique* (Rome 1997), z.B. 29 ff., 47, 238 f., 246 f., 258 ff., 279-287, 303 ff.; ECK, *Augustus* (wie A.5), 54 ff.

späten Republik — besonders des Pompeius — den Weg bereitet oder auch geradewegs das formale Vorbild gegeben haben<sup>29</sup>. Diese Auffassung bedarf nach meiner Ansicht grundlegender Modifikationen.

### 1) Zu *imperium 'proconsulare'*

Ein solches *imperium* existierte zur Zeit der römischen Republik weder begrifflich noch, sozusagen *avant la lettre*, der Sache nach; die frühesten Quellenzeugnisse stammen im übrigen, ob zufällig oder nicht, erst aus der Zeit des Prinzeps Tiberius<sup>30</sup>.

— Grundlage der gegenteiligen, lange Zeit erfolgreichen und für die historische Urteilsbildung über die römische Republik sehr folgenreichen Meinung, es habe in der Republik ein im Gegensatz zum *imperium* der Konsuln rein militärisches *imperium proconsulare* gegeben, war die Lehre Th. Mommsens, der Diktator Sulla habe in den Jahren 81/80 v.Chr. durch eine *lex de provinciis ordinandis* den Konsuln verhängnisvoller Weise das *imperium militiae* entzogen, sie also zu machtlosen, rein

<sup>29</sup> So z.B. MOMMSEN, *StR* (wie A.15), II 1, 702 ff.; II 2, 845 f., 859 ff. u.ö. Danach beispielsweise BOAK, "The Extraordinary Commands" (wie A.26), bes. 23 ff.; SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 316; LAST, "Imperium Maius" (wie A.26), 160 ff.; DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 160 f.; BRUNT, *Fall* (wie A.17), 18; B. MARSHALL, "Roman politics and the big commands, from Marius to Pompey", in *Ancient History* 21 (1991), 25-33, bes. 28 ff.; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 21 ff.; DERS., "Imperium" (wie A.28), 120 ff.; W. EDER, "Augustus and the Power of Tradition: The Augustan Principate as Binding Link between Republic and Empire", in *Between Republic and Empire* (wie A.2), 105 ff., 111; W. KUNKEL, R. WITTMANN, *Staatsordnung und Staatspraxis der römischen Republik*, 2. Abschnitt: *Die Magistratur*, HdAW X 3, 2, 2 (München 1995), 21; ECK, *Augustus* (wie A.5), 54. — Vgl. HURLET, *Colleges* (wie A.28), z.B. 238 f., 279 ff.

<sup>30</sup> Val.Max. 6,9,7; 8,1 *amb.2*; Tac. *Ann.* 1,14 und 76; 3,58; 12,41 und 59; 13,21 und 52; Gell. *NA* 5,14,17. — *Proconsulatus*: frühester Beleg offenbar Plin. *HN* 14,143 f.; 35,19-21. — H. PELHAM, "On some disputed points connected with the 'imperium' of Augustus and his successors", in *Journal of Philology* 17 (1888), 27-52, hier 32-36; K.M. GIRARDET, "Die Entmachtung des Konsulates im Übergang von der Republik zur Monarchie und die Rechtsgrundlagen des augusteischen Prinzipats", in *Pratum Saraviense. Festgabe für P. Steinmetz*, hrsg. von W. GÖRLER und S. KOSTER (Stuttgart 1990), 92 mit A.12. So jetzt auch BLEICKEN, "Imperium" (wie A.28), 122 f.

zivilen Amtsträgern *domi* gemacht, und so die für die republikanische Verfassung konstitutive Einheit des *summum imperium* sowohl *domi* als auch *militiae* im *imperium* der höchsten Amtsträger zerstört<sup>31</sup>. Tatsächlich jedoch<sup>32</sup> gibt es kein einziges Quellenzeugnis und kein einziges überzeugendes Argument für die Existenz einer solchen *lex*, deren Folge eine Verlagerung des militärischen Machtmonopols von der Magistratur auf die Promagistratur, somit die Verselbständigung und Unkontrollierbarkeit der Promagistratur gewesen wäre.

— Auch Pompeius wurde und wird in der Forschung als ein Politiker genannt, der die Herauslösung der militärischen Komponente aus dem Konsulat, also die 'Entmilitarisierung' des höchsten Amtes, und Schaffung des Prokonsulats als eines regulären, weder durch den Senat noch durch das Kollegialitätsprinzip domestizierbaren militärischen Amtes erwirkt hat.

<sup>31</sup> MOMMSEN, *SzR* (wie A.15), II 1, 94 f., 100, 200, 241 ff. u.ö. Siehe auch DERS., "Die Rechtsfrage zwischen Caesar und dem Senat" (1857), in *Gesammelte Schriften* IV (= *Historische Schriften* I, Berlin 1906), 92-145, hier (weniger polemisch) 122 f.

<sup>32</sup> Gegen Mommsen zuerst A. NISSEN, *Beiträge zum römischen Staatsrecht* (Straßburg 1885), 109-118. Dann PELHAM, "Imperium" (wie A.30), hier bes. 33; J.P.V.D. BALSDON, "Consular Provinces under the Late Roman Republic. I: General Considerations", in *JRS* 29 (1939), 57-73; A. GIOVANNINI, *Consulare imperium* (Basel 1983), *passim*, vor allem 83-90 (Dokumentation zu den Konsulaten von 80-53 v.Chr.); Cl. NICOLET, "Autour de l'Imperium", in *Cahiers du Centre G. Glotz* 3 (1992), 163. — Den Versuch von T. HANTOS, *Res Publica Constituta* (Stuttgart 1988), bes. 89-120 (vgl. dazu die Rezension von W. EDER, in *AJPhil.* 111 [1990], 566-570; M. JEHNE, in *Sau.Zeitschr.* 107 [1990], 480-491, bes. 486-489); von BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 21 ff.; DERS., "Imperium" (wie A.28), 117-120; von J. RÜPKE, *Domi militiae. Die religiöse Konstruktion des Krieges in Rom* (Stuttgart 1990), 49; von KUNKEL/WITTMANN (wie A.29), 18, 659 A.381; von R. SCHULZ, *Herrschaft und Regierung. Roms Regiment in den Provinzen in der Zeit der Republik* (Paderborn 1997), 48 ff.; von KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 87 sozusagen an den Quellen und an den Argumenten von Nissen, Pelham, Balsdon, Giovannini, Nicolet vorbei an der Substanz von Mommsens Lehre festzuhalten, betrachte ich als gescheitert; auch die Behauptung von Unterschieden zwischen dem 'Rechtlichen', das unverändert geblieben sei, und dem 'Faktischen', das sich im Sinne Mommsens geändert habe (so BLEICKEN a.a.O.), ist ohne Grundlage in den Quellen: siehe nur die Dokumentation (Konsuln nach Sulla mit *imperium militiae* bzw. *provincia* während des Amtsjahres) von GIOVANNINI a.a.O.

Dies sei, auf der Basis eines *senatus consultum*, im Jahre 52 v. Chr. durch ein Gesetz des Konsuls Pompeius (cos. III) geschehen, welches nach Cassius Dio (40,56,1) ein fünfjähriges Intervall zwischen Konsulat und Prokonsulat, verstanden als zivile und militärische Amtsgewalt, eingeschaltet haben soll. Doch auch hier ließ sich nachweisen<sup>33</sup>, daß der Rechtsstatus des Konsulats nicht betroffen war, die Konsuln also weiterhin über das höchste *imperium* sowohl *domi* als auch *militiae* verfügten und es im Regelfall auch ausübten.

— Gleiches gilt für die *lex de provinciis* des Diktators Caesar vom Jahre 46 v. Chr., die zwar die Dauer einer Amtsführung *militiae* auf zwei Jahre begrenzte, den inneren Zusammenhang zwischen Konsulat und 'ordentlichem', aus dem Konsulat nach Ende des Amtsjahres hervorgehendem Prokonsulat jedoch nicht aufgelöst hat<sup>34</sup>. In der politischen Praxis allerdings, d. h. bei der Vergabe von zumeist außeritalischen militärischen *provinciae* an Konsuln, zeigt sich insofern erstmals ein Wandel, als der Diktator — natürlich aus herrschaftspolitischen Gründen — keinem einzigen Konsul mehr die Möglichkeit gegeben hat, von seinem ihm prinzipiell und rechtlich nach wie vor eigenen *imperium militiae* Gebrauch zu machen: keiner von ihnen hat eine *provincia consularis* erhalten, und die Prokonsuln der Jahre 48 bis 44 v. Chr. waren sämtlich *privati cum imperio*<sup>35</sup>, also *extra ordinem*<sup>36</sup> mit *imperium consulare militiae*

<sup>33</sup> GIOVANNINI, *Consulare Imperium* (wie A.32), 114 ff.; K.M. GIRARDET, "Die *lex Iulia de provinciis* (46 v. Chr.). Vorgeschichte — Inhalt — Wirkungen", in *Rh. Mus.* 130 (1987), 293 ff. (mit der älteren Literatur). — An der alten Auffassung (MOMMSEN, *StR* [wie A.15], II 1, 241 f. u.ö.) halten dennoch fest z. B. BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 23 f.; DERS., "Imperium" (wie A.28), 122; W. WILL, *Julius Caesar. Eine Bilanz* (Stuttgart 1992), 129 f.; C.T.H.R. EHRHARDT, "Crossing the Rubicon", in *Antichthon* 29 (1995), 30-41, bes. 40; KUNKEL/WITTMANN (wie A.29), 18; SCHULZ, *Herrschaft und Regierung* (wie A.32), 51 f.

<sup>34</sup> GIRARDET, "Lex Iulia" (wie A.33), 307-315.

<sup>35</sup> Ebd. 305 ff., 315 ff., 324 ff.; DERS., "Entmachtung" (wie A.30), 91 ff.

<sup>36</sup> K.M. GIRARDET, "Imperium und *provinciae* des Pompeius seit 67 v. Chr.", in *Cahiers du Centre G. Glotz* 3 (1992), 177-188, hier 180; vgl. BLEICKEN, "Imperium" (wie A.28), 120 f.

ausgestattete ehemalige Konsuln oder ehemalige Praetoren, die *pro consule* in ihnen zugesprochenen *provinciae* amtieren. Die gleiche Politik haben dann die *IIIviri r. p. c.* zwischen 43 und 33 v. Chr. betrieben, und Imperator Caesar/Augustus hat diese Praxis fortgesetzt<sup>37</sup>.

— Schließlich wird auch Augustus für die Entmachtung des Konsulats nicht nur durch die Praxis, sondern regelrecht durch Verfassungsänderung verantwortlich gemacht: nach Cassius Dio (53,14,2; vgl. Suet. *Aug.* 36,1) soll er, Pompeius 'bestätigend', im Jahre 27 v. Chr. ein fünfjähriges Intervall zwischen Konsulat und Prokonsulat gesetzlich vorgeschrieben haben<sup>38</sup>. Diese grundlegende Verfassungsänderung, die, da sie die Einheit des *summum imperium* zerstört, formell das Ende der Republik bedeutet, war tatsächlich das Werk des ersten Prinzeps. Sie hat jedoch, so zeigte sich, frühestens 23 v. Chr., eher sogar noch erst 19/18 v. Chr. stattgefunden<sup>39</sup>. Erst von diesem Zeitpunkt an konnte dann auch der Weg zur Herausbildung des seit 47 v. Chr. (fast) immer nur noch an *privati* vergebenen Prokonsulats als eines selbständigen Amtes beginnen, konnte ein gesondertes militärisches *imperium proconsulare* entstehen, das vom jetzt nur noch nicht-militärischen *imperium* der Konsuln verschieden war.

Für die Zeit der (späten) Republik ist nach alledem festzuhalten: ein spezielles *imperium proconsulare* gab es weder als Begriff noch in der Praxis: das *imperium* eines Prokonsuls — sei es das prorogierte des Konsuls, sei es das gleichsam 'aufgestockte' eines Praetors (*praetor pro consule*)<sup>40</sup>, sei es das *extra*

<sup>37</sup> Triumvirat: GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 98-104. — Imperator Caesar/Augustus: ebd. 109-111. Eine Ausnahme war nur er selber als Konsul und möglicherweise sein Konsulatskollege Agrippa 27 v. Chr.; dazu unten Kap. III 1a und IV 1.

<sup>38</sup> U.a. GIOVANNINI, *Consulare Imperium* (wie A.32), 119, 151; J.-M. ROD-DAZ, "Imperium": nature et compétences à la fin de la République et au début de l'Empire", in *Cahiers du Centre G. Glotz* 3 (1992), 189-211, hier: 204 ff.

<sup>39</sup> GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), *passim*, bes. 111-121; DERS., "Zur Diskussion um das *imperium militiae* im 1. Jh. v. Chr.", in *Cahiers du Centre G. Glotz* 3 (1992), 213-220, hier 218 ff.

<sup>40</sup> Z.B. Brutus und Cassius 44/43 v. Chr. (dazu unten Teil II 3 c), aber auch zahlreiche andere, wie etwa unter den Statthaltern in den Hispaniae.

*ordinem* einem *privatus* (d.h. *praetorius, consularis*) zur Ausübung *pro consule* übertragen<sup>41</sup> — war das *imperium consulare*, und als solches war das *imperium* des republikanischen Prokonsuls, sei er 'außerordentlich' oder 'ordentlich', *summum imperium militiae*<sup>42</sup>, ganz ebenso wie das eines Konsuls, der auf dem üblichen Wege zu Beginn seiner Amtszeit<sup>43</sup> eine *provincia* übernommen und das Militärkommando vor Ablauf des Amtsjahres persönlich oder durch Legaten angetreten hatte.

## 2) Zu *imperium 'maius'*

Pompeius soll, wie später seit 23 (oder schon 27) v.Chr. — angeblich — Augustus, als Prokonsul zeitweise (67/66–61 v.Chr. und 49/48 v.Chr.) ein *imperium 'proconsulare'* besessen haben, das im Vergleich zu dem *imperium* anderer Prokonsuln *maius* gewesen sei<sup>44</sup>. Dazu kann, ohne Ausführungen zu Einzelheiten, jetzt mit aller Deutlichkeit gesagt werden, daß sich diese Auffassung — ganz abgesehen davon, daß ein *imperium*

<sup>41</sup> Völlig exzeptionell war die mehrfache Vergabe von *imperium (praetorium, consulare)* an den *eques* Pompeius zwischen 82 und 71 v.Chr.: M. GELZER, *Pompeius (1959/1973)* (Stuttgart 1984), Kap. 2 und 3.

<sup>42</sup> Texte: GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 92 A.10.

<sup>43</sup> So auch Caesar als Konsul 48 v.Chr. (cos. II) und die Konsuln von 44/43 v.Chr. (Antonius/Dolabella; Hirtius/Pansa): GIRARDET, "*Lex Iulia*" (wie A.33), 305 ff., 324–329. Ferner sogar noch der Konsul Imperator Caesar/Augustus 31–23 v.Chr. (cos. III–XI); dazu s. u. Teil III 1 a. — Das (republikanische) Verfahren der Vergabe von *provinciae*: zusammenfassend SCHULZ, *Herrschaft und Regierung* (wie A.32), 53 ff.

<sup>44</sup> Als Folge der *lex Gabinia* von 67 v.Chr. und der *lex Manilia* von 66 v.Chr. So z.B. M. GELZER, "Das erste Consulat des Pompeius und die Übertragung der großen Imperien" (1943), in DERS., *Kleine Schriften* II (Wiesbaden 1963), 146–189, hier: 181; DERS., *Pompeius* (wie A.41), 76; S. JAMESON, "Pompey's Imperium in 67: Some Constitutional Fictions", in *Historia* 19 (1970), 558 f.; R. RIDLEY, "The Extraordinary Commands of the Late Republic. A Matter of Definition", in *Historia* 30 (1981), 280–297, hier 295. — Vgl. auch v. PREMERSTEIN, *Wesen* (wie A.28), 229; DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 160 f.; B. MARSHALL, "Roman politics and the big commands, from Marius to Pompey", in *Ancient History* 21 (1991), 25–33, bes. 28 ff. — Zu Pompeius als 'Präzedenzfall' für Augustus siehe auch z.B. MOMMSEN, *StR* (wie A.15), I 517; SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 316; zuletzt ECK, *Augustus* (wie A.5), 54.

'*proconsulare*' noch gar nicht existierte — nicht halten läßt<sup>45</sup>. Niemals hat ein (republikanischer) Prokonsul, auch ein Pompeius nicht, gegenüber anderen Prokonsuln über ein *imperium 'maius'* verfügt. Zwar sind durch die Quellen zwei Versuche dokumentiert, erstmals in der römischen Verfassungsgeschichte ein solches *imperium* zu schaffen. Sie sind jedoch gescheitert (57 und 43 v.Chr.)<sup>46</sup>. Und als schließlich die *Illviri r. p. c.* Ende 43 v.Chr. durch die *lex Titia* ihr *imperium* für ein Quinquennium (im Herbst 37 v.Chr. rückwirkend ab 1.1. des Jahres um ein weiteres Quinquennium bis Ende 33 v.Chr. verlängert<sup>47</sup>) formulieren ließen, da wurde auch für sie kein *imperium 'maius'* eingeführt. Sie erhielten<sup>48</sup>, als wären sie Konsuln, *imperium consulare* sowohl *domi* als auch *militiae*. Doch was sie von den Konsuln ihrer Zeit, deren Amt nicht abgeschafft oder suspendiert war, faktisch unterschied, war zum einen die Dimension ihrer *provinciae* und damit die Masse ihres Militärpotentials, zum anderen die Tatsache, daß die Konsuln in den zehn

<sup>45</sup> Auch in dieser Frage, wie so oft, mit großer Klarheit richtungweisend BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), 74 ff. (*imperium maius*). — GIRARDET, "Pompeius" (wie A.36), 181-184 zu 67/66 v.Chr.; DERS., "Der Triumph des Pompeius im Jahre 61 v.Chr. — *ex Asia?*", in *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 89 (1991), 201-215; DERS., "Pompeius" (wie A.36), 188 zu 49/48 v.Chr. (u.a. gegen GELZER, *Pompeius* [wie A. 41], 237 A.153 und 182 f. mit 240 A.27).

<sup>46</sup> Falsch insofern u.a. DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 132 f. mit A.28. — Einzelheiten dazu und zum Verständnis des Ausdrucks *imperium 'maius'* unten Teil II 3 a und c.

<sup>47</sup> K.M. GIRARDET, "Per continuos annos decem (res gestae divi Augusti 7, 1). Zur Frage nach dem Endtermin des Triumvirats", in *Chiron* 25 (1995), 147-161; DERS., "Der Rechtsstatus Oktavians im Jahre 32 v. Chr.", in *Rh.Mus.* 133 (1990), 322-350; R.A. KEARSLEY, "Octavian in the Year 32 B.C.: The S. C. de *Aprodisiensibus* and the *genera militiae*", in *Rh.Mus.* 142 (1999), 52-67.

<sup>48</sup> Zum *imperium* der Triumvirn und zu ihrer Herrschaftspraxis GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 95-100; DERS., "Rechtsstatus Oktavians" (wie A.47), 326 ff. (u.a. gegen die seit MOMMSEN, *StR* [wie A.15], I 517; II 1, 243 u.ö.; DE MARTINO, *Storia* IV 1 [wie A.26], 137-143 vorherrschende Doktrin von einer Kumulation eines 'prokonsularen' mit einem nur *domi* wirksamen konsularen *imperium*). — Vgl. auch DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 137 ff., 141 ff.: *imperium* der Triumvirn 'maius'; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 11 ff., 24 ff. (Kumulation), 50 ff., 59 f. (Kumulation); DERS., "*Imperium*" (wie A.28), 123-127 (Kumulation).

Jahren des Triumvirats *militiae* keine *provinciae* erhielten und somit keine Möglichkeit hatten, an die Spitze von Legionen zu treten und Militärkommando auszuüben, wodurch die herrschaftspolitische Präponderanz der Triumvirn vollkommen gesichert war.

Die Frage, ob das *imperium* der Konsuln (= *imperium consulare*) gegenüber dem der Prokonsuln (= *imperium consulare*) wenn nicht dem Begriff, so doch der Sache nach 'maius' war, werde ich im Zusammenhang mit Augustus 27 und 23 v. Chr. erörtern (Kap. III 1 und 2). Zuvor will ich anhand der frühesten Texte, in denen von einem *imperium 'maius'* die Rede ist, zu klären versuchen, welche politische und rechtliche Bedeutung der Ausdruck gehabt hat.

### 3) Anträge auf Vergabe eines *imperium 'maius'*

Es gab seit der frühen Republik das Verfassungsamt der Diktatur, und vom *dictator* sagen die antiken Quellen, daß er *maior potestas* bzw. ein *ius maioris imperii* gegenüber den Konsuln bzw. allgemein den Inhabern von *imperium consulare* und somit auch von Prokonsuln besaß<sup>49</sup>. Die Quellen lassen keinen Zweifel daran, daß damit ein hierarchisches Verhältnis von Befehl und Gehorsam gemeint war<sup>50</sup>. Aus der Zeit der späten Republik sind nun zwei Versuche überliefert, Prokonsuln mit einem *imperium 'maius'* auszustatten, wodurch diese Prokonsuln zu

<sup>49</sup> U. v. LÜBTOW, "Die römische Diktatur", in E. FRAENKEL (Hg.), *Der Staatsnotstand* (Berlin 1965), 118 ff.; C. NICOLET (mit F. HINARD), "La dictature à Rome", in M. DUVERGER (Hg.), *Dictatures et légitimité* (Paris 1982), 69-84.

<sup>50</sup> Siehe nur Liv. 4,41,11: der Konsul im Krieg unter den Auspizien des Diktators (*consul auspicio dictatoris... res prospere gesserat*); 5,9,6 f.: Diktatur als *vis maior ad coercendos magistratus*; 7,3,8: *a consulibus postea ad dictatores, quia maius imperium erat, sollemne clavi figendi translatum est*; 8,32,3: *cum summum imperium dictatoris sit pareantque ei consules*; 30,24,3: *Dictator... pro iure maioris imperii consulem in Italiam revocavit*; ILS 212, 29 f. (*SC Claudianum* von 48 n. Chr.): *quid nunc commemorem dictaturae hoc ipso consulari imperium valentius repertum apud maiores nostros, quo in a[s]terioribus bellis aut in civili motu difficiliore uterentur?* Vgl. auch Cic. *Rep.* 1,63 und 2,56; *Leg.* 3,8 und 9. — Der Konsul wiederum besaß *imperium 'maius'* gegenüber dem Praetor: Cic. *Att.* 9,9,3. — Vgl. BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), 74 ff.

einer anderen Prokonsuln übergeordneten Befehlsinstanz geworden wären. Der erste Fall ist ein Antrag des Volkstribunen C. Messius 57 v.Chr. im Senat zugunsten des Prokonsuls Pompeius. Im Frühjahr 43 v.Chr. hat sodann Cicero für die Caesarattentäter und Prokonsuln Brutus und Cassius besondere Vollmachten beantragt, darunter für Cassius das Recht, im Osten mit *imperium 'maius'* zu kommandieren. Die Anträge Ciceros waren an den Senat gerichtete Beschlußvorlagen. Sie sind vollständig im Wortlaut erhalten, und sie sind die einzige originale Quelle zur Problematik der rechtlichen Bedeutung des *imperium 'maius'*. Sie reizen zum Vergleich, zumal der eine Antrag angenommen, der andere, auf ein *imperium 'maius'* zielende, jedoch abgelehnt<sup>51</sup> wurde.

a) Der Antrag des tr. pl. Messius im Jahre 57 v.Chr.

Pompeius hat in den Jahren seit 67/66 bis 61 v.Chr., entgegen einer weit verbreiteten Ansicht, kein *imperium 'maius'* erhalten, ja es war auch noch nicht einmal ein solches beantragt worden<sup>52</sup>. Im September 57 v.Chr. beriet dann der Senat angesichts von Getreideknappheit und Hungerrevolten in Rom und Italien erneut über ein *imperium* und eine *provincia* für Pompeius<sup>53</sup>, der seit seinem dritten Triumph 61 v.Chr. ein *privatus* war. Tatsächlich wurde nach einem Senatsbeschluß der *privatus* Pompeius durch Konsulargesetz mit *imperium* und mit einer *provincia* namens *procuratio/cura annonae* ausgestattet

<sup>51</sup> Falsch insofern u.a. DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 132 f. mit A.28: Brutus und Cassius hätten "certo" *imperium 'maius'* erhalten; vgl. auch ebd.: Sextus Pompeius "forse" mit *imperium 'maius'*. Über Brutus und Cassius ebenso u.a. auch KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 34.

<sup>52</sup> S. oben A.44 und 45.

<sup>53</sup> Vorgeschichte und Umstände: GELZER, *Pompeius* (wie A.41), 125 ff.; R. SEAGER, *Pompey. A Political Biography* (Oxford 1979), 109 ff.; G. RICKMAN, *The Corn Supply of Ancient Rome* (Oxford 1980), 51 ff., 55 ff., 173 ff.; C. VIRLOU-VET, *Famines et émeutes à Rome des origines de la République à la mort de Néron* (Rome 1985), 15 f., 42 ff.; A. PINZONE, "La cura annonae di Pompeo e l'introduzione dello stipendium in Sicilia", in *Messana* 3 (1990), 160-200. — Vgl. L. THOMMEN, *Das Volkstribunat der späten römischen Republik* (Stuttgart 1989), 59, 98 f. — Dazu GIRARDET, "Pompeius" (wie A.36), 184.

(Cic. *Att.* 4,1,6; Liv. *Per.* 104). Der ganze Vorgang galt den Zeitgenossen als *extra ordinem* (Cic. *Dom.* 18 ff., 25 f.): Pompeius war jetzt *privatus cum imperio consulari*, welches er *pro consule* anwenden durfte<sup>54</sup>, und die (konsularische) *lex qua Pompeio per quinquennium omnis potestas rei frumentariae toto orbe terrarum daretur* (Cic. *Att.* 4,1,7; vgl. auch Liv. *Per.* 104; Dio Cass. 39,9,3), war insofern *extra ordinem*, als *provinciae* normalerweise nicht durch *lex* vergeben wurden und als die Dauer von *provinciae* im Normalfall nicht auf fünf Jahre (hier: bis Herbst 52 v.Chr.) festgelegt wurde<sup>55</sup>. Zuvor aber hatte der Volkstribun C. Messius im Senat einen Antrag gestellt, in welchem zum ersten Male, soweit zu sehen, ein *imperium 'maius'* gefordert wurde. Der Wortlaut liegt leider nicht vor. Aber was Cicero seinem Freund Atticus verkürzend mitteilt, kann doch eine ungefähre Vorstellung von den Absichten vermitteln. Demnach hätte Pompeius die *potestas omnis pecuniae*, eine *classis*, einen *exercitus* und ein *maius imperium in provinciis quam sit eorum qui eas obtineant* erhalten sollen (Cic. *Att.* 4,1,7). Er wäre also im Rahmen der ihm zugesprochenen *provincia* vermutlich nicht grundsätzlich im ganzen Reich, sondern eher jeweils dort, wo er sich gerade im Einsatz für die *procuratio annonae* befand, dem Statthalter übergeordnet gewesen, hätte mithin zur Sicherstellung der *annona* u. a. einem Prokonsul Befehle erteilen, ihn womöglich zeitweise unmittelbar unter sein Kommando stellen können. Der Antrag wurde jedoch abgelehnt (Cic. a.a.O.), und was Pompeius durch die *lex Cornelia/Caecilia* tatsächlich bekam (s. o.), war ein *imperium 'aequum'*<sup>56</sup>. Zur Gewährleistung der praktischen Ausführung, über die es keine Quellen gibt, dürfte man

<sup>54</sup> Cic. *Fam.* 1,1,3; Dio Cass. 39,9,3.

<sup>55</sup> Erstmals für Pompeius die *lex Gabinia* 67 v.Chr. mit drei Jahren (Vell. Pat. 2,31); dann 59 v.Chr. die *lex Vatinia* für Caesar mit fünf Jahren (Suet. *Aug.* 22; Dio Cass. 38,8,5).

<sup>56</sup> GELZER, *Pompeius* (wie A.41), 126 f.; SEAGER, *Pompey* (wie A.53), 111; H. PAVIS D'ESCURAC, *La préfecture de l'annone, service administratif impérial d'Auguste à Constantin* (Rome 1976), 12; DE MARTINO, *Storia* <sup>2</sup>III (wie A.26), 177; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 23.

in der *lex* bestimmt haben, daß kein Statthalter in seiner Provinz das Recht hatte, von Pompeius dort möglicherweise angeordnete Maßnahmen für die *procuratio annonae* zu verbieten oder zu behindern.

b) Ciceros Antrag für Brutus

Im Februar 43 v.Chr., in der spannungsgeladenen Situation nach dem Tode des Diktators Caesar, als die Auseinandersetzungen zwischen Caesarianern und 'Republikanern' in vollem Gange waren, legte Cicero dem Senat den folgenden Antrag<sup>57</sup> vor (Cic. *Phil.* 10,26):

- *utique Q. Caepio Brutus pro consule provinciam Macedonia, Illyricum cunctamque Graeciam tueatur, defendat, custodiat incolumemque conservet*
- *eique exercitui, quem ipse constituit, comparavit praesit*
- *pecuniamque ad rem militarem, si qua opus sit, quae publica sit et exigi possit, utatur, exigat*
- *pecuniasque, a quibus videatur, ad rem militarem mutuas sumat*
- *frumentumque imperet*
- *operamque det, ut cum suis copiis quam proxime Italiam sit.*

Der Antrag, der erfolgreich war (Cic. *ad Brut.* 2,3,5 und 4,4; *Phil.* 11,26 und 30; Dio Cass. 47,22,2), legalisierte zum einen die 'private' Heeresbildung des Brutus, erteilte zum anderen dem Prokonsul einen auf Macedonia, Illyricum, Graecia bezogenen, gegen die Caesarianer gerichteten Schutzauftrag, der wohl durch Abschreckung wirken sollte; ein direkter Kampfauftrag schien nicht notwendig zu sein, da in diesem Bereich derzeit keine Kampfhandlungen stattfanden. Man könnte daher auch sagen: der Prokonsul Brutus, der als (*praetor*) *pro consule* formell Statthalter der Provinz Creta war und blieb, hat in Gestalt des Schutzauftrages für diese Gebiete eine zusätzliche *provincia* erhalten. Er ist aber nachweislich nicht, mit *imperium 'maius'*, Statthalter oder gar 'Oberstatthalter' in

<sup>57</sup> GIRARDET, "Rechtsstatus" (wie A.47), 212-217.

dem genannten Gebiet geworden<sup>58</sup>. Dort, jenseits der Adria, amtierten derzeit Q. Hortensius als Prokonsul in Macedonia und der Prokonsul P. Vatinius in Illyricum; Graecia stand nur teilweise unter *imperium* des Statthalters von Macedonia. Durch den Schutzauftrag des Prokonsuls Brutus waren sie in ihrer normalen statthalterlichen Amtsführung allenfalls insofern betroffen, als sie Brutus, ohne seinem *imperium* unterstellt zu sein, situationsbedingt die *ad rem militarem* notwendigen Ressourcen an öffentlichen Finanzmitteln und an Grundnahrungsmitteln zur Verfügung stellen bzw. ihn an der Requirierung (vgl. *sumat, imperet*) dieser Mittel nicht hindern sollten.

c) Der Antrag für Cassius

Wohl ebenfalls noch im Februar 43 v.Chr. stellte Cicero im Senat den Antrag<sup>59</sup>, Cassius, derzeit als (*praetor*) *pro consule* der Statthalter von Cyrene, solle außerdem förmlich Statthalter von Syria werden und als solcher Krieg gegen den Caesarianer P. Cornelius Dolabella führen (Cic. *Phil.* 11,30 f.; hier auch das folgende); Cassius sollte also, anders als Brutus, einen regulären Kampfauftrag erhalten. Des weiteren sollte bestimmt werden (*senatui placere*):

— *eius belli* (sc. gegen P. Dolabella) *gerendi causa, quibus ei videatur, naves, nautas, pecuniam ceteraque, quae ad id bellum gerendum pertineant, ut imperandi in Syria, Asia, Bithynia, Ponto ius potestatemque habeat;*

— *utique, quaecumque in provinciam eius belli gerendi causa advenerit, ibi maius imperium C. Cassi pro consule sit, quam eius erit, qui eam provinciam tum optinebit, cum C. Cassius pro consule in eam provinciam venerit.*

Cicero handelte sich mit diesem Antrag den Vorwurf ein, *Cassio... sententia mea dominatum et principatum dari* (Cic. *Phil.* 11,36). Der Antrag wurde abgelehnt (Cic. *Fam.* 12,7,1 an

<sup>58</sup> So aber praktisch die gesamte Forschung: Hinweise ebd. 214 mit A.43. Weiterhin jetzt auch wieder KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 195.

<sup>59</sup> Ebd. 218-222. Dort auch zur bisherigen Forschung und zu den Quellen.

Cassius; 12,14,4; *ad Brut.* 2,4,2)<sup>60</sup>. Dennoch verdient der Text im Blick auf spätere vergleichbare Situationen unsere ganze Aufmerksamkeit. Denn es handelt sich um das einzige aus der Antike erhaltene Dokument, dem wir in authentischem Wortlaut die politischen und rechtlichen Begründungszusammenhänge für ein *imperium 'maius'* entnehmen können; alle anderen Erwähnungen eines *imperium 'maius'* in anderen Quellen sind verkürzende, z.T. womöglich auch verfälschende, Zusammenfassungen entsprechender Entscheidungsprozesse. Als erstes möchte ich deshalb festhalten, daß hier weder ein *imperium proconsulare 'maius'* noch überhaupt ein *imperium* vergeben werden sollte: Cassius war (wie Brutus) bereits legal Prokonsul, und als solcher besaß er *imperium consulare militiae*. Was ihm übertragen werden sollte, war einerseits zusätzlich zu seiner ursprünglichen Provinz Cyrene die Verwaltung der Provinz Syria, andererseits aber die *provincia* 'Krieg gegen Dolabella', also, im Unterschied zur *provincia* des Brutus, ein reiner Kampfauftrag gegen einen mit Waffengewalt vorgehenden Feind (Dolabella). Zur Erfüllung des Auftrags würde er u. U. die Grenzen seiner neuen Provinz Syria verlassen, in die Provinzen anderer Statthalter einmarschieren und hier sein *imperium* zur Anwendung bringen müssen. Für diesen Ausnahme- und Eventualfall galt es, rechtliche Hindernisse zu beseitigen. Nach geltendem Recht nämlich besaß jeder Statthalter unabhängig von der Stufe seines *imperium* — sei es ein *praetorium* oder ein *consulare imperium* — in der ihm zugeteilten Provinz gleichsam das *summum imperium*<sup>61</sup>. Außer mit Ermächtigung durch den Senat hatte kein anderer Imperiumsträger das Recht<sup>62</sup>, in die Provinz eines

<sup>60</sup> Ebd. 219, 222. — Abgelehnt wurde der Antrag aber nicht wegen des Vorwurfs, sondern wegen der Ambitionen des Konsuls C. Vibius Pansa. — Auch in diesem Falle bleibt KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 105, bei der alten Meinung, das *imperium* sei tatsächlich vergeben worden.

<sup>61</sup> Vgl. für die spätere Kaiserzeit Ulp. 1,16,8: *maius imperium in ea provincia habet* (sc. *proconsul*) *omnibus post principem*; 1,18,4: *praeses provinciae maius imperium in ea provincia habet omnibus post principem*.

<sup>62</sup> Nach den *leges Cornelia* (Sulla 81/80 v. Chr.) und *Iulia* (Caesar 59 v. Chr.). Wichtigster Text Cic. *Pis.* 50: *exire de provincia, educere exercitum, bellum*

anderen einzugreifen und gar dem Statthalter Befehle zu erteilen, also auch nicht einmal beispielsweise ein Prokonsul einem Praetor, obwohl sein *imperium consulare* prinzipiell bezüglich eines *praetorium imperium* als *maius* galt<sup>63</sup>. Auch ein Konsul durfte das nicht kraft eigenen 'höheren' Rechts, sondern nur mit SC.

Genau dies nun, jedoch nur streng nach Maßgabe der *provincia* 'Krieg gegen Dolabella' (zweimal *eius belli gerendi causa*, einmal *ad id bellum gerendum*) und somit zeitlich und räumlich begrenzt, sollte dem Prokonsul Cassius durch SC gestattet werden: er sollte die Grenzen seiner Provinz Syria verlassen dürfen, ihm sollten *ius/potestas imperandi* bezüglich aller kriegswichtigen Ressourcen (*naves, nautae, pecunia ceteraque, quae ad id bellum gerendum pertineant*) im definierten territorialen Bereich erteilt werden. Der Senat sollte zu diesem militärischen Zweck das dem Prokonsul bereits eigene *imperium consulare* privilegieren: Cassius sollte eine den in den genannten Provinzen amtierenden Promagistraten übergeordnete Befehlsgewalt haben — sein *imperium* sollte '*maius*' sein. In Asia stand derzeit ein Propraetor (P. Cornelius Lentulus Spinther), in Bithynia/Pontus wahrscheinlich ein Prokonsul (L. Tillius Cimber)<sup>64</sup>, und diese wären also, wenn Cassius sich wegen der Kriegführung in ihre Provinz begeben würde, der Kommandogewalt des Prokonsuls unterstellt gewesen.

Für die Bedeutung der Rechtsfigur eines *imperium 'maius'* ergibt sich aus alledem, daß hier kein neuer Typus von *imperium* oder gar ein neues Amt geschaffen worden ist; sondern es ging um ein an ein Senatsvotum gebundenes, zeitlich und räumlich durch die Ausnahmesituation der spezifischen *provincia* begrenztes Privileg: der Prokonsul Cassius wäre durch das

*sua sponte gerere, in regnum iniussu populi Romani aut senatus accedere, quae plurimae leges veteres, tum lex Cornelia maiestatis, Iulia de pecuniis repetundis planissime vetat.*

<sup>63</sup> Cic. Att. 9,9,3.

<sup>64</sup> Die Amtsträger: GIRARDET, "Rechtsstatus" (wie A.47), 212 und 220 f. Vielleicht hatte Cicero sogar an eine Überordnung des militärisch höchst erfahrenen Cassius über den Prokonsul Brutus gedacht, ebd. 221 f.

Privileg nicht zum dauerhaften Träger eines allen Prokonsuln im Reich vorgesetzten oder übergeordneten Prokonsulats geworden<sup>65</sup>. Mit dem Ende der Ausnahmesituation wäre auch das Privileg beendet gewesen. Dieses Verständnis von *imperium 'maius'* soll Grundlage und Ausgangspunkt der weiteren Untersuchung sein.

### III. Augustus mit *imperium 'maius'*? Die Regelungen der Jahre 27 und 23 v. Chr.

Es besteht, wie bereits erwähnt, ein durch die Autorität von R. Syme gestützter Forschungskonsens dahingehend, daß Augustus im Jahre 27 oder im Jahre 23 v. Chr. ein oder 'das' *imperium (proconsulare) 'maius'* erhalten habe<sup>66</sup>. Desgleichen ist die Vorstellung allgemein verbreitet, Augustus habe in seinen *Res gestae* die alles entscheidende Machtgrundlage seines Prinzipats, nämlich eben dieses *imperium (proconsulare) 'maius'*, verschwiegen<sup>67</sup>. Bei soviel Einmütigkeit wagt man kaum zu widersprechen. Es ist aber notwendig. Die Lösungen, die ich anbieten möchte, haben den Vorteil, daß sie ohne theoretische Konstruktionen auskommen und daß sie in sich widerspruchsfrei sein dürften.

<sup>65</sup> Für die Ablehnung des Antrags war denn auch nicht die Furcht vor *dominatus/principatus* maßgebend, sondern die Ambitionen des amtierenden Konsuls C. Pansa: ebd. 222.

<sup>66</sup> Siehe die in A.28 genannte Literatur. Dazu auch W. DAHLHEIM, *Geschichte der römischen Kaiserzeit* (München 21989), 8 f., 10 (Kumulation von Konsulat und Prokonsulat), 179, 289.

<sup>67</sup> So z.B. SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 337, 523; DERS., *Rez. Siber*, in SCHMITTHENNER, *Augustus* (A.6), 167; GRANT, *Imperium* (wie A.26), 418; WICKERT, "Princeps" (wie A.28), 2069 f., 2273; W. KUNKEL, "Über das Wesen des augusteischen Prinzipats" (1961), in SCHMITTHENNER, *Augustus* (wie A.6), 329 f.; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 87 f. A.32; J.-M. RODDAZ, *Marcus Agrippa* (Rome 1984), 359; K. BRINGMANN, in *Chiron* 7 (1977), 236 A.89; HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 12 f.; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 25; W.K. LACEY, *Augustus and the Principate. The Evolution of the System* (Leeds 1996), 73, 124.

Für Augustus gab es schlicht und einfach nichts zu verschweigen: sein *imperium* war weder *proconsulare* noch *'maius'*, und aus der historischen Tatsache, daß er seit Januar 43 v.Chr. (*Mon. Anc.* 1) bis zur Abfassung der *Res gestae* gegen Ende seines Lebens mit Zustimmung des Senates und Volkes von Rom ununterbrochen — d.h. ohne jemals wieder *privatus* geworden zu sein<sup>68</sup> —, *imperium* besessen hat, wenn auch in wechselnden Formen (erst *praetorium*, dann *consulare* als Konsul, danach *consulare* als Triumvir, seit 31 v.Chr. erneut als Konsul und schließlich *consulare* seit 23 v.Chr. als privilegierter Pro-Magistrat), hat er im ganzen Text seines Leistungsberichts<sup>69</sup> nicht den geringsten Hehl gemacht. Und sogar in der viel diskutierten Selbstaussage über seine Stellung in der *res publica* seit 28/27 v.Chr. (*Mon.Anc.* 34), er habe, obwohl bis dahin "mit Zustimmung aller im Besitz der Macht über alles" — *per consensum universorum* [potens<sup>70</sup> reru]m om[n]ium —, die *res publica* freiwillig in die Verfügungsgewalt von Senat und Volk von Rom übergeführt und seither, mit bisher noch nie dagewesenen Ehren ausgestattet, alle an *auctoritas* überragt, doch an *potestas* nicht mehr besessen als seine jeweiligen Magistratskollegen: selbst in dieser Aussage liegt keinerlei Verschweigen oder Verschleiern<sup>71</sup>.

<sup>68</sup> U.a. gegen MEYER, *Römischer Staat* (wie A.28), 364 f. ("In streng staatsrechtlichem Sinn war der Kaiser also privatus"); M. PANI, "Principe e magistrato a Roma fra pubblico e privato", in AA. VV., *Epigrafia e territorio. Politica e società* (Bari 1987), 197-213; auch KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 107, 174 f., 238 hält an der Ansicht fest, der Imperator Caesar sei im Januar 27 v.Chr. durch die sog. Rückgabe der *res publica* zum *privatus* geworden. — Zu 23 v.Chr. s. u. Teil III 1 b.

<sup>69</sup> Vgl. HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 14 ff. und die Hinweise von KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 174; Z. YAVETZ, "The *Res Gestae* and Augustus' Public Image", in *Caesar Augustus. Seven Aspects* (wie A.2), 9 ff.; PABST, *Comitia Imperii* (wie A.28), 106.

<sup>70</sup> So die plausible, in jeder Hinsicht befriedigende, von R. Kassel angeregte Konjekture; dazu GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 105 mit A.91.

<sup>71</sup> Ebd. 108 mit A.108. Siehe jedoch SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 523 zu *Mon.Anc.* 34: "most masterly... — and most misleading". — Etwas anderes ist die 'Außenansicht', wie sie z.B. in der Inschrift von Narbonne durch die *plebs Narbonensium* zum Ausdruck gebracht wurde (*CIL* XII 4333). Hier

## 1) Zu den Regelungen

## a) im Jahre 27 v.Chr.

Der ebenso berühmte wie in den Einzelheiten umstrittene, sich über mehrere Tage erstreckende 'Staatsakt' vom Januar 27 v.Chr. hat, nach dem Ende des Triumvirats 33 v.Chr. und der Bürgerkriege 30/29 v.Chr., für die Zeitgenossen eine Klärung der Rechtsstellung des Imperator Caesar/Augustus gebracht<sup>72</sup>. Zusammen mit Agrippa war der *divi filius* in diesem Jahre Konsul (cos. VII). In dieser Eigenschaft und somit im Besitz von *imperium consulare*, erhielt er, entgegen der Annahme des größten Teils der Forschung, kein zusätzliches *imperium*. Sondern ihm als magistratischem Inhaber des *imperium consulare* und der entsprechenden *auspicia* für das Handeln *domi* und *militiae* wurden, wie es ausdrücklich bezeugt ist (Dio Cass. 53,12,1 ff.), durch SC und *lex de provincial/provinciis* — also formal 'republikanisch' durch Senat und Volk von Rom<sup>73</sup> — als *provincia consularis* die Provinzen Gallien, Spanien, Syrien, Ägypten zugewiesen; darüber hinaus erhielt er das Recht, sein dem Amt des Konsuls inhärentes *imperium militiae* dort für zehn Jahre, also bis Ende 18 v.Chr., persönlich oder durch den Einsatz von *legati pro praetore* auszuüben, die somit unter seinen *auspicia* standen<sup>74</sup>. Die nicht Augustus zugesprochenen

heißt es zum Geburtstag des Augustus (23. September): *qua die eum saeculi felicitas orbi terrarum rectorem edidit* (Z. 14-16); zum 7. Januar (43 v.Chr.): *qua die primum imperium orbis terrarum auspicatus est* (Z. 23-25).

<sup>72</sup> Siehe z.B. HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 18 ff.; F. MILLAR, "The Emperor, the Senate and the Provinces", in *JRS* 56 (1966), 156-166; DERS., "State and Subject: The Impact of Monarchy", in *Caesar Augustus. Seven Aspects* (wie A.2), 37-60, hier 45 ff.; GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 106-108. Vgl. demgegenüber BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 25 f., 86 ff.; DERS., "Imperium" (wie A.28), 128 f.; DERS., *Augustus* (wie A.4), 324 ff. mit 724 ff.; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 83 ff.

<sup>73</sup> Vgl. dazu C.J. SIMPSON, "Reddita Omnis Provincia. Ratification by the People in January, 27 B.C.", in *Studies in Latin Literature and Roman History* VII, ed. by C. DEROUX (Brüssels 1994), 297-309; J.W. RICH — J.H.C. WILLIAMS, "Leges et Iura P.R. restituit: A New Aureus of Octavian and the Settlement of 28-27 BC", in *NumChron* 159 (1999), 169-213 (mit Taf. 20 und 21).

<sup>74</sup> Ein (kleiner dimensionierter) Präzedenzfall war der Konsul (II und III) Pompeius 55 und 52 v.Chr.: GIRARDET, "Pompeius" (wie A.36), 185-188.

Provinzen (derzeit Sardinia/Corsica, Sicilia, Africa, Achaëa, Macedonia, Dalmatia, Asia, Bithynia/Pontus, Creta mit Cyrene) kamen als *provinciae populi Romani* unter das Regiment von Prokonsuln praetorischen bzw. (für Africa und Asia) konsularischen Ranges, also von ehemaligen Magistraten (*privati*), und diese erhielten, wahrscheinlich durch die in ihre alten Rechte wieder eingesetzten *comitia centuriata/tributa*, für ihre Aufgaben *imperium* und *auspicium*<sup>75</sup>; über die Verteilung der *provinciae* an die *privati cum imperio* konnte dann der Senat Jahr für Jahr mit dem Losverfahren (*sortitio*) entscheiden<sup>76</sup>.

Weder die direkten Aussagen der Quellen zu diesem Vorgang noch die rechtlichen und historischen Voraussetzungen bieten somit auch nur den geringsten Anlaß, eine Kumulation von — angeblich nur noch rein zivilem — *imperium consulare*

<sup>75</sup> Suet. *Aug.* 40,2: *comitorum quoque pristinum ius reduxit*; Dio Cass. 53,21,6 f. Dazu zuletzt RICH — WILLIAMS (wie A.73), 200 f. — Nach meiner Kenntnis berichtet keine einzige antike Quelle darüber, wie diese Promagistrate, die *privati cum imperio* waren, das Amt erhielten. Vgl. aber Strab. 3,4,20, p.166; sodann vor allem 17,3,25, p.840, wo die vom Senat durch *sortitio* verteilten Provinzen als solche "des Volkes" bezeichnet werden und wo gesagt ist, daß "das Volk" die Prokonsuln "entsendet"; Tac. *Ann.* 13,4,2: *provinciae publicae*; auch Cassius Dio bezeichnet diese noch als Provinzen "des Volkes": Dio Cass. 53,14,5 und 15,1; 55,28,1. Ich habe aus diesen Stellen den Schluß gezogen, daß es das 'Volk' ist, das die Prokonsuln durch Wahl ins Amt bringt. Das Problem bedürfte einer genaueren Untersuchung, bei der man in jedem Falle scharf zwischen Vergabe des *imperium* und Vergabe der *provincia* als zwei verschiedenen Akten unterscheiden muß. — Es sind auch Prokonsuln ohne *auspicia* bezeugt; dazu unten 209 ff. — Zu *imperium/auspicium* vgl. A. KEAVENEY, "Sulla Augur. Coins and Curiate Law", in *AJAH* 7 (1982), 150-171, bes. 158 ff. und Appendix: "The *lex curiata de imperio*, the auspices and the religious ceremonial of the consul", 161-164.

<sup>76</sup> Zur 'Provinzenteilung' 27 v.Chr.: Strab. 3,4,20, p.166 und 17,3,25, p.840; Dio Cass. 53,12; vgl. Suet. *Aug.* 47. Darüber siehe zuletzt MILLAR, "Senatorial' Provinces" (wie A.2), *passim*; Kommentar zu Cassius Dio von J.W. RICH (Ed.), *Cassius Dio. The Augustan Settlement (Roman History 53-55, 9)* (Warminster 1990), 140 ff. — Das Bild der Provinzenverwaltung: Dio Cass. 53,13 ff.; dazu RICH, a.a.O., 143 ff. — Rolle des Senates: R.J.A. TALBERT, *The Senate of Imperial Rome* (Princeton 1984), 392 ff. — Zur *sortitio*: MOMMSEN, *StR* (wie A.15), II 1, 249 ff.; B.E. THOMASSON, *Die Statthalter der römischen Provinzen Nordafrikas von Augustus bis Diocletianus I* (Lund 1960), 16 ff.; TALBERT, a.a.O., 207 f., 348 ff.; RICH, a.a.O. — Zum Problem von *imperium* und *auspicia* der Prokonsuln s. u. 209 ff.

und — militärischem — *imperium 'proconsulare'* zu konstruieren<sup>77</sup>, geschweige denn das *imperium* des Augustus für '*maius*' in Bezug auf die Kommandogewalt anderer Amtsträger *militiae*, der Prokonsuln, zu erklären. Indessen besaß der *princeps*, solange er Konsul war, wie jeder andere Konsul selbstverständlich das traditionelle Recht<sup>78</sup>, nach Maßgabe der politischen Umstände im Zusammenwirken mit dem Senat bzw. durch *senatus consultum* ermächtigt<sup>79</sup> zum einen jede Provinz zu betreten und hier nötigenfalls *imperium (consulare)* auszuüben<sup>80</sup>, zum anderen beispielsweise brieflich durch das 'Medium' der Statthalter den Provinzialen (oder auch den Statthaltern selber) Weisungen zu erteilen. Dies dokumentiert u. a. die Inschrift von Kyme mit einem Edikt der beiden Konsuln Augustus und Agrippa aus dem Jahre 27 v.Chr.<sup>81</sup> Adressaten

<sup>77</sup> Auch kein *imperium extraordinarium* für Augustus (so aber BLEICKEN, *Augustus* [wie A.4], 328; vgl. 544!); ebenfalls kein *proconsulare imperium*, gar noch Kumulation von 10 *imperia* (so aber BLEICKEN, *Augustus* [wie A. 4], 326).

<sup>78</sup> Vgl. KUNKEL/WITTMANN (wie A.29), 311-318, 379 ff.

<sup>79</sup> Zur Rolle des Senates seit 27 v.Chr., die doch viel bedeutender gewesen sein dürfte, als dies nach den zumeist späten Quellenzeugnissen erscheint, siehe F. MILLAR, *The Emperor in the Roman World* (London <sup>2</sup>1992), 341 ff.; TALBERT, *Senate* (wie A.76), z.B. 163 ff., 392-407; DERS., "Augustus and the Senate", in *Greece and Rome* 31 (1984), 55-63; P.A. BRUNT, "The Role of the Senate in the Augustan Regime", in *CQ* 34 (1984), 423-444.

<sup>80</sup> Siehe nur Cic. *Att.* 8,15,3: ... *cum imperio sunt... ipsi consules, quibus more maiorum concessum est vel omnes adire provincias*; wichtig dazu O. KARLOWA, "Intra pomerium und extra pomerium", in *Festgabe der juristischen Fakultät der Universität Heidelberg* (Heidelberg 1896), 82 f. — Cic. *Phil.* 4,9: *Omnnes... in consulis iure et imperio debent esse provinciae*, sc. selbstverständlich zusammen mit dem Senat.

<sup>81</sup> *Inschriften griechischer Städte aus Kleinasien*, Bd. 5: *Die Inschriften von Kyme*, hrsg. von H. ENGELMANN (Bonn 1976), Nr. 17; V. EHRENBERG/A.H.M. JONES, *Documents illustrating the Reigns of Augustus and Tiberius* (Oxford <sup>2</sup>1955), im folgenden: EJ, Nr. 365; R.K. SHERK, *Roman Documents from the Greek East* (Baltimore 1969), Nr.61 (313 ff.). — Dazu der Kommentar von SHERK, 315 ff., bes. 317 f., sowie MILLAR, "State and Subject" (wie A.72), 51 f., und jetzt A. GIOVANNINI, "Les pouvoirs d'Auguste de 27 à 23 av. J.-C. Une relecture de l'ordonnance de Kymè de l'an 27 (*IK* 5, n° 17)", in *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 124 (1999), 95-106, bes. 105 f. — Ältere Beispiele für Briefe von Konsuln mit SC an Prokonsuln im Auftrag des Senats, verbunden mit der Aufforderung, das jeweilige SC zu vollziehen: SHERK, *Documents*, Nr. 21,1 und 13

des Ediktes sind nicht die Prokonsuln, sondern die Städte und allgemein die Einwohnerschaft aller Provinzen (Z.4 und 7 f.). Und wenn im lateinischen Teil der Inschrift der Prokonsul [L.?] Vinicius von Asia das Edikt (Z.14 f.) ein *iussum Augusti Caesaris* nennt (und dabei Agrippa 'vergift'), so bezieht sich auch dieser Ausdruck nicht auf den Prokonsul, sondern auf die Provinzialen (bzw. die Magistrate von Kyme), denen etwas 'befohlen' wird. Hinweise auf andere Edikte und Briefe des Augustus aus den Jahren seit 27 v.Chr. bis an das Ende seiner Regierungszeit 14 n.Chr. wird man ebenfalls in diesem Sinne verstehen dürfen<sup>82</sup>: sie waren keine aus eigener Machtvollkommenheit des Prinzeps formulierten Befehle an Prokonsuln; sie waren vielmehr, auch wenn dies nicht eigens hervorgehoben wurde (bzw. nicht überliefert ist), jeweils das Ergebnis von Beratungen mit dem Senat, waren formell als im Auftrag des Senates erfolgende Verlautbarungen abgefaßt<sup>83</sup>, und sie haben, wenn Augustus Konsul war, auch den Mitkonsul des Prinzeps genannt.

Mit *imperium 'maius'* gegenüber den Prokonsuln haben solche Maßnahmen und Verfahrensweisen nichts zu tun, es sei

ff. (vgl. Nr. 20 col. I A 1 ff., II E 4 f.: die Konsuln Sulla und Q. Caecilius Metellus Pius 80 v.Chr.); Nr. 22,14 ff. (28 ff.); Nr. 38,11 ff.

<sup>82</sup> Siehe z. B. *SEG* 41 (1991), Nr. 971 von 23/21 v.Chr.; dazu G. ALFÖLDY, "Epigraphische Notizen aus Kleinasien I. Ein beneficium des Augustus in Ephesos", in *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 87 (1991), 157-162 (Inschrift des Prokonsuls Sext. Appuleius 23/21 v.Chr.), hier 160-162 Hinweise auf weitere Quellen und auf den politischen Kontext der Restituierungsmaßnahmen des Augustus. — *EJ* Nr. 317, 18 f.: im Brief eines Prokonsuls der augusteischen Zeit ist ein Brief des Konsuls Augustus 26 v.Chr. an Chios erwähnt, sicher formal in der gleichen Weise mit Hinweis auf SC im Begleitschreiben und Nennung des Mitkonsuls. — An einen *legatus*: *Ann.Épigr.* 1976, Nr.653; *SEG* 26 (1976/77), Nr.1392. — Zum Problem von Anweisungen (*mandata*) an Prokonsuln seit Augustus (gemäß Dio Cass. 53,15,4 f.) MILLAR, "State and Subject" (wie A.72), 47 ff.; V. MAROTTA, *Mandata Principum* (Torino 1991), 60 ff., 81 ff., 94 (hier allerdings mit A.66 im Banne der These vom *imperium 'maius'* des Augustus).

<sup>83</sup> Vgl. zu dieser Praxis auch die Inschrift V von Kyrene aus dem Jahre 4 v.Chr., unten 207 ff. Ferner aus dem Jahre 7 n.Chr. das Fragment eines SC, welches die amtierenden Konsuln beauftragt, 'zu schreiben' (an wen, läßt sich leider nicht sagen): *Inscr.Ital.* X 1 Nr. 64.

denn, man interpretierte — entgegen dem ursprünglichen Verständnis von *imperium 'maius'* als übergeordnete Befehls-ebene<sup>84</sup> — die traditionellen konsularischen Prärogativen in diesem Sinne<sup>85</sup>. Jedoch: der Unterschied zwischen dem Prinzeps als Konsul und den Prokonsuln lag nicht in der Natur ihres *imperium* begründet: beide hatten *militiae* das *imperium consulare*. Entscheidend war, daß Augustus, der seine militärischen *provinciae* als ein *magistratus* kommandierte (teils persönlich, teils durch *legati*), jederzeit, solange er *magistratus* war und als solcher *imperium domi* besaß, das Recht und die Möglichkeit hatte, durch Anwendung der nur *domi* bzw. *intra pomerium* wirksamen konsularischen Prärogativen zusammen mit dem Senat überall im Reich auch mit Weisungen an Prokonsuln einzugreifen. Die Prokonsuln hingegen waren ausnahmslos *privati cum imperio (consulari)* mit zeitlich und räumlich eng begrenztem Wirkungsfeld (*provincia*)<sup>86</sup>, und *domi* waren sie nicht handlungsfähig, da sie — anders als der *magistratus* Augustus — bei Überschreiten des *pomerium* entsprechend der bekannten Verfassungsregel (Cic. *Fam.* 1,9,25) auf der Stelle ihr *imperium* verloren hätten.

b) im Jahre 23 v. Chr.

An der geschilderten Situation hat sich bis 23 v. Chr. nichts geändert: Augustus war — ziemlich unrepublikanisch — Jahr für Jahr Konsul (cos. VIII-XI), also *magistratus* mit *imperium consulare* sowohl *domi* als auch *militiae*. Um die Mitte des Jahres aber legte er das Konsulat nieder. Er tat dies sicherheitshalber *extra pomerium* (Dio Cass. 53,32,3) — sonst wären sein für den Besitz der *provincia/provinciae* entscheidendes *imperium*

<sup>84</sup> S. o. Teil II 3 a und c zu den (gescheiterten) Anträgen von 57 und 43 v. Chr.

<sup>85</sup> So etwa (unter Hinweis auf Last 160) P.A. BRUNT, "Roman Constitutional Problems" (Rez. zu A.H.M. JONES, *Studies in Roman Government and Law* [Oxford 1960]), in *CR* 12 (1962), 70-73, hier 70 f. Ähnlich für die Neuregelung des Jahres 23 v. Chr. (dazu unten b) BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 352.

<sup>86</sup> Zu der Frage, ob die Prokonsuln für ihre Amtsführung (u.a. auch Kriegsführung) die *auspicia* besaßen, s. u. 209 ff.

*militiae* und seine *auspicia* erloschen<sup>87</sup>. Auf die rechtliche Qualität seines *imperium* über die ihm 27 v.Chr. für zehn Jahre (bis Ende 18 v.Chr.) durch SC und Gesetz zugewiesenen *provinciae* hatte dieser Schritt daher keinerlei Einfluß<sup>88</sup>: es war und blieb das *imperium consulare*, das er jetzt *militiae* nur nicht mehr als *magistratus*, sondern *ex consulatu/magistratu* und *pro magistratu* innehatte<sup>89</sup>. Damit war Augustus ein Prokonsul. Das hätte man indessen bis vor kurzem nur als eine — plausible — Vermutung äußern können. Doch inzwischen liegt, nach dem überraschenden Neufund (1999) einer Bronzetafel mit zwei Verfügungen des Augustus aus dem Jahre 15 v.Chr., zum ersten Male der dokumentarische Beweis dafür vor, daß der *princeps* nicht nur Prokonsul war, sondern auch den Titel *proconsul* geführt hat. Die Inschrift lautet folgendermaßen<sup>90</sup>:

*Imp(erator) Caesar divi fil(ius) Aug(ustus) trib(unicia) pot(estate) VIII{I} et pro co(n)s(ule) dicit:*

<sup>87</sup> GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 116 mit A.133 und 134.

<sup>88</sup> Dies und das Folgende bei GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 109 f., 116-118. Vgl. demgegenüber z.B. WICKERT, "Principes" (wie A.28), 2270-2278; DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 179-192; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 26, 93 ff.; DERS., "Imperium" (wie A.28), 130 f.; DERS., *Augustus* (wie A.4), 345-354 (bes. 352 f.) mit 728 ff. — Wichtig wiederum und weiterhin die Ausführungen von PELHAM, "'Imperium' of Augustus" (wie A.30), bes. 36-45.

<sup>89</sup> Zu *ex consulatu/magistratu* = auf der Rechtsgrundlage des Konsulats/der Magistratur (und nicht zeitlich 'nach') siehe GIOVANNINI, *Consulare Imperium* (wie A.32), 79 ff. — EDER, "Augustan Principate" (wie A.29), 110 f. mit der Ansicht, Augustus sei durch die Niederlegung des Konsulats 23 v.Chr. ein *privatus* geworden. Doch auch der (prorogierte) Promagistrat ist ein Magistrat: MOMMSEN, *StR* (wie A.15), II 243; GIOVANNINI, *Consulare Imperium* (wie A.32), 31-56.

<sup>90</sup> Erstveröffentlichung, allerdings mit fehlerhaftem Text, von J.A. BALBOA DE PAZ, "Un edicto del emperador Augusto hallado en El Bierco", in *Estudios Bercianos* 25 (Nov. 1999), 45-53. — G. Alföldy hat mir liebenswürdigerweise das Manuskript seines großen, mit korrigiertem Text arbeitenden Aufsatzes zugeschickt, der inzwischen in *ZPE* 131 (2000), 177-205, erschienen ist. Ich zitiere den von ihm hergestellten Text. — Vgl. die Bemerkung des Cassius Dio (53,17,4), die *principes* hätten sich seit Augustus bei Aufenthalten *extra pomerium* als ἀθύρατοι bezeichnet.

*Castellanos Paemeiobrigenses ex gente Susarrorum desciscentibus ceteris permansisse in officio cognovi ex omnibus legatis meis, qui Transduriana provinciae prae fuerunt, itaque eos universos immunitate perpetua dono, quosq(ue) agros et quibus finibus possederunt Lucio Sestio Quirinale leg(ato) meo eam provinciam optinente{m}, eos agros sine controversia possidere iubeo.*

*Castellanis Paemeiobrigensibus ex gente Susarrorum, quibus ante ea immunitatem omnium rerum dederam, eorum loco restituo castellanos Aiiobrigiaecinos ex gente Gigurrorum volente ipsa civitate eosque castellanos Aiiobrigiaecinos omne (sic) munere fungi iubeo cum Susarris.*

*Actum Narbone Martio*

*XVI et XV K(alendas) Martias M(arco) Druso Libone Lucio Calpurnio Pisone co(n)s(ulibus).*

Seit Mitte 23 v. Chr. also war Augustus Prokonsul. Er wurde nach dem Rücktritt vom Konsulat allerdings mit Privilegien ausgestattet, die ihm eine allen anderen Prokonsuln überlegene Rechtsposition garantierten. Der durch die Niederlegung des Konsulats eingetretene Verlust von konsularischen Rechten und Möglichkeiten der Einflußnahme *domi* wurde nämlich u. a. in der Weise ausgeglichen, daß er durch SC das Privileg erhielt (Dio Cass. 53,32,5), wie ein Konsul das *pomerium* zu überschreiten, ohne — im Gegensatz zum Prokonsul — die *auspicia* und das *imperium militiae* zu verlieren. Das eröffnete ihm einerseits die Möglichkeit, durch Einsatz anderer Privilegien — wie der 23 v. Chr. verliehenen *tribunicia potestas*, des *ius primae relationis* und des konsularischen *imperium domi* u. a. für die Einberufung und Leitung des Senates zu jeder ihm

genehmen Zeit — *intra pomerium* politisch zu handeln<sup>91</sup>. Andererseits aber bedeutete das Pomerium-Privileg nicht mehr und nicht weniger, als daß die zeitliche Dauer seines *imperium consulare militiae* in sein Belieben gestellt, seine militärische Kommandogewalt (*auspicia* und *imperium*) folglich potentiell lebenslänglich war<sup>92</sup>. Die Liktores mußte er allerdings zunächst noch *extra pomerium* zurücklassen. Doch 19/18 v. Chr., nach der Rückkehr von seiner 'Inspektionsreise' durch östliche Provinzen (s. u. 203 ff.), erhielt er auf unbefristete Zeit das Privileg, auch *intra pomerium* zum Zeichen seiner vollen konsularischen Amtsgewalt *domi* in Begleitung der zwölf Liktores aufzutreten, und es war daher nur konsequent, wenn ihm jetzt auch noch das zusätzliche Privileg erteilt wurde, auf einer *sella curulis* zwischen den Konsuln zu sitzen (Dio Cass. 54,10,5). Offenbar verfügte Augustus also von diesem Jahre an, ohne Konsul zu sein, sozusagen *pro magistratu* zusammen mit den für die Handlungsfähigkeit *intra pomerium* unabdingbaren *auspicia*<sup>93</sup> auf Dauer — d.h. nur abhängig von seinem Willen,

<sup>91</sup> Ausgleich für Verluste im Bereich *domi*: das *ius primae relationis* im Senat (Dio Cass. 53,32,5; dazu C. NICOLET, "La *Tabula Siarensis*, la *lex de imperio Vespasiani*, et le *jus relationis* de l'empereur au Sénat", in *Mélanges d'Archéologie et d'Histoire de l'École Française de Rome* 100 [1988], 827-866, hier 833 ff.); die *tribunicia potestas* (*Mon.Anc.* 10,1 mit 6,2; Dio Cass., a.a.O.; darüber MOMMSEN, *StR* [wie A.15], II 2, 869 ff.; BÉRANGER, *Recherches* [wie A. 24], 96 ff.; DE MARTINO, *Storia* IV 1 [wie A. 26], 169 ff. und zuletzt LACEY, *Augustus* [wie A.67], 100-116, 154-158; vgl. auch HURLET, *Collègues* [wie A.28], 321 ff.); das konsularische Recht der Einberufung und Leitung des Senates zu jeder Zeit (also *imperium domi*): Dio Cass. 54,3,3 (berichtet zum Jahr 22 v. Chr.; PELHAM, "'Imperium' of Augustus" [wie A.30], 42 f.) und *Lex de imperio Vespasiani* II. — Zum Ganzen vgl. PELHAM, a.a.O., 37 ff.; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 104 ff.; RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 169 f., 176; E. NOË, *Commento storico a Cassio Dione LIII* (Como 1994), 228-230; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 351 ff. mit 729 und 730.

<sup>92</sup> Dies wird in der Forschung im allgemeinen nicht gesehen oder unterschätzt: so z.B. WICKERT, "Princeps" (wie A.28), 2271 (Befreiung von "lästigen Formalitäten" beim Überschreiten des Pomeriums); KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 105 f.; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 352 f.

<sup>93</sup> Vgl. dazu F. HURLET, "Le monopole dynastique du triomphe: un signe de la supériorité auspicielle de la *Domus Augusta*"; im Druck — ich danke dem Autor sehr herzlich für die Zusendung des Manuskriptes!

die Privilegien beizubehalten oder auf sie zu verzichten — über sämtliche Komponenten des konsularischen *imperium domi*<sup>94</sup>. Zur gleichen Zeit, so scheint es, wurde die seit dem Diktator Caesar beobachtbare, nur wenige Ausnahmen zeigende Praxis, den Konsuln keine außeritalische *provinciae* zu geben und auf diese Weise zu verhindern, daß sie ihr verfassungsmäßiges *imperium militiae* ausübten, auf Veranlassung des Augustus durch Gesetz zu geltendem Recht erhoben: fortan — und nicht schon seit Sulla — war das *imperium* der Konsuln tatsächlich rein zivil<sup>95</sup>, und nur noch Augustus selber war nunmehr der einzige Mensch in der römischen Welt, der legal sowohl *domi* als auch *militiae* das *summum imperium* innehatte<sup>96</sup>. Erst jetzt, nach 19/18 v.Chr., und mit der Feier des neuen Saeculums 17 v.Chr. begann der Prinzipat im eigentlichen Sinne<sup>97</sup>.

Doch der bloße Besitz des *imperium (consulare) militiae*, wie ihn die Neuregelung des Jahres 23 v.Chr. garantierte, sicherte noch nicht den dauerhaften Machterhalt: es gibt in der Zeit der Republik zahlreiche Beispiele für Promagistrate als Inhaber des *imperium militiae*, die, ohne *provincia*, praktisch machtlos *extra pomerium* stehend auf den Triumphbeschluß des Senates oder auf eine neue *provincia* warteten (z.B. L. Licinius Lucullus 66-63 v.Chr.; Q. Caecilius Metellus 'Creticus' 66/65-62 v.Chr.; Q. Marcius Rex 66/65-61 v.Chr. ohne Erfolg; Cn.

<sup>94</sup> Dazu GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 118-121. — Zudem hatte er offensichtlich auch konsularische Rechte für Regierungsakte *extra pomerium*, aber innerhalb Italiens erhalten: siehe nur EJ Nr.282 und 283.

<sup>95</sup> Zum wahrscheinlichen politisch-historischen Kontext des von Cassius Dio zum Jahre 27 v.Chr. mitgeteilten Gesetzes (Dio Cass. 53,14,2; vgl. Suet. *Aug.* 36,1) siehe GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 111-121, bes. 115 ff.

<sup>96</sup> Es bleibt allerdings zu erwägen, ob nicht später vielleicht Mitglieder der herrscherlichen *domus* — wie Drusus d. Ä. (cos. 9 v.Chr.: gleichzeitig mit Germanien als *provincia consularis*?), Tiberius (cos. II in 7 v.Chr.: mit *provincia consularis* Germanien?), C. Caesar (cos. I n.Chr.: gleichzeitig mit *provincia consularis* 'Stabilisierung der Ostgrenze?'), Germanicus (cos. I in 12 n.Chr.: mit *provincia consularis* Germanien? cos. II in 18 n.Chr.: mit *provincia consularis* 'Ostpolitik?') — von dieser Neuregelung dispensiert worden sind.

<sup>97</sup> GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 125 f.

Pompeius Magnus 62/61 v.Chr.; C. Pomptinus 59-54 v.Chr.; M. Tullius Cicero 49-46 v.Chr. ohne Triumph). Deshalb kam es für Augustus noch darauf an, seine *provincial/provinciae* und damit faktisch die Verfügungsgewalt über den größten Teil des römischen Militärpotentials zu verlängern, die wegen des Gesetzes von 27 v.Chr. nach zehn Jahren automatisch mit Ablauf des Jahres 18 v.Chr. zu Ende sein würde: genau dies, die Prorogation der *provincial/provinciae* — nicht aber eine solche des *imperium*, die ja durch das Pomerium-Privileg nicht mehr notwendig war<sup>98</sup> — ist im Jahre 18 v.Chr. für fünf Jahre ab 17 v.Chr. und dann später immer wieder mit Wirkung bis zum Lebensende 14 n.Chr. offensichtlich problemlos geschehen<sup>99</sup>. Mit anderen Worten: prorogiert wurde nicht das *imperium* als solches<sup>100</sup>, sondern nur, in Gestalt der *provinciae*, die staatsrechtlich abgesicherte Möglichkeit, *militiae* das *imperium* anzuwenden.

c) *Imperium 'maius'?*

War das *imperium militiae* des Augustus nun aber auch wenn nicht schon seit 27 v.Chr., so doch von 23 v.Chr. an 'maius' in Bezug auf die Prokonsuln, die vom Senat in die nicht zur *provincia* des Augustus gehörenden Provinzen entsandt wurden? War oder wurde der Prinzeps jetzt gleichsam Dienstvorgesetzter der Prokonsuln, war oder wurde er 'Generalissimus' des Imperiums?<sup>101</sup> Die Antwort der Forschung ist praktisch einstimmig:

<sup>98</sup> Die Forschung spricht hingegen bisher durchgängig von einer Prorogation des *imperium*: so etwa PELHAM, "Imperium" of Augustus" (wie A.30), 27-31; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 113, 119 f.; GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 120; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 368 f.

<sup>99</sup> Dio Cass. 54,12,4: 18 v.Chr. für fünf Jahre bis 13 v.Chr.; dann Dio Cass. 53,16,2 für 12-8 v.Chr. (mit Hinweis auf die weiteren Verlängerungen); Dio Cass. 55,6,1 für 7 v.Chr. bis 3 n.Chr.; Dio Cass. 55,12,3 für 4 bis 13 n.Chr.; Dio Cass. 56,28,1 ab 14 n.Chr. für weitere 10 Jahre. — Zu den *domi* wirksamen Privilegien, wie *tribunicia potestas* etc., siehe zusammenfassend BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), 96 ff.; LACEY, *Augustus* (wie A.67), 100 ff., 154 ff.

<sup>100</sup> Damit korrigiere ich meine in "Entmachtung" (wie A.30), 120 formulierte Ansicht, das *imperium* sei verlängert worden.

<sup>101</sup> WICKERT, "Princeps" (wie A.28), 2271; KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 333 ("so etwas wie ein Reichsfeldherr").

das *imperium* des Prinzeps war bzw. wurde jetzt förmlich 'maius'<sup>102</sup>. Man stützt sich dafür auf ein sehr spätes Quellenzeugnis. "That Augustus received *imperium maius* is explicitly stated by Dio, ought never to have been doubted and is confirmed, if that were needed, by the five edicts found at Cyrene", so R. Syme<sup>103</sup>, und dies gilt, mit gewissen Differenzierungen, bis heute nahezu unangefochten.

Cassius Dio teilt zum Jahre 23 v.Chr. mit (53,32,5), der Senat habe Augustus u.a. das Privileg erteilt<sup>104</sup>, "im Untertanengebiet eine höhere Amtsgewalt zu haben als die dort jeweils Amtierenden" (καὶ ἐν τῷ ὑπηκόῳ τὸ πλεῖον τῶν ἐκασταχόθι ἀρχόντων ἰσχύειν ἐπέτρεψεν). Der Prinzeps und Prokonsul wäre demnach durch Senatsbeschluß reichsweit zu einer den Statthaltern, d.h. den vom Senat bestellten Prokonsuln, übergeordneten Instanz geworden — sein *imperium* wäre also für 'maius' erklärt worden. Die Terminologie des Cassius Dio gibt nun allerdings, wenn es um staatsrechtliche Feinheiten geht, leider Anlaß zu Bedenken<sup>105</sup>. Zweifel an der Richtigkeit dessen, was

<sup>102</sup> So z.B. SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 336 mit A.2; WICKERT, "Princeps" (wie A.28), 2271 f.; BÉRANGER, *Recherches* (wie A.24), 87 ff.; E.T. SALMON, "The Evolution of Augustus' Principate", in *Historia* 5 (1956), 468 ff.; DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 178 ff.; O'NEAL, "Maius Imperium" (wie A.26), 394 ("There seems little reason to doubt that Augustus had *maius imperium* both *de iure* and *de facto*"); KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 105 ff.; HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 31 ff.; BRUNT, "Role" (wie A.79), 433; RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 170; EDER (wie A.29), 108 f.; NOË, *Commento* (wie A.91), 231; LACEY, *Augustus* (wie A.67), z.B. 100, 110, 134. — Vgl. differenzierter BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 98, 104; DERS., "Imperium" (wie A.28), 130 f. (der Sache, nicht der Form nach 'maius'); DERS., *Augustus* (wie A.4), 352. Ähnlich HURLET, *Collègues* (wie A.28), 290-294.

<sup>103</sup> SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 336 A.2.

<sup>104</sup> Vgl. RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 169 f.; NOË, *Commento* (wie A.91), 230 f.

<sup>105</sup> Vgl. die Behauptung des Cassius Dio (fälschlich zum Jahre 4 n.Chr.), Augustus habe einen Zensus mit der ἀνθύπατος ἐξουσία (55,13,5) durchgeführt, d.h. mit *imperium proconsulare*. Dazu Augustus selbst in *Mon.Anc.* 8: der 1. Zensus als Konsul zusammen mit Agrippa 28 v.Chr.; der 2. Zensus allein im Jahre 8 v.Chr. — *consulari cum imperio*; der 3. Zensus zusammen mit Tiberius im Jahre 14 n.Chr. — *consulari cum imperio*.

er mitteilt, sind daher dem Verdikt von R. Syme zum Trotz höchst angebracht, wie denn auch die Frage durchaus noch nicht entschieden ist (dazu unten in Kap. 2), ob die Edikte von Kyrene wirklich ein förmliches *imperium 'maius'* des Prinzeps bestätigen. Als Beispiel für die Unzuverlässigkeit der Terminologie des Cassius Dio hier mag der Hinweis genügen (weiteres s. u. in Teil IV 1), daß der Historiker zum Jahre 13 v.Chr. behauptet (Dio Cass. 54,28,1), Agrippa sei von Augustus mit einer den Provinzstatthaltern überlegenen Amtsgewalt ausgestattet worden, also (ebenfalls) mit *imperium 'maius'*. Das Fragment der Rede des Augustus zum Begräbnis Agrippas 12 v.Chr. läßt hingegen keinen Zweifel daran zu, daß Agrippas *imperium* für *aequum* in Bezug auf die Statthalter (Prokonsuln) erklärt worden ist<sup>106</sup>. Da wir aber für die Angaben des Cassius Dio zum Jahre 23 v.Chr. keine vergleichbare Kontrollinstanz besitzen, kann vielleicht ein Überblick über die politische Praxis der Folgezeit weiterhelfen.

## 2) Augustus und die Prokonsuln seit 23 v.Chr.: die Praxis

— Gegen Ende des Jahres 23 oder eher Anfang 22 v.Chr. fand in Rom ein Verfahren gegen den ehemaligen Prokonsul von Macedonia, M. Primus, statt, weil dieser (wohl 24/23 v.Chr.) ohne Erlaubnis des Senates außerhalb seiner durch den Senat besetzten Provinz Krieg geführt hatte (Dio Cass. 54,3,2 f. zu 22 v.Chr.). Die Datierung ist bekanntlich umstritten<sup>107</sup>. Viel spricht dafür, daß der Prozeß nach der Neuregelung des Rechtsstatus des Augustus Mitte 23 v.Chr. und nach dem gegen Ende des gleichen Jahres eingetretenen Tode des M. Marcellus, Neffen und Schwiegersohns des Prinzeps, angesetzt

<sup>106</sup> Vgl. jedoch RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 167 f., 188 f., 206; NOË, *Commento* (wie A.91), 225 f. — Siehe auch unten Teil IV 1.

<sup>107</sup> Prokonsulat des M. Primus jedenfalls vor 22 v.Chr.: B. THOMASSON, *Laterculi Praesidium* I (Göteborg 1984), 179 Nr. 3. — Zum Prozeß und zum Datierungsproblem: S. JAMESON, "22 or 23?", in *Historia* 18 (1969), 204-229; TALBERT, *Senate* (wie A.76), 460; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 345 f. mit 728 (für 23 v.Chr.).

werden darf<sup>108</sup>. Auffallend ist das Verhalten des Augustus. Primus hatte angegeben, der Prinzeps selber, dann auch (der inzwischen wohl verstorbene) Marcellus habe ihn zu diesem Krieg autorisiert. Augustus begab sich, ohne vorgeladen zu sein, in die Gerichtsverhandlung und stellte dies mit Entschiedenheit in Abrede. Ob nun der Wahrheit entsprechend oder nicht: man kann die Intervention politisch als eine demonstrative Absage an die Vorstellung werten, er habe *imperium 'maius'* im Sinne eines vom Senat unabhängigen Weisungsrechts gegenüber Prokonsuln<sup>109</sup> besessen oder beansprucht — eine Erklärung, die ebenso auf die Zeit vor wie auf die Zeit nach der Neuregelung berechnet gewesen sein dürfte.

— Der Prokonsul Augustus, *pro magistratu* und *ex consulatu* sowohl *domi* als auch *militiae* privilegiert im Besitz von *imperium consulare*, begab sich auf eine 'Inspektionsreise', die ihn von Herbst 22 bis 19 v.Chr. durch die ihm nicht unterstehenden Provinzen Sicilia, Achaea, Bithynia/Pontus, Asia in 'seiner' Provinz Syria führte (Dio Cass. 54,6 f.). Die Quellenlage ist für die Frage, ob er durch den Senat mit Amtshandlungen in den genannten Provinzen beauftragt war und welche Prokonsuln dort (mit Ausnahme natürlich von Syria, dessen Prokonsul Augustus war) amtierten, höchst ungünstig. Nichts spricht aber gegen die Annahme — vielmehr spricht die ansonsten immer zu beobachtende skrupulöse Einhaltung traditioneller ('republikanischer') Formen durch den Prinzeps<sup>110</sup> sehr dafür —, daß ein entsprechender Senatsauftrag vorgelegen hat, vielleicht in

<sup>108</sup> BADIAN, "Crisis Theories" (wie A.28), bes. 19 f., 22 f., 35 f. — Zu den Nachrichten über Marcellus und eventuellen dynastischen Plänen des Augustus siehe jetzt H. BRANDT, "Marcellus 'successioni praeeparatus'? Augustus, Marcellus und die Jahre 29-23 v.Chr.", in *Chiron* 25 (1995), 1-17.

<sup>109</sup> Entgegen den von Caesar 59 v.Chr. im Repetundengesetz (erneut) festgelegten Prinzipien, nach denen ein Statthalter seine Provinz nur mit einem Votum der Volksversammlung oder des Senates verlassen und außerhalb der Grenzen Krieg führen darf. Dazu M. GELZER, *Caesar, der Politiker und Staatsmann* (Wiesbaden 1960), 84 f. — S. oben A.62.

<sup>110</sup> Dazu K.M. GIRARDET, "'Traditionalismus' in der Politik des Oktavian/Augustus — mentalitätsgeschichtliche Aspekte", in *Klio* 75 (1993), 202-218.

der Weise, daß Augustus ermächtigt wurde, d.h. die *provincia* erhielt, *pro magistratu/pro consule* amtierend neben den jeweiligen Prokonsuln bei Bedarf ordnungspolitische Maßnahmen zu treffen<sup>111</sup>. Oder darf man aus dem Fehlen von (sicheren) Quellenzeugnissen zu den Statthaltern<sup>112</sup> den Schluß ziehen, daß für die Zeit der Reise des Augustus in den genannten Provinzen keine Prokonsuln amtierten? Das geht vielleicht zu weit. Die bezeugten Aktivitäten des Prinzepts in den Provinzen der Prokonsuln lagen jedenfalls außerhalb des Rahmens der üblichen statthalterlichen Aufgaben<sup>113</sup>: er war Prokonsul, aber nicht Statthalter dieser Provinzen in Konkurrenz zu dortigen Prokonsuln<sup>114</sup>. Deshalb dürfte die Annahme gerechtfertigt sein, daß er, von seiner alles und alle überragenden *auctoritas* einmal abgesehen, die Aufgaben seiner definierten *provincia*<sup>115</sup> ohne

<sup>111</sup> Dio Cass. 54,6,1: *κατάστασις*, und 7,5: Ordnungspolitik. — Vgl. RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 179 f. — U.a. gehörte wohl auch *cura annonae* zu seiner aktuellen *provincia*: *Mon.Anc.* 5, 2; Suet. *Aug.* 37 und 41,2; Dio Cass. 54,1,4. — Augustus mit dem Titel 'Prokonsul': oben bei A.90.

<sup>112</sup> Sizilien: Gründung von Veteranenkolonien (Dio Cass. 54,7,1; *Mon.Anc.* 28,1), dazu R.J.A. WILSON, *Sicily under the Roman Empire* (Warminster 1990), 35–45. Statthalter: THOMASSON, *Laterculi* I (wie A.107), Nr. 1: vielleicht L. Mussidius als *procos.* in 21 v.Chr.; 1 Nr. 2: vielleicht *procos.* (Cornelius) Sisenna 20 v.Chr. — Achaea ebd. 189: niemand bezeugt. — Bithynia ebd. 243: niemand bezeugt; Plin. *Ep.* 10,79 f. mit Hinweis auf ein *edictum divi Augusti*; Plin. *Ep.* 10,83 f.: Regelung des Augustus in Nicaea/Bithynien auf der Basis einer — in Rom vom Senat getroffenen? — Grundsatzentscheidung, die für alle Provinzen gelten sollte. — Asia ebd. 205 f.: alles unsicher; vielleicht Nr. 6: Potitus Valerius Messalla? vielleicht Nr. 7: Q. Aemilius Lepidus? — Augustus 19 v.Chr. in Pergamon/Asia (so LACEY, *Augustus* [wie A.67], 148)? Vgl. die Kistophoren mit der Legende COM(MUNE) ASIAE, einer sechssäuligen Tempelfassade und Inschrift ROM ET AUG sowie der Datierung nach der *tribunicia potestas* des Augustus: TR PO IV und V (*RIC* I<sup>2</sup> 505-6 mit pl.9).

<sup>113</sup> Siehe die Angaben oben in A.111 und 112.

<sup>114</sup> Wie ja auch der Prokonsul Pompeius durch die *lex Gabinia* 67 v.Chr. und die *lex Manilia* 66 v.Chr. nicht zum konkurrierenden Statthalter oder gar zum 'Oberstatthalter' der östlichen Provinzen gemacht worden war: GIRARDET, "Pompeius" (wie A.36), 181-184; DERS., "Triumph" (wie A.45), *passim*.

<sup>115</sup> Ähnlich wie Pompeius bei der Realisierung seiner 67 v.Chr. (*lex Gabinia*) als 'Bekämpfung der Piraterie' definierten *provincia* in sämtlichen Provinzen bis zu 50 Milien landeinwärts von der Küste *imperium* ausüben durfte, ohne daß damit die Statthalter zu seinen Untergebenen gemacht worden wären; gleiches gilt für die Implikationen *lex Manilia* 66 v.Chr.: GIRARDET, a.a.O.

*imperium 'maius'* und ohne Eingriffe in die 'ordentliche' Geschäftsführung der Statthalter erfüllt hat.

— Zum Jahre 12 v.Chr. (?) überliefert Flavius Josephus (*AJ* 16,162-165) ein Edikt des Augustus über die Rechte der Juden in der von einem Prokonsul verwalteten Provinz Asia<sup>116</sup>: ein Dokument der Ausübung von *imperium 'maius'*? Das ist es sicher nicht. Der Prinzeps teilt mit, daß es sich um den Beschluß eines von ihm geleiteten 'Ratbergremiums' (ἔδοξε μοι καὶ τῷ ἐμῷ συμβουλίῳ [= *consilium*]) handelt, welcher sogar durch das Volk bestätigt worden ist (γνώμη δήμου 'Ρωμαίων). Das *consilium* dürfte der ca. 18 v.Chr. eingeführte 'Staatsrat' aus ausgewählten Magistraten und Senatoren gewesen sein, eine Art verkleinertes Abbild des Gesamt senates, mit dessen Hilfe Augustus — im vorliegenden Falle in seiner Eigenschaft als Inhaber der *tribunicia potestas* — die Senatssitzungen des Plenums vorbereitete (Suet. *Aug.* 35,3; Dio Cass. 53,21,3-5)<sup>117</sup>. Man wird also — wie auch bei allen anderen nicht so gut dokumentierten Edikten<sup>118</sup> — davon ausgehen können, daß entsprechend dem Votum dieses 'Staatsrates'<sup>119</sup> auch ein SC ergangen ist. Anschließend, vielleicht unter Leitung der amtierenden Konsuln, wurde offenbar ein bekräftigendes

<sup>116</sup> EJ Nr. 314; M. PUCCI BEN ZEEV, *Jewish Rights in the Roman World* (Tübingen 1998), Nr. 22; Kommentar J.H. OLIVER, *Greek Constitutions of Early Roman Emperors from Inscriptions and Papyri* (Philadelphia 1989), 579-581; PUCCI, a.a.O., 238-256, darin zur Datierung 245, 238, 252.

<sup>117</sup> Dazu auch Dio Cass. 56,28,2 f.: seit 13 n.Chr. gilt bereits der Spruch dieses *consilium* als SC. — Siehe die Kommentare von NOË, *Commento* (wie A.91), 166 f.; RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 154. Ferner J. CROOK, *Consilium Principis. Imperial Councils and Counsellors from Augustus to Diocletian* (Cambridge 1955), 8-20; MILLAR, *Emperor* (wie A.79), 268 f.; BRUNT, "Role" (wie A.79), 428; F. AMARELLI, *Consilia Principum* (Napoli 1983), 100 ff.; TALBERT, *Senate* (wie A.76), 167, 285 f.

<sup>118</sup> So etwa 6 v.Chr.: Brief des Augustus mit tr. pot. XVIII (also wohl verantwortlich für ein entsprechendes SC) an Knidos, mit Hinweis auf eine 'Anordnung' (προσταξας) an den Prokonsul Asinius Gallus — EJ Nr. 312; SHERK, *Documents* (wie A.81), Nr. 67; OLIVER, *Greek Constitutions* (wie A.116), Nr.6. — BRUNT, "Role" (wie A.79), *passim*.

<sup>119</sup> Zu einem weiteren, noch besser dokumentierten Beispiel für diese Verfahrensweise (Edikte von Kyrene) s. u. bei A.130.

*iussum populi* — eine *lex* — verabschiedet, vielleicht aber auch ein *plebiscitum*, herbeigeführt durch Augustus selber mit der *tribunicia potestas*, und dies dann natürlich wiederum im Auftrag des Senates; denn *quae tum per me geri senatus voluit, per tribuniciam potestatem perfeci* (*Mon.Anc.* 6,2)<sup>120</sup>.

— Wohl ebenfalls 12 v.Chr. (vielleicht aber auch schon 30/29 v.Chr.) hat nach Flavius Josephus der 'Caesar' (=Imperator Caesar/Augustus?) an den Prokonsul (C.) Norbanus Flaccus über jüdische Rechte in Asia geschrieben, die garantiert sein bzw. bleiben sollen ('Ιουδαῖοι ὅσοι ποτ' οὖν εἰσίν, [οἱ] δι' ἄρχαίαν συνθήειαν εἰώθασιν χρήματα τε ἱερὰ φέροντες ἀναπέμπειν ἀκωλύτως τοῦτο ποιείτωσαν εἰς Ἱεροσόλυμα)<sup>121</sup>. Auf diesen Brief nimmt ein Schreiben des angesprochenen Prokonsuls an Magistrate und Volk von Sardes Bezug; hier ist von einer 'Anordnung' des 'Caesar' die Rede (*κελεύει*), und der Brief des 'Caesar' wie auch der des Prokonsuls werden als 'Willensäußerung' gekennzeichnet (*θέλωμεν*)<sup>122</sup>. Im gleichen Tenor ist ein weiteres Schreiben des Prokonsuls, diesmal an die Magistrate

<sup>120</sup> Vgl. das Zollgesetz von Asia (62 n.Chr.), das in Z.92 f.=§39, einem Bestandteil aus dem Jahre 17 v.Chr., als Quelle von Privilegien nennt: *lex — plebei scitum — senatus consultum* — (Entscheidungen) aufgrund (*χάριν*...) der *trib. pot.* des Augustus (ed. H. ENGELMANN/D. KNIBBE, in *Epigraphica Anatolica* 14 [1989], 26 und 103 ff.). Sollte Augustus etwa das Recht gehabt haben, autonom und direkt unter Berufung auf seine *tr. pot.* Entscheidungen zu treffen, die den gleichen Rang haben wie *lex, plebei scitum, SC*? Ich glaube nicht. Man kann den Hinweis des Gesetzes folgendermaßen verstehen: Gesetz, Plebiszit und SC sind Entscheide, die normalerweise durch die regulären Staatsorgane — Komitien, *concilia plebis*, der durch Magistrate mit *ius habendi senatus* befragte Senat — zustande kommen. Die *tribunicia potestas* des Augustus erscheint in diesem Zusammenhang dann nicht als eine autonome zusätzliche 'Quelle' von Privilegien, sondern, auch sprachlich anders gefaßt — statt Dat. instr. Konstruktion mit adv. *χάριν* —, als 'Organ' zur Hervorbringung eines entsprechenden Entscheides, also (da die *tr. pot.* nicht zur Einberufung von *comitia* berechtigt) sei es eines Plebiszits, sei es eines SC. Statt die *tr. pot.* selbst mit den anderen Formen des Entscheides gleichzuordnen, würde das *ἤ* statt dessen die (elliptisch gedachte) Entscheide, die mit ihrer Hilfe (*χάριν*) herbeigeführt wurde, anreihen.

<sup>121</sup> Joseph. *AJ* 16,166 — *EJ* Nr.30; PUCCI, *Jewish Rights* (wie A.116), Nr.23. Diskussion der Datierungsfrage: PUCCI, a.a.O., 259-261 für 12 v.Chr.

<sup>122</sup> Joseph. *AJ* 16,171 — *EJ* Nr.305; PUCCI, *Jewish Rights* (wie A.116), Nr.26.

von Ephesos, gehalten<sup>123</sup>. Nichts spricht gegen die Annahme, daß der Brief des 'Caesar', wie andere vergleichbare Schreiben auch, der gängigen Praxis folgend in aller Form durch ein SC autorisiert war. Für die Frage nach Manifestationen eines *imperium 'maius'* besagt im übrigen die Terminologie der griechischen Texte gar nichts: Objekt des 'Willens', der 'Anordnung', des 'Befehls' sind die Untertanen, nicht der Prokonsul.

— Die Kyrene-Edikte aus den Jahren 7/6 (I-IV) und 4 v. Chr. (V) sind wie für R. Syme, so auch für viele andere vor und nach ihm die dokumentarische Evidenz für ein *imperium 'maius'* des Augustus<sup>124</sup>, da Kyrene unter dem Regiment von Prokonsuln stand. In diesen Edikten<sup>125</sup> geht es um Probleme der provinziellen Gerichtsbarkeit (Edikt I), um Verteidigung einer Maßnahme des Prokonsuls P. Sextius Scaeva (Edikt II), um eine Regelung der Abgaben von Provinzialen mit neuerworbenem römischem Bürgerrecht (Edikt III), um prozeßrechtliche Bestimmungen über Verfahren zwischen Griechen (Edikt IV) und um Modalitäten des Repetundenverfahrens (Edikt V), die nicht nur in Kyrene, sondern im gesamten Untertanengebiet Gültigkeit erhalten sollten (V 75 ff.). — Einzelheiten brauchen hier nicht erörtert zu werden<sup>126</sup>. Entscheidend ist aus

<sup>123</sup> Philo, *Leg.* 40 §315 — EJ Nr.306; ebenfalls κελεύει.

<sup>124</sup> SYME, *The Roman Revolution* (wie A.1), 336 A.2; SHERK, *Documents* (wie A.81), 178; O'NEAL, "Maius Imperium" (wie A.26), 393 f.; OLIVER, *Greek Constitutions* (wie A.116), 50 f. (Augustus vermeide es, sich in den Edikten als Inhaber von *imperium 'maius'* darzustellen; d.h. für den Autor er ist ein solcher); HURLET, *Collègues* (wie A.28), 357. — Siehe bereits u.a. J. STROUX, L. WENGER, *Die Augustus-Inschrift auf dem Marktplatz von Kyrene* (München 1928), 61 ff., 66 ff.; F. DE VISSCHER, *Les édits d'Auguste découverts à Cyrène* (Paris 1940), 45-48. — Vgl. KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 514; TALBERT, *Senate* (wie A.76), 423; BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 395 f.

<sup>125</sup> Text von Kyrene I-IV: EJ Nr.311; OLIVER, *Greek Constitutions* (wie A.116), Nr.8-11; Kyrene V: EJ Nr.311; SHERK, *Documents* (wie A.81), Nr.31; OLIVER, a.a.O., Nr. 12. — Dt. Übersetzung: H. FREIS, *Historische Inschriften zur römischen Kaiserzeit* (Darmstadt 1984), Nr.28.

<sup>126</sup> Immer noch wertvoll STROUX und DE VISSCHER, zit. oben A.124. — Neuere Kommentare: SHERK, *Documents* (wie A.81), 179-182 (zu V); OLIVER, *Greek Constitutions* (wie A.116), 52-55 (zu I-V). Siehe auch MILLAR, *State and Subject* (wie A.72), 52 f. (zu V).

meiner Sicht, daß Augustus in allen fünf Edikten, wie im übrigen auch in vielen anderen Dokumenten, unter Berufung auf seine *tribunicia potestas* 'spricht'<sup>127</sup> (I-IV mit *tr. pot.* XVII; V mit *tr. pot.* XIX). Das ist selbstverständlich nicht — jedenfalls nicht primär — als eine Datierung zu verstehen: es ist die Angabe über die Rechtsgrundlage, auf welcher die Edikte zustande gekommen waren. In seinen *Res gestae* aber hat Augustus rückblickend die Anwendung seiner *tribunicia potestas* als Ausführung des Senatswillens bezeichnet (*Mon. Anc.* 6,2, zit. oben), und es gibt keinen Grund zu bezweifeln, daß er meinte und tat, was er schrieb. Das heißt in der Konsequenz, daß man überall dort, wo der Prinzeps auf diese *potestas* rekurriert, einen entsprechenden Senatsbeschluß voraussetzen darf, auch wenn in den Texten Hinweise darauf fehlen und wenn das jeweilige Dokument sprachlich sogar als Willensäußerung des Augustus (gegenüber den Untertanen in den Provinzen) in Erscheinung tritt<sup>128</sup>. Im ersten der fünf Edikte von Kyrene wird der Senat als beratend mitwirkende Instanz auch ausdrücklich erwähnt (I 11 ff.). Das fünfte Dokument sodann besteht aus der wörtlichen Wiedergabe zuerst des an alle Provinzen im Reich gerichteten Publikationsediktes des Augustus (V 72-82), dem sicher ebenfalls ein Senatsvotum zugrunde lag<sup>129</sup>, und daran anschließend des SC selbst (V 83-144). Diesem SC (*Calvisianum*) wiederum kann man u. a. entnehmen, daß der Senat unter der Leitung der Konsuln über einen Antrag beraten und beschlossen hatte, der zuvor unter Leitung des Prinzeps im 'Staatsrat'<sup>130</sup> mit der Bitte an die Konsuln ausgearbeitet worden war, ihn sich zu eigen zu machen und die Beschlußfassung im Plenum

<sup>127</sup> λέγει: 3, 41, 56, 63, 73. — M. BENNER, *The Emperor Says. Studies in the Rhetorical Style in Edicts of the Early Empire* (Göteborg 1975), 56-62.

<sup>128</sup> Wie in den Edikten Kyrene III 58 (κελεύω), 61 (ἀρέσκει μοι); IV 67 und 70 (ἀρέσκει), 69 (ἐπίκριμα). Vgl. demgegenüber die Wortwahl in I 13 (und 36 f.) über die künftigen Prokonsuln von Kyrene (und Kreta): δοκοῦσί μοι καλῶς καὶ προσηρόντως ποιήσιν.

<sup>129</sup> Das ist gängige Praxis gewesen: vgl. das Inschriftfragment (Senatsauftrag an Konsuln) zit. oben A.83.

<sup>130</sup> Dazu oben A.117.

herbeizuführen (V 85-88). Augustus selbst hat dann ebenfalls an der Plenarsitzung des Senates teilgenommen, und er war Mitglied der üblichen Senatskommission, die nach der Beschlußfassung durch Unterschrift das SC beglaubigt hat (V, im Edikt 75 f.). — Wenn der Ausdruck *imperium 'maius'* eine den Prokonsuln hierarchisch übergeordnete autonome Befehlsgewalt meint, wie es ja nach Lage der Quellen der Fall ist<sup>131</sup>, können die Edikte, da sämtlich auf SC basierend, nicht Dokumente eines so verstandenen *imperium 'maius'* sein. Andererseits: Formeln wie "bis der Senat über diese Sache beschlossen hat oder ich selbst eine bessere Lösung finde" (I 12 f.) oder besonders "ich und der Senat" (V 81) lassen natürlich keinen Zweifel an der monarchischen Realität, die aber eben nicht 'absolutistisch' war.

— Während des *bellum Gaetulicum* amtierte in der Provinz Africa Cossus Cornelius Lentulus von 6 bis 8 (?) n.Chr. als Prokonsul<sup>132</sup>. Mit seinem Namen verbindet sich auf Grund einer Inschrift ein schwieriges Grundsatzproblem. Die Inschrift lautet (*Ann.Épigr.* 1940, Nr.68 = EJ Nr.43 = IRT Nr.301):

*Marti Augusto sacrum  
auspiciis Imp. Caesaris Aug.  
pontificis maximi patris  
patriae ductu Cossi Lentuli  
cos. XVviri sacris faciundis  
procos. provincia Africa  
bello Gaetulico liberata  
civitas Lepcitana.*

Das Problem liegt in den Formulierungen *auspiciis Imp. Caesaris Aug.* und *ductu Cossi Lentuli...proconsulis*; es sind noch weitere ähnliche Beispiele bekannt<sup>133</sup>. Der Prokonsul

<sup>131</sup> S. o. Teil II 3 a und c.

<sup>132</sup> B. THOMASSON (Ed.), *Fasti Africani* (Stockholm 1996), 26 Nr.14. — Zum *bellum Gaetulicum* A. GUTSFELD, *Römische Herrschaft und einheimischer Widerstand in Nordafrika* (Stuttgart 1989), 33-39.

<sup>133</sup> So etwa Tac. *Ann.* 2,41,1 zum Krieg des Germanicus 16 n.Chr. in Germanien: *ductu Germanici, auspiciis Tiberii.* - Der Fall des P. Cornelius Dolabella, Prokonsuls von Africa 23/24 n.Chr. am Ende des Krieges gegen Tacfarinas

besaß offensichtlich keine *auspicia*, sondern nur der Prinzeps und Prokonsul Augustus, und die auf der Inschrift festgehaltene Weihung ist denn auch konsequenterweise *Marti Augusto* zugedacht. Andere Prokonsuln wiederum kämpften unter eigenen *auspicia*<sup>134</sup>. Verbreitet ist nun die Vorstellung, daß Cossus deswegen keine *auspicia* besessen hätte, weil er das Kommando in Africa ohne Mitwirken des Senates *extra sortem* (Dio Cass. 55,28,2 f.) durch persönliche Intervention oder Delegation des

(GUTSFELD, *Herrschaft* [wie A.132], 39 ff.; THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A.132], 30 f. Nr.23): eine Weihung des Prokonsuls, der den *iussa principis* zu folgen hatte (Tac. *Ann.* 4,23,2), gilt *Victoriae [A]u[gu]stae*, womit der Sieg dem Prinzeps Tiberius zugeschrieben ist (*Ann.Épigr.* 1961, Nr.107). Dieser nämlich, nicht der Prokonsul, besaß die *auspicia*, wie Velleius Paterculus bestätigt: *bellum Africum... auspiciis consiliisque* (erg. *Tiberii*)... *sepultum est* (Vell.Pat. 2,129,4). — In diesem Sinne dürfte auch die Inschrift des Prokonsuls L. Aelius Lamia 15/16 n.Chr. (THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A. 132], 28 Nr.18) über seinen Straßenbau *iussu Tiberii* (*Ann.Épigr.* 1940, Nr. 69 = IRT 930) zu verstehen sein: über die *auspicia* für die Provinz Africa (oder nur für den Straßenbau?) verfügte in diesem Augenblick Tiberius, nicht der Prokonsul.

<sup>134</sup> Wie zur Zeit des Augustus L. Passienus Rufus nach *ILS* 120:... *imperatore Africam obtinente*; außerdem eine Münze mit *IMP* (GRANT, *Imperium* [wie A.26], 139 Nr.4; L. SCHUMACHER, "Die imperatorischen Akklamationen der Triumvirn und die auspicia des Augustus", in *Historia* 34 [1985], 191-222, hier 215-218; THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A.132], 25 Nr.12). — Auch die zur Zeit des Tiberius vor Dolabella (s. o. A.133) im Krieg gegen Tacfarinas in Africa eingesetzten Prokonsuln M. Furius Camillus 17/18 n.Chr. (THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A.132], 29 Nr.20), L. Apronius 18/21 n.Chr. (THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A.132], 29 Nr.21), Q. Iunius Blaesus 21/23 n.Chr. (THOMASSON, *Fasti Africani* [wie A.132], 30 Nr.22). — Siehe besonders Tac. *Ann.* 3,74,6 [ähnlich Vell.Pat. 2,125,5]: *Imperator-Akklamation* als 'Zugeständnis' des Tiberius an den Prokonsul 'zum letzten Mal' verfügten wohl über eigene *auspicia*; vgl. F. HURLET, "Auspiciis Imperatoris Caesaris Augusti, ductu proconsulis". L'intervention impériale dans le choix et les compétences du proconsul d'Afrique". Text einer communication des Autors auf dem XIIIème Colloque *Africa Romana*, Djerba 1998 — im Druck; ich danke dem Autor sehr herzlich für die freundliche Übersendung des Manuskripts. — Siehe jedoch W. ECK, "Kaiserliche Imperatorenakklamation und ornamenta triumphalia", in *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 124 (1999), 223-227, bes. 225: die Prokonsuln, obwohl unter den *auspicia Tiberii*, hätten eigene *auspicia* besessen; DERS., "Senatorial Self-Representation: Developments in the Augustan Period", in *Caesar Augustus. Seven Aspects* (wie A.2), 129-167, hier 138 f. Doch die Angabe des Velleius Paterculus, der Tacfarinaskrieg sei *auspiciis consiliisque Tiberii* zum Abschluß gebracht worden (2,129,4: *sepultum*), bezieht sich nur auf Dolabella, nicht auf seine Vorgänger.

Augustus erhalten habe<sup>135</sup>; er wäre dann so etwas wie ein *legatus Augusti pro consule* gewesen<sup>136</sup>. Ich kann die Frage nach den *auspicia* des Prinzeps und denen der Prokonsuln hier jedoch nicht im einzelnen behandeln<sup>137</sup>. Es sei nur festgehalten, daß die zitierte Inschrift geradezu als der urkundliche Beweis für ein *imperium 'maius'* des Augustus angesehen wird<sup>138</sup>. Eine andere Erklärung scheint mir indessen näher zu liegen, die ich hier aber nur als noch ungesicherte Hypothese vortragen möchte. Schon zur Zeit der späten Republik gab es offenbar Prokonsuln, die zwar *imperium*, aber keine *auspicia* besaßen: was bei ihrer Bestellung zum Amt fehlte, war die für den Besitz der *auspicia* maßgebende *lex curiata de imperio*<sup>139</sup>. Vorausgesetzt nun, auch die Prokonsuln des frühen Prinzipats verdankten als *privati cum imperio* ihr *imperium* einem Wahlakt<sup>140</sup> der *comitia centuriata/tributa* und der *comitia curiata*, dann wäre der Fall denkbar, daß — z.B. aus Gründen der militärpolitischen Opportunität — dieser oder jener Prokonsul ohne *lex curiata de imperio* nach *sortitio* oder *extra sortem* in die Provinz entsandt worden ist, während der Prinzeps als Prokonsul mit den *auspicia* für die konkrete Einzelmaßnahme, etwa für die

<sup>135</sup> So z.B. SCHUMACHER, "Akklamationen" (wie A.134), 215-218; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 176 f.

<sup>136</sup> Vgl. GRANT, *Imperium* (wie A.26), 142 f.: Africa sei zu dieser Zeit möglicherweise vorübergehend eine 'kaiserliche' Provinz gewesen.

<sup>137</sup> Vgl. darüber zuletzt SCHUMACHER, "Akklamationen" (wie A.134), 215 ff.; HURLET, "*Auspiciis*" (wie A.134). — Zur traditionellen Formel *ductu auspicioque* (o.ä.) H.S. VERSNEL, *Triumphus* (Leiden 1970), 176 ff., 313 ff.; KUNKEL/WITTMANN (wie A.29), 32 ff.

<sup>138</sup> So von DE MARTINO, *Storia* IV 1 (wie A.26), 185 f.; ähnlich BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 89 f. mit A.253.

<sup>139</sup> Cic. *Div.* 2,76 und 77; *Nat.d.* 2,3,9; *Fam.* 1,9,25 mit *Att.* 4,17,2 f.; 18,4 (Appius Claudius, Prokonsul in Kilikien). — Vgl. Cic. *Leg.agr.* 2,27 und 31; Messalla nach Gell. *NA* 13,15,4. — Zur Sache: u.a. R. DEVELIN, "Lex curiata and the competence of magistrates", in *Mnemosyne* 30 (1977), 49-65; KEAVENEY, "*Sulla Augur*" (wie A.75); KUNKEL/WITTMANN (wie A.29), 96 ff., bes. 100 f. — HURLET, "*Auspiciis*" (wie A.134) im Text bei A.29 f. hingegen meint, die Prokonsuln der augusteischen Zeit hätten sämtlich keine *auspicia* besessen.

<sup>140</sup> Vgl. oben A.75 die Überlegungen zu Strab. 3,4,20, p.166; 17,3,25, p.840.

Führung eines bestimmten Krieges, ausgestattet wurde. Im Falle des Lentulus hätte dann also, sicher durch SC, eben nicht dieser, sondern Augustus persönlich *pro consule* als Inhaber von *imperium militiae* und entsprechenden *auspicia* die *provincia* mit dem Namen *bellum Gaetulicum* erhalten<sup>141</sup>.

— Inschriftlich und durch literarische Quellen sind Beispiele dafür überliefert, daß der Prinzeps bei der Einsetzung bzw. Entsendung von Prokonsuln mitgewirkt hat. Könnte dies ein Beweis für den Besitz von *imperium 'maius'* sein? Wollte man Cassius Dio Glauben schenken, dann müßte man das — nicht nur wegen seiner Behauptungen zum Jahre 23 v.Chr. (s. o. Teil III 1b) — für eine Tatsache nehmen. So soll es angesichts einer Krisensituation im Jahre 6 n.Chr. nach seiner Darstellung Augustus gewesen sein, der mehrere Prokonsuln — unter ihnen den eben besprochenen Prokonsul von Africa, Cossus Cornelius Lentulus 6/8 n.Chr. — mit um ein Jahr verlängerter Amtszeit 'eingesetzt' hat (Dio Cass. 55,28,2 f.). Weiter nach Cassius Dio hätte Augustus im Jahre 12 v.Chr. auch die Amtszeit eines Prokonsuls persönlich um ein Jahr verlängert (54,30,3). Auf einer Inschrift sagt sodann im Jahre 10/9 v.Chr. Paullus Fabius Maximus, Prokonsul von Asia, er sei in seine Provinz 'geschickt' durch den Prinzeps<sup>142</sup>. Wie aber erfolgte üblicherweise die Provinzenvergabe? Nur noch *privati* konnten Statthalter werden; anders als zur Zeit der Republik wurden jetzt weder Praetoren noch Konsuln als Magistrate mit *provinciae* bedacht, sondern nur noch ehemalige Magistrate, also *privati*<sup>143</sup>. Seit 27 v.Chr. verfuhr man daher in der Weise, daß die *privati* (zwei *consulares*, die übrigen *praetorii*), die durch Wahl mit *imperium militiae* ausgestattet wurden, als Prokonsuln ihre *provinciae* auf dem Wege der im Senat durchgeführten

<sup>141</sup> So dann auch Tiberius in den drei oben A.134 zusammengestellten Fällen.

<sup>142</sup> EJ Nr.98 Z.44 f.: ἀπὸ τῆς ἐκείνου δεξιᾶς καὶ [γ]νώμης ἀπεσταλμένος.

<sup>143</sup> Zur Entmachtung der Konsuln durch die Praxis GIRARDET, "Entmachtung" (wie A.30), 109 ff. — Vgl. aber oben A.96 die Erwägung, daß Mitglieder der *domus Augusta* eine Ausnahme gebildet haben könnten.

*sortitio* erhielten<sup>144</sup>. In einigen Fällen ist man aber offensichtlich, wie bereits zu Cossus Cornelius Lentulus bemerkt, von dieser Praxis abgewichen, so daß Statthalterschaften vom Senat *extra sortem* besetzt wurden. Dies wird durch die Grabinschrift des P. Paquius Scaeva dokumentiert, der auf Zypern zweimal als Prokonsul tätig gewesen war. Seine erste Amtszeit ist nicht datierbar; ihr folgte jedenfalls eine fünfjährige, *ex senatus consulto* vergebene *curatio viarum extra urbem Romam*, und daran anschließend<sup>145</sup> war er, wohl 15/14 v.Chr.,

*proco(n)s(ul) iterum extra sortem auctoritate  
Aug(usti) Caesaris/ et s(enatus) c(onsulto) mis-  
so (scr. missus) ad componendum statum in  
reliquum provinciae Cypri (ILS 915, 8f.).*

Er verdankte die zweite Amtszeit also nicht der *sortitio*, sondern *extra sortem* zum einen der *auctoritas* des Prinzepts, zum anderen einem SC, welches durch die siegreiche *sententia* des Augustus zustande gekommen sein dürfte. So wird es auch in allen anderen Fällen gewesen sein, in denen verkürzend nur vom Handeln des Augustus die Rede ist<sup>146</sup>. Zur Erklärung solcher Fälle bedarf es der Annahme eines *imperium 'maius'* auf seiten des Augustus also nicht. Aufschlußreich ist in diesem Zusammenhang auch die Karriere des Q. Iunius Blaesus in den Jahren 21 bis 23 n.Chr., also zur Zeit des Tiberius. Der zweite Prinzept, Nachfolger des Augustus, hatte nach dem (teilweise süffisanten) Bericht des Tacitus wohl im Frühjahr 21 n.Chr. den Senat vergeblich ersucht (*Ann.* 3,32,1 f.), während des seit 17 n.Chr. andauernden Krieges gegen Tacfarinas für die Provinz

<sup>144</sup> S. zum Verfahren allgemein und besonders zur Wahl, die der *sortitio* vorausgegangen sein muß, o. A.75 zu Strab. 3,4,20, p.166; 17,3,25, p.840.

<sup>145</sup> THOMASSON, *Laterculi* (wie A.107), 295 Nr.4.

<sup>146</sup> BRUNT, "Role" (wie A.79), 431. Vgl. TALBERT, *Senate* (wie A.76), 397 f. — Die Formel *extra sortem* besagt also nicht: ohne Beteiligung des Senates. — Wenn Paullus Fabius Maximus die γνῶμη des Augustus herausstellt, welcher er seine Statthalterschaft verdankt (s.o. A.142), so könnte dies auf eine im Senat für das SC maßgebende *sententia* und damit auf die *auctoritas* des Prinzepts bei einem Verfahren *extra sortem* deuten. — Weitere (spätere) Beispiele: Suet. *Galba* 7,1; *ILS* 969 (*citra sortem*); *Ann.Épigr.* 1966, Nr.68.

Africa einen fähigen Prokonsul zum Nachfolger des L. Apronius<sup>147</sup> zu bestellen: der Prinzeps möge persönlich, so lautete ein SC, einen dafür Geeigneten auswählen (*de Africa decretum, ut Caesar legeret cui mandanda foret*). Tiberius lehnte das ab; er beklagte sich schriftlich darüber, daß die Senatoren *cuncta curarum* an ihn verwiesen (3,35,1)<sup>148</sup>, schlug dem Senat jedoch immerhin zwei Personen für die übliche *sortitio* (oder für ein SC) zur Auswahl vor (*nominavit ex quis pro consule Africae legetur*), von denen aber einer auf eigenen Wunsch ausschied (ebd.). Übrig blieb Q. Iunius Blaesus<sup>149</sup>: er wurde (ebd.) auf Grund des *consensus* des Senates (*adulantium!*), also durch *senatus consultum* und somit *extra sortem*, mit seiner Aufgabe betraut, und da Tiberius ihn vorgeschlagen hatte, hätte seine Entsendung — wie die des P. Paquius Scaeva — zusätzlich als *ex auctoritate imperatoris* erfolgt bezeichnet werden können. Nach Ablauf des ersten Jahres wurde seine *provincia* durch *senatus consultum* um ein weiteres Jahr bis 23 n.Chr. prorogiert (Tac. *Ann.* 3,58,1: *provincia... prorogata*, nicht das *imperium*), gewiß im Einvernehmen mit Tiberius. — Auch in diesem Fall ist deutlich zu sehen, daß nicht ein *imperium 'maius'* des Prinzeps wirksam wurde, sondern dessen *auctoritas*.

### 3) Interpretation von Dio Cass. 53,32,5 zu 23 v.Chr.

Nach diesem Überblick über wesentliche Teile des vorhandenen Quellenmaterials zur politischen Praxis<sup>150</sup> bedarf es im

<sup>147</sup> VOGEL-WEIDEMANN, *Statthalter* (wie A.28), 73-79 Nr.5; THOMASSON, *Fasti Africani* (wie A.132), 29 Nr.21.

<sup>148</sup> Zur Grundeinstellung des Tiberius vgl. auch Suet. *Tib.* 32,1: *corripuit consulares exercitibus praepositos, quod non de rebus gestis senatui scriberent quodque de tribuendis quibusdam militaribus donis ad se referrent, quasi non omnium tribuendorum ipsi ius haberent*. Vgl. auch ebd. 31,2 (Verweigerung einer Audienz für Gesandte aus Africa, Verweisung an den Senat).

<sup>149</sup> THOMASSON, *Fasti Africani* (wie A.132), 30 Nr.22. — Als Onkel des bei Hofe höchst einflußreichen *praefectus praetorio* L. Aelius Seianus stand er der *domus Augusta* besonders nahe.

<sup>150</sup> In den literarischen Quellen finden sich natürlich noch weitere Hinweise, die aber zumeist sehr pauschal das Handeln des Prinzeps ohne die konstitutionellen 'Rahmenbedingungen' darstellen. Siehe etwa bei Dio Cass. 56,25,6 zum

Blick auf die Behauptung des Cassius Dio zum Jahre 23 v.Chr. wohl nicht mehr vieler Worte: in keinem einzigen Fall ergab sich die Notwendigkeit, zur Erklärung des Vorhandenseins eines *imperium 'maius'* zu postulieren. Die Indizien deuten statt dessen darauf hin, daß Augustus seit 23 v.Chr. trotz Niederlegung des Konsulats als nunmehriger Prokonsul weiterhin, sicher durch Senatsbeschluß, im Besitz der bekannten konsularischen Prärogativen war. So konnte er *domi* das ihm als Privileg jetzt gleichsam *pro magistratu* eigene, im Jahre 19/18 v.Chr. 'komplettierte' *imperium consulare* wie bisher auch für Weisungen an Prokonsuln bzw. an die Provinzialen nutzen, aber immer unter Anwendung der *tribunicia potestas* im Zusammenwirken mit dem Senat. Wenn ich hiermit also die Rolle des Senates in der politischen Praxis des Augustus betone, so nicht in der Absicht, Th. Mommsens Dyarchie-Theorie<sup>151</sup> wiederzubeleben: der Prinzipat war ohne Zweifel eine auf dem militärischen Machtmonopol des Prinzeps basierende Monarchie<sup>152</sup>. Mir kam es nur darauf an darzutun, daß die konstitutionelle Praxis gegen ein souveränes, die Prokonsuln unterordnendes Befehlsrecht des Prinzeps spricht — das Augustus nach Lage der Dinge im übrigen auch gar nicht gebraucht hätte. Zugespitzt formuliert: der Prinzeps war ein Monarch, aber kein absolutistischer Herrscher. Daher ist es nicht hilfreich, die konsularischen Prärogativen, die der Prokonsul Augustus als Privileg besaß, als das von Cassius Dio zu 23 v.Chr. mit *imperium 'maius'* Gemeinte zu interpretieren<sup>153</sup>. Die Angabe des Cassius Dio ist für die Anfangszeit des Prinzipats schlicht falsch oder jedenfalls irreführend. Es gibt bis zum Lebensende des Augustus, soweit ich

Jahr 11 n.Chr.: (reichsweites) Edikt des Augustus gegen Weihungen zugunsten von Statthaltern; auf der Basis eines SC: so BRUNT, "Role" (wie A.79), 434.

<sup>151</sup> *StR* (wie A.15), II 2, 745-749.

<sup>152</sup> Zuletzt mit Recht wieder stark herausgestellt von BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 394 f.

<sup>153</sup> So aber u.a. PELHAM, "Imperium" of Augustus" (wie A.30), 38; zuletzt HURLET, *Collègues* (wie A.28), 290 ff.; BLEICKEN, *Zwischen Republik und Prinzipat* (wie A.28), 98, 104; DERS., *Augustus* (wie A.4), 352.

sehe, nicht einen einzigen Beweis für die These, daß der erste Prinzeps ein *imperium 'maius'* besessen hätte.

#### IV. Das *imperium* von Angehörigen der *domus Augusta*

Auch Agrippa und andere Angehörige der *domus Augusta* sind in der Forschung als Träger von *imperium 'maius'* bezeichnet worden<sup>154</sup>. Soweit diese Ansicht — wie im Fall des Tiberius spätestens seit 13 n.Chr.<sup>155</sup> — deduktiv aus der Überzeugung gewonnen wurde, Augustus selber habe für den Bereich *militiae* das *imperium 'maius'* besessen<sup>156</sup>, muß sie mit dem Nachweis als hinfällig betrachtet werden, daß der Prinzeps zu keinem Zeitpunkt mit einem solchen *imperium* ausgestattet war. Es existieren nun aber Quellenzeugnisse, nach denen, unabhängig von Nachrichten über das *imperium* des Augustus, Agrippa und Germanicus Caesar *imperium 'maius'* erhalten sollen. Zum Abschluß will ich versuchen, diese Zeugnisse in ihrem Zeitzusammenhang auszuwerten und in das bisher gewonnene Bild einzuordnen.

##### 1) Das *imperium* des Agrippa — '*maius*'?

In der wissenschaftlichen Diskussion um die Rechtsstellung und die *provincia/provinciae* des Agrippa konnte bisher noch keine Einigkeit erzielt werden. Sicher dürfte aber wenigstens sein, daß die Angabe des Cassius Dio zum Jahre 13 v.Chr., Augustus habe Agrippa "das Privileg erteilt, eine höhere

<sup>154</sup> C. Caesar ab 1 v.Chr.: vermutungsweise K. BRINGMANN, "Imperium proconsulare und Mitregentschaft im frühen Prinzipat", in *Chiron* 7 (1977), 219-238, hier 228.

<sup>155</sup> In diesem Jahr SC und Konsulargesetz über die vollständige rechtliche Gleichstellung des Tiberius *militiae* mit Augustus: Vell.Pat. 2,121,1; Suet. *Tib.* 21,1. Die Gleichstellung *domi* war schon früher erfolgt: Suet. *Tib.* 17,2 — Tiberius 9 n.Chr. zusammen mit Augustus zwischen den Konsuln.

<sup>156</sup> Z.B. KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 122; ebenso HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 42 ff.; F. HURLET, "La *Lex de imperio Vespasiani* et la légitimité augustéenne", in *Latomus* 52 (1993), 261-280, hier 266 f. (zu Agrippa und Tiberius).

Amtsgewalt zu haben als die wo auch immer außerhalb Italiens Kommandierenden" (54,28,1: μεῖζον αὐτῶ τῶν ἑκασταρχῶν ἔξω τῆς Ἰταλίας ἀρχόντων ἰσχυῖσαι ἐπιτρέψας), so daß Agrippa *imperium maius* besessen hätte, falsch oder irreführend ist, nicht nur hinsichtlich des Zeitpunktes, sondern auch der Sache selbst. Im Jahre 13 v.Chr. geschah nichts anderes, als daß Agrippa, *pro consule/pro magistratu* bereits im Besitz von *imperium*, vermutlich durch SC die *provincia* 'Kriegführung in Panonien' erhielt<sup>157</sup>. Bei Cassius Dio (54,28,1 f.) ist in diesem Zusammenhang jedenfalls weder von einer Verlängerung noch von einer Neuvergabe des *imperium* die Rede; der Autor spricht nur über eine angebliche 'Erhöhung' des *imperium*, das Agrippa nach seiner Vorstellung offensichtlich bereits inne hatte.

Zum Charakter von Agrippas *imperium* liegt nun durch den Neufund des Papyrusfragments einer griechischen Übersetzung der Leichenrede, die Augustus 12 v.Chr. nach dem Tode seines Freundes gehalten hat, eine authentische zeitgenössische Aussage vor. Der entscheidende Satz lautet<sup>158</sup>:

(Z. 7-11:) καὶ εἰς {ς} ἃς δὴ π|οτέ σε ὑπαρχείας τὰ κοινὰ τῶν Ρω|μαίων ἐφέλκοιτο, μηθενὸς ἐν ἐ|χείναις <εἶναι> ἔξουσίαν μεῖζον τῆς σῆς ἐν νόμῳ ἐκωρῶθη.

Dazu die lateinische Rückübersetzung durch den Herausgeber:

*et quascumque te in provincias res publica Romana adhiberet, nullius in illis ut esset imperium maius tuo, per legem sanctum est.*

<sup>157</sup> Vgl. THOMASSON, *Laterculi* (wie A.107), 87 Nr.3; W. AMELING, "Augustus und Agrippa. Bemerkungen zu PKöln VI 249", in *Chiron* 24 (1994), 1-28, hier 13 ff.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 73 f. — Außerdem wurde die *tribunitia potestas*, die Agrippa 18 v.Chr. durch SC und *lex populi* erhalten hatte, um ein Quinquennium verlängert: *laudatio* des Augustus in PKöln VI 249, Z.1 ff.; Dio Cass. 54,28,1.

<sup>158</sup> Die fragmentarisch überlieferte griechische Version der *Laudatio funebris* des Augustus auf Agrippa (ed. M. GRONEWALD), in M. GRONEWALD u. a., *Kölnener Papyri (PKöln)* VI (Opladen 1987), 113 ff., Nr.249 Z.7-11; hier auch 114 die oben anschließend zitierte lateinische Rückübersetzung des Herausgebers.

Auch hier wird also ebenfalls nicht die Vergabe eines *imperium* angesprochen<sup>159</sup>. Vielmehr handelt es sich um die durch Gesetz verfügte Privilegierung eines dem Agrippa bereits eigenen *imperium*. Seit wann aber besaß er dieses, wie hatte er es erhalten, welcher Art ist es gewesen, wann ist das angesprochene Privileg ergangen, was bedeutete das Privileg für sein *imperium*, welches war seine anfängliche *provincia*? — Kürzlich ist die interessante, durch Indizien gestützte Hypothese vorgestellt worden, Agrippa habe seit (Januar) 27 v.Chr., als er *cos. III* war, die *provincia* der Aufsicht über Roms Kriegsflotte und die Küsten des Mittelmeeres besessen (mit dem Titel eines *praefectus classis et orae maritimae*), bis zu seinem Tode 12 v.Chr. möglicherweise mehrfach mit weiterreichenden Zusatzaufträgen, vielleicht auch mit Einteilung in Quinquennien<sup>160</sup>. Für sein *imperium* würde das bedeuten, daß er es, regelrecht *ex consulatu*, zur Wahrnehmung der — sicher zeitlich befristeten und gegebenenfalls verlängerten (27 bis 23 oder 18; 17 bis 13; 12 v.Chr. bis...?) — *provincia* als *imperium consulare* nach dem Ende des Konsulats ab 26 v.Chr. automatisch *pro consule/pro magistratu* weiterführen konnte<sup>161</sup>. Das würde jedenfalls endlich erklären, weshalb in den Quellen nicht ein einziges Mal die Verleihung eines *imperium* erwähnt wird, sondern daß immer nur Modifikationen seiner Rechtsstellung und seiner *provincia* sowie einzelne Maßnahmen mitgeteilt werden, die sämtlich den Besitz von *imperium* voraussetzen<sup>162</sup>. Das durch

<sup>159</sup> Grundlegend jetzt AMELING, "Augustus" (wie A.157), *passim*. Vgl. danach auch HURLET, *Collègues* (wie A.28), 33 ff. (dazu DERS., "Recherches sur la durée de l'*imperium* des "co-régents" sous les principats d'Auguste et de Tibère", in *Cahiers du Centre G. Glotz* 5 [1994], 255-289, hier 262 ff., 280 ff.); BLEICKEN, *Augustus* (wie A.4), 347 mit 729.

<sup>160</sup> LACEY, *Augustus* (wie A.67), 117-131 ("Agrippa's *Provincia*"); abgelehnt von KIENAST, *Augustus* (wie A.5), 109 A.98.

<sup>161</sup> Nach meiner Kenntnis gibt es aber in den erhaltenen Quellen keinen einzigen Beleg dafür, daß Agrippa den Titel 'Prokonsul' geführt hätte. Doch das dürfte Zufall sein: auch für Augustus gab es bis 1999 keinen einzigen Beweis für die Führung des Titels. Siehe dazu oben bei A.90.

<sup>162</sup> Siehe z.B. Dio Cass. 54,12,4 zu 18 v.Chr.; 54,28,1 zu 13 v.Chr. — Vgl. die große Biographie von RODDAZ (wie A.67), hier bes. 337 ff.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 33-78.

Gesetz verliehene Privileg aber, darin dürfte es nach *PKöln* VI 249 wohl kaum noch einen Dissens geben, erklärte Agrippas *imperium* in jeder Provinz, die er im Staatsauftrag aufsuchen würde, nicht etwa für *maius*, sondern eindeutig für *aequum* in Bezug auf den jeweiligen Statthalter<sup>163</sup>, womit außer dem allgemeinen Bezug auf Prokonsuln implizit gesagt ist, daß das Privileg auch in den Provinzen, deren Prokonsul Augustus war, gelten sollte, daß das *imperium* des Prokonsuls Agrippa also auch dem *imperium* des Prinzeps in der jeweils aufgesuchten Provinz gleichgestellt war<sup>164</sup>. Das Gesetz, das Agrippa das von Augustus in der Rede angesprochene Privileg gegeben hat, könnte 23 v.Chr. ergangen sein<sup>165</sup>, vielleicht aber auch schon in seinem Konsulatsjahr 27 v.Chr., wenn es richtig ist, daß Agrippa bereits in diesem Jahre wie Augustus — durch Gesetz der beiden Konsuln Augustus und Agrippa? — seine *provincia (consularis)* erhalten hat. Für die Praxis bedeutete das Privileg, daß Agrippa als Prokonsul in Provinzen von anderen Prokonsuln *imperium* ausüben durfte, zwar ohne diese seiner direkten Befehlsgewalt zu unterstellen, aber mit der durch *auctoritas* oder womöglich auch entsprechende Hinweise im Gesetz vermittelten Gewißheit, daß die Prokonsuln Anordnungen, die er zur Erfüllung seiner *provincia* traf, nicht behindern bzw. daß sie diese unterstützen würden.

## 2) Germanicus 17/19 n.Chr.

Der bisher früheste und zugleich einzige urkundliche Beleg für ein *imperium 'maius'* ist das *senatus consultum de Cn. Pisone patre* vom Jahre 20 n.Chr. In dem inschriftlich erhaltenen

<sup>163</sup> AMELING, "Augustus" (wie A.157), 9 ff.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 45 ff., 290 ff. — Für *imperium 'maius'* hingegen noch HOYOS, "Legal powers" (wie A.17), 33 f.; RICH (Ed.), *Cassius Dio* (wie A.76), 167 f., 189, 206, ausgehend (170) von einem *imperium 'maius'* des Augustus seit 23 v.Chr., mit welchem das *imperium* des Agrippa gleichgestellt worden sei.

<sup>164</sup> Da das *imperium* des Augustus niemals *'maius'* war, kann man also auch nicht auf den 'Umweg' der Gleichstellung Agrippas mit Augustus ein *imperium 'maius'* des Agrippa konstruieren, wie dies RICH (Ed.), a.a.O. getan hat.

<sup>165</sup> AMELING, "Augustus" (wie A.157), 5 ff., 12 ff.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 43 ff.

Dokument wird das *imperium* des Germanicus Caesar für die Dauer seiner *provincia* in seinem Verhältnis zu dem der Prokonsuln einer bestimmten Region und zu dem des Prinzepts und Prokonsuls Tiberius seit 17 n.Chr. beschrieben<sup>166</sup>. Als Großneffe des Augustus sowie Neffe und Adoptivsohn des Tiberius gehörte Germanicus zur herrscherlichen *domus*. Auf Einzelheiten seiner wechselvollen Karriere, seiner Auseinandersetzungen mit Tiberius in den Jahren 14 bis 16 n.Chr. sowie 19 n.Chr. und mit dem illoyalen *legatus* der Provinz Syrien, Cn. Piso, 18/19 n.Chr. kann ich hier verzichten<sup>167</sup>. Der Text des SC spricht von seinem *imperium* im Zusammenhang mit Vorwürfen gegen den Legaten Cn. Piso:

(Z. 29)..... qui (sc. Piso) — cum deberet  
 meminisse adiutorem se datum  
 esse Germanico Caesari, qui a principe nostro ex auctoritate huius  
 ordinis ad  
 rerum transmarinarum statum componendum missus esset desider-  
 antium  
 praesentiam aut ipsius Ti. Caesaris Aug aut filiorum alterius utrius,  
 neglecta  
 maiestate domus Aug, neglecto etiam iure publico, quod adlect(us)  
 procos et ei procos, de quo  
 lex ad populum lata esset, ut in quamcumq(ue) provinciam venisset,  
 maius ei imperium  
 quam ei, qui eam provinciam procos optineret, esset, dum in omni  
 re maius imperi-  
 um Ti. Caesari Aug quam Germanico Caesari esset, etc.

Auch im Fall des Germanicus wissen wir nicht genau, auf welche Weise und wann das *imperium* vergeben worden war<sup>168</sup>.

<sup>166</sup> ECK, *Senatus consultum* (wie A.25), 157 ff. — Letzte Behandlung des Falles: HURLET, *Collègues* (wie A.28), 180-197, 294 ff.

<sup>167</sup> Vgl. zuletzt umfassend HURLET, *Collègues* (wie A.28), 163-208.

<sup>168</sup> Im folgenden gebe ich eine Rekonstruktion, die in einigen Elementen von der bisherigen Forschungsmeinung abweicht. Vgl. W.D. LEBEK, "Der Proconsulat des Germanicus und die *auctoritas* des Senats: Tab. Siar. fig. I 22-24", in *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 87 (1991), 103-124; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 190 ff.

Möglicherweise ist überdies die *lex ad populum lata* der Inschrift (Z.34) nicht das Gesetz gewesen, durch welches Germanicus mit *imperium* ausgestattet wurde, sondern eines, das ein ihm bereits übertragenes *imperium* in der angegebenen Weise privilegiert hat<sup>169</sup>. Der Text des Privilegierungsgesetzes ist jedenfalls nicht erhalten. Was uns aber immerhin vorliegt, sind Angaben über den erstaunlichen Inhalt dieses Gesetzes im zitierten SC (Z.34-36) sowie über die Vergabe und den besonderen Charakter der *provincia* (Z.30-32). Man wird sich den Ablauf vielleicht so vorstellen dürfen:

Das ursprüngliche *imperium*, das Germanicus wohl seit 11 n. Chr. *pro consule* innegehabt hatte, war mit dem Triumph am 26. Mai 17 n. Chr. beendet, und Germanicus war somit, nach Überschreiten des *pomerium*, zum *privatus* geworden<sup>170</sup>. Danach, im Sommer des Jahres, wurde er zum Konsul für 18 n. Chr. gewählt. Wohl um dieselbe Zeit, also im Sommer 17 n. Chr., hat er als *privatus* und *consul designatus* für die ihm von Tiberius zugedachte neue *provincia* im Anschluß an ein ebenfalls von Tiberius erwirktes SC auf dem üblichen Wege (*comitia centuriata/tributa* und *comitia curiata*)<sup>171</sup> ein *pro consule* ausübendes *imperium* erhalten<sup>172</sup>. Er war also ab Sommer/Herbst 17 n. Chr., wie alle anderen Prokonsuln auch, ein *privatus cum imperio*. Sein *imperium* aber wurde dann in einem nächsten

<sup>169</sup> Vergleichbar der Überlieferung zum *imperium* bzw. dem Privileg des Agrippa: s. o. Kap. IV 1. — Anders ECK, *Senatus consultum* (wie A.25), 159: im SC sei die Übertragung des (privilegierten) *imperium* angesprochen; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 191.

<sup>170</sup> Vgl. jedoch HURLET, "Recherches" (wie A.159), 287 f.; DERS., *Collègues* (wie A.28), 168 ff., 172-180.

<sup>171</sup> Vgl. LEBEK, "Proconsulat" (wie A.168), 111-112: konsularische *lex de imperio* für Germanicus erschlossen. — Zum 'üblichen Weg' s. o. A.75. — Daß Germanicus (anders als im Jahre 16 n. Chr.) ein Prokonsul mit *auspicia* war, zeigt sich darin, daß der Senat 18 n. Chr. für ihn eine *ovatio* und die Errichtung eines Triumphbogens beschlossen hat: *Tab.Siar.* fr. 1,17 f.; Tac. *Ann.* 2,64,1.

<sup>172</sup> Zu *pro consule*: Z.33 des SC de Cn. Pisone; sodann *Tab.Siar.* fr. 1,15 (im Text einer vom Senat gesetzten Inschrift): *procos missus*; Elogium des C. Caesar für Germanicus am Mausoleum des Augustus *CIL* VI 894b=31194b=40367: ..., *qui pro consule* c[omponeret statum provinciarum]; mit diesem Titel auch die Edikte des Germanicus in Ägypten *EJ* Nr.320a und b.

Schritt, sicher wiederum unter der *auctoritas* des Tiberius und des Senates, durch eine weitere *lex*, die ein Element des in der Inschrift angesprochenen *ius publicum* (Z.33) darstellt, privilegiert (zum Inhalt s. u.). Darauf folgte die Entscheidung über die *provincia*: diese ist Germanicus *extra sortem* direkt durch Senatsbeschluß zugewiesen worden<sup>173</sup>; es handelte sich um ordnungspolitische Aufgaben bezüglich der *transmarinae res* (Z.30 f.)<sup>174</sup>, darunter die Einsetzung eines Königs in Armenien *ex voluntate patris sui senatusque* (Z.44)<sup>175</sup> und, nach dem Tode des kappadokischen Königs Archelaos 17 n.Chr., um die Umwandlung des Reiches in die einem *legatus* übergebene, also dem Prinzeps als Prokonsul unterstehende, Provinz Cappadocia<sup>176</sup>. Von einer zeitlichen Befristung sagen die Quellen nichts; sie ergibt sich aber von selbst durch die absehbare Erledigung des Auftrags. Auch bei der Vergabe der *provincia* durch ein SC spielte selbstverständlich die *auctoritas* des Prinzeps die ausschlaggebende Rolle, so daß in den Quellen gelegentlich allein Tiberius als derjenige genannt wird, der Germanicus 'geschickt' hat<sup>177</sup>. Schließlich bestimmte ein weiteres SC, daß Cn. Piso,

<sup>173</sup> SC: Z.30 f. des SC de Cn. Pisone: *ex auctoritate huius ordinis; Tab.Siar. fr. 1,23 f.*: (Plan eines Ehrenbogens für Germanicus) [... in iis regionibus, quarum] *curam et tutelam Germanico Caesari ex auctori[tate] senatus mandasset;.....etc.*]; dann auch Suet. *Calig. 1,2: ad componendum Orientis statum ex S. C. (expulsus) missus*; Tac. *Ann. 2,43,1: decreto patrum permissae Germanico provinciae quae mari dividuntur.*

<sup>174</sup> Siehe auch *CIL VI 894b=31194b=40367: ... , qui pro consule c[omponeret] statum provinciarum*]; Suet. *Calig. 1,2: ad componendum Orientis statum*; Tac. *Ann. 2,43,1: permissae Germanico provinciae quae mari dividuntur*; 3,12,1: *rebus apud Orientem administrandis.* — Einzelheiten: HURLET, *Collègues* (wie A.28), 198 ff.

<sup>175</sup> Dazu auch *Tab.Siar. fr. 1,16 f.: missus in transmarinas pro[vincias], in conformandis iis (sc. provinciis) regnisque eiusdem tractus ex mandatis Ti C[ae]sar[is] Aul[ugusti], imposito/dato re-[g]e>Armeniae etc.*

<sup>176</sup> Dazu mit den Quellen W. ORTH, *Die Provinzialpolitik des Tiberius* (Diss. München 1970), 94 ff.

<sup>177</sup> Z.30 f. des SC de Cn. Pisone: *a principe nostro ex auctoritate huius ordinis ad rerum transmarinarum statum componendum missus*; Rede des Germanicus in Ägypten *EJ Nr.379, 9 f.*: in den Orient 'geschickt' durch den (Adoptiv-)Vater Tiberius; Vell.Pat. 2,129,3: *quanto cum honore Germanicum suum in transmarinas misit (sc. Tiberius) provincias.*

der dem Prinzeps direkt unterstehende Statthalter (*legatus*) von Syrien, dem Prokonsul als *adiutor* zur Seite stehen sollte<sup>178</sup>; d.h. der Legat, dessen 'Dienstherr' der Prinzeps und Prokonsul Tiberius war, sollte Germanicus bei der Erfüllung der ihm übertragenen Aufgaben helfen, nicht aber seiner Befehlsgewalt unterstehen. — Germanicus hat sodann, ausgestattet mit *mandata* des Tiberius für die ordnungspolitischen Maßnahmen im Orient<sup>179</sup>, Rom und Italien noch vor Ende des Jahres 17 n.Chr., als bereits amtierender Prokonsul eine Kriegsflotte kommandierend (Tac. *Ann.* 2,53,1: *classis*), verlassen und, mit einem kurzen Aufenthalt bei seinem Stiefbruder Drusus d. J. an der dalmatinischen Küste<sup>180</sup>, die Reise in die *transmarinae provinciae* begonnen (Suet. *Calig.* 1,2). Am 1. Januar 18 n.Chr. trat er in Nikopolis/Epirus das Konsulat an<sup>181</sup>, so daß er das bis zu diesem Zeitpunkt *pro consule* geführte *imperium consulare* jetzt als *magistratus* bekleidete. Vom Ende des Konsulats am 28. April des Jahres<sup>182</sup> bis zu seinem überraschenden Tod in Daphne nahe der syrischen Provinzmetropole Antiochien am 10. Oktober 19 n.Chr. amtierte er dann mit *imperium consulare* wieder *pro consule*.

Das Gesetz, durch welches der Prokonsul Germanicus in der Ausübung seines *imperium* privilegiert wurde, enthielt nach Ausweis des *SC de Cn. Pisone patre* die Klausel (Z.34-36),

„daß er (sc. Germanicus als Prokonsul), in welche Provinz er auch käme, ein höheres *imperium* haben solle als derjenige, der die Provinz als Prokonsul inne hat, während in jeder Hinsicht

<sup>178</sup> SC Z.29 f.; auch Tac. *Ann.* 3,12,1 (Rede des Tiberius): *adiutorem(que) datum a se auctore senatu*.

<sup>179</sup> *Tab.Siar.* fr. 1, 16 f.: *procos missus in transmarinas pro[vincias], in conformandis iis regnisque eiusdem tractus ex mandatis Ti C<a>esaris Au[(gusti), etc.*

<sup>180</sup> Tac. *Ann.* 2,53,1: ... *Nicopolim, quo venerat per Illyricam oram viso fratre Druso in Delmatia agente*. — Die Stationen der Reise: H. HALFMANN, *Itinera principum. Geschichte und Typologie der Kaiserreisen im römischen Reich* (Stuttgart 1986), 168 ff.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 198 ff.

<sup>181</sup> Tac. *Ann.* 2,53,1. — Vgl. HURLET, *Collègues* (wie A.28), 568, der zu glauben scheint, Germanicus habe sein *imperium* als Konsul mit einem *imperium 'proconsulare'* kumuliert.

<sup>182</sup> D. KIENAST, *Römische Kaisertabelle* (Darmstadt <sup>2</sup>1996), 80.

dem Tiberius Caesar Augustus ein höheres *imperium* eigen sei als dem Germanicus Caesar" (*ut in quacumq(ue) provinciam venisset, maius ei imperium | quam ei, qui eam provinciam procos optineret, esset, dum in omni re maius imperi| um Ti. Caesari Aug quam Germanico Caesari esset*)<sup>183</sup>.

Hier wurde also offensichtlich zum ersten (und vermutlich einzigen) Mal für die Dauer und den Raum der *provincia* des Germanicus durch Gesetz in der Form eines Privilegs eine dreistufige Hierarchie von *imperia* konstituiert: der Prokonsul Tiberius — der Prokonsul Germanicus — die Prokonsuln östlicher Provinzen<sup>184</sup>, wobei auffällt, daß die Hierarchie nicht von Tiberius ausgehend konstruiert wurde, sondern von Germanicus aus. Damit ist zunächst einmal klar, daß Germanicus nicht grundsätzlich gegenüber allen Prokonsuln im Reich eine höhere Kommandogewalt haben sollte, sondern eben nur solange und dort im Osten, wo er im Rahmen seiner ordnungspolitischen *provincia* tätig werden könnte, also gegenüber den Prokonsuln von Asia, Bithynia/Pontus, Cyprus, Creta/Cyrene.

Die Frage aber, warum für die Dauer der *provincia* sein *imperium* für *maius* gegenüber den östlichen Prokonsuln erklärt worden ist, läßt sich wohl nur durch Hypothesen beantworten, da das Quellenmaterial für eindeutige Aussagen (noch) nicht hinreicht. — Angenommen also, Tiberius hätte bereits *imperium 'maius'* gegenüber allen Prokonsuln des Reiches besessen: dann hätte dies natürlich auch gegenüber einem Prokonsul Germanicus gegolten, und es wäre zunächst nicht ohne weiteres einzusehen, weshalb im Gesetz so nachdrücklich

<sup>183</sup> Vgl. dazu Tac. *Ann.* 2,43,1: *decreto patrum permissae Germanico provinciae quae mari dividuntur maiusque imperium, quoquo adisset, quam iis qui sorte aut missu principis obtinerent.* ECK, *Senatus consultum* (wie A.25), 159; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 195-197. Beide Autoren verstehen unter denjenigen, die nach Tacitus *missu principis* amtieren, die Legaten. Ich glaube jedoch, es sind solche Prokonsuln gemeint, die — wie Cossus Cornelius Lentulus oder P. Paquius Scaeva (s. o. 209 ff., 213 ff.) und letzten Ende ja auch Germanicus selber — *extra sortem* und *auctoritate principis* sowie *senatus consulto* 'geschickt' wurden.

<sup>184</sup> Dazu und zum folgenden ECK, *Senatus consultum* (wie A.25), 160 f.; HURLET, *Collègues* (wie A.28), 195 ff., 299 f., 301 ff.

betont wurde, daß das *imperium* des Prinzeps in jedem Falle höher sei als das des Germanicus. Eine zwingende sachliche Notwendigkeit wiederum, das *imperium* des Germanicus für *maius* gegenüber den Prokonsuln des Ostens zu erklären, ist nicht erkennbar. Warum also im Fall des Germanicus die Privilegierung des *imperium*? Vielleicht als Kompensation für die schroffe Abberufung<sup>185</sup> vom selbständigen Kommando in Germanien 15/16 n. Chr. Jedenfalls: sobald das *imperium* des Germanicus für *maius* im Osten erklärt war, konnte sich die Notwendigkeit einer Aussage über das Verhältnis seines privilegierten *imperium* zu dem oben hypothetisch angenommenen höheren *imperium* des Prinzeps ergeben: denn wenn der Prinzeps bereits *imperium 'maius'* hatte, würde ein *imperium 'maius'* des Prokonsuls Germanicus in Bezug auf Tiberius ein *imperium 'aequum'* bedeuten — und das konnte, wenn man aus welchen Gründen auch immer wollte, durch die Feststellung, das *imperium* des Prinzeps sei 'in jeder Hinsicht' höher als das des Germanicus, vermieden werden.

Allerdings: gegen diese Lösung spricht die durch andere Quellen — nämlich vor allem zu den Prokonsuln in Africa zwischen 17 und 24 n. Chr. — erweisbare Tatsache, daß das *imperium* des Tiberius nicht '*maius*' war<sup>186</sup>, wobei ich '*maius*' nach wie vor vom römischen Sprachgebrauch her<sup>187</sup> im Sinne eines rechtlich übergeordneten Befehlsverhältnisses verstehe. Darum ist eine andere hypothetische Lösung des Problems vielleicht vorzuziehen. Sie geht von der zweifelsfrei dokumentierten Tatsache aus, daß das *imperium* des Germanicus 17 n. Chr. für *maius* im Osten erklärt worden ist; der Wunsch, für irgendeinen Eventualfall klare Befehlsverhältnisse zu garantieren, vielleicht aber auch die Absicht, Germanicus für die Abberufung aus Germanien eine prestigeträchtige Kompensation zuzugestehen, könnten dafür den Ausschlag gegeben haben.

<sup>185</sup> Vgl. B. LEVICK, *Tiberius, the Politician* (London 1976), 154 ff.

<sup>186</sup> Siehe dazu oben 213 f. und A.133 f.

<sup>187</sup> S. o. Teil II 3.

Germanicus wäre also durch das Privileg berechtigt gewesen, den Prokonsuln der Region bei Bedarf zum Zweck der Erfüllung der ihm übertragenen Aufgaben Anweisungen zu geben. Nun gab es aber im Osten noch eine Reihe Provinzen, die nicht vom Senat geschickten Prokonsuln, sondern dem Kommando des Prinzeps unterstanden, der seinem Rechtsstatus nach ebenfalls ein Prokonsul war (Syria, Cilicia, Galatia, seit 18 n. Chr. Cappadocia). Sollte das *imperium* des Germanicus also auch gegenüber diesem Prokonsul *maius* sein? Das hätte jedenfalls bei einer generellen Fassung des Privilegs so aufgefaßt werden können. Und um dies, so glaube ich, angesichts des seit Jahren gestörten Vertrauensverhältnisses zwischen dem Prinzepe und seinem Adoptivsohn<sup>188</sup> zu vermeiden, also zur Regelung eines zeitlich und räumlich begrenzten Sonderfalls, hat man das *imperium* des Prokonsuls Tiberius mit Bezug auf den Prokonsul Germanicus für *maius* erklärt.

Man könnte nun von hier ausgehend weitere Spekulationen anstellen, etwa in dem Sinne, daß, wenn das *imperium* des Prinzeps laut Gesetz über die Privilegierung des Germanicus höher sein sollte als das des privilegierten Prokonsuls Germanicus, dessen eigenes *imperium* wiederum höher war als das anderer Prokonsuln, — daß dies also den Schluß zulassen könnte, erst recht sei aus diesem Grunde das *imperium* des Prinzeps *maius* in Bezug auf alle anderen Prokonsuln im Osten und überhaupt im ganzen Reich. Doch ich glaube nicht, daß man so weit gehen darf. Natürlich könnte man sich vorstellen, daß, nachdem nun einmal eine rechtliche Überordnung des Prokonsuls Germanicus über die Prokonsuln in der Reichweite seiner *provincia* und die Überordnung des Prokonsuls Tiberius wiederum über den Prokonsul Germanicus formuliert und gesetzlich verankert war, der Weg frei geworden sein könnte, unabhängig vom konkreten Einzelfall generell das *imperium* des Prinzeps als 'maius' in Bezug auf alle Prokonsuln zu deklarieren — was es ja bisher nachweislich nicht gewesen war. Aber

<sup>188</sup> Vgl. B. GALLOTTA, *Germanico* (Roma 1987), 125.

dafür gibt es, wenn ich richtig sehe, kein Quellenzeugnis. Offenbar war die Regelung des Jahres 17 n.Chr. ein Sonderfall, die mit dem Tode des Germanicus 19 n.Chr. bereits wieder obsolet geworden ist, die aber auch unabhängig von dessen persönlichem Schicksal mit Erledigung der dem Prokonsul übertragenen *provincia* in jedem Falle gegenstandslos geworden wäre. Das *imperium* des Prinzeps indessen war und blieb nach allem, was man derzeit sagen kann, weiterhin, was es für Augustus seit dem Januar 27 v.Chr. mit den Modifikationen von 23 und 19/18 v.Chr. gewesen ist und wie Tiberius selber es 13/14 n.Chr. übernommen hatte: *domi* und *militiae* das *imperium consulare* in der Hand eines unerreichbar privilegierten Einzelnen, der als Prokonsul und gegebenenfalls Konsul zusammen mit dem Senat durch Anwendung der konsularischen Prärogativen *domi* die Einsetzung und Amtsführung aller Prokonsuln im Reich beeinflussen und kontrollieren konnte<sup>189</sup> — gänzlich abgesehen davon, daß er selber durch seine eigene *provincia* das direkte Kommando über fast das gesamte römische Militärpotential innehatte. Das war eine solide, unüberwindliche Grundlage für eine alle und alles überragende *auctoritas*, und mit Sir Ronald dürfen wir abschließend hinzusetzen: "his enemies would have called it *potentia*. They were right"<sup>190</sup>.

<sup>189</sup> Wie sich u. a. im Zusammenhang mit den Prokonsuln von Africa zeigen ließ: s. o. 209 ff., 212 ff.

<sup>190</sup> *The Roman Revolution* (wie A.1), 3.

## DISCUSSION

*F. Millar:* In response to your very interesting and stimulating paper, I ought perhaps, as a pupil of Sir Ronald Syme, to make clear that I agree entirely with its fundamental presupposition. That is to say that we can not treat the constitutional aspects, or the constitutional form of the Augustan *régime* simply as a *façade* which either masked or did not succeed in masking the fact of monarchic power. On the contrary, the adoption of various successive constitutional forms, and the voting of specific powers, positions and honours by the Senate or by the Senate and People, was fundamental to the nature of the *régime* and to its success as a complex series of compromises between tradition and innovation.

As regards the conferment of rights and powers, through the medium of *leges* passed by the *populus Romanus*, the publication of new evidence shows that legislation, in this formal sense, was an even more important feature of the early Imperial *régime* than we might have supposed. For instance, the *Tabula Siarensis* reveals, as the narrative of Tacitus' *Annales* does not, that the honours voted by the Senate for the deceased Germanicus had to be embodied in a *lex*. In the specific case of the voting of *imperium maius quam...* the same is true, as the *S.C. de Cn. Pisone patre* shows, of the powers voted to Germanicus; while *PKöln* VI 249 shows that this was also true of the *imperium* of Agrippa. These would in fact be good reasons to make a systematic review of the role of popular legislation (several times attested in the *Res gestae*) in the early Principate.

I also agree that we must distinguish carefully between the vote of 'Imperial' provinces in 27 BC and the vote of greater *imperium* than provincial governors in 23 BC. The *Senatus Consultum de Cn. Pisone patre*, however, distinguishes very

specifically between the superior *imperium* to be exercised by Germanicus in any province which he visited, and the more general superior *imperium* of Tiberius, who at the time was established in Rome.

In your paper, as regards the superior *imperium* of the Emperor, which might be exercised at a distance, I believe that you take too minimalist a view. For a start, it seems clear that we should accept the statement of Cassius Dio that from the beginning Augustus issued *mandata* to both his own *legati* and the *proconsules*. Secondly, there is no need to try to find, in every case where the evidence shows Augustus communicating with a *proconsul*, some justifications in terms of a prior vote by the Senate, or the People. For the notion of separate spheres of authority as between 'imperial' and 'public' provinces is out of date. The Senate took measures relating to both types of province, as it does in the *Tabula Siarensis*, and so did the Emperor. The Emperor also responded regularly to embassies from communities within 'public' provinces.

In specific cases, therefore, we should accept that there was nothing to prevent Emperors making decisions which affected 'public' provinces and their proconsular governors, even without their moving from Rome. But equally the stability of the Augustan *régime* depended not merely on the *consensus universorum* but on complex specific votes and legislative acts by Senate and People.

*Kl.M. Girardet*: Meine Intention war, u.a. das verbreitete Bild von Augustus als einem 'absolutistischen' Herrscher infrage zu stellen, von einem Herrscher, der 23 v.Chr. angeblich (Dio Cass. 53,32,5) formell ein *imperium 'maius'* erhalten hat, der also den Prokonsuln im Reich rechtlich als Befehlsinstanz übergeordnet war und der daher legal autonom, ohne Rückkopplung an Senat und Volk von Rom, regiert hat bzw. hätte regieren können. Die politische Praxis nach 23 v.Chr. spricht nach meiner Ansicht gegen die Richtigkeit der Angabe des Cassius Dio. — Ich stimme Ihnen in dem Ergebnis Ihres Aufsatzes von

1966 ("The Emperor, the Senate and the Provinces", in *JRS* 56 [1966], 156-166) uneingeschränkt zu, daß die zwischen Augustus und dem Senat 'aufgeteilten' Provinzen keine "separate spheres of authority" darstellten; das zeigt schließlich jetzt auch wieder das *SC de Cn. Pisone patre* (Z.30 ff.). Und daß bereits Augustus, wie Cassius Dio sagt (53,15,4 f.), Prokonsuln *mandata* erteilt hat, wird man auch ohne direktes zeitgenössisches Quellenzeugnis als höchst wahrscheinlich annehmen dürfen. Für Tiberius sind *mandata* an den Prokonsul Germanicus durch die *Tabula Siarensis* (fr. 1, 16 f.) bezeugt. Doch wurden diese ohne den Senat erteilt? Vom gesamten Kontext des Falles her glaube ich das nicht. Das führt mich zu Ihrer Bemerkung, meine Position in der Frage nach einem *imperium 'maius'* sei "too minimalistic". Natürlich will ich nicht bestreiten, daß die faktischen Machtverhältnisse es Augustus ebenso wie Tiberius ermöglicht hätten, von Rom aus 'absolutistisch' zu regieren. Worauf es mir aus den dargelegten Gründen aber ankam, war die Ermittlung der Tatsache, daß beide sich in der politischen Praxis offensichtlich an bestimmte Regeln gehalten haben, und zu diesen Regeln gehörte, wie ich zu zeigen versucht habe, ein formelles *imperium 'maius'* im Sinne eines den Prinzeips allen Prokonsuln als Befehlsinstanz überordnenden Rechts nicht. Senat und gegebenenfalls auch Volk von Rom waren an den bzw. an allen Regierungsakten durch ihre Entscheidungen beteiligt; nicht in einem 'dyarchischen' Sinne, sondern als so etwas wie ein auf Konsens angelegtes organisches Ganzes, dessen *auctor* und 'Kopf' selbstverständlich der Prinzeips mit seiner *auctoritas* war. Daß dies alles in der Praxis im wesentlichen funktioniert hat, ist sicher das Ergebnis der staunenswerten Herrschaftskunst des Augustus.

*J. Scheid:* Ich stimme Herrn Girardets Darstellung der formalen Machtausübung vollkommen zu. Wer nicht wie Cäsar enden wollte, mußte die herkömmlichen Formen der Machtausübung respektieren, was übrigens keineswegs die eigentliche

Machtstellung beeinträchtigte. Daß Herr Girardet auch den Senat als Weg und Mittel für das Eingreifen in nichtkaiserlichen Provinzen hinzuzieht, finde ich sehr anregend.

Eine Frage habe ich mir über die Auspizien gestellt. Auspizien gehören zu einem legitimen Imperium; die *lex curiata* befähigt z.B. den Konsul zum Einholen von Auspizien, und zuallererst zu Auspizien über sein eigenes *imperium*. Wie sollen wir uns nun das Imperium und die Auspizien des Jahres 23 (und nachher) vorstellen? Hat Augustus durch ein Gesetz oder sogar eine *lex curiata* dieses Recht erhalten? Würde es jemals erneuert? Und was Cossus Lentulus sowie alle Prokonsuln dieser Zeit betrifft, so frage ich mich, wie sie ihr Imperium und ihre Auspizien erhalten haben. Als die Prokonsulate sich noch gleich an die Konsulate anschlossen, bestand dieses Problem nicht, weil der Betroffene noch im Besitz des Imperiums war, als der Senat ihm die neue Aufgabe übertrug. Nun aber sind Konsulat und Prokonsulat meistens durch eine Anzahl von Jahren getrennt, so daß die Frage sich anders stellt.

*Kl.M. Girardet:* Ihre Fragen lassen sich aus Mangel an Quellen leider nicht verläßlich beantworten. Klar ist aber, daß Augustus 23 v.Chr. durch die *abdicatio* vom Konsulat *imperium* und *auspicium* für den Bereich *domi* aufgegeben hat; da er sich zum Zeitpunkt der *abdicatio* — natürlich absichtlich — im Bereich *extra pomerium* aufhielt, blieb er im Besitz von *imperium/auspicia* für den Bereich *militiae*, wo er denn auch tatsächlich durch die 1999 veröffentlichte Inschrift (von 15 v.Chr.) erstmals mit dem Titel 'Prokonsul' bezeugt ist. Aber was nun? Cassius Dio berichtet (53,32,5 f.; 54,3,3), Augustus habe, außer der *tribunicia potestas*, nach der *abdicatio* 23 v.Chr. als Privileg u.a. das konsularische Recht erhalten, jederzeit den Senat einzuberufen. Das (und anderes) setzt voraus, daß der Prinzeps *domi* weiterhin bzw. erneut über *imperium* und *auspicia* verfügte; sonst wäre das Privileg ja sinnlos. Also wird man, vorausgesetzt, daß es legal zugeing, annehmen müssen, daß ihm nach der *abdicatio* durch Abstimmung in den Komitien (*centu-*

*riataltributa* bzw. *curiata*) das *imperium* und die *auspicia* für das legale Handeln *intra pomerium* als Privileg erneut verliehen worden sind. Aber wie gesagt: in den Quellen findet sich darüber wie auch über eventuelle Verlängerungen kein Wort; vielleicht waren aber Verlängerungen auch gar nicht notwendig, wenn dieses Privileg in gleicher Weise zeitlich unbefristet vergeben worden sein sollte wie das für den Bereich *militiae* wirk-same Pomeriumprivileg.

Die Situation der Prokonsuln in der augusteisch-tiberischen Zeit stellt sich mir folgendermaßen dar: grundsätzlich muß man zwischen Vergabe des Imperiums und Vergabe der *provinciae* unterscheiden. Die *provinciae* wurden im Senat auf dem Wege der *sortitio* vergeben. In den Quellen erfährt man aber mit keinem Wort, wie die Prokonsuln, die sämtlich *privati cum imperio* waren, Amt und Auspizien erhalten haben. Es gibt nach meiner Kenntnis nur den einen im Vortrag aufgegriffenen Hinweis bei Strabon, daß die Statthalter eines Teils der Provinzen "durch das Volk entsandt" wurden (17,3,25, p.840). Ich habe daraus geschlossen, daß — falls nicht 'durch das Volk' bedeuten sollte: 'durch den Senat'; aber das glaube ich nicht — die Prokonsuln *imperium/auspicia*, als ursprünglich *privati*, auf die traditionelle Weise erhielten, also durch *comitia centuriataltributa* und *curiata*. Einige Prokonsuln allerdings hatten nachweislich zwar *imperium*, aber keine *auspicia* (wie Cossus Cornelius Lentulus; nach Tacitus *Ann.* 2,41,1 aber auch Germanicus 16 n.Chr.). Solche Fälle hat es auch zur Zeit der Republik gegeben. Im Vortrag habe ich einen Vorschlag zur Erklärung gemacht; die Sache sollte aber unbedingt noch weiter untersucht werden.

A. Wallace-Hadrill: I emphatically agree with the viewpoint that we should not look in *imperium 'maius'* for some sort of 'secret' of Augustus' power (consequently concealed in the *Res gestae*). *Imperium*, however defined, was overt; anything which we call the 'constitutional basis' of his power could only function, if public and declared. At the same time, I doubt if the

sort of *imperium maius* which we see given to Agrippa, Tiberius, Germanicus and other members of the dynasty, can be adequate to explain the basis of Augustus' exercised powers. The emphasis of the passages is ritualistic: who took precedence over whom (we know the Roman concern for who made way to whom, who rose from their chair and so on). The ritual precedence of the emperor should be beyond doubt, and that Germanicus' *imperium*, though *maius*, was nevertheless inferior to that of Tiberius, was as much a matter of decencies as of powers. The pursuit of a 'secret' of power seems to me a chimaera: if there was a secret, we cannot by definition be clear about it. The discussion surely is one about legal formalities. These cannot define limits to imperial power (who would dare overtly limit it?), but they do cast important light on the language and forms by which consensus was reproduced. It is here, in my view, that *imperium* will continue to fall short, unless *auctoritas* is invoked at its side.

*Kl.M. Girardet*: Die "ritual precedence of the emperor" ist eine unbestreitbare Tatsache. Doch hat sie aus meiner Sicht mit dem Problem eines *imperium 'maius'* nichts zu tun — vorausgesetzt, meine durch die Quellen gestützte Analyse dieser Art von *imperium* trifft zu, daß es sich nämlich um klare hierarchische Befehlsstrukturen handelt; so wie der Diktator dem Konsul, der Konsul dem Praetor kraft höheren Amtsrechtes legal Befehle erteilen durfte. Der Prokonsul Augustus aber hat den Prokonsuln in der Praxis nach Ausweis der von mir behandelten Quellen keine Befehle erteilt. Der Prinzeps hat es gewiß nicht deshalb nicht getan, weil er dazu nicht die Macht gehabt hätte, sondern weil er es nicht hat tun wollen; zu möglichen Gründen gleich. Und natürlich war er seit 28/27 v.Chr. in einer derartig überlegenen Machtposition, daß er, wenn er es für nötig gehalten hätte, sich das *imperium 'maius'* auch hätte zusprechen lassen können. Aber er hatte entgegen der Behauptung des Cassius Dio (53,32,5) aus dem Grunde formell kein *imperium 'maius'*, weil er es in der Praxis, wie die Regierungs-

wirklichkeit unter seiner *auctoritas* zeigte, nicht brauchte. Gleiches gilt für Agrippa, der, wie durch *PKöln* VI 249 nachgewiesen, ebenfalls entgegen der Behauptung des Cassius Dio (54,28,1) kein *imperium 'maius'*, sondern ein *imperium 'aequum'* besessen hat. Das *imperium 'maius'* von Tiberius und Germanicus wiederum erscheint lediglich als ein zeitlich und räumlich begrenzter, durch die Umstände erklärbarer Sonderfall ohne weitere Folgen für die Rechtsgrundlagen des Prinzipats.

Augustus aber hat nichts kaschiert, und er hat nicht gelogen, als er in *Res gestae* 34 den Gleichstand seiner *potestas* mit derjenigen anderer behauptete, während er an *auctoritas* allen überlegen war. Auf diesem Hintergrund haben Sie das Problem der Beurteilung von "legal formalities" angesprochen. Wenn es also einerseits richtig ist (wie ich glaube), daß Augustus darauf verzichtet hat, sich die unbegrenzte 'absolute' Macht, die er faktisch besaß, auch noch durch SC und Gesetz in Gestalt des *imperium 'maius'* zusprechen zu lassen (sonst wäre *Res gestae* 34 eine Lüge!), stimme ich Ihnen andererseits vollkommen zu, daß die rechtlichen Regeln die faktische Macht des Übermächtigen nicht begrenzen konnten. Sie sollten das aber wohl auch gar nicht, sondern sie sollten den Willen des Prinzeps dokumentieren, sich — natürlich mit Blick auf das Ende Caesars und so um des Machterhalts willen — bei aller ihm eigenen überlegenen *potentia* an Regeln zu halten. Diese Regeln, zu denen eben auch der durch *auctoritas* ermöglichte oder kompensierte Verzicht auf Recht und Praxis eines *imperium 'maius'* gehörte, sind sicher sozusagen monarchische Gewährung, also in jedem Falle prekär. Für Führungsschicht und Untertanen aber wurde durch das Regelwerk die faktisch unbegrenzte Macht erträglich gemacht — und für den Übermächtigen wurde dadurch das 'zivile' Herrschen mit seiner *auctoritas/potentia* möglich: die Alternative wäre, wenn auch mit ungewissem Ausgang, das Terrorregiment gewesen (vgl. Cic. *Leg. agr.* 2,46: *est in imperio terror*).

*T. Hölscher:* Ich sehe hier einen Widerspruch. Nach den akzeptierten Erklärungen für die staatsrechtliche Definition der

Stellung des Augustus im Rahmen der republikanischen Verfassung sei es um 'Einbindung' gegangen; nach Bleicken sei er damit "berechenbar", nach Ihren Worten "nicht zum unkontrollierbaren Alleinherrscher" geworden. Das würde eine gewisse Abgrenzung und Kontrolle seiner Macht bedeuten. Andererseits gewinnt man den Eindruck, daß eine Position für Augustus gesucht wurde, in der er alle politischen Maßnahmen, die er durchführen wollte, auch durchführen konnte; daß er sie auch tatsächlich durchgeführt hat; und daß eine effektive Kontrolle durch Senat und Volk weder vorgesehen war noch tatsächlich jemals stattgefunden hat. Daher der Eindruck des rein rituellen Charakters aller dieser Positionsbestimmungen, den Andrew Wallace-Hadrill formuliert hat.

Könnte aber das Ziel — oder zumindest ein Ziel — dieser balancierenden Konstruktion der Macht vielleicht gar nicht Einbindung, Kontrolle und Begrenzung der Herrschaft gewesen sein, sondern umgekehrt: die Einbindung der Instanzen von Senat und Volk in die Ziele, Entscheidungen und Maßnahmen des Kaisers? Mußte nicht einem *de facto* allmächtigen Herrscher daran gelegen sein, alle Kräfte von vornherein in die eigenen Konzepte und Aktivitäten einzubeziehen, ihre Zustimmung zu sichern und gar nicht erst einen für ihn unkontrollierbaren Raum entstehen zu lassen, in dem sich Gegenpositionen und Widerstand entwickeln konnten? So daß es weniger (oder vielleicht nicht nur) um Sicherung vor allzugroßer Macht im Sinne von Senat und Volk gegangen wäre, sondern vor allem um die totale Sicherung von Konsens im Sinne des Kaisers?

*Kl.M. Girardet:* Vielleicht habe ich mich im Vortrag zur Frage des gängigen Augustusbildes zu allgemein ausgedrückt. Ich bin in der Tat der Ansicht, daß Augustus, entgegen einem verbreiteten Bild, zwar ein Monarch besonderer Art, aber eben kein 'absolutistischer' Alleinherrscher gewesen ist. Hätte er durch SC und Gesetz, wie Cassius Dio an der vielbesprochenen Stelle behauptet, *imperium 'maius'* erhalten — d.h. die

formelle rechtliche Überordnung über alle Imperiumsträger des Reiches —, dann wäre er ein 'absolutistischer' Herrscher gewesen, und seine Aussagen in *Res gestae* 34 müßte man als Lüge oder Propaganda bezeichnen. Wenn ich demgegenüber meine, daß Augustus sich in der politischen Praxis an Regeln gehalten hat, so erscheint er mir in der Tat bis zu einem gewissen Grade als 'berechenbar', auch wenn das Einhalten bestimmter, von der Republik her bekannter Regeln gewiß nicht in politischer Moral o. ä. begründet, sondern — angesichts des Endes des Diktators Caesar und der Folgen — rein herrschafts- und stabilitätspolitisch motiviert, wenn man so will: ganz und gar egoistisch war. Aber die republikanischen Instanzen Senat und Volk von Rom konnten auch zur Zeit der Republik lediglich ihre Zustimmung zu geplanten Regierungsmaßnahmen geben oder verweigern, und sie waren darum auch aus meiner Sicht keineswegs 'Kontrollorgane', die die Macht des Prinzeps begrenzt hätten: der Prinzipat war keine 'konstitutionelle Monarchie' (wie er auch keine 'absolutistische Monarchie' gewesen ist). Ihre in Frageform gefaßten Ausführungen zum Ziel der augusteischen Konstruktion der Macht und zum politischen Zweck des Regelwerks sind in jeder Hinsicht treffend. Ich habe ihnen nichts hinzuzufügen.

## VI

TONIO HÖLSCHER

### AUGUSTUS UND DIE MACHT DER ARCHÄOLOGIE

The halo of their resplendent fortune  
may dazzle, but it cannot blind,  
the critical eye.

Ronald Syme

#### *I. Zeugnisse und Ansätze: verbal versus materiell/visuell*

Es ist erst wenige Jahrzehnte her, daß historische Bücher über Augustus in wesentlicher Hinsicht auf archäologische Zeugnisse begründet werden. Das hängt zum einen mit allgemeinen Veränderungen der archäologischen Forschung, zum anderen mit einem ebenfalls allgemeinen Wandel des Konzepts der Historie zusammen.

Die Klassische Archäologie hatte seit den Zeiten des Historismus im späteren 19. Jahrhundert eine starke Tradition der Erschließung und Interpretation historisch signifikanter Denkmäler entwickelt. Für die Epoche des Augustus gehören seitdem die Bildnisstatue von Prima Porta, die Ara Pacis und andere Monumente zum festen Bestand der Forschung<sup>1</sup>. Das Ziel war im wesentlichen die Deutung und Entschlüsselung einzelner Denkmäler im Rahmen ihrer Zeit, wie sie aus schriftlichen Quellen bekannt war. Diese Tradition lebte als schmale Unterströmung auch nach dem 1. Weltkrieg fort, als das Fach

<sup>1</sup> G. HENZEN, "Scavi di Primaporta", in *BdI* (1863), 71-78; F. v. DUHN, "Über einige Basreliefs und ein römisches Bauwerk der ersten Kaiserzeit", in *Miscellanea Capitolina* (Roma 1979), 11-16.

stark von Fragen der künstlerischen Form dominiert war und allenfalls über die Brücke der Geistesgeschichte mit der allgemeinen Historie in Verbindung kam<sup>2</sup>. Historismus und Geistesgeschichte hatten miteinander gemein, daß die archäologischen Hinterlassenschaften zwar auf willkommene Weise die literarischen Zeugnisse bestätigen, ergänzen, in einzelnen Fällen auch korrigieren konnten — daß sie jedoch nicht als Zeugnisse eines Lebensbereichs *sui generis* verstanden wurden. Gerhard Rodenwaldts Schrift "Kunst um Augustus" zeigt bereits im Titel, daß Bildwerke und Denkmäler im Grund als dekoratives Beiwerk der eigentlichen Staats- und Herrschaftsformen, bestenfalls als 'kulturelles Erbe' Europas bis in die eigene monumentale Zeit betrachtet werden<sup>3</sup>. Für Ronald Syme und seine Perspektive des politischen Kampfes gab es daher aus der Archäologie seiner Zeit kaum brauchbare Impulse<sup>4</sup>.

Erst seit den 60er Jahren dieses Jahrhunderts wird Archäologie zunehmend als umfassende Wissenschaft historischer Kulturen begriffen: als Erforschung der materiellen Lebenswelt, der Bau- und Bildwerke und ihrer visuellen Evidenz, die grundsätzlich von den verbalen und literarischen Sektoren menschlicher Kultur verschieden sind. Für die Epoche des Augustus wurden dabei vor allem die Formen der städtischen Lebensräume, die allgegenwärtige 'Macht der Bilder' und der darin zum Ausdruck kommende mentale Habitus als zentrale historische Phänomene erschlossen<sup>5</sup>. Eine wichtige methodi-

<sup>2</sup> Dazu K. SCHEFOLD, "Die Klassische Archäologie nach dem ersten Weltkrieg", in *Altertumswissenschaft in den 20er Jahren*, hrsg. von H. FLASHAR (Stuttgart 1995), 183-203; A.H. BORBEIN, "Die Klassik-Diskussion in der Klassischen Archäologie", *ibid.*, 205-245.

<sup>3</sup> G. RODENWALDT, "Kunst um Augustus", in *Die Antike* 13 (1937), 153(sic)-196. Dazu A.H. BORBEIN, "Gerhard Rodenwaldts Bild der römischen Kunst", in *Römische Geschichte und Zeitgeschichte in der Altertumswissenschaft während des 19. und 20. Jhs.*, hrsg. von E. GABBA, K. CHRIST (Como 1990), 175-200.

<sup>4</sup> Immerhin z.B. *The Roman Revolution* (Oxford 1939), 472-473. Dazu Beitrag Fergus Millar, oben S. 1-30, und Diskussion.

<sup>5</sup> S. unten.

sche Grundlage für das Verständnis der Bildkunst war dabei Erwin Panofskys kunstgeschichtliche 'Ikonologie'.

Die historische Forschung ihrerseits war lange Zeit stark auf Phänomene der verbalen Überlieferung orientiert. Das gilt nicht nur für die konkrete Ereignisgeschichte, es gilt in anderer Weise auch für Theodor Mommsens folgenreiche staatstheoretische Betrachtungsweise, ebenso für die Erforschung der ideellen Wertbegriffe seit Richard Heinze, nicht zuletzt auch für das prosopographische Unternehmen von Ronald Syme. Diese auf den ersten Blick sehr heterogenen Ansätze haben eines gemeinsam: Sie betreffen durchweg Phänomene, die in verbaler Weise explizit gemacht werden können: konkrete Vorgänge, individuelle Personen, politische Institutionen, staatstheoretische Konzepte, ideelle Diskurse. Die Fixierung auf sprachliche Zeugnisse implizierte somit über lange Zeit einen Vorrang konkreter, definiter und bewußter Faktoren; sie blendete dagegen die visuellen Wirkungen der Monumente und Bildwerke ebenso wie die Gegenstände und Situationen der materiellen Lebenskultur weitgehend aus. Diese Bereiche der historischen Wirklichkeit sind zwar in der Sprache und den Begriffen der Wissenschaft weniger präzise zu beschreiben; sie fielen gewissermaßen der Tatsache zum Opfer, daß die historische Wissenschaft sich im Medium der Sprache bewegt und darum auch sprachliche Zeugnisse mit Vorrang betrachtet. Gleichwohl haben Lebenskultur und Bildwerke ihre eigene materielle und visuelle Evidenz. Sie erschließen Phänomene, deren historische Schubkraft erst in neuerer Zeit deutlicher gesehen wird: charismatische Wirkung, ideologische Aufrüstung, materielle und psychologische Lebensqualität, kollektive Befindlichkeiten und Mentalitäten.

Für Augustus und die gesamte römische Kaiserzeit war es Andreas Alföldi, der mit seiner untheoretischen, seismographischen Sensibilität die Begrenztheit des rigiden Ansatzes von Mommsen aufgebrochen und die mentalen und emotionalen Aspekte des Kaisertums in Tracht, Insignien und Zeremoniell

zur Geltung gebracht hat<sup>6</sup>. Damit aber war auch die gesamte Welt der visuellen Wirkungen und Erfahrungen aufgeschlossen, und die Bildwerke waren nun nicht mehr eine Arabeske um den harten Kern der 'eigentlichen' Geschichte, der Ereignisse, Personen und Institutionen, sondern bezeugten ein zentrales historisches Feld, auf dem entscheidende Wirkungen und Entwicklungen stattfanden. Es dauerte lange, bis dieser Ansatz breitere Anerkennung fand, aber heute kann man wohl sagen, daß das Verständnis für die Begründung des römischen Kaisertums — im vollen historischen Sinn — umso überzeugender gelingt, je mehr neben den politischen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Faktoren auch die Veränderungen der materiellen Kultur, des herrscherlichen Charismas, der visuellen Selbstdarstellung, des kollektiven Lebensstils und des mentalen Habitus in das Bild einbezogen werden.

## II. Perspektiven der archäologischen Historie

Das führt auf die allgemeine Frage, welches Potential in archäologischen Zeugnissen für historische Fragen liegt. Zunächst setzen einige grundsätzliche Umstände die archäologische Überlieferung von anderen Zeugnisgattungen ab:

1) Archäologische Zeugnisse enthalten, im Gegensatz zu Schriftquellen, Informationen von sehr unterschiedlicher Intentionalität. Bildwerke und signifikante Bauwerke können komplexe Botschaften ihrer Auftraggeber an Mit- und Nachwelt enthalten, ähnlich wie literarische Werke. Dabei stellen die Bildwerke allerdings in der Regel weniger individuelle Aussagen ihrer Autoren dar, sind mehr affirmativ in das öffentliche und private Leben eingebunden, entsprechen stärker dem gesellschaftlichen Konsens und spiegeln verlässlicher kollektive Vorstellungen. — Daneben steht die Menge der materiellen

<sup>6</sup> A. ALFÖLDI, "Die Ausgestaltung des monarchischen Zeremoniells am römischen Kaiserhofe", in *MDAI(R)* 49 (1934), 1-118; DERS., "Insignien und Tracht der römischen Kaiser", *ibid.* 50 (1935), 1-171.

Gebrauchsgegenstände, die mehr oder minder stark in ihrer Funktion aufgehen und ihren Zeugniswert kaum als intentionale 'Botschaften', sondern als unbeabsichtigte 'Spuren' haben. Das bedeutet einen geringeren Grad an bewußter Selbst-Bezeugung, dafür aber größere Freiheit von zeitspezifischer Eigen-Deutung und somit größere materielle Authentizität.

2) Archäologische Zeugnisse sind, im Gegensatz zu literarischen Werken, in der Regel nicht durch die Zeiten bewußt rezipiert und bewahrt worden, sondern wurden zerstört, verloren ihre Funktion, gerieten unter die Erde, waren zufälligen Bedingungen der Erhaltung ausgesetzt und wurden in der Neuzeit oft ohne spezifische Absichten wieder entdeckt. Sie sind darum nicht in dem Maße wie literarische Texte einer intentionalen Selektion späterer Epochen ausgesetzt und spiegeln daher in ihrer vielfach intentionsfreien Überlieferung getreuer die Verhältnisse der Antike. Unter Schriftzeugnissen sind in dieser Hinsicht nur Inschriften und Papyri vergleichbar<sup>7</sup>.

Gewiß lassen archäologische Zeugnisse viele Fragen des Historikers ohne befriedigende Antwort. Handlungen und Schicksale, politische Konflikte und staatstheoretische Diskurse werden weder mit Bildwerken noch mit Gegenständen der Lebenskultur realisiert und sind nur aus Schriftquellen erkennbar. Andererseits ergeben archäologische Zeugnisse Einsichten in Sektoren des historischen Lebens, die von schriftlichen Quellen weit weniger erhellt werden.

— Die *Lebensräume*, städtische Siedlungen, ländliche Territorien, Gebirge und Meere, sind eine gestaltete oder bewältigte Umwelt, die ihrerseits wieder alle Formen des kollektiven und individuellen, öffentlichen und privaten, funktionellen und symbolischen Lebens prägt.

<sup>7</sup> Selbstverständlich ergibt auch die Ausgrabung und Erschließung archäologischer Zeugnisse kein verzerrungsfreies Bild, sondern ist in hohem Maß von spezifischen Interessen der modernen Forscher geprägt. Aber bei jeder Grabung werden dem Zufall doch sehr weite Grenzen geöffnet, so daß in Museen und Magazinen zumeist ein weit weniger gefiltertes Spektrum antiker Kultur vor Augen steht als in den tradierten literarischen Texten.

— Die *materielle Kultur* dokumentiert einerseits die faktischen ökonomischen Verhältnisse, Wirtschaft und Handel, damit zusammenhängend aber auch die ideellen Lebensstile mit ihren gesellschaftlichen und kulturellen Optionen.

— Die *politischen Denkmäler* sind symbolische Demonstrationen von Macht, mit denen Herrscher oder Gemeinschaften die öffentlichen Räume besetzen und dort den Anspruch auf Anerkennung, Ruhm und Gedächtnis zur Geltung bringen.

— Die *Bildwerke* und ihre Themen, in öffentlichen und privaten Lebensräumen, stellen ein reiches Repertoire von vorwiegend kollektiven Vorstellungen und Leitbildern dar, die einerseits die anthropologische und politische Mythologie, andererseits die lebensweltlichen Verhaltensmuster und Mentalitäten betreffen.

— Die *künstlerischen Stilformen*, wenn sie sinnvoll betrachtet werden, dokumentieren visuelle Standards und Normen des Geschmacks, die nicht nur für Produkte der Kunst, sondern auch für die allgemeine Gestaltung der Lebensformen Geltung haben.

### III. Neuere Forschungen: Tendenzen und Perspektiven

Die archäologischen Forschungen zu Augustus während der letzten Jahrzehnte wurden in den 80er Jahren in drei großen, sehr unterschiedlichen Synthesen zusammengefaßt. Erika Simon entfaltet in ihrem Augustus-Buch (1986), wie der Untertitel ankündigt, *Kunst und Leben in Rom um die Zeitenwende*, ein reiches kulturhistorisches Panorama von Bildkunst und Architektur, Literatur und Religion<sup>8</sup>. Der Kaiser und die neue Staatsordnung erscheinen aus dieser geistesgeschichtlichen Perspektive vor allem als Rahmenbedingung der reichen kulturellen Entwicklung, die Wechselwirkungen zwischen Politik und Kultur werden eher thematisch als funktional gesehen.

<sup>8</sup> E. SIMON, *Augustus. Kunst und Leben in Rom um die Zeitenwende* (München 1986).

Dezidiert politisch ist dagegen der Ansatz von Paul Zanker (1987), der seine analytische Kraft aus den Erfahrungen der 68er Bewegung gewinnt und von dort ausgehend die Bedeutung der öffentlichen Repräsentation in Bau- und Bildwerken für die Konstruktion politischer Macht untersucht und hinterfragt<sup>9</sup>. Die 'Macht der Bilder' wird hier in einem emphatischen Sinn funktional gesehen, als politisch-visuelle Manifestation erkannt und im Kräftespiel zwischen Herrscher und Gesellschaft betrachtet. In den Bildthemen wie in den künstlerischen Stilformen wird ein mentaler Habitus diagnostiziert, der vielleicht wirkungsmächtiger als die politischen Institutionen oder die Aktivitäten und Schicksale der politischen Protagonisten war. Hierin liegt ein diametraler Gegensatz zu der grimmigen Analyse von Ronald Syme: letztlich ein Gegensatz zwischen dem Blick auf die Individuen und soziale Gruppen mit ihren Aktionen und Schicksalen einerseits — und auf die ideologischen, mentalen und emotionalen Tendenzen und Verhältnisse andererseits.

Diese neue Sicht wurde 1988 in der Berliner Ausstellung *Kaiser Augustus und die verlorene Republik* einem größeren Publikum vermittelt<sup>10</sup>. Wie kurz diese eigentlich 'politische' Phase der Forschung aber war, wird in Karl Galinsky's *Augustan Culture* (1996) deutlich<sup>11</sup>, wo sicher zu Recht gegen die Vorstellung einer zentral gelenkten Propaganda in Literatur und Bildwerken — wie sie allerdings nur von gedankenlosen Epigonen vertreten worden war — eingeschritten, dann jedoch ein sehr breiter kultureller Pluralismus entworfen wird, in dem 'continuity' und 'change' literarischer und bildkünstlerischer Formen, 'adaptation' und 'experimentation' zu einem harmonisch postmodernen Gemälde verbunden erscheinen.

Wie soll es weitergehen? Unter Archäologen ist ein gewisser Überdruß an Augustus unverkennbar. Das liegt wohl nicht nur

<sup>9</sup> P. ZANKER, *Augustus und die Macht der Bilder* (München 1987).

<sup>10</sup> *Kaiser Augustus und die verlorene Republik*, Ausstellung Berlin (Mainz 1988).

<sup>11</sup> K. GALINSKY, *Augustan Culture* (Princeton 1996).

daran, daß die Zitrone durch allzu intensive Forschung ausgequetscht ist: Sie hat auch den Geschmack verloren. Ronald Syme hatte noch vitale Gründe, sich mit Augustus zu befassen. Die Erfahrung der Diktaturen seiner eigenen Zeit hat ihm das Verständnis des Augustus nicht verstellt, sondern den Blick für zentrale Aspekte ungemein geschärft. Wenn wir heute über Syme reden, so sollten wir vor allem über Berechtigung oder Notwendigkeit persönlicher Perspektiven und Urteile für die Geschichtsforschung sprechen.

Gegenwärtig scheint persönliche Stellungnahme aus der Augustus-Forschung weitgehend verschwunden. Der kritische Anstoß der 68er Bewegung hat seine Kraft verloren, schon in Zankers Buch ist er zu einer überlegen-distanzierten Diagnose der Inszenierung von Macht gemildert<sup>12</sup>. In den neuesten Monographien, zuletzt bei Jochen Bleicken, sucht man dagegen vergeblich nach einer Bestimmung des eigenen Standortes des Autors<sup>13</sup>. Bei der Vorbereitung dieses Beitrags habe ich mir allerdings durchaus die heute offenbar nicht sehr moderne Frage gestellt, warum ich am Ende des 20. Jahrhunderts ein Stück meiner begrenzten Lebenszeit auf Augustus verwenden soll, warum wir hier aus vier Ländern eine Woche lang für Augustus zusammenkommen, und ich würde diese Frage gerne in diesem Kreis weiterreichen.

Vielleicht führen die Erfahrungen der Gegenwart nicht mehr so sehr auf die Frage von Ronald Syme, wie Macht durch einen

<sup>12</sup> G. ALFÖLDY diagnostiziert in seiner Rezension, *Gnomon* 61 (1989), 407-418 einen Wandel des Augustus-Bildes in der gegenwärtigen Generation, der "durch die Ideale einer auf Leistung und Erfolg fixierten Gesellschaft, nicht zuletzt aber auch durch den Wunsch nach einem krisenfesten, wohlgeordneten Staatswesen mit klar definierten geistigen Werten und überzeugenden Staatsmännern motiviert" sei. Zankers Buch wird in diesem Zusammenhang gesehen "als der eindrucksvollste Versuch unserer Generation, die augusteische Staatsideologie und davon ausgehend den Charakter der augusteischen Staatsordnung als auch die staatsmännische Leistung des Augustus zu beleuchten". Ich stimme der Analyse des Zeitgeistes durchaus zu, sehe allerdings Zankers Einstellung zu Augustus weniger systemkonform.

<sup>13</sup> J. BLEICKEN, *Augustus* (Berlin 1998). S. auch W. ECK, *Augustus und seine Zeit* (München 1998).

politischen Willen errungen und konstruiert wird, sondern wie Macht sich in überindividuellen Prozessen, mit vielen Faktoren, fast selbstläufig konzentriert und kumuliert, das heißt: wie die prozessualen Entwicklungen zum Teil stärker sind als der Wille und die Einsicht der Beteiligten. Solche Erfahrungen wären durchaus auch für die Zeit des Augustus fruchtbar zu machen: Sie würden eine stärkere Interferenz zwischen den individuellen Personen und Handlungen einerseits und der Eigendynamik der Machtbildung und der kollektiven politischen Mentalität andererseits bedeuten. Das schließt dann allerdings dezidierte politische Urteile über Personen und Handlungen, wie bei Ronald Syme, eher aus.

Als Konsequenz daraus könnte sich eine zweite Tendenz ergeben, daß überhaupt nicht mehr so sehr nach der *Entstehung* der Herrschaft gefragt wird — “Wie war das möglich?” —, sondern nach ihren Leistungen und Auswirkungen. Damit würden politische Fragen nach der Legitimation und Strategie von Macht weitgehend ausgeblendet, die aus heutiger Sicht durchaus noch Aufmerksamkeit verdienen und deren Verlust m.E. bedauerlich wäre. Andererseits würde dies eine starke Erweiterung des Blickes auf Ökonomie und Lebenskultur bedeuten, und darüber hinaus auf die große integrative Kraft, mit der das multikulturelle Reich zusammengeführt wurde. Das ist, wie Geza Alföldy kürzlich ausgeführt hat<sup>14</sup>, angesichts der Agonie des gegenwärtigen Europa gewiß nicht ohne aktuelles Interesse.

Lassen sich daraus wissenschaftliche Fragestellungen und Perspektiven entwickeln? Ich sehe drei denkbare Wege:

— Eine multiperspektivische Sicht. Die Geschichte der augusteischen Kultur ist bisher im wesentlichen aus der Perspektive der Initiatoren und Produzenten, der Auftraggeber und ihrer Berater, kurzum: des Kaisers, der ihn stützenden Institutionen und seiner Anhänger gesehen worden. Paul Zankers

<sup>14</sup> G. ALFÖLDY, *Das Imperium Romanum — ein Vorbild für das vereinte Europa?* (Basel 1999).

Ansatz gewinnt von daher seine eindrucksvolle Stringenz, aber auch seine fast widerspruchsfreie Homogenität: Es ist insofern ein 'augusteisches' Buch, als es auch die Krise der Republik aus der Perspektive der augusteischen Zeit diagnostiziert<sup>15</sup>. Zweifellos aber wäre es ein Gewinn, wenn man die Entwicklungen noch stärker vom Standpunkt des Publikums, vor allem auch ferner stehender oder gegnerischer Gruppen betrachten könnte. Ansätze in dieser Richtung sind etwa Werner Ecks Untersuchungen zum Ende senatorischer Denkmäler oder Henner von Hesbergs und Paul Zankers Beobachtungen zur Zurücknahme des repräsentativen Anspruchs von Grabdenkmälern<sup>16</sup>. Dies wäre eine Sicht, die an Ronald Symes scharfem und anteilnehmendem Blick für die Verlierer und Opfer anschließen könnte. Sie wäre aufgrund der archäologischen Zeugnisse allein nicht leicht zu realisieren. Aber sie könnte heute mit einer vernünftig dosierten Zufuhr an Rezeptionstheorie neu begründet werden.

— Eine Sicht auf die gesamte Lebenskultur des Reiches. Die Kultur der augusteischen Zeit wurde bisher vor allem vom Zentrum Rom, von der hauptstädtischen Oberschicht und von den monumentalen und künstlerischen Höchstleistungen her betrachtet. Um wirklich zu verstehen, warum Augustus nicht nur seine Herrschaft durchsetzen konnte, sondern warum sehr bald auch keine Alternative mehr zu seinem Prinzipat gesehen wurde, wäre es wichtig, die Veränderungen der Lebensverhältnisse im ganzen Reich, in allen gesellschaftlichen Schichten und bis in die alltäglichen Vorgänge möglichst genau zu erkennen. Ansätze hierzu sind vor allem in Forschungen von Paul

<sup>15</sup> ZANKER, *Augustus* (cit. n.9), 15-41.

<sup>16</sup> W. ECK, "Senatorial Self-Representation: Developments in the Augustan Period", in *Caesar Augustus. Seven Aspects*, ed. by F. MILLAR and E. SEGAL (Oxford 1984), 129-167; H. v. HESBERG — P. ZANKER, *Römische Gräberstraßen* (München 1987), 12-14; H. v. HESBERG, *Römische Grabbauten* (Darmstadt 1992), 37-42. Neue Wege geht J. ELSNERS interessanter Versuch, die Ara Pacis vom Standpunkt verschiedener Betrachter zu lesen: "Cult and Sculpture. Sacrifice in the Ara Pacis Augustae", in *JRS* 81 (1991), 50-61, der eine eingehende methodische Diskussion verdient.

Zanker, Pierre Gros, Geza Alföldy und anderen zur monumentalen Gestaltung der Städte in Italien, Gallien und Spanien gemacht worden<sup>17</sup>. Sie müßten ergänzt werden durch Forschungen zur Lebenskultur, für die die angelsächsische Anthropologie weiterführende theoretische Konzepte bereitstellt<sup>18</sup>.

— Eine komparative Sicht von heute her. Es ist gute akademische Sitte, die geschichtlichen Phänomene nach den historischen Maßstäben der betreffenden Zeit zu messen. Dennoch wird die Sicht des Historikers ungemein geschärft, wenn er Gewinn und Verlust geschichtlicher Vorgänge und Prozesse, wie den von der römischen Republik zur Kaiserzeit, gegeneinander aufwiegt — und dabei kann er sich nicht auf die Phänomene beschränken, die den Zeitgenossen selbst bewußt geworden sind. Er wird darüber hinaus den Blick auf andere Epochen richten, nicht um überall vergleichbare Phänomene auszumachen, sondern um im kontrastiven Vergleich die spezifischen Eigenarten schärfer zu erfassen. Das bedeutet eine methodische Komparatistik, die auch die eigenen Standpunkte des Historikers einschließt.

#### *IV. Die Politik des Bauens: Dominanz und Konsens*

Die Konstruktion der Macht durch Augustus bedeutete einerseits ein Problem, andererseits ein Ärgernis. Hier liegen implizite Widersprüche, die in Bau- und Bildwerken sichtbar werden.

Ein grundsätzliches Problem bestand für Augustus darin, daß er ein Monopol der Macht benötigte und anstrebte, daß er diese Macht aber nach den weiterhin geltenden Maßstäben der

<sup>17</sup> P. ZANKER, *Pompeji. Stadtbild und Wohngeschmack* (Mainz 1995); *Stadtbild und Ideologie. Die Monumentalisierung hispanischer Städte zwischen Republik und Kaiserzeit*, hrsg. von W. TRILLMICH — P. ZANKER (München 1990); P. GROS, *La France gallo-romaine* (Paris 1991); s. auch DERS., *L'architecture romaine* (1996); G. ALFÖLDY, *Römisches Städtewesen auf der neukastilischen Hochebene* (Heidelberg 1987).

<sup>18</sup> Z.B. S.E. ALCOCK, *Graecia capta* (Cambridge 1993).

Republik nur im freiwilligen Zusammenwirken mit autonomen politischen Kräften und Institutionen, das heißt durch Konsens gewinnen konnte.

Ein Ärgernis muß für viele Zeitgenossen daraus entstanden sein, in welcher zielstrebigeren Weise einerseits Augustus seine Dominanz durchsetzte, und in welcher widerstandsloser Weise andererseits die meisten Gruppen der Gesellschaft dennoch das Spiel des autonomen Zusammenwirkens mitspielten. Die Spielregeln, die sich dabei ausbildeten, hatten zwar mit den konkreten Fragen der Machtbildung und der Staatsführung nicht viel zu tun, sie gewannen aber bald eine Selbstläufigkeit, in der sie das Verhältnis zwischen Kaiser und Volk definierten und stabilisierten. Das wird vor allem in der Politik des Bauens evident.

Augustus hat die Stadt Rom in einem Ausmaß verändert wie niemand vor und nach ihm<sup>19</sup>. Über weite Teile und lange Zeiträume muß die Stadt eine riesige Baustelle gewesen sein<sup>20</sup>.

Einerseits sah Augustus sich bekanntlich als neuen Gründer Roms. Die zentrale Bedeutung, die er seinen Neubauten in drei Kapiteln (19-21) seiner *Res gestae* gibt, läßt erkennen, daß er diese Neugründung als seine persönliche Leistung in Anspruch

<sup>19</sup> Bautätigkeit des Augustus in Rom: s. die oben Anm. 8-11 zitierten Bücher von E. SIMON, K. GALINSKY, besonders P. ZANKER sowie den Katalog der Berliner Augustus-Ausstellung, darin vor allem die Zusammenfassung von F. COARELLI, 68-80. Wichtig ferner P. GROS, *Aurea Templata* (Roma 1976). Zu den im Folgenden besprochenen Bauten in Rom s. grundsätzlich die beiden neuen Lexika: L. RICHARDSON, *A New Topographical Dictionary of Ancient Rome* (Baltimore and London 1992); E.M. STEINBY (ed.), *Lexicon Topographicum Urbis Romae* I ff. (Roma 1993 ff.). Zusätzliche Angaben werden hier nur gemacht, wenn weitere Literatur von Bedeutung ist oder auf bestimmte Arbeiten besonders hingewiesen werden soll.

<sup>20</sup> M. MAISCHBERGER, *Marmor in Rom* (Wiesbaden 1997). Gleichwohl hat D. FAVRO, *The Urban Image of Augustan Rome* (Cambridge 1996) das Stadtbild als ästhetisches und ideologisches Erlebnis nachgezeichnet. Sie setzt dabei Betrachter voraus, die die Stadt in einem entspannten Habitus betrachten, bewundern und genießen. Der Begriff des 'Stadtbildes', der die Stadt auf ihre ästhetische Wirkung reduziert, führt in diesem Sinn leicht zu harmonisierenden Wahrnehmungen. Die politisch betroffenen Insider werden z.T. recht andere Gedanken dabei gehabt haben.

nahm. Wenn er allein in seinem 6. Konsulat (28 v.Chr.) 82 Tempel restaurierte, so ist das nicht nur ein Beweis seiner überragenden *pietas* und *munificentia*, sondern zugleich eine Okkupierung von Praktiken öffentlicher Aktivität, die bisher Sache einer breiten Führungsschicht gewesen war. Manche Familien waren sogar so eng mit bestimmten Gebäuden ihrer Vorfahren verbunden gewesen, daß sie sich immer wieder zu Restaurierungen und Neubauten verpflichtet fühlten. Vor diesem Hintergrund ist die Übernahme von 82 Tempeln in einem einzigen Jahr ein Fanal, daß nun alle anderen Ansprüche, für die Häuser der Götter zu sorgen, übertrumpft wurden.

Andererseits aber, das ist in der Forschung weniger betont worden, trat Augustus selbst in zentralen Bereichen der Stadt auffällig wenig als Bauherr auf und überließ das meiste anderen Auftraggebern. Wie wichtig ihm eine breite Beteiligung am Neubau der Stadt war, zeigt sein Bemühen, die *viri triumphales* für Bauprojekte zu gewinnen<sup>21</sup>. Dabei blieb aber nichts dem Zufall überlassen: Die Sache hatte System.

Auf dem Forum errichtete Augustus selbst nur drei große Bauten: den Tempel für den Divus Iulius, die Curia des Senats und die Rednerbühne<sup>22</sup>. Keiner dieser Bauten galt seinem eigenen Ruhm, sondern er demonstrierte damit Respekt und Verehrung für die wichtigsten institutionellen und ideologischen Mächte des Staates: für den Senat (Curia), das Volk (Rostra) und seinen göttlichen Vater. Ehrungen *für ihn* konnten dagegen nur von anderen erwiesen werden, und sie blieben nicht aus. Die staatlichen Instanzen Senat und Volk errichteten neben dem Caesar-Tempel wahrscheinlich schon für den Sieg von Actium, mit Sicherheit aber nach der Rückgewinnung der Feldzeichen von den Parthern einen Ehrenbogen, in dem der

<sup>21</sup> Suet. *Aug.* 29,5; 30,2; Tac. *Ann.* 3,72; Dio Cass. 53,22,2. Dazu E. LA ROCCA, "L'adesione senatoriale al 'consensus'", in *L'Urbs. Espace urbain et histoire* (Roma 1987), 354-356; FAVRO, *The Urban Image* (cit. n.20), 123.

<sup>22</sup> Zum Folgenden generell P. ZANKER, *Forum Romanum* (Tübingen 1972); F. COARELLI, *Il Foro Romano II* (Roma 1985); LA ROCCA, in *L'Urbs* (cit. n.21), 350-354.

siegreiche Augustus als Ziel- und Endpunkt der ganzen römischen Geschichte gefeiert wurde<sup>23</sup>. In der Curia stifteten sie den goldenen Ehrenschild, auf dem seine politischen Tugenden gerühmt wurden: in signifikanter Weise zu Füßen jener Victoria-Statue aufgestellt, mit der der siegreiche Feldherr seine Herrschaft symbolisch an die Gemeinschaft zurückgegeben hatte<sup>24</sup>. Hinzu kamen Bildnisstatuen auf dem freien Platz: ein Reiterstandbild (43 v.Chr.) bei den Rostra und ein Bildnis auf einer Säule mit den erbeuteten Schiffsschnäbeln von Nau-lochos<sup>25</sup>. Damit waren, und zwar gleich zu Beginn der neuen Staatsordnung, die Verhältnisse festgelegt: Die Initiativen lagen beim neuen Machthaber, er setzte sie aber demonstrativ zur Anerkennung der konstitutionellen Instanzen des Staates ein — und diese antworteten mit Bezeugungen von Verehrung und Konsens, die sich evident auf die Monumente des Kaisers bezogen.

Hinzu kam der kalkulierte Applaus von Vertretern verschiedener gesellschaftlicher Gruppen. Die Regia war bereits 36 v.Chr. von Cn. Domitius Calvinus, einem Anhänger Octavians, erneuert worden. Dagegen hatte L. Munatius Plancus den Neubau des Saturn-Tempels wohl bald nach seinem Triumph von 43 v.Chr., als Anhänger des Antonius, begonnen; er vollendete ihn aber erst nach seinem Wechsel zu Octavian, mit Siegesmotiven für Actium im Giebel. Damit brachte er die Zustimmung der ehemaligen Gegner besonders wirkungsvoll zum Ausdruck, an dem Tempel für einen Gott, der dann besonders eng mit der von Augustus heraufgeführten 'goldenen Zeit' verbunden war<sup>26</sup>. Später wurde die 14 v.Chr. abgebrannte Basilica Aemilia einem prominenten Mitglied der Familie der

<sup>23</sup> Identifizierungen und Lokalisierungen umstritten: STEINBY, *Lexicon I* (Roma 1993), 80-85, s.v. 'Arcus Augusti' (E. NEDERGAARD).

<sup>24</sup> *Res gestae Divi Augusti* 34,2. Lokalisierung: T. HÖLSCHER, *Victoria Romana* (Mainz 1967), 102-105; P. ZANKER, *Forum Romanum* (Tübingen 1972), 11.

<sup>25</sup> Reiterstandbild: Vell.Pat. 2,61,3; J. BERGEMANN, *Römische Reiterstatuen* (Mainz 1990), 161-163. — Columna rostrata: App. *B Civ.* 5,130.

<sup>26</sup> K. FITTSCHEN, "Zur Panzerstatue in Cherchel", in *JDAI* 91 (1976), 208-210; P. PENSABENE, *Tempio di Saturno* (Roma 1994).

Aemilier, der traditionellen Bauherren dieses Gebäudes, überlassen, wobei Augustus ihm mit finanzieller Unterstützung zu Hilfe kam, so wie bereits Caesar dessen Vater für den Vorgängerbau Mittel aus der Gallien-Beute zur Verfügung gestellt hatte<sup>27</sup>. Nichts konnte besser das Einvernehmen der neuen Herrscher mit den besten Familien Roms über Generationen hinweg demonstrieren. Daneben lieferten auch geringere senatorische Familien ihren Beitrag, wie der Praetor L. Naevius Surdinus, der eine neue Pflasterung des Forums stiftete und dies mit einer monumentalen Inschrift dokumentierte<sup>28</sup>.

Als weitere gesellschaftliche Gruppen kamen privilegierte *collegia* hinzu, die am Forum ihre Vereinshäuser hatten: mit Sicherheit in augusteischer Zeit der Verein der *scribae librarii et praecones* der curulischen Aedilen, erst später bezeugt das der *kalatores pontificum et flaminum*<sup>29</sup>.

In der späteren Regierungszeit des Augustus traten dann vor allem die Mitglieder der kaiserlichen Familie in den Vordergrund: Tiberius erbaute, zugleich im Namen seines Bruders Drusus, erst den Tempel der Castores neu, später den der Concordia; damit hob er auch im Rahmen der *gens Augusta* jene Eintracht hervor, die das ganze Forum bezeugen sollte. Sogar die verstorbenen Enkel des Princeps wurden postum in die Harmonie einbezogen, durch die Benennung einer Porticus vor der Basilica Aemilia mit ihrem Namen und durch die Umbenennung der Basilica Iulia in Basilica Gai et Luci (die sich freilich nicht durchsetzte).

Das Forum wurde ein Platz des demonstrativen ausbalancierten Konsenses zwischen den Kräften der augusteischen *res publica*. Allerdings bezeichnenderweise begrenzt auf die Stadt Rom: Italien und die Provinzen waren zunächst noch keine starken Stimmen in diesem von Augustus dirigierten Orchester.

<sup>27</sup> STEINBY, *Lexicon* I (1993), 183-187, s.v. 'Basilica Paulli' (H. BAUER).

<sup>28</sup> STEINBY, *Lexicon* II (1995), 343-345, s.v. 'Forum Romanum (lastricati)' (C.F. GIULIANI).

<sup>29</sup> B. BOLLMANN, *Römische Vereinshäuser* (Mainz 1998), 254-257.

Ähnlich stand es in anderen Teilen der Stadt. In der Gegend des Circus Flaminius hat Augustus vor allem die großen Anlagen für die breitere Bevölkerung neu gebaut: den Circus selbst und das Theater des Marcellus<sup>30</sup>; dazu die Porticus Octavia, mit der er für sich selbst den Anschluß an die alte republikanische *gens Octavia* reklamierte<sup>31</sup>. Den Tempel des Apollo dagegen, mit dem er besonders eng verbunden war, überließ er C. Sosius, einem ehemaligen Anhänger des Antonius, der mit dem Bau und seinem durch und durch 'augusteischen' Bildprogramm seine Wendung zu Octavian demonstrieren durfte<sup>32</sup> — man kann sich wohl fragen, ob die Ehre, für den Kaiser bauen zu dürfen, nicht zugleich die beabsichtigte Nebenwirkung hatte, daß die Bauherren auf diese Weise ihr Vermögen im Sinne des Systems ausgaben und es nicht mehr für die Erweiterung des eigenen politischen Einflusses zur Verfügung hatten. In diesem Zusammenhang konnte dann auch der Tempel des Neptunus *in circo* gesehen werden, dessen Neubau schon um 40 v.Chr. von Cn. Domitius Ahenobarbus besorgt worden war, damals Anhänger des Antonius, als solcher noch 32 v.Chr. Consul zusammen mit C. Sosius, dann aber wie dieser kurz vor Actium (und kurz vor seinem Tod) zu Octavian übergewechselt<sup>33</sup>.

Auch in dieser Gegend übernahmen Angehörige des Kaisers die übrigen Bauten: Seine Schwester Octavia kam für den Neubau der Porticus Metelli auf, sein Schwager L. Marcus

<sup>30</sup> Allgemein zu dieser Gegend LA ROCCA, in *L'Urbs* (cit. n.21), 356-372. — Ehrende Monumente für Augustus und das Kaiserhaus, als 'Antworten' von anderer Seite kamen in dieser Region anscheinend erst spät hinzu. Nach dem Tod des Kaisers stiftete C. Norbanus Flaccus, Consul 15 n.Chr., Standbilder für Augustus und seine Familie zwischen Marcellus-Theater und Circus Flaminius; 19 n.Chr. errichteten Senat und Volk hier den Ehrenbogen für Germanicus, 22 n.Chr. fügte Livia eine Bildnisstatue des Augustus hinzu: STEINBY, *Lexicon* I (1993), 94-95, s.v. 'Arcus Germanici in circo Flaminio' (E. RODRIGUEZ ALMEIDA).

<sup>31</sup> LA ROCCA, in *L'Urbs* (cit. n.21), 357-358.

<sup>32</sup> E. LA ROCCA, *Amazonomachia* (Roma 1985).

<sup>33</sup> STEINBY, *Lexicon* III (1996), 341, s.v. 'Neptunus, Aedes in circo' (A. VISCOGLIOSI).

Philippus für den des Tempelbezirks des Hercules Musarum<sup>34</sup>. Auch dies war eine konzertierende Aktion.

Eine Ehrung für Augustus wurde in diesem Zusammenhang von allen Bauherren außer ihm selbst dargebracht: Die Tempel des Apollo neben dem Marcellus-Theater, des Iuppiter Stator und der Iuno Regina in der Porticus Octaviae, ferner des Mars und des Neptunus (unklar allerdings, ob sein Tempel beim Circus Flaminius oder ein anderer weiter nördlich im Marsfeld) erhielten den Geburtstag des Kaisers, den 23. September, als neuen *dies natalis*<sup>35</sup>.

Wie kalkuliert solche Rollenverteilungen waren, zeigen weitere Projekte. Schon früh, im Jahr 27 v.Chr., hatten Senat und Volk am Eingang zu der neu errichteten Residenz des Augustus auf dem Palatin die *corona civica* angebracht und zwei Lorbeer-bäume gepflanzt, als ehrende Definitionen seine Rolle als Retter und Friedensbringer<sup>36</sup>. Später, als der Kaiser im Norden des Marsfeldes, im Anschluß an sein Mausoleum, eine monumentale Sonnenuhr mit einem ägyptischen Obelisken als Zeiger anlegte, wurde das Projekt vom Senat durch die Ara Pacis ergänzt, die von Augustus selbst als hohe Ehrung seiner Person betrachtet wurde<sup>37</sup>.

Gegen Ende seiner Regierung wurde auch das Augustus-Forum als Zusammenwirken vieler Kräfte realisiert<sup>38</sup>. Die architektonische Anlage wurde vom Kaiser ins Werk gesetzt. Doch als zentrales Monument des Platzes trug der Senat das Denkmal des Herrschers in einem Viergespann bei, mit der

<sup>34</sup> LA ROCCA, in *L'Urbs* (cit. n.21), 356-357.

<sup>35</sup> LA ROCCA, *ibid.*, 358-362.

<sup>36</sup> *Res gestae Divi Augusti* 34,2. A. ALFÖLDI, *Die zwei Lorbeerbäume des Augustus* (Bonn 1973).

<sup>37</sup> *Res gestae Divi Augusti* 12. Sonnenuhr und Ara Pacis: E. BUCHNER, "Solarium Augusti und Ara Pacis", in *MDAI(R)* 83 (1976), 319-365; 87 (1983), 355-373. Kritisch M. SCHÜTZ, "Zur Sonnenuhr des Augustus auf dem Marsfeld", in *Gymnasium* 97 (1990), 432-457. Die grundsätzliche Konstellation der Anlage wird davon nicht berührt.

<sup>38</sup> Dazu M. SPANNAGEL, *Exemplaria Principis. Untersuchungen zu Entstehung und Ausstattung des Augustusforums* (Heidelberg 1999).

ehrenden Aufschrift des neuen Titels 'Pater patriae', den ihm *senatus et equester ordo populusque Romanus universus* verliehen hatten. Dies war der Fokus des ganzen, von Augustus selbst initiierten Bildprogramms der Anlage. Nirgends aber treten Senat und Volk wirklich selbständig auf, überall liefern sie Beiträge und rühmende Kommentare zu kaiserlichen Monumenten.

Auf dem Augustus-Forum stifteten weiterhin die unter seine Herrschaft unterworfenen Völker und die von ihm eingerichteten Provinzen kostbare goldene Bildwerke, wahrscheinlich Personifikationen dieser Länder und Völkerschaften<sup>39</sup>. Damit ist hier sogar das ganze Reich in Anerkennung und Dankbarkeit vertreten. Aus dem Kaiserhaus trugen seine beiden Nichten, Antonia maior und Antonia minor, mit einer Stiftung unbekanntem Inhalts, von der ein Teil der Inschrift erhalten ist, zur Ausstattung bei<sup>40</sup>. Die Einweihung des Forums schließlich wurde als komplementäre Aktion des Kaisers und seiner als Nachfolger vorgesehenen Enkel in Szene gesetzt: Augustus selbst dedizierte zu einem unbekanntem Datum den Platz und die Hallen, C. und L. Caesar weihten am 12. Mai 2 v.Chr. den Tempel<sup>41</sup>.

Überall wurde die Erneuerung Roms auf symbolischen Konsens hin stilisiert. Darin kommt gewiß kein spontanes Zusammenwirken autonomer Kräfte zum Ausdruck: Senat und Volk waren auf Aktionen der Zustimmung reduziert; eigenständige Bautätigkeit der Oberschicht hatte abrupt aufgehört, auch politische Denkmäler ohne Bezug zum Kaiser fanden bald ein Ende<sup>42</sup>. Selbst Grabbauten wurden nicht mehr mit weithin sichtbarem Anspruch auf öffentliche Wirkung hin angelegt, sondern dienten mehr als abgeschlossene Anlagen für die Gemeinschaft der Angehörigen<sup>43</sup>. Wo immer Vertreter der

<sup>39</sup> G. ALFÖLDY, *Studi sull'epigrafia augustea e tiberiana* (Roma 1992), 67-75.

<sup>40</sup> ALFÖLDY, *ibid.*, 35-38.

<sup>41</sup> SPANNAGEL, *Exemplaria* (cit. n.38). S. auch R. HANNAH, "The Temple of Mars Ultor and 12 May", in *MDAI(R)* 104 (1997), 527-535.

<sup>42</sup> Dazu ECK, "Senatorial Self-Representation" (cit. n.16).

<sup>43</sup> Dazu v. HESBERG — ZANKER, *Gräberstraßen* (cit. n.16).

alten oder neuen Elite bauten, ist die kaiserliche Regie schon in der Perfektion der Abstimmung unverkennbar.

Allerdings hat die Demonstration von Konsens einen auffällig forcierten Charakter. Vor Actium hatte Octavian die Solidarität Italiens durch einen Treue-Schwur im Handstreich erzwungen. Man gewinnt fast den Eindruck, als sei davon ein Trauma zurückgeblieben, daß die Legitimation durch Konsens nicht wirklich überzeugend sei — und als hätte Augustus aus diesem Grund vor allem in der ersten Hälfte seiner Regierung so ostinat auf dem Konsens insistiert.

Die Akte der Ehrung des Kaisers durch die Instanzen des Staates und die Untertanen erhielten dabei den Charakter eines Spiels mit festen Regeln. Angebot und Reaktion wurden genau ausbalanciert: Beide Seiten tasteten ab, wie weit sie gehen konnten. Das erste Projekt, das Pantheon im Jahr 25 v.Chr., wurde noch im eigenen Kreis, unter eigener Kontrolle, in Szene gesetzt<sup>44</sup>. Agrippa, der als Bauherr vorgeschickt wurde, trug den Plan vor, eine Bildnisstatue des Augustus im Inneren unter den Bildern der Götter zu postieren, der Kaiser lehnte das ab, daraufhin wurden Bildnisse des Augustus und des Agrippa in der Vorhalle, gewissermaßen im Wartestand zur Göttlichkeit, aufgestellt. Natürlich konnten Agrippa und Augustus die Frage vorher unter sich klären, und sie haben das sicher auch getan — aber dies war von Anbeginn nicht der Sinn des Vorgangs: Die Angelegenheit mußte öffentlich ausgetragen werden, damit klar wurde, was Augustus für akzeptabel und angemessen hielt und wie weit er nicht gehen wollte. Ähnlich bei der Ara Pacis: Der Senat beschloß für den Kaiser die höchsten Ehren, darunter einen Altar für seine Rückkehr in der Curia des Senats und das Recht der Straffreiheit für alle, die sich innerhalb des Pomerium näherten — aber er lehnte ab, und man einigte sich auf den Altar für die Göttin der kaiserli-

<sup>44</sup> F. COARELLI, "Il Pantheon, l'apoteosi di Augusto e l'apoteosi di Romulo", in *Città e architettura nella Roma imperiale*, *Analecta Romana Instituti Danici*, Suppl. 10 (Odense 1983), 41-46.

chen Friedenszeit<sup>45</sup>. Nur durch das Spiel mit verteilten Rollen erhielt die Ehrung ihre politische Dynamik als Seismograph für das immer wieder neu zu definierende Verhältnis von Herrscher und Volk. In dieselbe Richtung geht der umgekehrte Topos beim Bau des Augustus-Forums: Der Kaiser soll Schwierigkeiten beim Erwerb der nötigen Grundstücke gehabt haben; als gewisse Eigentümer nicht verkaufen wollten, habe er die Anlage kleiner ausgeführt als ursprünglich geplant<sup>46</sup>. Zweifellos hätte Augustus den Kauf durchsetzen können, noch dazu für ein Projekt von derart großem öffentlichen Nutzen und Prestige. Doch offensichtlich hat er den Konflikt nur inszeniert, um zu demonstrieren, daß auch der Herrscher Grenzen anerkannte.

Damit wurde eine Praxis der ausgehenden Republik diame-tral umgekehrt<sup>47</sup>. Die mächtigen Feldherren von Marius bis Caesar, aber auch andere erfolgreiche Militärs hatten ihre Ambitionen auf Macht und Prestige dadurch zum Ausdruck zu bringen und durchzusetzen versucht, daß sie Monumente errichteten und öffentliche Auftritte inszenierten, die bis an die äußerste Grenze der Akzeptanz — und oft auch darüber hinaus — gingen. Sulla ließ sich von dem Mauretanen-König Bocchus ein spektakuläres Denkmal für die Gefangennahme des Iugurtha errichten, das von Marius und seinen Anhängern in seiner Berechtigung heftig bestritten wurde und das einen Jahrzehnte anhaltenden Denkmälerkrieg zwischen den politischen Gruppen der ausgehenden Republik auslöste<sup>48</sup>. Pompeius hat einen Triumphzug mit einem Gespann von vier Elefanten zu zelebrieren versucht und dabei nicht nur die Maße der Porta Triumphalis, sondern auch das Fassungsvermögen vieler Zeitgenossen stark strapaziert; mit dem Bau des ersten

<sup>45</sup> Dio Cass. 54,25,3.

<sup>46</sup> Suet. *Aug.* 56,2.

<sup>47</sup> Dazu hoffentlich eingehender in einer späteren Arbeit. Einstweilen J. BÉRANGER, *Recherches sur l'aspect idéologique du principat* (Basel 1953), 137-169 ("Le refus du pouvoir").

<sup>48</sup> Plut. *Mar.* 32; *Sull.* 6. T. HÖLSCHER, "Römische Siegesdenkmäler der späten Republik", in *Tainia. Festschrift R. Hampe* (Mainz 1980), 355-358.

stabilen und dauerhaften Theaters in Rom stellte er konservative Gruppen vor eine starke Provokation<sup>49</sup>. Solche Praktiken, die eine extreme Extensivierung der persönlichen Spielräume bedeuteten, waren auf allen Stufen der Gesellschaft üblich. Es waren Versuche, wie weit man als Einzelner mit der Präention einer persönlichen Position der Macht oder des Prestiges gehen, wie weit man die Bürgerschaft zur Anerkennung zwingen konnte. Dem gegenüber hat Augustus umgekehrt den demonstrativen Verzicht auf die Durchsetzung von Machtpositionen zur Strategie gemacht.

Selbst dort, wo auf den ersten Blick Eingriffe und Meinungslenkung durch den Kaiser evident zu sein scheinen, vor allem gegenüber den unteren Schichten der Bevölkerung, ist die Praxis komplexer und subtiler. Bei der Neugliederung der Hauptstadt hat Augustus bekanntlich in jedem der 265 Bezirke den Kult der Laren und des Genius Augusti mit einem Kollegium von Freigelassenen und Sklaven eingerichtet. Das war eine religions- und sozialpolitische Maßnahme 'von oben'. Die Altäre aber, die von den Kollegien selbst aufgestellt wurden, folgen in ihren Bildprogrammen keinem vorgegebenen Muster, sind auch zumeist erst im Lauf der Jahre gestiftet worden, waren also der Initiative der Kultbeamten überlassen<sup>50</sup>. Erstaunlich ist dabei wiederum, daß doch fast alle Exemplare aus den ersten zehn Jahren nach der Gründung der Kulte stammen und überdies in ihrem Bildschmuck relativ homogen sind. Die Einrichtung des Kultes war ein Anstoß des Kaisers, darüber hinaus aber gab es keine Regelungen über die Ausgestaltung: Die

<sup>49</sup> Triumphzug (79 v.Chr.): Gran.Lic. 31,6 F; Plut. *Pomp.* 14,3; Plin. *NH* 8,4. — Theater: RICHARDSON, *Topographical Dictionary* (cit. n.19), 383-385.

<sup>50</sup> P. ZANKER, "Über die Werkstätten augusteischer Larenaltäre", in *Boll. Commissione Archeologica Comun. in Roma* 82 (1970-71), 147-155; T. HÖLSCHER, *Staatsdenkmal und Publikum* (Konstanz 1984), 27-29; M. HANO, "À l'origine du culte impérial: les autels des Lares Augusti", in *ANRW II* 16,3 (1986), 2333-2381; H. HÄNLEIN-SCHÄFER, "Die Ikonographie des Genius Augusti im Compital- und Hauskult der frühen Kaiserzeit", in *Subject and Ruler. The Cult of the Ruling Power in Classical Antiquity*, ed. by A. SMALL (Ann Arbor 1996), 73-98.

Realisierung sollte aktive Reverenz anzeigen. Diese allerdings war einheitlich und verlässlich.

Darum wurden auch von den verschiedensten unabhängigen Berufs- und Kultkollegien ähnliche Altäre aufgestellt, etwa von den *Fabri tignuarii*. Sogar Frauen, die in solchen Vereinen eine halb-öffentliche Stellung erreichen konnten, haben sich an den Loyalitätskulten für die Laren des Kaisers beteiligt<sup>51</sup>.

Dies Grundmuster gilt, *mutatis mutandis*, für das ganze Reich. Überall, in Italien wie in den Provinzen, begegnet man einem Spiel von Motivation durch den Kaiser und vielstimmiger Resonanz von Seiten der Bevölkerung. Die Formen und Praktiken sind in den einzelnen Teilen des Reiches verschieden, hier hat die Forschung noch ein weites und ergiebiges Feld. Aber die Struktur des stimulierten Konsenses liegt überall zu Grunde.

Das alles ist weit entfernt von Praktiken und Strategien totalitärer Meinungslenkung in der Neuzeit und Gegenwart. Der Begriff der 'Propaganda' trifft darum schlecht. Augustus hat im wesentlichen nicht auf Verordnungen, Meinungszwang und Gesinnungskontrolle gesetzt. Er hat vielmehr eine Atmosphäre zu schaffen versucht, in der Zustimmung und Verehrung sich 'von selbst' in Formen der Spontaneität einstellen: als 'provokierter Applaus'.

Es war ein Ritual demonstrativer Pluralität — aber unter der Regie des Kaisers. Das Ergebnis war sein Werk: der Konsens wie auch dessen Ausdruck in der Gestalt der Stadt. Die Einheitlichkeit der Veränderungen war bereits an den Materialien zu sehen: an dem Marmor von Luni, dessen Steinbrüche erst von Augustus für den Neubau von Rom erschlossen worden waren. Die Stadt hatte in einem symbolischen Sinn die Farbe gewechselt: zu einem unverkennbaren kühlen, 'augusteischen' Weiß. Das berühmte *Dictum* des Augustus, er habe

<sup>51</sup> *Fabri tignuarii*: B.M. FELLETTI MAJ, *La tradizione italica nell'arte romana* (Roma 1977), 324. — Frauen: T. HÖLSCHER, "Beobachtungen zu römischen historischen Denkmälern II", in *Arch.Anz.* 1984, 290-294.

Rom als Stadt aus Ziegeln übernommen und in Marmor hinterlassen<sup>52</sup>, nimmt diese Veränderung als sein persönliches Lebenswerk in Anspruch.

### V. Die Mythen der Herrschaft: System und Allgegenwärtigkeit

Die Bildprogramme der augusteischen Monumente, Ara Pacis, Forum Augustum und so fort, sind Gegenstand vieler Forschungen gewesen. Dies kann hier weder zusammengefaßt noch im einzelnen weitergeführt werden<sup>53</sup>. Nur wenige Punkte sollen hervorgehoben werden: vor allem der systematische Charakter und die ubiquitäre Präsenz dieser ideologischen Konzepte.

Der Mittelpunkt dieses Staatsmythos war das Bild des Kaisers selbst. Augustus stand vor der Aufgabe, seine monarchische Stellung vor einer Gesellschaft mit den Traditionen einer Republik zu legitimieren. Er konnte sie daher, in den Kategorien Max Webers, weder auf dynastisches Erbe noch auf bürokratische Strukturen, sondern nur auf persönliches Charisma begründen. Ein wesentlicher Aspekt dieses Charismas war seine persönliche Erscheinung, sowohl in seinem tatsächlichen Auftreten als auch in seinen öffentlichen Bildnissen<sup>54</sup>. Die Wirkung beruhte weniger auf etablierten Zeichen von Macht und Würde, nicht auf Tracht und Insignien, sondern auf der reinen physischen Gestalt. Bereits Alexander der Große hatte in einer grundsätzlich ähnlichen Situation gestanden, als er die Führung aller Griechen beanspruchte, die bisher im wesentlichen nicht

<sup>52</sup> Suet. *Aug.* 28,3.

<sup>53</sup> Zusammenfassend: SIMON, *Augustus* (cit. n.8); ZANKER, *Augustus* (cit. n.9); *Kaiser Augustus* (cit. n.10), 351-398 (T. HÖLSCHER: "Historische Reliefs"), 400-426 (S. SETTIS: "Ara Pacis"); K. GALINSKY, *Augustan Culture* (Princeton 1996), 141-224.

<sup>54</sup> P. ZANKER, *Studien zu den Augustus-Porträts*, I: *Der Actium-Typus* (Göttingen 1973); K. VIERNEISEL — P. ZANKER, *Die Bildnisse des Augustus* (1978); D. BOSCHUNG, *Die Bildnisse des Augustus. Das römische Herrscherbild I 2* (Berlin 1993); K. FITTSCHEN, "Die Bildnisse des Augustus", in *Saeculum Augustum*, III: *Kunst und Bildersprache* (Darmstadt 1991), 149-186.

in monarchischen, sondern in demokratischen oder aristokratischen Staatsformen gelebt hatten: Er hatte dezidiert und spektakulär auf das Image des jugendlichen Helden mit den Energien des Eroberers gesetzt. Auch Augustus setzte auf Jugendlichkeit, im starken Gegensatz zu den Staatsmännern der Republik, bei denen weitgehend die Würde und Erfahrung des Alters im Vordergrund gestanden hatte<sup>55</sup>. In seinen frühen Jahren betonte er vor allem die emotionale und physische Dynamik kriegerischer *virtus*. Seine späteren Bildnistypen sind dann stärker auf ruhige Erhabenheit stilisiert, in klassisch einfachen Stilformen, mit denen man Vorstellungen wie *dignitas* und *sanctitas* verband. Einige Nachrichten deuten darauf hin, daß er auch in seinem tatsächlichen Auftreten einen Eindruck abgeklärter Ruhe erweckte<sup>56</sup>.

Das Konzept des jugendlich-alterlosen Herrschers brachte aber ein grundsätzliches Problem mit sich<sup>57</sup>. Seit alter Zeit war in Griechenland wie in Rom das Bild des Staatsmannes mit der Autorität des Alters verbunden. Agamemnon im Mythos, Perikles und Philipp II. in historischer Zeit erschienen mit dem Bart des reifen Mannes und verkörperten damit die Vorstellung vom väterlichen Leiter des Gemeinwesens. Wenn Alexander und Augustus stattdessen die Rolle des jugendlichen Helden wählten, so blieb gewissermaßen eine ideelle Position unbesetzt: die der Vaterfigur, auf die man wohl nicht leicht verzichten konnte. Beide Herrscher haben diese Rolle dem Vater der Götter zugewiesen: Alexander gab sich als Sohn des Zeus aus und setzte dessen Bild auf seine Münzen; Augustus stand als Herrscher über den Erdkreis in einem ideellen Verhältnis der Spiegelung zu Iuppiter, der als Staatsgott der *res publica* vorstand und als Kosmokrator die ganze Welt beherrschte. Die herrscherlichen Söhne wurden von göttlichen 'Vätern' gestützt.

<sup>55</sup> L. GIULIANI, *Bildnis und Botschaft* (Frankfurt/Main 1986), 190-199, 221-238.

<sup>56</sup> T. HÖLSCHER — R. LAUTER, *Formen der Kunst und Formen des Lebens* (Ostfildern-Ruit 1995), 21-23.

<sup>57</sup> Zum Folgenden ausführlicher in einer späteren Arbeit.

Augustus hat die Konstellation des autoritativen Vaters und des heldenhaften Sohnes noch systematischer als Alexander in seinen Staatsmythos einbezogen. Denn seine beiden wichtigsten heroischen Leitbilder, Aeneas und Romulus, verkörpern eben diese beiden Typen. Dabei erscheint Aeneas als väterlicher Vertreter religiöser *pietas*, Romulus als jugendlicher Protagonist kriegerischer *virtus*. Die beiden zentralen Tugenden des Augustus sind hier auf die archetypischen Altersstufen des Vaters und des Sohnes verteilt.

Die zentralen Monumente des Augustus verwirklichen diese politische Mythologie als ein rigoroses System. An der Ara Pacis<sup>58</sup> ist die Seite des Eingangs mit Szenen aus der mythischen Vorzeit der Stadt, die Rückseite mit allegorischen Figuren geschmückt. An der Front sind einerseits Aeneas als Inbegriff der Frömmigkeit beim Opfer in einer idyllischen Landschaft, andererseits die Zwillinge Romulus und Remus als Archegeten kriegerischer Tugenden einander gegenüber gestellt. Dem entspricht an der Rückseite einerseits Tellus-Italia, das Ziel des Aeneas, in üppiger Blüte, andererseits Roma, die Stadt des Romulus, als Siegerin auf Waffen thronend. *Pietas* und *virtus*, Frieden und Krieg. Dazwischen stehen auf den Längsseiten die gegenwärtigen Repräsentanten der Stadt in der feierlichen religiösen Prozession: auf der einen Seite Augustus als Hauptfigur des Rituals, ikonographisch mit seinem Ahnherrn Aeneas verbunden, sowie die kaiserliche Familie mit Livia, die als blühende Mutter der Tellus gleicht; gegenüber die Vertreter der großen Priestertümer, das heißt der römischen Oberschicht, auf der Seite der mythischen Gründerheroen der Stadt und ihrer allegorischen Verkörperung Roma. Ein perfektes System.

Die mythischen und allegorischen Gestalten wiesen mit großer Eindringlichkeit auf ideologische Leitvorstellungen. Das gleiche gilt für die Szenen und Rituale der gegenwärtigen Machthaber<sup>59</sup>. Im Vordergrund standen *virtus* und *pietas*, jene

<sup>58</sup> Klarste Übersicht: E. SIMON, *Ara Pacis Augustae* (Tübingen 1967).

<sup>59</sup> Dazu T. HÖLSCHER, "Die Geschichtsauffassung in der römischen Repräsentationskunst", in *JDAI* 95 (1980), 265-321.

Tugenden, die auch auf dem *clipeus virtutis* als Eckpfeiler verherrlicht wurden. Diese ideologische Gloriele des Augustus ist vielfach von der Forschung nachgemalt worden, oft in unmittelbarer Fortsetzung der augusteischen Glorifizierung. Das kann also hier unterbleiben. Der auffälligste Zug ist der Vorrang, den die Rituale der Religion und die Ideale der Frömmigkeit unter Augustus erhielten, auch gegenüber der traditionellen Tugend der militärischen *virtus*<sup>60</sup>. Das ist zum einen damit zu erklären, daß das Image des gewaltigen Heerführers nach den Schrecken der Bürgerkriege eher negativ besetzt war, zum anderen damit, daß die entpolitisierte Bürgerschaft nun in den religiösen Veranstaltungen wohl die einzige Möglichkeit besaß, eine gemeinsame 'römische' Identität auszubilden. So gesehen, hatte die Religion für Augustus auch den Effekt einer Verschleierung der politischen Veränderungen.

Neben Aeneas und Romulus wurden freilich die verschiedensten anderen Götter und Heroen als Leitbilder für den Herrscher mobilisiert. Diomedes als Retter des Palladium, Orest als Rächer seines Vaters im Dienst des Apollo, Theseus als Sieger über die Amazonen aus dem Orient, sogar Herakles, der zunächst als Vorbild des Antonius ein Problem war<sup>61</sup>. Alle diese Helden wurden in den Kreis der augusteischen Ideologie gezogen. Dasselbe gilt für die Götter: Neben Zeus, dem Staatsgott, stand Apollo mit Latona und Diana als Gott seines persönlichen Schutzes, Neptun als Gott seiner Seeherrschaft, Mercur als Garant der Wohlfahrt, Venus als seine göttliche Ahnherrin, Minerva als Göttin 'seines' Palladion, Ceres als Spenderin der Fruchtbarkeit in 'seinem' goldenen Zeitalter.

Im ganzen Kosmos der Religion und Mythologie begegnete man immer wieder dem Princeps. Er war unausweichlich

<sup>60</sup> Dazu die scharfsichtigen Bemerkungen von John Scheid, oben S. 65-66.

<sup>61</sup> Diomedes: C. MADERNA, *Iuppiter, Diomedes und Merkur als Vorbilder für römische Bildnisstatuen* (Heidelberg 1988), 56-80. — Orest: T. HÖLSCHER, "Augustus and Orestes", in *Études et Travaux. Centre d'Archéologie Méditerranéenne de l'Académie Polonaise* 15 (1988), 164-168. — Theseus: LA ROCCA, *Amazonomachia* (cit. n. 31), 89-90. — Hercules: St. RITTER, *Hercules in der römischen Kunst* (Heidelberg 1995), 129-148.

geworden. Das implizierte andererseits gewiß die Gefahr der Abnutzung und der Unverbindlichkeit. Wie in der Geschichte des Klosterschülers, der gefragt wird, was das sei: ein Lebewesen, rotbraun, mit buschigem Schwanz, das auf den Bäumen von Ast zu Ast hüpfte und Nüsse knackte. Antwort: Es wird schon wieder das liebe Jesulein sein. Ähnlich kam es wohl mit dem Heiland Augustus: Wenn alles und jedes auf den Herrscher weist, ist das keine spezifische Aussage mehr.

Die zentralen politischen Motive des Augustus waren an den markanten Punkten der Stadt anzutreffen. Überall standen die Bildnisse des Kaisers. Wenn Octavian bereits 28 v. Chr. insgesamt 80 Porträtstatuen von sich allein aus Silber einschmelzen ließ, um Votivgaben für Apollo daraus zu fertigen<sup>62</sup>, so kann man eine Ahnung davon gewinnen, wie groß die Zahl später in den verschiedensten Materialien gewesen sein muß. Aeneas und Romulus erschienen als Schmuck von Tempeln, Altären, Platzanlagen. Allenthalben traf man auf Wiedergaben der kaiserlichen Symbole: erbeutete Schiffssporne des Antonius, Lorbeerbäume, *corona civica*, *clipeus virtutis*. Augustus war omnipräsent: verständlich, daß es zu Überdruß kam.

## VI. Die Kultur des privaten Lebens

Ganz anders verliefen die Entwicklungen in der Kultur des privaten Lebens. Die Veränderungen wurden dort nicht zu einem bestimmten Zeitpunkt bewußt ins Werk gesetzt, entsprachen keinem expliziten politischen Willen, sondern ergaben sich in einem längerfristigen, diffusen, halb- oder unbewußten mentalen Prozeß — der aber gerade dadurch eine starke kollektive Kraft bezeugte<sup>63</sup>.

Im letzten Jahrhundert der Republik hatte die stadtrömische Oberschicht bekanntlich in ihren Wohnsitzen einen Lebensstil

<sup>62</sup> *Res gestae Divi Augusti* 24.

<sup>63</sup> S. dazu auch allgemein ZANKER, *Augustus* (cit. n.9), 264-290.

privater Muße mit reicher Ausstattung von Möbeln und Geräten, plastischen Bildwerken und gemalter Wanddekoration ausgebildet<sup>64</sup>. Auch unter den neuen Verhältnissen blieb dieser Stil attraktiv und konnte ohne Gefahr fortgesetzt werden. Von einem ausreichenden Bild der materiellen Lebenskultur verschiedener sozialer Schichten zwischen Republik und früher Kaiserzeit ist die archäologische Forschung allerdings noch weit entfernt. Dazu wären ausgreifende Untersuchungen des gesamten Inventars von Gebrauchsgegenständen, Keramik usw. mit gut dokumentierten Befunden nötig<sup>65</sup>. Erkennbar ist bisher vor allem das höhere Niveau der bildlichen Ausstattung.

Zum Schmuck der vornehmen Häuser und Villen dienten Produkte des edlen Kunsthandwerks: Reliefs aus Marmor und Friese aus Terrakotta, die in die Wände eingelassen wurden, Kandelaber, Kratere und Brunnenmündungen, ebenfalls mit Reliefs, in Peristylen und Gärten<sup>66</sup>. Sie verliehen dem privaten Ambiente ein Flair von griechischer Lebenskultur mit einer leicht religiösen Aura — doch in Wirklichkeit war diese hellenisierende Produktion überhaupt erst für den Bedarf in Rom in Gang gekommen. Überspitzt: Es war die 'Erfindung' einer 'griechischen' Wohnkultur durch und für die Oberschicht des republikanischen Rom.

Unter Augustus erfuhr diese Ausstattungskultur einen starken Aufschwung. Das sieht zunächst nach Kontinuität aus und wurde wohl von den Zeitgenossen im wesentlichen auch so

<sup>64</sup> P. ZANKER, "Zur Funktion und Bedeutung griechischer Skulptur in der Römerzeit", in *Le classicisme à Rome aux premiers siècles avant et après J.-C.*, Entretiens sur l'Antiquité classique 25 (Vandœuvres 1979), 283-306; R. NEUDECKER, *Die Skulpturenausstattung römischer Villen in Italien* (Mainz 1988); *Roman Art in the Private Sphere*, ed. by E. GAZDA (Ann Arbor 1992); M. CIMA — E. LA ROCCA, *Horti Romani* (Roma 1998).

<sup>65</sup> A. OETTEL, *Fundkontexte römischer Vesuvvillen im Gebiet um Pompeji* (Mainz 1996); A. WALLACE-HADRILL, unten S. 307; 309.

<sup>66</sup> A.H. BORBEIN, *Campanareliefs* (Heidelberg 1968); H.-U. CAIN, *Römische Marmorkandelaber* (Mainz 1985); D. GRASSINGER, *Römische Marmorkratere* (Mainz 1991); O. DRÄGER, *Religionem significare* (Mainz 1994); Th.M. GOLDA, *Puteale und verwandte Monumente* (Mainz 1997); *Das Wrack*, Ausstellung Bonn (Köln 1994).

gesehen. Umso symptomatischer sind die kaum merklichen Veränderungen.

Die Bildthemen dieser Reliefs führen in die ideale Welt der Götter und Mythen. Die Trias von Apollo, Latona und Diana beim Opfer, anmutig ministriert von Nike-Victoria, vor einem Tempel mit Meerwesen und wagenfahrenden Niken als Schmuck: ein Bild traditioneller Frömmigkeit — aber wie nahe lag die Assoziation mit den Schutzgöttern des Kaisers, den Siegesfeiern nach Actium und den frommen Ritualen in der neuen Glückszeit! Venus und Eroten, mit den Waffen des Mars spielend, waren Gestalten des friedvollen Glückes, aber die Göttin war doch auch die mythische Ahnherrin des Kaisers. Iuppiter, Neptun und Mars waren eine Konstellation von drei großen Göttern, aber auch Repräsentanten universaler Herrschaft: Lenkung der Welt, Beherrschung der Meere, Überlegenheit im Krieg; die Festtage ihrer Tempel wurden auf Augustus' Geburtstag gelegt. Apollo und Hercules, die um den delphischen Dreifuß streiten, waren ein ehrwürdiger Mythos, repräsentierten aber zugleich die Schutzmächte des Octavian und des Antonius, die jetzt das heilige Symbol in demonstrativer Eintracht halten<sup>67</sup>.

Victoria, die einen Stier tötet, bedeutete eine allgemeine Sieges euphorie, konnte aber auch auf spezifische Kriegserfolge oder auf das Opfer für den Genius Augusti bezogen werden. Besonders beliebt waren junge Frauen, mit edlen Gewändern, in anmutiger Haltung oder im Tanz begriffen. Es mögen Horen, Chariten oder Nymphen sein, die ein zeitloses Glück verkörpern — aber oft sind sie mit bedeutungsvollen Motiven verbunden: Sie tanzen um ein Palladium, das nur das des 'augusteischen' Rom sein kann, schmücken einen Kultpfeiler

<sup>67</sup> Apollinische Trias: ZANKER, *Augustus* (cit. n.9), 70-73; CAIN, *Marmorkandelaber* (cit. n.66), Kat. 79. — Venus: CAIN, Kat. 51. — Eroten: CAIN, Kat. 63, 126. — Iuppiter, Neptun, Mars: CAIN, Kat. 25. — Geburtstag des Augustus: LA ROCCA, *Amazzonomachia* (cit. n.32), 358. — Apollo — Hercules: M.J. STRAZZULLA, *Il Principato di Apollo* (Roma 1990), 17-22; RITTER, *Hercules* (cit. n.61), 129-131.

des 'augusteischen' Apollo, greifen an üppige Pflanzenranken, die wie an der Ara Pacis die anbrechende Glückszeit symbolisieren. Also durchweg eine 'augusteische' Atmosphäre. 'Fromme Frauen um Augustus' stehen für ideale Vorstellungen, die nicht politisch sind, aber doch mit dem Kaiser zu tun haben<sup>68</sup>.

Nur selten finden sich explizitere Aussagen in dieser Ausstattungskunst: Victorien, die ein orientalisches Tropaeum schmücken, verweisen auf Actium; ähnliche Siegesgöttinnen mit einem Schiffssymbol beziehen sich wohl auf den griechischen Sieg von Salamis, das Vorbild des actischen Sieges. Aeneas bringt, als Vorbild des Augustus, Athena und Apollo ein Opfer dar. Die *corona civica*, Lorbeerbäume und Opfergeräte werden sogar durch die Beischrift AVG(usto) SACR(um) erläutert. Nach außen werden die Dächer an den Traufziegeln mit Trophäen der augusteischen Seesiege oder mit Victoria auf dem Globus und dem Capricorn, dem Sternzeichen des Kaisers, geschmückt<sup>69</sup>.

In der Regel aber geht es fast nie um explizit politische Motive. Es wird eine allgemein festliche Stimmung, idyllische Glückseligkeit und religiöse Aura verbreitet. Diese aber ist, fast unmerklich und doch unausweichlich, augusteisch eingefärbt. Die Verbreitung dieser Ausstattungskunst ist in Rom, Latium und Campanien zentriert, nur ganz vereinzelte Stücke sind aus den Provinzen bekannt. Es ist die begüterte Oberschicht der Hauptstadt, die sich diesen 'augusteischen' Lebensstil geschaffen hat.

In ähnlicher Weise dringen die politischen Motive der Lorbeerbäume, der *corona civica* und der Schiffsschnäbel von den Seesiegen, der Lupa mit den Zwillingen und der Victoria auf

<sup>68</sup> Victoria mit Stier: BORBEIN, *Campanareliefs* (cit. n.66), 110-115. — Horen o.ä.: STRAZZULLA, *Principato* (cit. n.67), fig. 2; vgl. fig. 7 und 16; BORBEIN, *ibid.*, 188-189, 189-195. Über 'Fromme Frauen um Augustus' bereite ich eine Untersuchung vor.

<sup>69</sup> Victoria von Actium und Salamis: T. HÖLSCHER, "Actium und Salamis", in *JDAI* 99 (1984), 187-214. — Aeneas: GRASSINGER, *Marmorkratere* (cit. n.66), Kat. 39. — *Corona civica* etc.: CAIN, *Marmorkandelaber* (cit. n.66), Kat. 26. — Stirnziegel: *Kaiser Augustus* (cit. n.10), Kat. Nr. 201 und 207.

dem Globus in den sepulkralen Schmuck der privaten Grabaltäre und Aschenurnen ein<sup>70</sup>.

Eindeutiger, und weiter verbreitet, erscheinen politische Bildmotive auf Gegenständen des täglichen Gebrauchs, in Reliefs auf Lampen und Gefäßen aus Ton: Victoria auf dem Globus, mit dem *clipeus virtutis*, den Stier tötend; Apollo mit Mutter und Schwester beim Siegesopfer; ein Altar für den Genius des Kaisers mit den Laren der Compitalkulte oder den bedeutungsvollen Lorbeerbäumen. Die bekannten Motive sind hier zu einfachsten Chiffren reduziert<sup>71</sup>.

Noch vielfältiger sind die politischen Bildzeichen, die auf Fingerringen verwendet wurden, eingraviert in edle Ringsteine oder massenhaft vervielfältigt in billigen gegossenen Glasgemmen. Der Kopf des Octavian, sein Sternzeichen Capricorn, der von Caesar geerbte Siegelring, die Victoria auf dem Globus mit der Übergabe der Feldzeichen durch die Parther, dazu wieder die Siegesgöttin beim Stieropfer und der Kult für die Laren und den Genius des Kaisers: Diese und andere Motive fanden auf solche Weise große Verbreitung, offensichtlich bis in breite soziale Schichten<sup>72</sup>.

Nirgends zuvor, weder in Griechenland noch in Rom, waren politische Bildzeichen in diesem Ausmaß in den Bereich des privaten täglichen Lebens aufgenommen worden. Die Fingerringe mögen, wenngleich das nicht nachzuweisen ist, eine Zugehörigkeit zur 'familia', zur Klientel oder allgemeiner zur Anhängerschaft des Kaisers signalisiert haben. Lampen, Reliefgefäße und dergleichen aber waren kaum mehr als der Ausdruck eines diffusen Lebensgefühls, das die guten Verhältnisse mit dem Kaiser in Verbindung brachte. Hier war Politik zum Dekor geworden.

<sup>70</sup> F. SINN, *Stadtrömische Marmorurnen* (Mainz 1987), 61-62; 70-71; P. ZANKER, "Bilderzwang. Augustan Political Symbolism in the Private Sphere", in *Image and Mystery in the Roman World* (Gloucester 1988), 1-23.

<sup>71</sup> ALFÖLDI, *Lorbeerbäume* (cit. n.36), Taf. 22-24; T. HÖLSCHER, "Denkmäler der Schlacht von Actium", in *Klio* 67 (1985), 99-100.

<sup>72</sup> C. MADERNA-LAUTER, "Glyptik", in *Kaiser Augustus* (cit. n.10), 441-473.

### VII. *Stil, Habitus und Mentalität*

Die Denkmäler und Bildwerke des Augustus sind in Stilformen geschaffen, die sehr genau auf die intendierten Aussagen abgestimmt sind und geradezu einen wesentlichen Aspekt dieser Aussagen bilden. Dieser kaiserliche Stil hat die Bildkunst der ganzen Epoche stark geprägt. Klar gegliederte Kompositionen, präzise gestaltete und gegeneinander abgesetzte Einzelformen verbinden sich mit einer fein belebten Oberfläche<sup>73</sup>.

Die Forschung wertet das als 'Klassizismus', als Rückgriff auf die klassische Kunst Griechenlands. Doch dieser Begriff ist hier in vieler Hinsicht irreführend. Gewiß hat Augustus originale griechische Götterbilder und andere Skulpturen der 'klassischen' Zeit in seinen Tempeln wieder verwendet. Aber daneben stellte er auch archaische Bildwerke auf, und in den großen Parks des Kaisers und seiner Freunde konnte man auch hellenistische Meisterwerke bewundern<sup>74</sup>. Die Reliefs der Ara Pacis schließen in den Kompositionen und den Einzelformen an Vorbilder der griechischen Hochklassik, der Spätklassik und des Hellenismus an. Fast alle Stilepochen der griechischen Kunst waren präsent und wurden geschätzt, man setzte sie passend zum Thema und zur Aussage ein. Nur die Marmorarbeit, mit der man die heterogenen Formen realisierte, war relativ einheitlich: Geordnete und zugleich belebte Kompositionen und Einzelformen, wie sie allgemein aus dem 5. Jahrhundert v. Chr. bekannt waren. Das genügt aber kaum, um das pauschale Etikett des Klassizismus zu begründen.

Besonders problematisch sind einige Implikationen, die mit dem Begriff des Klassizismus verbunden werden. Man meint darin entweder eine intensive griechische Bildung oder eine historische Rückwendung zu der klassischen Zeit Griechenlands zu erkennen. Beide Tendenzen haben in der Tat zur Zeit

<sup>73</sup> ZANKER, *Augustus* (cit. n.9), 240-263; T. HÖLSCHER, *Römische Bildsprache als semantisches System* (Heidelberg 1987), bes. 33-37.

<sup>74</sup> Archaische Werke: ZANKER, *Augustus* (cit. n.9); Hellenistische Werke: CIMA — LA ROCCA, *Horti* (cit. n.64), *passim*.

des Augustus eine gewisse Rolle gespielt, aber sie stehen sicher nicht im Zentrum des Phänomens. Die Rezeption klassischer Formen unter Augustus hat wenig mit Bildung oder mit Rückwendung zu einer großen Vergangenheit zu tun, sondern mit ethischen Wertvorstellungen und kollektiven Verhaltensnormen der eigenen Gegenwart.

Der Anschluß an klassische Vorbilder wurde vielfach in den öffentlichen Denkmälern der kaiserlichen Repräsentation angestrebt. Die Bildnisstatue von Prima Porta ist im ganzen Aufbau dem Doryphoros des Polyklet ähnlich, auch der Kopf ist mit den einfachen Wölbungen und den flach geschichteten Sichellocken dem klassischen Werk vergleichbar. Man kann sich aber durchaus fragen, ob wirklich diese spezifische Statue des Polyklet als Vorbild gedient hat, oder ob nicht allgemeine klassische Formen für das Bildnis des Augustus eingesetzt wurden. Vor allem aber kann kein normaler Betrachter des Kaiserbildes die polykletische Figur mit Stand- und Spielbein, Arm- und Kopfhaltung so genau im Gedächtnis gehabt haben, daß er einen Verweis auf das klassische Meisterwerk hätte realisieren können; noch weniger war ihm gewiß die Kunsttheorie Polyklets präsent, nach der der Doryphoros die Musterfigur eines idealen Menschenbildes war. Ohnehin gab es einen zwar nicht durchgängigen, aber doch verbreiteten Affekt gegen griechische Bildung<sup>75</sup>, der sicher gereizt worden wäre, wenn alle 'klassizistischen' Stilformen den Verweis auf griechische Tradition explizit gemacht hätten. Auch heute verweist nicht jeder, der Blue Jeans trägt, auf Amerika als Lebensideal. Vielleicht sind es eher typische Wünsche von Archäologen, daß ihre wissenschaftlichen Kategorien der Formanalyse und der Zeitbestimmung, ihre eigene kunsthistorische Bildung und Kompetenz auch die semantischen Maßstäbe der antiken Auftraggeber und Betrachter sein mögen. Das ist wohl eine Illusion.

Die Stilformen der griechischen Kunst wurden vielmehr in Rom in erster Linie in den Kategorien eines eigenen, gegen-

<sup>75</sup> R. SYME, *The Roman Revolution* (Oxford 1939), 449.

wärtigen *ethischen* Wertsystems gedeutet<sup>76</sup>. In diesem Sinn wurden sie auch unter Augustus verwendet. In den Stilformen des Augustus von Prima Porta sah man Werte wie *gravitas* und *dignitas*, *maiestas* und *sanctitas*. Dafür war aber keine kunstgeschichtliche Bildung und kein Bezug auf historische Exempel notwendig.

Es war ein kanonischer Stil, der nicht nur in Kunstwerken beliebt war, sondern auch die Formen des Verhaltens im wirklichen Leben prägte<sup>77</sup>. Der Kaiser selbst lebte diesen Stil exemplarisch und demonstrativ vor. Sein eigenes Erscheinen und Auftreten in der Öffentlichkeit soll nach Berichten von einer eindrucksvollen schlichten Würde und kontrollierten Ruhe gewesen sein. In ähnlicher Weise versuchte er, das öffentliche Leben in Rom in eine würdevolle Form zu bringen: einerseits durch eine rapide Vermehrung von Ritualen der Staatsreligion und Zeremonien der Staatsführung, die man sich in feierlichen Formen vorstellen muß, andererseits durch die Verordnung, daß Bürger auf dem Forum nur in der offiziellen Bürgertracht, der Toga, erscheinen durften<sup>78</sup>. Das öffentliche Leben wurde in 'augusteischen' Stilformen inszeniert.

Diese Stilformen gingen vom Kaiserhaus aus, und sie betrafen zunächst in besonderer Weise den Kaiser selbst. Das Porträt des Agrippa ist dagegen in ganz anderen Formen gestaltet: nicht in der würdevollen Erhabenheit der griechischen Hochklassik, sondern in den dynamisch bewegten Formen des Hellenismus<sup>79</sup>. Das ist natürlich keine ideologische Opposition zu Augustus, sondern eine unterschiedliche Rolle: Neben der edlen Würde des Kaisers und seines Hauses steht hier die Energie des Feldherrn. Octavian hatte sich in seinen frühen Bildnissen selbst im Image des impulsiven Heerführers

<sup>76</sup> Zum Folgenden s. HÖLSCHER, *Bildsprache* (cit. n.73), *passim*. S. jetzt auch Chr. LANDWEHR, "Konzeptfiguren", in *JDAI* 113 (1998), 139-194.

<sup>77</sup> ZANKER, *Augustus* (cit. n.9), 164-167; HÖLSCHER — LAUTER, *Formen* (cit. n.56), 22.

<sup>78</sup> Suet. *Aug.* 40,5.

<sup>79</sup> I. ROMEO, *Ingenuus Leo. L'immagine di Agrippa* (Roma 1998); HÖLSCHER, *Bildsprache* (cit. n.73), 34.

präsentiert<sup>80</sup>. Als er nach Actium zum Bild der erhabenen Autorität wechselte, überließ er Agrippa die frei gewordene Rolle.

Der Stil der edlen Schlichtheit fand aber bald weite Verbreitung. Er beherrschte, mehr oder minder stark, die politischen Monumente und die anderen Bildwerke in den öffentlichen Anlagen und privaten Wohnsitzen. Auch wenn die Vorbilder nicht aus der klassischen Kunst Griechenlands stammten, so wurden doch die Körper und Gewänder in der kühlen Präzision augusteischer Marmorarbeit wiedergegeben. Dadurch entstand gegenüber der späten Republik eine Zurücknahme an visuellen Effekten und sinnlichen Wirkungen. Es ist eine Kunst, die die Werte eines dezenten Lebensstils und anmutiger Würde zum Ausdruck bringt, passend zu den moralischen Programmen und Sittengesetzen des Augustus. Sie entspricht durchaus römischem *mos maiorum*, und tatsächlich war das ideologische Gedächtnis der Römer weit mehr von der eigenen Vergangenheit und ihren Werten der Schlichtheit und religiösen Würde besetzt als von der klassischen Tradition Griechenlands. Nur im Sinn dieses politisch-moralischen Ethos, nicht im Sinn einer retrospektiven Bildung konnte dieser Stil zu einem Reichsstil werden.

### VIII. Fazit

Augustus hat in den Denkmälern der Stadt Rom die ideologischen Grundzüge seiner Herrschaft mit größter Effizienz in einer ungemein systematischen Weise zur Geltung gebracht. Es war ein semantisches System, mit Aeneas und Romulus, religiösen Ritualen und Siegesallegorien, *pietas* und *virtus* als zentralen Positionen; ein pragmatisches System, mit Regeln des dirigierten Zusammenwirkens aller Kräfte von Staat und Gesellschaft; letzten Endes ein System von großer Reichweite,

<sup>80</sup> ZANKER, *Augustus-Porträts* I (cit. n.54).

das die öffentlichen Räume besetzte und die privaten Lebensräume in einer bisher einzigartigen Weise mental und atmosphärisch einfärbte.

Wenn man ein Fazit zu einer Gegenrechnung mißbrauchen darf, so ergeben sich verschiedene Ansätze zur Nachdenklichkeit, vor allem im Vergleich zur späten Republik:

— Die öffentlichen Denkmäler verloren ihre Vielfalt, sie wurden in den Themen iterativ und in der Ideologie homogen. Die Polyphonie der republikanischen Auftraggeber hatte aufgehört; andere Konzepte als die des Kaisers wurden entweder unterdrückt oder zumindest in dem demonstrativen Konsens nicht gefördert. Was die Gegner des Augustus sich bei seinen Denkmälern dachten, können wir nur raten. Pompeius soll einmal den Alptraum gehabt haben, daß seine Verehrung der Venus in Wirklichkeit die göttliche Ahnherrin Caesars erhöhe<sup>81</sup>. Entsprechend werden manche alten Familien verbittert registriert haben, daß ihre Gründerheroen gegen den omnipräsenten Aeneas keine Chance hatten.

— Im Bereich des privaten Wohnens wurden Bildthemen, die explizit oder implizit politische Töne anschlugen, in einem Maß rezipiert, wie das bisher nie in der griechischen oder römischen Wohnkultur der Fall gewesen war. Für die Ausstattung vornehmer Wohnsitze wurde ein Repertoire geschaffen, das in seiner unverbindlichen Idealität zwar keine manifesten politischen Aussagen machte, aber doch die weihevollen Idylle augusteischer Zeitstimmung als dekoratives Ambiente evozierte. Und in Tonlampen, Reliefkeramik und vor allem Fingerringen wurden politische Symbole des Augustus zur alltäglichen Loyalität reduziert. Man wird kaum behaupten wollen, daß darin eine Steigerung der politischen Kultur zu erkennen sei: Die Zunahme und Ausbreitung politischer Bildmotive bis in den privaten Bereich ist eher ein unverbindlicher politischer Applaus.

— Die ständige Repetition und Ubiquität der kaiserlichen Bildmotive und die Aufladung vieler weiterer Bildthemen mit

<sup>81</sup> Plut. *Pomp.* 68,2.

kaiserlicher Signifikanz muß vielfach zu Überdruß geführt haben. Auf dem Augustus-Forum, das besonders stark mit feierlichen Bildern kriegerischer Ideologie überladen war, hat ein Besucher ein kopulierendes Paar auf den Stufen des Tempels eingeritzt; und in einer Stadt in Campanien hat ein Hausbesitzer die Gruppe von Aeneas, Anchises und Iulus auf der Flucht aus Troia mit Affenköpfen auf die Wand malen lassen<sup>82</sup>. Die Übersättigung mit kaiserlichen Bildthemen muß manchen Zeitgenossen schwer erträglich gewesen sein. Das hat wohl auch dazu geführt, daß diese ganze Bilderwelt nach der Mitte des 1. Jahrhunderts n.Chr. weitgehend aufhörte. Das Ende der iulisch-claudischen Dynastie, mit der viele der Themen zusammenhängen, kann kaum eine ausreichende Erklärung dafür sein, denn die flavische Zeit hat keine Nachfolge für diese Bildthemen entwickelt.

— Die künstlerischen Bildmotive und Formen verloren ihre übermütige Sinnlichkeit und wurden durch einen Stil unnahbarer Vornehmheit abgelöst. Ein Flottenführer um 100 v.Chr. hatte einen Seesieg mit einem Fries von körperfrohen Nereiden gefeiert, die sich wohligh auf wilden Meeresmonstern räkel<sup>83</sup>; Augustus zelebriert den Sieg von Actium auf einem Fries mit Symbolen der besiegten Flotte und der eigenen römischen Götterverehrung<sup>84</sup>. Das ist gewiß ein demagogischer Vergleich und ein subjektives Urteil des unterzeichnenden Autors. Aber es könnte sein, daß Catull ähnlich unterkühlt geurteilt hätte, wenn er den augusteischen Fries noch hätte sehen können.

<sup>82</sup> V. KOCKEL, "Beobachtungen zum Tempel des Mars Ultor", in *MDAI(R)* 90 (1983), 447-448; P. ZANKER, "Bilderzwang" (cit. n.70), 1.

<sup>83</sup> H. KÄHLER, *Seethiasos und Census* (Berlin 1966).

<sup>84</sup> *Kaiser Augustus* (cit. n.10), Kat. Nr.200.

## DISCUSSION

*A. Wallace-Hadrill:* I greatly welcome what Tonio Hölscher has said, both about the relevance of the creation of a common cultural language in a multi-cultural Mediterranean, and in his sketch of a semantic system in which the artistic style defined by the 'cool' Augustus carries implicit connotations even in the private sphere. I am particularly interested in how such a semantic system can be used in the attempt to redefine a Roman identity, centering naturally on Augustus and the imperial house. But part of the problem in any analysis of the coherence of such a system is our difficulty in visualising an alternative 'republican' system. The sheer lack of surviving buildings and artwork from late Republic Rome makes it difficult to give precise form to the 'Vielfalt' or multiplicity that we would theoretically infer from the political system. Is the material adequate for this?

*T. Hölscher:* Gewiß: Die reiche Kultur der späten Republik ist zu großen Teilen unter der steinernen Decke der kaiserzeitlichen Architektur verborgen und zerstört. Aber an Bildwerken ist mehr erhalten, als man auf den ersten Blick wahrnimmt. Viele sind in einzelnen Publikationen erkannt und analysiert worden. Nur fehlt es noch an einer systematischen Zusammenstellung und Interpretation. Dabei würde zweifellos ein sehr reiches, vielfältiges Bild entstehen, von dem die augusteische Zeit sich deutlich absetzt.

*F. Millar:* In response to your very interesting and stimulating paper, I would like to suggest that our situation in regard to Augustan art remains closely similar to that of Ronald Syme in regard to the material which he used. In the Oxford of the

late 20's and the 30's in which Syme was a student and then teacher Ancient History was a branch of classical studies, firmly based on literary texts. Epigraphy did play a significant part, and Syme himself was fully conversant with inscriptions, both those relevant to the military history of the Empire and its frontiers and those which provided the material needed for *PIR*.

But art history, architecture and iconography played no comparable part in the formation of Syme or of most of his contemporaries as Ancient Historians (it might be interesting to speculate as to whether the situation might have been different if the thousands of career-inscriptions which Syme and others studied had still been accompanied by the statues to which a large proportion of them had originally been attached).

Syme therefore approached the Augustan regime primarily through verbal material, and above all through Augustan literature. His work is characterised by a notable effort to understand the values and key words which informed the public posture of the regime, while simultaneously maintaining a critical and sceptical distance from it. So, for instance, the first and the last chapters of the book are marked by the tension between understanding the 'revolution' as a usurpation of power on the one hand, and an appreciation of its achievements on the other.

One problem faced by Syme, and by ourselves, is the effective absence of any expression, or even of any report, of any alternative viewpoint among our ancient sources. We can find nothing which seriously represents any 'republican' alternative among Romans, and hardly any trace of hostility to Roman rule in the established provinces, either in the West or in the Greek East. There is a very notable contrast with the relations of the Greek *poleis* and *koina* to the Hellenistic monarchies, in which the cities struggled perpetually to achieve as much freedom as they could.

I suggest that when we consider the art of the Augustan period, our situation remains closely comparable to that of

Syme. To understand the great architectural and artistic monuments of the regime it is necessary to appreciate the values which they embodied, as well as their very high artistic level. But, at the same time, to maintain a critical distance is not easy. Here too our problem as observers is that we are faced not merely with an absence of dissident 'voices', but with a chorus of loyalist artistic expressions, in which the figure of the Emperor has been appropriated, in the cities of Italy (as we can see above all in Pompeii) and in those of both the Latin West and the Greek East, in temples, statuary and notably in coinage, as collected in *Roman Provincial Coinage I*.

In other words, is it not the case that the material and visual evidence for the Augustan regime presents us with just the same problem as does the literary record? Both are of the greatest richness and complexity, and are of a very high artistic level — and cannot be appreciated without one entering into the values which inform them. But both present, ultimately, an oppressive loyalist conformity. So, if we wish to maintain a critical reserve, on what evidence should that attitude be based?

*T. Hölscher:* Gewiß ist die *Roman Revolution* ein Werk, dessen Konzept ganz wesentlich auf schriftlichen Quellen basiert und alle visuellen Phänomene weitgehend ausklammert. Es gibt allerdings einige kurze Passagen, die zeigen, daß Syme nicht ganz blind für die archäologischen Zeugnisse gewesen ist. Doch glaube ich nicht, daß dies speziell an der wissenschaftlichen Situation in Oxford lag, in der er seine Ausbildung erfuhr. Denn in den 20er und 30er Jahren hatte sich die Archäologie insgesamt und fast überall in eine kunsthistorische Richtung entwickelt, die sie von der Alten Geschichte weit entfernte und für Fragen der politischen Geschichte wenig ergiebig machte. Ich vermag kaum einen Archäologen dieser Zeit zu sehen, von dem Syme etwas Brauchbares für sein wissenschaftliches Ziel hätte lernen können. Erst die Arbeiten von Andreas Alföldi über Zeremoniell, Tracht und Insignien brachten die

Bildwerke als historische Zeugnisse zur Geltung — aber das war damals noch brandneu, ganz isoliert, und darüber hinaus dürfte Alföldis verkürztes Augustus-Bild Syme verständlicherweise nicht sehr angezogen haben.

Ihre Bemerkung, daß die Bild- und Bauwerke, ebenso wie die Schriftzeugnisse, kaum die Möglichkeit zu einer 'alternativen' Lesart der augusteischen Epoche bieten, trifft den neuralgischen Punkt. Hier wird leicht der Wunsch zum Vater des Gedankens. Wenn wir überhaupt eine solche Sicht gewinnen wollen, so können wir wohl nur Symptome suchen: im besten Fall ein paar Karikaturen, vor allem aber die Anzeichen von Frustration und Überdruß, das Ende extrovertierter Verhaltensweisen, den Rückzug weiter Kreise aus dem öffentlichen Leben und dergleichen mehr. Ein sehr explizites Bild, wie es Syme sicher gerne gehabt hätte, wird sich aus den archäologischen Zeugnissen gewiß nicht gewinnen lassen.

*G. Rowe:* The other characteristic of Augustan Rome is that it was filled with stolen Greek art — in private contexts, in temples, but also in the open air. While Greek art cannot be said to embody 'opposition', it would certainly have represented a disturbance to the 'coolness' of the visual field. How should we conceive of the relationship, for the contemporary viewer, of Greek art and the art of the regime? Were they distinct — to put it crudely, 'art' on the one hand and 'propaganda' or 'decoration' on the other? Or were they more juncted?

*T. Hölscher:* Die Opposition von 'Kunst' und 'Propaganda', allgemeiner: von zweckfreier und zweckgebundener 'Kunst', ist ein Konzept der Neuzeit; dasselbe gilt für die, allerdings anders gelagerte, Opposition von 'Kunst' und 'Dekor'. Es ist ein Konzept einer 'reinen' Ästhetik, als Ausdruck eines künstlerischen Subjekts, die ihren ausgegrenzten Raum in der Institution des Museums hat. In der Antike dagegen hatten alle Bildwerke eine konkrete Funktion, einen pragmatischen Zweck, im religiösen

Kult, in der Politik, in der gesellschaftlichen Repräsentation und so fort. Auch die griechischen Bildwerke, die man sich in Rom angeeignet hatte, waren nicht in Museen zu betrachten, sondern gehörten funktional zu bestimmten öffentlichen und privaten Räumen, in denen sie aufgestellt waren. Sie waren dort, ohne grundsätzlichen Unterschied, mit neuen römischen Werken verbunden, die diesen Räumen bildliche Signifikanz verliehen. Freilich mag die Eigenschaft eines griechischen 'Originals' einem Werk eine zusätzliche Emphase gegeben haben, die vielleicht nicht gerade 'disturbing', aber doch 'exciting' wirkte.

*J. Scheid:* Ich möchte anknüpfen an A. Wallace-Hadrills Frage über die Schwierigkeit, die Neuheit und Qualität des augusteischen Stils und seiner Themen festzustellen. Weiß man eigentlich, wie die Häuser der hohen Elite dekoriert waren? Gibt es Anzeichen, daß dieser Dekor und seine Themen verschieden waren vom öffentlichen Stil? War dieser der einzige Stil Roms?

Andererseits werden die verschiedenen Statuentypen des Kaisers gewöhnlich nach ethischen Kriterien gedeutet. Warum aber werden die Darstellungen des Augustus nicht, wie es in den Ehreninschriften bezeugt ist, nach öffentlichen Ämtern und Machtpositionen interpretiert? Schließlich kann z.B. ein Kaiser in voller Rüstung ebenso gut als *imperator* oder als *imperiums*-Inhaber beschrieben werden als auf die Ideale der *Virtus* oder des Feldherrn bezogen werden.

*T. Hölscher:* Die Ausstattung der Wohnsitze der Elite unterscheidet sich in den Themen sehr deutlich von der der öffentlichen Anlagen. Schwieriger sind dagegen zwei andere Fragen zu beantworten. Zum einen: Unterscheiden sich die *Themen* der Bildwerke in den Wohnsitzen zwischen Republik und früher Kaiserzeit? Hierfür müßten noch eingehende, großflächige Untersuchungen unternommen werden. Dabei müßte auch bedacht werden, daß in reichen Wohnhäusern und Gär-

ten die Bildwerke der republikanischen Ausstattung in der Regel wohl auch in der frühen Kaiserzeit weiter stehen blieben und geschätzt wurden. Man wird also zwar Veränderungen erwarten — eine Reihe neuer ‘augusteischer’ Themen habe ich aufzuzeigen versucht — aber keine radikale Zaesur postulieren. — Zum zweiten: Unterscheidet sich der Stil der Bildwerke im öffentlichen und im privaten Raum? Hierfür wäre es zunächst erforderlich, genau zu definieren, was unter ‘Stil’ verstanden wird. Es gibt einerseits unterschiedliche ‘Formen’, die mit den spezifischen Themen der öffentlichen und der privaten Bildwerke verbunden sind. Andererseits gibt es übergreifende, epochenspezifische Formprinzipien, die über die verschiedenen Themen hinweg einen ‘augusteischen’ Habitus und Geschmack zum Ausdruck bringen.

Die Deutung von Kaiser-Bildnissen nach Ämtern und Funktionen ist durchaus üblich. Nur handelt es sich dabei um sehr einfache Distinktionen: Panzer für militärische Ränge, *toga capite velato* für Priester. Andere Unterscheidungen sind durch den Verlust der Bemalung von Gewändern nicht mehr erkennbar. Inschriften sind hierfür ergiebiger.

A. Wallace-Hadrill: May I return to my earlier question about definitions of cultural identity, and pick up too on the discussion of John Scheid’s contribution on religion? What seems to me particularly striking about Augustan art is the dominance of religious and ritual themes. One function of the repeated representation of rituals and ritual objects (priestly hats, *litui*, *paterae* and the like) is to create a visible focus for citizen-identity. Paradoxically, though the ritual is a local, metropolitan Roman one, it can equally serve as a reference point for the municipal Italians who are Syme’s heroes: The proliferation of the imagery helps to make it shared property. But here again, we are frustrated by the scarcity of surviving Republican precedents, and I find it hard to judge how far this element of the ‘semantic system’ is new.

*T. Hölscher:* Zweifellos: Religiöse Rituale sind das wichtigste Thema der augusteischen Staatsdenkmäler. Sie sind aber auch bereits ein wichtiges Element republikanischer Monumente, so viel ist trotz der spärlichen Überlieferung doch aus verstreuten Fragmenten klar zu erkennen. Rom steht mit dieser Betonung von Ritualen wiederum in enger Verbindung mit der etruskischen Kunst — und in starkem Gegensatz zur politischen Bildkunst in Griechenland. In augusteischer Zeit treten die Themen der Religion aber mit neuer Emphase in den Vordergrund, vor allem auch deswegen, weil ein anderes Thema republikanischer Staatskunst, Sieg und Triumph, unter Augustus stark zurückgenommen wird.

*J. Scheid:* La religion intègre les Italiques dans la mesure où ceux-ci sont désormais tous des citoyens romains. Puisque les comices devinrent rapidement un phénomène limité à la population de Rome, la seule institution publique vivante capable de représenter tous les citoyens était la religion publique de Rome. Les actes étaient célébrés au nom de tous les citoyens et pour leur bien collectif. Avec l'histoire (les *summi viri*, les mythes) et la famille impériale, la religion officielle devenait une image de l'identité romaine. On peut, d'autre part, se demander si la surreprésentation de scènes religieuses dans l'art officiel — qui correspond d'ailleurs à la surreprésentation d'inscriptions relatives à la religion — n'est pas due au fait que c'est, après l'époque de la gestion du consulat, l'une des façons obvies de représenter sans ambiguïté l'empereur agissant pour le peuple.

*T. Hölscher:* Das scheint mir ein sehr überzeugender Gedanke zu sein.

*Kl.M. Girardet:* Daß das Religiöse beim Bauprogramm, auf den Inschriften etc. so stark im Vordergrund steht, ist sicher auch auf das Selbstverständnis der Römer als *religiosissimi homines* zurückzuführen, und gewiß spielt die demonstrative *pietas* des Augustus persönlich eine wichtige Rolle. Man sollte

aber zusätzlich bedenken, daß 29 v.Chr. ein 20 Jahre dauernder Welt-Bürgerkrieg zuende gebracht worden war. In den Heeren der Caesarattentäter Brutus und Cassius und in denen der Triumvirn, in den Heeren des M. Antonius und in denen des Imperator Caesar standen Römer, die gegen Römer kämpften, die Römer töteten. Sie alle, ebenso wie die Heerführer und der zuletzt allein übriggebliebene, hatten Blutschuld auf sich geladen, Bruder hatte Bruder getötet, Romulus den Remus! Nach dem Ende des Mordens mußte, um eines verträglichen, den Wunsch nach Rache domestizierenden Neuanfangs und Weiterlebens willen Versöhnung stattfinden, rituelle Reinigung. Auch dies dürfte ein Grund für die dominante Rolle des Religiösen in der frühaugusteischen Restaurationspolitik gewesen sein.

*T. Hölscher:* Zweifellos zeigen die augusteischen Staatsdenkmäler, wie in der Forschung auch oft betont wurde, daß das Image des mächtigen und überwältigenden Feldherrn in den letzten Jahrzehnten der Republik sehr ambivalent geworden war und zwiespältig gesehen wurde. Die Wendung zur Religion unter Augustus war einerseits eine Abkehr von diesem Image, andererseits eine Kompensation für die damit verbundenen Verfehlungen. Fernande Hölscher erinnert mich, als nachträgliche Leserin dieser Diskussion, an die Situation der Normenkonformität im nach Ruhe und Wohlstand aufstrebenden Deutschland nach dem letzten Krieg.



## VII

ANDREW WALLACE-HADRILL

### THE ROMAN REVOLUTION AND MATERIAL CULTURE

The absence of an archaeological dimension from Syme's *Roman Revolution*, as indeed from the rest of his writing<sup>1</sup>, might easily pass unremarked, especially by anyone trained in Oxford traditions of ancient history. Who would expect that the master of prosopography, epigraphy and the written text to turn to the evidence of material culture to expound his theme? At the outset, when invited to discuss a theme which Syme had not taken into consideration, it was my own interest in how the Augustan transformation of Italy can be seen in material culture that led me to propose my title, not any idea of identifying shortcomings in Syme. Yet, as I have looked into this almost intractable subject, I find myself increasingly intrigued by Syme's silences, and for two reasons. The first is that I have come to doubt that it was so obvious that an Oxford Roman historian in the 1920s and 1930s could regard archaeological evidence as simply irrelevant. The second is that his arguments seem almost to demand attention to this missing dimension.

From the perspective of the British School at Rome, it is far from obvious that an Oxford historian should show so strong an aversion to the archaeological. The foundation of the School in 1901 was due above all to the vision and efforts of two Camden

<sup>1</sup> Unless one counts "Neglected Children on the *Ara Pacis*", in *AJArch.* 88 (1984), 583-9, reprinted in *Roman Papers IV* (Oxford 1988), 418-30.

Professors, Henry Pelham (1889-1907) and his successor Francis Haverfield (1907-1919)<sup>2</sup>. Together they visited Rome and discussed with Rodolfo Lanciani how to create a structure that would give British scholars better access to the extraordinary discoveries coming out of post-risorgimento Italy<sup>3</sup>. The vision was articulated most clearly by Haverfield, who was later instrumental in setting up the Society for the Promotion of Roman Studies, a society distinguished from the first by its equal attention to the archaeological and the historical. His inaugural address, a clarion call for the professionalization of the discipline along continental lines, gives pride of place to archaeology as the prime source of new understanding of the Roman world<sup>4</sup>. He reverses the judgment of a reviewer of Pelham who was dismissive of his use of archaeology instead of literary sources:

The more I study the ordinary written materials, the harder I find it to learn the truth from them... I would sacrifice all that tract of Arrian which Professor Pelham was discussing, for a little appropriate archaeological evidence<sup>5</sup>.

Thomas Ashby, the School's first scholar (1901) and the man who as director (1906-25) gave it its definitive archaeological shape, was Haverfield's pupil<sup>6</sup>. Henry Stuart Jones, the School's second director (1903-05), catalogue of the sculptures of the Capitoline, was Haverfield's successor in the Camden chair (1920-27)<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> On Pelham, see F. HAVERFIELD's memoir in *Proceedings of the British Academy* 3 (1907-08), 365-70, and his introduction to *Essays by Henry Francis Pelham* (Oxford 1911); on Haverfield, the memoir by G. MACDONALD, in *Proceedings of the British Academy* 9 (1919-20), 475-91. MacDonald (p.484) cites a characteristic aphorism of Haverfield: "To-day the spade is mightier than the pen; the shovel and the pick are the revealers of secrets".

<sup>3</sup> T.P. WISEMAN, *A Short History of the British School at Rome* (1990), 2-3.

<sup>4</sup> F.J. HAVERFIELD, "An inaugural address delivered before the first Annual General Meeting of the Society, 11<sup>th</sup> May 1911", in *JRS* 1 (1911), pp.XI-XX.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p.XVI.

<sup>6</sup> See the memoir by A.H. SMITH, in *Proceedings of the British Academy* 17 (1931), 515-41; WISEMAN, *Short History* (cit. n.3), 3.

<sup>7</sup> See the memoir by J.L. MYRES, in *Proceedings of the British Academy* 26 (1940), 467-78.

What had happened to this optimistic vision of a united historico-archaeological discipline by Syme's day? Since Syme published one of his most notable contributions to the theme of the rise of Italians to the senate in the *Papers of the School*<sup>8</sup>, and particularly since this paper adumbrates the key theme of the *Roman Revolution*, I thought it worth asking what his connection was to the institution Pelham launched. The Haverfield vision was in fact not without its impact. Having taken his final examinations in 1927, Syme lost little time in turning to explore Italy. He spent the second six months of 1928 in the School, studying, according to the Annual Report, "Roman imperial history, in particular the reign of Domitian"<sup>9</sup>. But he evidently did not close his eyes to his surroundings, for the Report continues

He also made a study of the topography of ancient Rome, and of the historical geography of Italy. For the latter purpose he spent a month travelling in central Italy, between the limits of Orvieto and Naples.

He returned more briefly the following year, freshly elected to his Fellowship at Trinity, writing charmingly to the Director that he wished to study republican history since he would now have to teach it. But why in Rome? The Annual Report states more precisely that he was making a study of the period of the Gracchi<sup>10</sup>, and at this point it becomes relevant to ask who else was studying in Rome at the time, and what influence they might have had on him.

Edward Togo Salmon, for instance, had been busy working during Syme's first visit, not on the Samnites, but on pre-

<sup>8</sup> "Caesar, the Senate, and Italy", in *PBSR* 14 (1938), 1-31, reprinted in *Roman Papers I* (Oxford 1979), 88-119.

<sup>9</sup> *The British School at Rome, Faculty of Archaeology, History and Letters, 29<sup>th</sup> Annual Report to Subscribers* (1928-29), 3. This work underlies "The Imperial Finances under Domitian, Nerva, and Trajan" published in *JRS* 20 (1930), 55-70, reprinted in *Roman Papers I* 1-17.

<sup>10</sup> *The British School at Rome, Faculty of Archaeology, History and Letters, 30<sup>th</sup> Annual Report to Subscribers* (1929-30), 3.

Gracchan Latin and Roman colonisation, and visited the sites, noting especially differences between citizen and Latin colonies<sup>11</sup>. If Syme wanted to learn to see Roman history from an Italian perspective, those like Salmon could have given him useful clues. One may be struck too by the persistent interest among the students of the day in historical topography, the regional archaeology of Italy, and social and economic history. So Isobel Munro (later Henderson) was studying as Craven Fellow from Oxford "Roman life and archaeological remains, with a view to comparing kindred phenomena in the provinces", Diana Lucas of Somerville, Oxford, and Pelham Student, was studying the history and antiquities of the Etruscans<sup>12</sup>. Two historians in particular were benefiting from the frenzy of excavations of fascist Italy. R.C. Carrington (of Queen's Oxford) was busy working on Campania and Pompeii. One can see in his interest potential seeds for growth in Syme: looking through epigraphy at the composition of the population ("how far native Oscan families continued to play a part in political life")<sup>13</sup>. But there is also a pronounced stamp of Rostovtzeff in the socio-economic emphasis of Carrington's work of the time, not only on *villae rusticae* and agriculture, but also on the urban economy ("the process of industrialisation which took place during the late republican and early imperial age"). The first edition of the *Social and Economic History of the Roman Empire* belongs immediately before, in 1926, a work notable for its extensive use of archaeological evidence, coupled with a novel view of the Augustan age as one of social and economic revolution. Closely allied were the interests of Frederick Wilson of Keble Oxford, working on Ostia (a trail blazed by Russell Meiggs as Pelham Student of 1925). Again, he was interested in the social composition of the population, the *ordo*, the *collegia* and the freedman society<sup>14</sup>. Wilson published

<sup>11</sup> *Annual Report* (1928-29), 3.

<sup>12</sup> *Annual Report* (1929-30), 2-3.

<sup>13</sup> *Annual Report* (1929-30), 2.

<sup>14</sup> *Annual Report* (1929-30), 3.

a series of significant papers on Ostian society and economy in the *Papers* of the School shortly before the war.

I am tempted to conclude that Syme's visit to Italy in 1928, propelled in some remote sense by a vision of Pelham and Haverfield, actually did have an impact on the formation of his thinking. The interest in the regional topography and archaeology of Italy, the epigraphic study of the composition of its local elites, coupled of course with the contemporary background of the new self-awareness of fascist Italy, have their contribution to make to the image of the Roman revolution as being about local Italian elites. But equally, it is clear that Oxford of the 1920s *was* concerned with social and economic history, and *was* engaged with archaeological evidence as providing access to it. If Syme absorbed some aspects, he rejected (or 'eschewed') others.

It is at this point that my second concern becomes pressing. Given the argument Syme was developing, would he have benefited from developing rather further the interests of historians of his generation like Carrington, Meiggs, Salmon and Wilson? Initially, the answer appears to be not. In so far as traditional political and military history never did, and even subsequently has not begun to, make more than incidental use of archaeology, the Tacitean Syme naturally aligns with the branch of history to which such evidence remained of tangential interest, leaving archaeology for the Rostovtzeffs.

Yet the paradox of Syme's revolution is that it is not political but social<sup>15</sup>. The political revolution is notoriously minimised by the collapse of all constitutions into oligarchy: "the old framework and categories subsist: a monarchy rules through oligarchy"<sup>16</sup>. In dismissing so abruptly a story of political revolution that made sense to the generation brought up on Mommsen, he opts for a social revolution that might seem

<sup>15</sup> Cf. my discussion, "*Mutatio morum*: the idea of a cultural revolution", in *The Roman Cultural Revolution*, ed. by T. HABINEK and A. SCHIESARO (Cambridge 1997), 3-22 at 4-6.

<sup>16</sup> *The Roman Revolution* (Oxford 1939), 8.

more familiar to Marx — or even to Rostovtzeff. “In the Revolution the power of the old governing class was broken, its composition transformed. Italy and the non-political orders in society triumphed over Rome and the Roman aristocracy”<sup>17</sup>. Indeed, he remains conscious that the new Italian elite are as firmly rooted economically in land-ownership as their noble predecessors, and that the effect of the Revolution was to secure their property (“the rich were in power — conspicuous in their serried ranks were hard-headed and hard-faced men like Lollius, Quirinius and Tarius Rufus. With such champions, property might rest secure”)<sup>18</sup>.

But that does not deter him from referring, surely provocatively, to the “Italian bourgeoisie”: “The Principate itself may, in a certain sense, be regarded as a triumph of Italy over Rome... The Italian bourgeoisie had their sweet revenge when the new State was erected at the expense of the *nobiles*, as a result of their feuds and their follies”<sup>19</sup>. When he explicitly parts company with Rostovtzeff, it is not over the appropriateness of the term, but over its applicability to recruits to the legions<sup>20</sup>. He does not, for instance, reveal whether he would wish to challenge Rostovtzeff’s characterisation of the bourgeoisie of Pompeii as business men like Trimalchio, but only exceptionally of servile origin. Syme’s use of the term, unaccompanied by discussion of its economic component, thus invites the confusion it has indeed provoked, in which the tides of opinion are neatly summed up by the shift from the title of the Centre Jean Bérard conference of 1981, *Les bourgeoisies municipales italiennes* to that of its 1991 successor, *Les élites municipales de l’Italie*<sup>21</sup>.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Roman Revolution*, 452.

<sup>19</sup> *Roman Revolution*, 453.

<sup>20</sup> *Roman Revolution*, 457 n.2.

<sup>21</sup> *Les “bourgeoisies” municipales italiennes aux II<sup>e</sup> et I<sup>er</sup> siècles av. J.-C.*, Centre Jean Bérard, Institut français de Naples, 7-10 décembre 1981, éd. par M. CÉBEILLAC-GERVASONI (Paris-Naples 1983); *Les élites municipales de l’Italie péninsulaire des Gracques à Néron*, Actes de la table ronde de Clermont-Ferrand (28-30 novembre 1991), sous la direction de M. CÉBEILLAC-GERVASONI (Naples-Rome 1996).

Here, then, seems to me the paradox at the heart of the Syme thesis. If you are going to say that the Augustan revolution is the victory of the "Italian bourgeoisie" over the metropolitan nobility, be it a municipal bourgeoisie or the local elites, the thesis requires you not merely to name the members who penetrate to the centre of power and draw profit thereby, but to understand the composition and economic basis of those elites, and the transformations of their local societies that assimilation to Rome both presupposed and engendered<sup>22</sup>. These are precisely the questions which those like Carrington and Meiggs were struggling with, however crudely, in the 1920s and round which a vast debate has rumbled ever since, and on the basis of material which is inescapably archaeological. We have only to think of the sequence of international conferences on Roman Italy, from the classic *Hellenismus in Mittelitalien* (1974)<sup>23</sup>, through *Les bourgeoisies municipales* (1981) and *Les élites municipales* (1991)<sup>24</sup> to the École Française conference on *L'Italie d'Auguste à Dioclétien* (1992)<sup>25</sup> to realise how central Syme's theme has remained to the main debates on the archaeology of Roman Italy. And we have only to reflect on the tenuous British presence at those debates<sup>26</sup> to see the extent to which British historians have remained on the margins of that debate<sup>27</sup>.

<sup>22</sup> Questions which subsequent British historians have not shirked, notably T.P. WISEMAN, *New Men in the Roman Senate 139 BC–AD 14* (Oxford 1971); M. FREDERIKSEN, *Campania* (Rome 1984); also J.R. PATTERSON, "Settlement, City and Elite in Samnium and Lycia", in *City and Country in the Ancient World*, ed by J. RICH and A. WALLACE-HADRILL (London 1991), 147–68.

<sup>23</sup> *Hellenismus in Mittelitalien*, Kolloquium in Göttingen vom 5. bis 9. Juni 1974, hrsg. von P. ZANKER, I–II (Göttingen 1976).

<sup>24</sup> See above n.21.

<sup>25</sup> *L'Italie d'Auguste à Dioclétien*, Actes du colloque international (Rome, 25–28 mars 1992), Coll. Ec.Fr. Rome 198 (Rome 1994).

<sup>26</sup> Martin FREDERIKSEN at *Hellenismus*, Michael CRAWFORD and Peter WISEMAN at *Les bourgeoisies*, Emma DENCH at *Les élites*, Dick WHITTAKER and John PATTERSON at *L'Italie*.

<sup>27</sup> At the same time, we can observe the legacy of Pelham and Haverfield: four of those five British participants are Oxford ancient historians who held scholarships at the British School. It is British *archaeology* as a discipline which is totally absent.

There is a further aspect, which is of particular interest to me, and that is the question of cultural identities implicit in the *Roman Revolution*. Syme firmly grasped that his revolution had major implications for Roman identity, and the two chapters (XXIX “The national programme”, XXX “The organization of opinion”) in which he discusses this are among his most subtle. The claims of the new regime to moral superiority are dissected mercilessly (what delicious irony that the descendent of the Samnite rebel Papius should be the bachelor who gave his name to the marriage legislation)<sup>28</sup>. Yet beyond the “strong suspicion of fraud”, Syme grants that the new morality might be important in defining the identity of the new ruling class. He contrasts the old-fashioned morality of the Italian towns represented in the Caesarian party with the cynical immorality of the nobility (“avidly grasping the spoils of conquest, wealth, luxury and power, new tastes and new ideas”). The Augustan moral reform thus is driven by municipal morality:

The Roman noble sneered at the municipal man — he was priggish and parsimonious, successful in business life [so Rostovtzeff was right?], self-righteous and intolerably moral. The Italian bourgeoisie had their sweet revenge...<sup>29</sup>

Augustus is thus represented as tapping into the authentic municipal morality of his supporters in creating a new public morality, which however fraudulent, at least satisfied the way his supporters would like to think of themselves, the image they would wish to project.

The picture is seductive, and fraught with problems. Its attraction lies in the way it draws on a series of literary passages contrasting old-fashioned municipal rectitude to the luxury of the capital, from Tacitus’ descriptions of reactions to Nero’s theatrical antics to Pliny’s letters of recommendation<sup>30</sup>. But

<sup>28</sup> *Roman Revolution*, 452.

<sup>29</sup> *Roman Revolution*, 453.

<sup>30</sup> Cited *Roman Revolution*, 455.

though Syme rejects the Horatian image of the tough Sabine farmer and the Virgilian *Itala virtus* as a mythical projection on the past (the real peasant was “narrow and grasping, brutal and superstitious”)<sup>31</sup>, he does not hesitate to retroject the morality of Flavian Italy on a period a century before. To attribute any sort of coherent identity or morality to the cities of pre-Augustan Italy, except insofar as it is a common identity produced by Roman control itself, begs enormous questions.

It is precisely at this point that archaeology can help, for one of the issues it can most clearly illuminate is the degree of local diversity among the regions of Italy, and the timing of a movement towards homogeneity. The Augustan age surely does emerge as a turning point in this respect, but as an effect of the imposition of central control, not as the product of a victory of the peripheries over the centre. Equally, the “spoils of conquest, wealth, luxury and power, new tastes and new ideas” which are attributed to the nobility lend themselves superbly well to archaeological analysis; and though we can certainly identify them frequently with the metropolitan aristocracy, they are a common currency too for the Italian ‘bourgeoisie’, and we may ask whether they were not precisely a means by which a common cultural identity was formed, rather than the hangover of what lost out at Actium.

In the second part of my paper, I wish to go on to develop some of these ideas in more detail, and look at the story which material culture may be telling of the Roman Revolution. But with reference to Syme, my point is this: that if he eschews the archaeological, it is not because it was immaterial to his argument, nor that it was in any way unthinkable for a historian of his generation to use such material. I can only suppose that it was a matter of personal choice.

<sup>31</sup> *Roman Revolution*, 453. On the Roman construction of Samnite/Sabine toughness, see Emma DENCH, *From Barbarians to New Men. Greek, Roman, and modern perceptions of peoples in the central Apennines* (Oxford 1995).

## II

What we still desperately need is a major synthesis of the archaeology and epigraphy of Italy, region by region. I confess myself too overwhelmed by the scale and disparity of the material even to start to guess what that synthesis might look like. Instead I will focus my observations on some issues of cultural identity that seem to me to arise from Syme. We can take as read by now that the Augustan age represents the culmination of a long process of the gradual incorporation of the communities of Italy into the central systems of Roman power, which moves with different rhythms in different areas depending on the local pattern of historical contact with Rome, and that this process sets the model for progressive incorporation, and failure of incorporation, of the provinces. But the price of incorporation is a massive redefinition of identities, not only for the communities pulled into the Roman orbit, but for Rome herself. One basic point to make at the outset is the inadequacy of the language we have for describing this phenomenon, and by implication the inadequacy of the models of cultural change we take for granted<sup>32</sup>.

It is too easy to speak of the 'romanization' of Italy as if there was a self-explanatory set of indices by which an Italian community became more Roman (and by implication less Italian, or perhaps less local in a specific regional sense). For sure, there is a progressive erosion of regional diversity. And for sure, the motor of change is Roman power and its tendency to assimilation. But in what does making a community 'more Roman' consist? In terms of material culture, it is strangely difficult to answer this question. It is relatively easy to trace

<sup>32</sup> On problems of the concept of 'romanization' in provincial contexts, see e.g. M. MILLETT, *The Romanization of Britain: an essay in archaeological interpretation* (Cambridge 1992); J. METZLER, M. MILLETT *et alii* (Eds.), *Integration in the Early Roman West* (Luxembourg 1995); G. WOOLF, *Becoming Roman: the Origins of Provincial Civilization in Gaul* (Cambridge 1998), 4-7.

Romanization at a linguistic, institutional and legal level. Michael Crawford's chapter on Roman Italy in the first century BC can chart with considerable precision the collapse of the local languages, particularly Etruscan and Oscan, after the Social War, while underlining the vital contrast with the fortunes of the Greek language in Magna Graecia, closely allied to the survival of Greek civic institutions<sup>33</sup>. Equally, the diffusion of municipal charters on a Roman model, and of Roman law in general, is familiar ground, and its 'Roman' stamp is evident<sup>34</sup>. But when we turn to the archaeology of material culture (as opposed to inscriptions), where, except by association, is the spread of the 'Roman'? *Hellenismus in Mittelitalien* was correctly named: as Zanker's introduction rightly observes, in many areas of Italy, the encounter with hellenistic culture was equivalent to Romanization. Hellenismus, then, not Romanismus<sup>35</sup>.

This equivalence of Romanization and Hellenization creates great difficulties on both sides of the equation. What can Hellenization be if it does not involve and conscious and wished for assimilation of a *Greek* way of life? Yet the Roman frequently defines itself in antithesis to the Greek. What can Romanization be unless there is a conscious and willed adoption of Roman forms? The pace of cultural transformation at the centre in Rome is as rapid as in the cities of Italy, and not necessarily leading the way. It is not at all clear, for instance, whether the city of Rome or the cities of Campania play the leading role in architectural innovation, or whether the trend-setters in luxury are always the Roman nobility rather than the mixed groups of Roman and Italian *negotiatores* on Delos and elsewhere who called themselves *Italici*.

<sup>33</sup> M.H. CRAWFORD, "Italy and Rome from Sulla to Augustus", in *Cambridge Ancient History X* (Cambridge 1996), 425-6, 981-5.

<sup>34</sup> CRAWFORD, "Italy and Rome", 421-3.

<sup>35</sup> ZANKER (Hrsg.), *Hellenismus in Mittelitalien* (cit. n.23), I 14. Cf. N. ZORZETTI, "Il modello romano di cultura in età repubblicana: riflessioni sull'ellenismo romano", in *La città nell'Italia settentrionale in età romana. Morfologie, strutture e funzionamento dei centri urbani delle Regioni X e XI*, Atti del convegno, Trieste, 13-15 marzo 1987 (Trieste-Roma 1990), 225-50.

A second, and even more formidable problem, lies in the attempt to locate the emergence of a specifically *Italian* identity. The victory of Italy over Rome implies some sort of distinguishable and coherent identity for the Italian not simply defined by proximity to Rome (how else can it win over the Roman?). But the story that emerges is of the diversity of pre-Roman Italy, from the Celtic north to the Greek south to the Punic west, sacrificing local identity without a gain of any strong common identity that is not in the broadest sense Roman. Here Andrea Giardina's *Storia di un'identità incompiuta* seems to me to hit the mark<sup>36</sup>. Neither in fact nor in myth did Italy succeed in evolving a common identity. Despite the Greek norm of representing bonds of proximity or union as ties of blood, Rome notably avoids the myth of consanguinity, stressing in its Trojan origins distance from its Italian neighbours not proximity. I draw attention too to the concluding words offered by Jean-Paul Morel to the same conference: while the historians Eck and Nicolet offer a picture of an Italy that is more or less a unity at the administrative, political, fiscal level, the picture that emerges from the archaeology is of diversity, or at least of a two-lane Italy, with only some areas advancing on the fast track<sup>37</sup>. Since the focus of the conference was on imperial Italy, we are left with the suggestion that regional diversity is not so much a phenomenon of pre-Roman, or pre-Social-War Italy, but an abiding condition. In that case, we must look beyond the appearance of homogeneity lent by municipal charters, or the official use of Latin, or the construction of predictable bath-buildings, and learn to see how common cultural traits could be appropriated in order to reaffirm local identity and difference (something we are willing enough to do when we talk about the Romans themselves).

<sup>36</sup> A. GIARDINA, *L'Italia Romana. Storia di un'identità incompiuta* (Bari 1997), 3-116, originally as "L'identità incompiuta dell'Italia romana", in *L'Italie d'Auguste à Dioclétien* (cit. n.25), 1-89.

<sup>37</sup> *L'Italie d'Auguste à Dioclétien* (cit. n.25), 412.

Despairing, then, of any attempt to sum up Italy in its full diversity, I shall focus in general on three of aspects of the transformation of material culture, urbanization, private housing, and consumer goods. To my mind, the issue is this. If Syme is right about the character of the Roman Revolution, Augustus' victory should mark the collapse of a traditional form of Roman identity, and the ascendancy of a new identity that embraces Italy too. When challenged by philologist colleagues to locate a Roman cultural revolution in the literary sphere, I pointed to a shift in the construction of the authority that defined Roman identity<sup>38</sup>. One definition of the power of a ruling class is its ability to redefine common identity, and I suggested that the Roman nobility had already lost its power to define Roman customary practice, morality, law, religion, the calendar and language, before the victory of Augustus. The establishment of a new order lay in his ability to create a new structure of authority for defining the Roman way with his own power at the centre of it. An analogous argument in the sphere of material culture would present many difficulties. Nevertheless, it is perhaps worth considering some of the ways in which the late republic is marked by a collapse of the ability to define physically what being Roman consists in, and the reign of Augustus marks a new coherence of definition.

### *Urbanization*

The spread of Roman control, Roman institutions, the Latin language and a Roman way of life, is closely associated with patterns of urbanization. We all know this, not only because Tacitus tells us as much in the *Agricola*, but because it has been demonstrated repeatedly in detail by the archaeology of Roman Italy and the provinces<sup>39</sup>. Specifically for Italy, one can demonstrate a surge of urbanization in the aftermath of the Social

<sup>38</sup> "*Mutatio morum*: the idea of a cultural revolution" (cit. n.15).

<sup>39</sup> See works cited above n.32.

War. Gabba pointed to archaeological evidence of an upsurge of public building activity in central Italian cities in the period between the Social and the Triumviral wars as support for his thesis of a major shift from village to urban settlement as a result of municipalization<sup>40</sup>. Frederiksen equally stressed the changes in pattern of settlement brought by the creation of the municipal system, from dispersed settlement in *pagi* to concentrated settlement in which *vici* survive only as legally subordinate parts of *municipia*<sup>41</sup>. In this sense, Syme's "municipal bourgeoisie", far from representing the traditional Italy, is the outcome of developments in the generation immediately preceding the Augustan settlement.

The issue I wish to raise is that of cultural identity: if the Roman citizen was now defined as an urbanised animal, how did he succeed in defining his urban environment as specifically Roman? The problem, of course, is that Italy had been urbanised for centuries, and the faces of its urbanism were as diverse as its history<sup>42</sup>. What the Greek colonies of the south looked like we know fairly well; of what Etruscan cities looked like we know astonishingly little, and Marzabotto has to work hard to fill the gaps in our knowledge of central Etruria. Recent excavations have cast much light on the Latin colonies, specifically Cosa, Fregellae and Paestum. That there is already an urge in the third century BC to give a specifically Roman stamp to a Latin colony emerges from the common formula in these cities of dominant Capitolium, rectangular forum with divisions for voting, and circular comitium.

To what extent by the period after the Social War was it possible to associate municipalised Italy with a specifically Roman

<sup>40</sup> E. GABBA, "Considerazioni politiche ed economiche sullo sviluppo urbano in Italia nei secoli II e I a.C.", in *Hellenismus in Mittelitalien*, II 315-26; "Urbanizzazione e rinnovamenti urbanistici nell'Italia centro-meridionale del I sec. a.C.", in *Studi Classici e Orientali* 21 (1972), 73-112.

<sup>41</sup> M. FREDERIKSEN, "Changes in the pattern of settlement", in *Hellenismus in Mittelitalien*, II 341-55.

<sup>42</sup> See P. GROS and M. TORELLI, *Storia dell'urbanistica. Il mondo romano* (Roma 1988).

model of urbanism? Zanker's analysis of the changes of public space in the Italian city takes Pompeii as exemplary<sup>43</sup>. Already in the second century, the Oscan town becomes richly 'hellenised', while the space of the Forum seems to reflect the image of a Latin colony, with its axial temple (perhaps of Jupiter), and its basilica. The thesis of 'self-romanization', of a process whereby the Pompeians in alliance with Rome voluntary assimilate a Roman model, finds support in the inscription 'HAVE' at the entrance of the finest house in town, the Casa del Fauno, at a time when Oscan is the language of public inscriptions<sup>44</sup>. The impact of the Sullan colony is dual: on the one hand, the 'Roman' affiliations of the Forum become explicit in the new temple to Jupiter Capitolinus; on the other, particular emphasis is given to places of public entertainment, with the construction (by the same pair of Sullan profiteers, Quinctius Valgus and M. Porcius) of the *spectaculum* (amphitheatre) and the *theatrum tectum*; and with the extension and restructuring of the Stabian baths. Here we already have the components of what is to become a familiar formula across the empire. The most significant Augustan addition to the formula, in the case of Pompeii, is in the creation of imperial cult buildings, though the rebuilding of the large theatre in marble, and the building of an aqueduct with immediate implications for the improvement of the baths and public fountains further develop the importance of leisure amenities. Finally, for Zanker it is significant that after the earthquake, priority was given to reconstruction of the baths and restoration of the amphitheatre, in contrast, he maintains, to the Forum area which was virtually left in ruins.

<sup>43</sup> Originally published as *Pompeji. Stadtbilder als Spiegel von Gesellschaft und Herrschaftsform* (Mainz 1988); now revised as *Pompeii: Public and Private Life* (Boston, Mass. 1998), 27ff.

<sup>44</sup> ZANKER, *Pompeii*, 59. For the inscription, F. ZEVI, in *MDAI(R)* 105 (1998), 24.

Elsewhere<sup>45</sup>, Zanker develops, partly on the basis of this case-study, a thesis of an overall shift in the conception of public space in the Roman city. Building on Nicolet's observation of the symbolic shift from Forum to theatre and amphitheatre as the critical locations for assembly of the citizen body, he points to a generalised shift of activity away from construction in the traditional focus of citizen life in the Forum, at the expense of alternative *loci* of social interaction, theatres, amphitheatres, baths and private assembly places like *collegia*. The shift may be overschematised<sup>46</sup>. In any case, it is beyond doubt that the Forum still played a crucial role in the imperial city for ceremonial display and processions, the erection of honorific statues, and the conduct of legal business. But what remains unaffected is the key point that under the empire theatres, amphitheatres and baths have become so central to urban life that they define the city just as much as Forum, Capitolium and *comitium* used to in the Latin colony.

But at this point, the timing of the emergence of this formula as definitive becomes particularly interesting. The problems of seeing Republican Rome as a suitable model for urbanism are familiar. It is not merely its tangle of winding streets, and unplanned chaos of buildings which make it seem unsuitable to hold its head up among the cities of the hellenistic east<sup>47</sup>. Indeed, we should not underestimate the fervour of building in the late Republic, or the impressiveness of the now lost second-century censorial predecessors of the basilicas on the Forum, or other major utilitarian constructions, roads, aqueducts, warehouses and docks, let alone the innumerable temples, increasingly in marble, erected by *triumphatores* and

<sup>45</sup> P. ZANKER, "Veränderungen im öffentlichen Raum der italischen Städte der Kaiserzeit", in *L'Italie d'Auguste à Dioclétien* (cit. n.25), 259-84.

<sup>46</sup> John Dobbins' work on the Forum of Pompeii has challenged the conventional wisdom on the postearthquake neglect of the Pompeian Forum, demonstration major reconstruction activity along the entire eastern side. See now ZANKER, *Pompeii*, 131-3.

<sup>47</sup> Thus P. ZANKER, *The Power of Images in the Age of Augustus* (Ann Arbor, Michigan 1988), 18-25.

others. Nevertheless, however much we revise our image of the republican city, there are certain absences that would simply rule out its role as a model of the type of city Zanker describes before the reign of Augustus. There is no solid theatre before 55 BC, no solid amphitheatre before that of Statilius Taurus in 29 BC, no public (as opposed to private) *thermae* until Agrippa's gymnasium in the 25 BC. If amphitheatres and baths were to become the two distinctive building-types of the Roman city, the model was not one developed in the city of Rome.

It is precisely this bizarre observation that Rome's first theatres, amphitheatres and baths were preceded by the first examples in Pompeii that led Ward-Perkins to stress the role of Campania in developing characteristic Roman architectural forms<sup>48</sup>. In the case of theatre and baths, Pompeii merely follows long South Italian tradition, and we are troubled again by the paradox that if hellenization is equivalent to romanization, it is not at clear how the stamp of Roman identity comes into the equation. In the case of the amphitheatre, Kathryn Welch has argued rightly that Pompeii's building comes out of specifically Roman usage, and should not be seen as a Campanian tradition<sup>49</sup>. Even so, the inhibitions about erecting permanent theatres at Rome, and the tenacity of the tradition of temporary wooden structures, resulted in the development outside Rome, at Pompeii and a number of other Campanian cities, of what became the most distinctive building type of the cities of the Roman empire. The question remains how Rome could lay claim to the identity of these architectural types as 'Roman'.

The key text, as ever, is Vitruvius. Here, if anywhere, we find a definitive statement about cultural identity. The importance

<sup>48</sup> A. BOETHIUS and J.B. WARD-PERKINS, *Etruscan and Roman Architecture* (Harmondsworth 1970), 170-71; cf. P. GROS, *Architecture et société à Rome et en Italie centro-méridionale aux deux derniers siècles de la République*, Coll. Latomus 156 (Bruxelles 1978), 43-44.

<sup>49</sup> K. WELCH, "The Roman Arena in Late-Republican Italy: A New Interpretation", in *Journal of Roman Archaeology* 7 (1994), 59-80.

of the *De architectura* is not so much as a statement of architectural practice of the day — indeed, scholars repeatedly suffer agonies of difficulties in trying to reconcile Vitruvian prescriptions, for instance on the theatre, to realities on the ground. Far more significantly, it is an attempt to articulate what the Roman city ought to be, and what makes it Roman<sup>50</sup>. It is a text not about the work of the architect, but about urbanism. It ranges over all aspects of urban development — the choice of sites, including haruspicy, the building of walls, the layout of streets, the situation of public buildings, the construction of temples, *fora*, other public buildings, dockyards, private houses, and water-supply, not to speak of time-measuring and engineering. The range could not be more appropriate for a period at which Rome was building and rebuilding more cities than ever before.

If we think about how he lays claim to a specific cultural identity for the ‘ideal city’ he prescribes, we can observe a continuous and delicate negotiation with the hellenic. Of course his text is profoundly indebted to the theory and practices of hellenistic architecture, just as much as other Latin technical works are indebted to Greek manuals, whether on rhetoric, or medicine, or natural science, but like them (I think of many from the *ad Herennium* to the elder Pliny’s *Natural History*)<sup>51</sup>, it combines an overt display of familiarity with Greek treatises with an anxiety to maintain a cultural distance, and reassure the Roman reader of a superiority. What is particularly interesting to observe is the interplay between Greek, Roman and Italian<sup>52</sup>.

<sup>50</sup> See essays in *Le projet de Vitruve. Objet, destinataires et réception du De architectura*, Actes du colloque international (Rome, 26-27 mars 1993), Coll.Ec.Fr.Rome 192 (Rome 1994); *Munus non ingratum. Proceedings of the International Symposium on Vitruvius’ De Architectura and the Hellenistic and Republican Architecture* (Leiden 1989).

<sup>51</sup> See my comments in “Pliny the Elder and man’s unnatural history”, in *Greece & Rome* 37 (1990), 80-96.

<sup>52</sup> See further: “Vivere alla greca per essere Romani”, in *I Greci. Storia Cultura Arte Società. 2. Una storia greca. III. Trasformazioni*, ed. S. SETTIS (Torino 1998), 939-63; “To be Roman, go Greek. Thoughts on Hellenization at Rome”,

So when he adapts the Hippocratic doctrine of the effect of climate on temperament, it is the *populus Romanus* that occupies the happy position of moderation that permits world conquest (6.1.10). But the *populus Romanus* is rapidly elided with the land of Italy. Those who enjoys the perfect temperament between strength and intelligence are the *in Italia gentes*, and it is *Italia* which enjoys the *invictas laudes*, thanks to which the *populus Romanus* holds sway over the world. The same elision of Italian and Roman comes out in his attempt to set up two parallel systems of public building, the Greek and 'ours'. So the forum: the *Graeci* plan the forum on a square, but one cannot use the same design *Italiae urbibus* because of the tradition (*a maioribus consuetudo tradita est*) of staging gladiatorial games there. The description of porticos with places for the *argentarii* and balconies for rent, *maeniana*, above them, coincides very precisely with descriptions of the *forum Romanum*, and one might have imagined that the *maiores* who had established the tradition of gladiatorial games in the forum were precisely the Roman nobility from Junius Brutus Pera onwards. The choice of the phrase *Italiae urbes* has the effect of attributing a common ancestry to all Italian cities, and a common need to shape public space to social custom.

Similarly, when we turn to theatres<sup>53</sup>, the long disquisition on acoustics and bronze sounding boxes let into the construction provokes the question of relevance to Rome: many theatres are built every year at Rome each year without acoustic devices, because their wooden seating already acts as a sounding board

in *Modus Operandi. Essays in Honour of Geoffrey Rickman*, ed. by M. AUSTIN, J. HARRIES, Chr. SMITH, Bull. of the Institute of Classical Studies, Suppl. 71 (London 1998), 79-91.

<sup>53</sup> On Vitruvius' theatre see H.P. ISLER, "Vitruvs Regeln und die erhaltenen Theaterbauten", in *Munus non ingratum* (cit. n.50), 141ff.; Ed. FRÉZOULS, "Aspects de l'histoire architecturale du théâtre romain", in *ANRW* II 12,1 (Berlin 1982), 343ff.; D.B. SMALL, "Studies in Roman Theatre Design", in *AJA* 87 (1983), 55ff.; F. SEAR, "Vitruvius and Roman theatre design", in *AJA* 94 (1990), 249-58; G. TOSI, "Il significato dei disegni planimetrici vitruviani relativi al teatro antico", in *Le projet de Vitruve* (cit. n.50), 171-85.

(5.5.7). If we wish to observe acoustics in theatres of solid construction, there are no examples at Rome, and we will turn to the *Italiae regiones* and the Greek cities. His prescription of how a theatre should be built (6) is immediately followed by another underlining the contrast with Greek theatres that have a fundamentally different rationale. But though he has already indicated that the most blatant contrast is between the tradition of temporary wooden theatres, so cherished by the Roman aristocracy, and a tradition of solid theatres in which the regions of Italy necessarily offer no more than variations on Greek tradition, not least in the cities of Magna Graecia like Pompeii<sup>54</sup>, instead he invents a new category, the *theatrum latinum*, to which he attributes a specific planning rationale, namely a circle divided by four triangles instead of three squares (5.7.1). Whether we follow those who see this rationale as a spurious Vitruvian construct, or those who see at least some contact with contemporary practice<sup>55</sup>, what is clear is that the text succeeds in distancing the Latin theatre at a theoretical as well as pragmatic level from the Greek. It is no coincidence that a translator like Granger render *latinum* as 'Roman'. Vitruvius has just succeeded in inventing a 'Roman' tradition of theatre construction which embraces the Italian and shuns the Greek.

Finally with baths<sup>56</sup>, he appends a chapter on the Greek palaestra *tametsi non sint italicae consuetudinis* (5.11). Again, the aim seems to be to set up Italian and Greek usage as parallel and alternative systems (both, interestingly, are endowed

<sup>54</sup> On the links with South Italian tradition, see H. LAUTER, "Die hellenistische Theater der Samniten und Latiner in ihrer Beziehung zur Theaterarchitektur der Griechen", in *Hellenismus in Mittelitalien*, II 413-30.

<sup>55</sup> FRÉZOULS (in *ANRW* II 12,1, 343ff.) sees no contact between Vitruvian prescriptions and actual Roman practice. SEAR, "Vitruvius" (cit. n.53) argues plausibly for a reasonable degree of contact between theoretical prescriptions and current practices of the late first century BC.

<sup>56</sup> On the relationship of Roman baths to Greek predecessors, Inge NIELSEN, *Thermae et Balnea. The Architecture and Cultural History of Roman Public Baths* (Aarhus 1990), 25-36; F. YEGÜL, *Baths and Bathing in Classical Antiquity* (Cambridge, Mass. 1992), 6-29.

with the sweating rooms he calls *Laconica*), though of course the possibility remained open to make the palaestra an adjunct to a bath, or a bath an adjunct to a palaestra, and the tendency in both east and west was towards convergence.

Despite a persistent impression that Vitruvius inhabits a timewarp (how can he speak of wooden theatres without reference to the theatre of Pompey, particularly when he is aware of its attached portico, and how can he speak of gladiatorial games in the forum and give no hint of the development of the amphitheatre?), he is surely articulating a shift in cultural identity that takes place precisely between Pompey and Augustus, as Rome acquires those permanent public buildings that already characterise many of its colonies and Italian municipalities, and so produce a model of the city that is simultaneously Roman and Italian. Oddly enough, one could characterise this precisely as the victory of the Italian municipalities over the Roman nobility. I regard the recruitment of the *maiores* to the Italic city as particularly significant. One might say that the persistent refusal to create permanent public structures for popular entertainment, theatres, amphitheatres and baths is the outcome precisely of the need of the Roman nobility to maximise its opportunities for access to popular acclaim. They could justify this by reference to their *maiores*, so monopolising for the nobility the authority by which public space was shaped. On my argument, the authority for defining what a Roman city looks like passes with Augustus on the one hand to the professional architect like Vitruvius, and on the other to his own massive power to set the model through architectural patronage.

### *Private Housing*

On private housing, I have in this context less to say. I wish to develop one simple point from what has been said above about urbanization, and make a tentative suggestion. If we return to Vitruvius and ask how he negotiates the relationship

between Greek, Roman and Italian in the field of housing, the answer is surprisingly similar. Indeed, it is in his discussion of housing more than anywhere else that he is concerned to set up a series of contrasts between 'them' and 'us'<sup>57</sup>. His chapter on the Greek house is quite explicitly phrased to underline difference. So the chapter opens with the text-book indicator of attempts to define cultural difference, a statement of what some is *not*. *Atrius Graeci quia non utuntur, neque aedificant...* (6.7.1). It goes on to point out the diversity of social practice which underlies architectural choice: they have rooms for men to dine in because it is *not* their custom for the *materfamilias* to recline with the guests, a contrast which Cicero and Nepos too in significant passages use as the marker of cultural distance. Finally, symbolic value is given to a contrast in linguistic usage. The Greek call the men's dining rooms *andronas* whereas 'we', 'nostri' use this word for corridors (a usage which has astonishingly survived into modern Italian). To ensure the point is not missed, it is repeated for another word, *xystus*. 'They', the Graeci, used it for covered walks, 'we', *nostri*, for open ones.

If Vitruvius' house is so self-consciously about 'us' and 'them', it becomes the more interesting to consider how he defines 'us'. In virtually all the literature on the Roman house, it is assumed that Vitruvius is talking about the Romans. His classic description of the social practices of patronage and magistracy that underpin the organization of the house is assumed to refer quite specifically to the Roman aristocracy, and indeed, it has been questioned whether his prescriptions have any relevance for Campanian houses which should not be affected by the social practice of the metropolitan aristocracy. It is the

<sup>57</sup> See also "The villa as cultural symbol", in *The Roman Villa: Villa Urbana*, ed. A. FRAZER (Philadelphia 1998), 43-53. For the difficulties of reconciling Vitruvius with the surviving evidence, see F. PESANDO, *Oikos e Ktesis. La casa greca in età classica* (Perugia 1987), 175-97; J. RAEDER, "Vitruv, de architectura VI 7 (*aedificia Graecorum*) und die hellenistische Wohnhaus- und Palastarchitektur", in *Gymnasium* 95 (1988), 316-68; K. REBER, "Aedificia Graecorum. Zu Vitruv's Beschreibung des griechischen Haus", in *ArchAnz* 1988, 653-66.

more relevant, then, that Vitruvius chooses to speak of Italian, not Roman, practice. At the end of his chapter on the Greek house, with all its 'us' and 'them's, he concludes:

*quibus consuetudinibus aedificia italico more et Graecorum institutis conformantur, exposui... (6.7.7)*

*Italico more*: here too the *mos maiorum* has become a common property of the Italians. The same contrast is found in the description of the rooms of the house:

*fiunt autem non italicae consuetudinis oeci, quos Graeci cyzicenos appellant. (6.3.10)*

By implication, all the other rooms he has described, *atria*, *tablina*, *fauces*, *triclinia* and so on, represent an *italica consuetudo* not merely a Roman practice.

At the least, Vitruvius' language is a confirmation of the thesis that Augustus' *tota Italia* could think of itself and present itself as having an overriding cultural unity consisting in something more than mere submission to Roman practice. They could think of themselves as having common ancestors and a common lifestyle. As Giardina says, citing Ernst Renan on the modern nation-state, a historical loss of memory is necessary to make a nation<sup>58</sup>. It must acquire common ancestors. But we might also ask whether Vitruvius may not in some sense be right. Are we so sure that the Roman house is something developed by Rome and its ancestors, and is not a common Italian heritage? I simply want to float the suggestion that it may be less Roman, and more Italian, than we normally assume. There is, of course, a long debate on the Etruscan origins of the *atrium* pattern of spatial disposition. Not only did the Romans themselves apparently attribute the form to the Etruscans, referring to the *atrium Tuscanicum*, and offering an etymology of *atrium* from Etruscan *Adria*, but opinion among Etruscologists has recently swung sharply in favour of seeing the atriate house as an archaic Etruscan phenomenon. The T-shaped

<sup>58</sup> GIARDINA, *Storia di un'identità incompiuta* (cit. n.36), 54.

courtyards of Marzabotto are now seen as roofed *atria* with *impluvia*, and Donati's 'Casa dell'Impluvio' at Roselle and the houses of Regisvillae are seen as pushing the form back to the seventh century<sup>59</sup>.

An Etruscan, rather than Roman, origin for the form will help to explain its widespread diffusion in Italy. Of course, it is easy to invoke a Roman model from the third century onwards even in cities without colonial status. The third and second century *atrium* houses recently excavated by Coarelli at Fregellae, or by Fentress at Cosa, may only reinforce the idea that Latin colonies presented themselves as little Romes. But even Oscan Pompeii, where the atrium house is the norm from the first moment we can see, perhaps not much before the late third century, but certainly from then onward, might, if we wanted, be seen as modelling itself on the dominant power to which it was allied, and perhaps also on nearby Roman colonies<sup>60</sup>.

I do not wish to deny this, but only to pause for thought. Domestic architecture develops rapidly right across Italy from the early second century onwards. Since the generals commanding Roman armies had greatest opportunity for profit, they are assumed to have been the trend-setters. The truth is that we cannot demonstrate this archaeologically, since the remains of late republican housing in the City itself are pretty limited, even after Carandini's excavations on the slopes of the Palatine, the fragments that remain are not spectacular, and even the plot sizes Carandini finds, of the order of 900 square metres, are far from palatial<sup>61</sup>. Our main reason for supposing that the late republican aristocracy lived in splendid houses

<sup>59</sup> G. COLONNA, "Urbanistica e architettura", in M. PALLOTTINO (ed.), *Rasenna. Storia e civiltà degli Etruschi* (Milano 1986), 371-530; L. DONATI, *La Casa dell'Impluvium: architettura etrusca a Roselle* (Roma 1994); cf. "Rethinking the Roman atrium house", in *Domestic Space in the Roman World: Pompeii and Beyond*, *JRA Suppl.* 22 (1997), 219-40.

<sup>60</sup> On self-romanization in Oscan Pompeii, see ZANKER, *Pompeii* (cit. n.43), 59.

<sup>61</sup> A. CARANDINI and P. CARAFA (Eds.), *Palatium e sacra via I*, *Bollettino di Archeologia* 31-34 (Roma 1995, issued 2000).

derives from their moralizing protests, such as the row between the censors Domitius Ahenobarbus and Licinius Crassus over the value of a row of trees, or the allegation by Fenestella that the house of Aemilius Lepidus, in its day the finest in Rome, was within a generation not even in the top one hundred. What those protests document most securely is the strong resistance within Rome to the hellenistic elements defined as luxurious; the absolute degree of luxury cannot be judged, for all the anecdotes assure us that this was a relative perception, and yesterday's luxury became tomorrow's norm<sup>62</sup>.

If we turn, on the other hand, to Pompeii, and consider the Casa del Fauno, built and embellished in the mid to late second century, we may be struck by luxury that would stand up to any ancient mediterranean criteria. At over 3000 square metres, it is the largest documented town house in Pompeii, not for the second century, but for any period. I do not know of a larger non-imperial urban plot in Italy, and is comparable to the dimensions of hellenistic palaces<sup>63</sup>. Its extraordinary collection of mosaics, recently made easier to see in their context by the studies of Fausto Zevi, are not only far superior to anything found elsewhere in Pompeii, but include the finest examples of *opus vermiculatum* found anywhere<sup>64</sup>.

The owners of the house, the Satrii, are an important Oscan family. Their hellenization has been detected not only in their taste for mosaics, but their wit: for if the famous Faun is restored to his Greek identity as a satyr, he becomes the emblem of the Sat(i)rii<sup>65</sup>, a pun repeated in the principle *cubiculum*, where a satyr makes love to a nymph. Zevi would like the Satrii to descend from an ancestor who fought as a

<sup>62</sup> ZANKER, *Pompeii*, 35-36 similarly notes that restraints might be felt in Rome that did not apply outside.

<sup>63</sup> ZANKER, *ibid.*

<sup>64</sup> F. ZEVI, "Die Casa del Fauno in Pompeji und das Alexandermosaik", in *MDAI(R)* 105 (1998), 21-65; see also, with full illustrations, *I mosaici della Casa del Fauno* (Napoli 1998).

<sup>65</sup> ZEVI, "Die Casa del Fauno", 40 n.53.

mercenary for Alexander at Issus. But even without such a biographical reference, the Alexander mosaic is already eloquent: Satrius is swept away by the same Alexander *imitatio* as the Roman dynasts, and presents himself as a hellenistic king. The question is whether in doing so he is imitating Roman dynasts, or pursuing his own parallel imitation of hellenistic magnificence.

What I am suggesting is that rather than the convention pyramid model, whereby the *nobiles* lead, and the *equites* and *domi nobiles* follow, the intensity of imitation of hellenistic luxury may be due to the fact that a broad group had direct access to Greek models. One thinks, inescapably, of the Italici of Delos, and of the fact that the best known antecedents for Pompeian 'first style' are precisely from Delos<sup>66</sup>. Lucullus is said by Cicero to have responded to criticisms of the luxury of his housing by replying that he had neighbours who were *equites* and freedmen who outdid him<sup>67</sup>. Imagine a Roman nobility not confidently outshining the rest of Italy, but rather feeling the pressure of nobodies like the Satrii of Pompeii, rather less inhibited than they in their display by censorial reproof. On this model, it is not just the Roman nobility who "discarded without repining their ancestral virtues" but the municipal families too, with the result that by Vitruvius' day, it really is an *Italica consuetudo* to live in hellenised splendour. It is perhaps because when brought together in contexts like Delos mixed groups of Romani and Italici needed to define a common identity (as Italici) that distinguished them from the very Greek whom they were so avidly imitating, that the basis could have emerged by Vitruvius' day for a perceived common cultural identity, the *nostri* with their *mos italicus* against those Greeks.

<sup>66</sup> See *Delo e l'Italia*, a cura di F. COARELLI, D. MUSTI, H. SOLIN, Opusc.Inst.Rom.Finlandiae II (Roma 1982); F. COARELLI, "Il commercio delle opere d'arte in età tardo-repubblicana", in *Dial.Arch.* ser. 3,1 (1983), 45-53.

<sup>67</sup> Cic. *Leg.* 3.30-31. I here modify the model proposed in *Houses and Society in Pompeii and Herculaneum* (Princeton 1994), 143ff.

*Consumer goods*

Not only Braudel, but a series of historians of the early modern period have shown how a revolution in consumer luxuries helped to transform not only the economies but the social structures of Europe and America<sup>68</sup>. I wish we were in a position to write the history of Roman consumer goods: of marble tables with lion's paw feet, *trapezophoroi*<sup>69</sup>, ornamental marble craters, relief panels, or lunate *oscilla* to suspend in the intercolumniations of peristyles; of bronze couch feet, and the donkey-headed curved arm rests, *fulcra*, in bronze with enamel inlay<sup>70</sup>; of bronze lamps and candelabra, vessels and ram-headed saucepans, and sieves and samovars<sup>71</sup>; or of the costly Babylonian fabrics that were spread over beds or suspended between columns, and which only survive in paintings of banquets; of all the stunning array of household goods that spread across Italy from the beginning of the second century<sup>72</sup>, and which we find in the great shipwrecks of Mahdia or Spargi<sup>73</sup>, or scattered in astonishing profusion even in quite modest households of Pompeii AD 79<sup>74</sup>.

<sup>68</sup> See e.g. N. MCKENDRICK, J. BREWER and J.H. PLUMB, *The Birth of a Consumer Society: the Commercialization of Eighteenth-Century England* (London 1982), and the important collection of essays, *Consumption and the World of Goods*, ed. by John BREWER and Roy PORTER (London 1993).

<sup>69</sup> See the unpublished dissertations of Robert COHEN, *Greek and Roman Stone Table Supports with decorative reliefs* (Diss. New York 1984); Christopher Frederick MOSS, *Roman Marble Tables* (Diss. Princeton 1988).

<sup>70</sup> Sabine FAUST, *Fulcra. Figürlicher und ornamentaler Schmuck an antiken Betten* (Mainz 1989); Beryl BARR-SHARRAR, *The Hellenistic and Early Imperial Decorative Bust* (Mainz 1987).

<sup>71</sup> L. STEFANELLI and M. DI PUOLO, *Il Bronzo dei romani: arredo e suppellettile* (Roma 1990).

<sup>72</sup> *Bellezza e lusso. Immagini e documenti di piacere della vita*, Mostra, Rome, Castel Sant'Angelo 31 marzo-14 aprile 1992 (Roma 1992).

<sup>73</sup> *Das Wrack. Der antike Schiffsfund von Mahdia*, hrsg. von G. HELLENKEMPER SALIES (Köln 1994).

<sup>74</sup> Best illustrated in the exhibition catalogues *Rediscovering Pompeii*, Exhibition by IBM-ITALIA New York City (Rome 1990), and *Pompeii. Abitare sotto il Vesuvio*, Ferrara, Palazzo dei Diamanti 26 settembre 1996 — 19 gennaio 1997 (Ferrara 1996). The best systematic study of a class of materials is *Il vasellame bronzeo di Pompeii*, a cura di S. TASSINARI, *Sopr.Arch.Pompeii*, Cat.5 (Roma 1993).

Were we in a position to follow these, we might understand a bit better the rhythms by which in the cities of Italy men embraced “spoils of conquest, wealth, luxury and power, new tastes and new ideas”. But such is the skew of archaeological study of material culture that we can follow in detail few classes of material other than ceramics. Nevertheless, there are some helpful case-studies. Take bronze couches, *klinai*. A luxury import from the eastern Mediterranean, we are told by Pliny (*NH* 34.9) that Delos was the most famous centre for production of moulded bed-legs, and indeed, a mould has been duly found<sup>75</sup>. The discovery of a series of such legs in the Mahdia wreck with serial numbers engraved has led to the inference of a production of two thousand couches per annum<sup>76</sup>.

But for whom were they destined? The consensus among authors of the Mahdia volume is that they were headed for the luxury villa of some Roman aristocrat. But if we look at the distribution pattern of findspots of the far more elaborate bronze arm-rest attachments, *fulcra*, exhaustively studied by Sabine Faust, we may be struck by a marked diffusion across Italy from the early second century onwards<sup>77</sup>. The most famous piece in the Capitoline museum, of the first BC, is from Amiternum in Umbria. Second-century findspots include Civitella d’Arno further north in Umbria, Palestrina, Lucera in Puglia, and even Sierre and S. Stefano di Cloz in the Alps. The pattern is even better attested for the ivory and bone couch ornaments which regularly used for funerals (the body might be burnt upon them). Cesare Letta charts the 114 examples from the late second/early first BC in Umbria (Arno and Spello), Ancona and Norcia; spreading in the first BC through central Abruzzo (Aielli and Corfinio) to extend by the end of the century from the Po valley (Cremona, Modena) to Puglia (Canosa, Ortona) and Taranto. The first AD brings a decline

<sup>75</sup> G. SIEBERT, “Mobilier délien en bronze”, in *Études déliennes*, *BCH* Suppl. 1 (Paris 1973), 555-87.

<sup>76</sup> S. FAUST, in *Das Wrack* (cit. n.73), I 573-606, at 599.

<sup>77</sup> FAUST, *Fulcra* (cit. n.70).

of this pattern in Italy, but an extension to the Alps, Narbonensis, Tarraconensis, and the Rhine frontier<sup>78</sup>. If the metropolitan nobility were keen on such luxuries (and the evidence for that is literary, not archaeological), their tastes were widely shared.

The possibility to which I am pointing, as in the case of private housing, is the emergence from the second BC onwards of a sort of Italic *koine* of luxury consumer goods; one in which the central Roman elite doubtless play their part, but to which the emergent local elites of many Italian cities contribute enthusiastically. They are scarcely more sluggish in embracing the possibilities of stone funerary memorials, though it has been noted that in the second century, there is still a considerable degree of local individuality, whether in the Etruscan-influenced urns and chests of Umbria, or the quite specific local tradition of head-shaped headstones or *columellae* from Pompeii, a diversity that dies out by the first AD<sup>79</sup>. All this *may* be conceived locally as an attempt to be more 'Roman' in terms of self-expression; but given that the cultural reference is normally to the hellenistic east, it might be better read as a general mediterranean language of success. On this hypothesis, it is the common interest of local elites to find expression for their status that creates a language in which Romani and Italicci can converge as having a common identity.

It would be nice to be able to pull ceramics into this picture, because the evidence is so extensive and well-studied, though it is a little hard to make out what the evidence might tell us. An obsession with issues of production to the neglect of those of consumption makes it hard to gain a picture of how these

<sup>78</sup> C. LETTA, *Due letti funerari in osso dal centro italico-romano della Valle d'Amplero (Abruzzo)*, Monum. Antichi Acc. Naz. Lincei 52 (= ser. misc. III.3) (Roma 1984), 67-115; see also E. TALAMO, "Un letto funerario da una tomba dell'Esquilino", in *Bull. Commissione Archeologica Comunale in Roma* 92,1 (1987-88), 17-102.

<sup>79</sup> *Römische Gräberstraßen. Selbstdarstellung, Status, Standard*, Kolloquium in München vom 28. bis 30. Oktober 1985, hrsg. von H. VON HESBERG & P. ZANKER (München 1987), 17; cf. CRAWFORD, in *CAH X<sup>2</sup>* (cit. n.33), 429-33.

wares were used in daily life. Only at Pompeii can we begin to see how ceramics stand alongside luxury silver goblets, bronze jars and vessels, and glass. Doubtless there were still areas where the wooden cups that so appealed to the idylls of the poets were used. In this complicated pattern, pottery doubtless takes its place towards the bottom of the hierarchy; nevertheless, the gulf between the coarsewares and an Arretine goblet is vast, and the ambition of Arretine to offer the joys of hellenistic luxury are explicit. I can only say again that I detect the emergence of a remarkable homogeneous cultural language from the early second century onwards, which comes to fruition, so to speak, with Augustus in an astonishingly self-confident production which takes for granted that the language of hellenistic luxury, far from being the perquisite of the Roman nobility, belongs to everyone who can afford a ceramic goblet. The freedmen and petty traders who by the late first BC in notable numbers plaster their walls with their elegant third-style decoration and mythological paintings, or line the streets with their funerary portraits in togas, for all the world like the *maiores* of the nobility, can reach out to a common cultural language.

### *Conclusion*

At first sight, then, it may appear that the archaeology of Italy tells a story opposed to that of Syme: of Rome's gradual elimination of local identity and imposition of its own aristocratic model. Many archaeologists, seemingly dazzled by the power and wealth of the Roman nobility, have tended to stress a pyramidal model by which imitation spreads from the centre outwards. That picture coincides too with the theses of Erich Gruen, who sees the Roman ruling class, despite all debates, as ultimately secure and in control of its own identity<sup>80</sup>. I want to push for an alternative model which is much

<sup>80</sup> E.S. GRUEN, *Culture and National Identity in Republican Rome* (Ithaca, NY 1992).

closer to that of Syme: in which the new language of what materially constitutes 'the Roman', clearly articulated for the first time under Augustus, is the result of a dialectic between Rome and Italy; in which on the one hand the centripetal force of Rome extends, but on the other the cities of Italy play their active part in evolving a new urban model and a new ways of life, and the end result, neither totally a victory for the Roman nobility, nor their total displacement by the new municipal elites, at least represents assimilation into a common cultural identity. Italy appropriates Rome's *maiores*, and the result is a *mos Italicus*.

## DISCUSSION

*F. Millar:* This paper makes a real contribution both to the intellectual background of Syme himself and to the question of Rome and Italy and their respective places in the Augustan revolution.

First, as regards the Oxford context in which Syme was first a student and then became, almost immediately, a Fellow of Trinity College and Tutor there in Ancient History: the emphasis given in the paper to the interest in Roman archaeology, and the support provided from Oxford for the establishment and development of the British School at Rome serves very clearly to underline that Syme, among all great Roman historians, was perhaps the one to whom Latin literature was most central. Indeed, his historical writing was precisely bounded by the classic period of Latin literature, from Cicero to Tacitus (with the *Historia Augusta* as an amusement, or obsession, of his later years). Tacitus was of course central to his conception of Roman history, and it could be said that his use of epigraphy was largely devoted to illuminating the backgrounds and careers of those who appeared in the pages of Tacitus, and also Pliny the Younger.

If we then turn to the major historical question posed in the paper, the respective roles of Rome and Italy in the 'revolution', was Syme justified in regarding it as in some way a victory of the non-political classes of Italy over the traditional holders of power in Rome? In this context it is certainly very illuminating to stress the degree to which Vitruvius goes out of his way to identify an Italian style of architecture, distinct from the Greek one. For, if we were disposed to wonder whether in fact the notion of an *Italian* identity has any substance in this period, here it is, explicitly expressed.

However, the question of whether we should be thinking of a domination and 'Romanization' of Italy, carried out by Rome, or of a victory of Italy over Rome, is inevitably going to receive an ambiguous answer. It is a commonplace, after all, that our understanding of 'Romanness' very largely depends on writers of the (broadly) Augustan period who came from different regions of Italy, not forgetting the Tiberian loyalist, Velleius Paterculus. Whose victory was that, Rome's or Italy's?

Looking back to Republican history, and developments in the Caesarian, Triumviral and then Augustan period, we could stress the earlier extension of the *ager Romanus*, and the importance of the *coloniae Latinae* founded by Rome; the profound importance of something which Michael Crawford has several times stressed, the incorporation of soldiers from all over Italy into the Roman legions in the period after the Social War; *perhaps* a programme of municipalization, and certainly the issuing of rules for the conduct of local communities of all types; and above all the scale, and profound effects, of the settlement of veterans and the foundation of *coloniae* in Italy, from Caesar to Augustus.

It could perhaps be argued that any awareness there was of a coherent 'Italian' identity was the effect of measures taken in Rome, symbolically completed by the Augustan censuses, and the creation of the *regiones* (whose only clearly-attested function was in the context of censuses).

Perhaps the clearest expression of the integration of the (in the Roman context) 'non-political' classes of the towns of Italy into the Roman, or Augustan, system is provided by the numerous local inscriptions of the *equites* whom Ségolène Demougín has studied, which characteristically show how men both held local office and served as centurions or equestrian officers in the Roman army. The *Roman Revolution* still serves to make us ask — and to use all available material evidence in asking — what patterns of social, economic and cultural development lay behind the emergence of 'Augustan Italy'.

*A. Wallace-Hadrill:* This paper does indeed risk raising questions too vast to settle in this context. The 'Romanization' of Italy still awaits an adequate synthesis of the endless epigraphic, legal and archaeological material that can be brought to bear on the theme. Fergus Millar offers a shopping-list of what would be some of the staples, in the shape of major public measures that inescapably changed the landscape of Italy: I would add, in tribute to the importance attached to the theme by scholars working at the British School at Rome, from Ashby through Wiseman to the latest book of my colleague Ray Laurence<sup>81</sup>, the impact of road-building. However, my focus is more precise, constrained by the question of how attention to material culture might illuminate Syme's theme of the triumph with Augustus of *tota Italia*. The gradual imposition of a central Roman model on the rest of Italy is perhaps too obvious a theme to have much to offer to a post-colonialist generation. The paradoxical twist the New Zealander offered, that by penetrating the establishment the peripheries could make the centre their own, still seems to offer a good deal of mileage. Oddly enough, my conclusion is not that Syme needed to study the archaeological evidence to reach his conclusions, but that those who study such evidence now might get more out of it if they started from Syme's insights.

As for Syme's devotion to literary sources, I am happy to believe that at a personal level his aversion to the archaeological was balanced by a passion for the literary. We are all entitled to our preferences. The problem only comes when those preferences become institutionalised. Is the privileging of the literary over the archaeological an embedded part of the Oxford School of Roman history? It is as much of a relief to me to discover that this was not so before Syme as to note that it is not so now, and that figures like Meiggs and (another splendid New Zealander) Frederiksen sustained an old tradition in the intervening period.

<sup>81</sup> R. LAURENCE, *The Roads of Roman Italy: Mobility and Cultural Change* (London 1999).

*T. Hölscher:* Ihr reicher und stimulierender Beitrag wirft viele wichtige Fragen auf, von denen ich nur drei aufgreifen will: kurz zu Ronald Syme, kurz zu den archäologischen Befunden, etwas eingehender zu dem Konzept der 'Identität'.

Die Vernachlässigung der archäologischen Zeugnisse bei Ronald Syme sollten wir wohl nicht — auch nicht unbewußt — nach den Möglichkeiten beurteilen, die die Fragestellungen und Methoden der *heutigen* Archäologie für Symes Thema geboten hätten. Wenn man die verherrschenden Tendenzen der klassischen Archäologie in den 30er Jahren insgesamt betrachtet, so wird es meines Erachtens leicht verständlich, warum Syme die archäologischen Zeugnisse nicht nur absichtlich ausklammerte, sondern warum er tatsächlich keine wesentliche Einsichten davon versprach.

Was die urbanistische Gestalt der städtischen Zentren und die Kultur der privaten Wohnsitze betrifft, so stimme ich völlig zu, daß der große Aufschwung in vielen Gebieten Italiens seit dem 2. Jahrhundert v.Chr. nicht einfach als Rezeption und Imitation von Vorbildern aus Rom zu verstehen ist, sondern eine parallele, zum Teil sicher kompetitive Übernahme allgemeiner hellenistischer Kulturformen darstellt. Dennoch scheint mir kein Zweifel möglich, daß der große Reichtum privater Wohnsitze in Rom während der späten Republik nicht nur ein ideologisches Konstrukt der augusteischen Kritik, sondern historische Realität ist. Die Jahrhunderte der Republik sind in Rom durch Grabungen besonders lückenhaft erschlossen, vor allem fehlen auch die Nekropolen. Einzelne schriftliche Quellen und archäologische Zeugnisse enthalten aber genügend konkrete Hinweise auf sehr hohe kulturelle Standards.

Große Schwierigkeiten habe ich mit dem Begriff und Konzept der 'Identität'. Es ist meines Erachtens ein nebulöser Begriff, der vor allem in problematischer Weise zu pauschalen und monolithischen Interpretationen geführt hat. Die holistische 'Identität' von Personen, Gruppen, Völkern ist ein Phantom, es gibt nur partielle Identitäten: kulturelle Identität der Lebenskultur, soziale Identität gesellschaftlicher Gruppen,

kommunitäre Identität von definierten Gemeinschaften, politische Identität von Parteien oder Staaten, religiöse, sprachliche, berufliche und sonstige Identitäten. Man sollte den Begriff nur im Plural gebrauchen. Die einzelnen Individuen haben viele verschiedene Identitäten, und insgesamt sind Identitäten oft nicht kongruent: eine Gemeinschaft mit kommunitärer Identität kann Mitglieder mit verschiedener kultureller Identität umfassen, eine übergreifende kulturelle Identität kann von verschiedenen Gemeinschaften mit kommunitärer Identität gebildet werden, und die politischen Konstellationen und Identitäten können wiederum ganz verschieden davon sein. Die partiellen Identitäten können koinzidieren und sich verstärken, sie können einander widersprechen und zu Krisen führen, sie können aber vor allem auch kontingent nebeneinander liegen, ohne zu Widersprüchen zu führen. Die Forschung ist mit monolithischen Konzepten von Identität oft zu sehr schematischen und forcierten Ergebnissen gekommen. Denn der Begriff hat Konsequenzen.

Was die Forschung feststellen kann, ist zunächst kulturelle Homogenität oder Distinktion. Es ist schon unklar, ob solche Befunde immer auch als kulturelle Identität interpretiert werden könnten. Wenn man meint, dazu berechtigt zu sein, ergeben sich Fragen zu untergeordneten Phänomenen und Begriffen. Was bedeutet Imitation? Sie kann Selbstunterwerfung, Partnerschaft oder Konkurrenz anzeigen. Was bedeutet Competition? Wenn mein Nachbar einen Porsche fährt, kann ich entweder auch mit einem Porsche oder aber mit einem Jaguar — durch Ausgleichung oder durch Distinktion — konkurrieren. Die Kluft zwischen den konkreten Phänomenen und dem Konzept der 'Identität' ist groß und methodisch schwierig zu überbrücken.

Karthago hat seit dem 4. Jahrhundert v. Chr. durch Rezeption griechischer Elemente ein Stück griechischer kultureller Identität angenommen, gleichzeitig aber wohl seine kommunitäre Identität nicht geändert und seine politische Identität in immer stärkerer Opposition zu Rom (mit dem kulturell griechischen

Unteritalien und Sizilien!) entwickelt. Pompeji hat im 2. Jahrhundert v. Chr. das Forum mit einem Tempel für Juppiter und einer Basilica ausgestattet, wie sie in Rom das Stadtzentrum beherrschten — aber es bleibt offen, ob die vielfach akzeptierte Deutung als ‘Selbst-Romanisierung’ zutrifft oder es ein Akt der Selbstbehauptung gegen Rom ist, ob dies politisch der Ausdruck einer römischen oder pompeianischen Identität ist.

Diese Überlegungen stellen Ihre Ausführungen nicht in Frage, aber sie können vielleicht helfen, die Fragen der Hellenisierung und Romanisierung zu klären, die Sie so pointiert aufgeworfen haben.

*A. Wallace-Hadrill:* I warmly welcome these rich and suggestive reflections on the concept of identity: which emerges from Tonio Hölscher’s clear and nuanced analysis as complex and many-layered (‘nebulous’, I would say, perhaps applies better to the concept of ‘culture’). Among those many layers, I find that language is particularly interesting, both for its strong potential in marking identity, and for the possibility of multiple identities that it opens (I have suggested that Roman bilingualism allowed a deliberate exploitation of ambiguity of identities through ‘code-switching’).

Above all, we are nowadays more sensitive than in the 1930s to the way that ‘national identities’, far from being monolithic or a given, are an arena of contest and conflict. It is striking to note the extent to which not only Syme, but his predecessor Hugh Last<sup>82</sup>, though far from the ideologies of national socialism or fascism, nevertheless accepted the possibility of a genuine Italian ‘national identity’, forged, however fraudulently, by Augustus. Andrea Giardina’s vision of the *identità incompiuta* of Augustan Italy reflects contemporary perceptions of the inadequacy of nationalism in circumscribing definitions of identity.

It is particularly true that the appearance of homogeneity in the archaeological record can lead us astray into imagining a

<sup>82</sup> H.M. LAST, in *CAH X* (Cambridge 1934), ch.14: “The social policy of Augustus”, 425-64.

homogeneity of cultural identity. People may wear the same clothes and eat off the same ceramics without feeling communality. The spread of similar forms of urbanism and a common material culture across first century BC Italy surely precedes the political unification and extension of access to political privilege which was not achieved without the crisis represented by the Social War. But what I wish to say is that material culture is not a neutral sphere that reflects what is going on elsewhere. It is itself an arena of conflict and competition, of assertion of identity in a context of challenge. The staggering building schemes of the cities of central Italy in the second century BC, from Palestrina to Tivoli to Terracina to Alatri or Ferentinum, are vigorous assertions of local pride and identity. The denial of access to political equality at the centre surely sharpened the need for such assertions, and in so doing helped to reformulate the language by which being 'Roman' could be redefined.

*J. Scheid:* Les grands lieux de culte comme celui de Fortuna Primigenia constituent l'un des signes matériels spectaculaires de l'extraordinaire richesse des cités et des élites italiques. Or, ces lieux de culte d'importance supra-régionale jouent, dans le processus de la 'romanisation', un rôle significatif. Depuis la Guerre sociale, les grands lieux de culte, quand ils ne sont pas purement et simplement fermés (Pietrabbondante), deviennent des colonies romaines, souvent réduites à un territoire minimal (Diana Tifatina, Lucus Angitiae, Lucus Feroniae), ou bien sont attribués à des colonies (Fortuna Primigenia, sanctuaire des sources du Clitumne attribué par Auguste à Hispellum). Rome intervient donc lourdement pour contrôler ces lieux symboliques des identités italiques, et réorganiser par ce biais les structures régionales. En même temps, les cultes eux-mêmes s'inscrivent dans le cadre du droit sacré romain colonial et deviennent partie du patrimoine religieux 'romain'. On peut donc parler de romanisation du patrimoine symbolique des italiques, et d'une victoire de Rome sur l'Italie.

Mais la situation est plus compliquée. Qui sont les colons qui forment l'instrument de cette romanisation? Ce sont des vétérans originaires, en grande partie, de l'Italie. Après la décision initiale de la réduction de colonies, la romanisation de l'Italie est effectuée par des Italiques qui n'étaient, d'ailleurs, pas nécessairement originaires de la région concernée, de telle sorte que l'on doit aussi parler d'une victoire de l'Italie sur l'Italie, sur une autre Italie.

*A. Wallace-Hadrill:* Another good example of the brutal suppression of local cult-places after the Social War has recently emerged near Stabiae, where a sanctuary of Minerva, with rich offerings that stretch between the fourth and second centuries, terminates abruptly in the early first century BC, and becomes incorporated in a private estate<sup>83</sup>. The determination with which such sanctuaries were suppressed or brought under control underlines the key role of religion as a focus for local identity: I take the Roman suppression as confirmation of their effectiveness in the previous century in asserting identity. Of course, it is only in the period of the Social War itself that an assertion of local identity acquires its new colour as a denial of Roman identity (since the two were previously compatible, as they would be later).

As for the role of Italian veterans in recolonising and re-identifying Italy, we are reminded again of the crucial role played by population movements within the peninsular, reaching its peak under the triumvirs, in breaking down the old fabric of diversity.

<sup>83</sup> P. MINIERO *et alii*, "Il santuario campano in località Privati presso Castellammare di Stabia. Osservazioni preliminari", in *Rivista di Studi Pompeiani* 8 (1997), 11-56.



## CONCLUSION

by FERGUS MILLAR

In the course of his contribution to this volume Tonio Hölscher asks himself a very appropriate question: what reason could there be to devote a whole week out of one's limited academic lifetime to gathering with colleagues from other countries to discuss Augustus? Or rather Augustus as seen in the pages of a book published sixty years ago, Ronald Syme's *Roman Revolution*? One answer must be the ideals of European understanding and exchange which motivated the Baron von Hardt to set up the Fondation, and to institute the *Entretiens*. For the participants it was indeed a satisfying and enjoyable experience: two German contributors, two British, two French and one Swiss, meeting under the benevolent guidance of Professor Adalberto Giovannini of Geneva. To our regret, there was no Italian participant, and Professor Yan Thomas was prevented by illness from attending. In the spirit of co-operation and exchange shown, the colloquium surely, in its own small way, fulfilled the Baron's ideals.

A more precise answer would be that the foundation of the Imperial system was a major event in world history, and that the complexities involved in trying to understand it are inexhaustible. Thus seven papers, on a topic as vast as the Roman 'revolution', the Augustan regime and its culture, and the wider Roman empire of Augustus' time, papers designed to reflect, directly or indirectly, on Syme's famous book, could not by their nature amount to anything like a full survey of the topic, or possible topics. As published, and hence as fulfilling a wider purpose than the enjoyable personal exchanges which gave rise to them, they can function only as pointers, or

*stimuli*, to further exploration of an immensely complex series of changes, taking place in a vast range of geographical settings, from the Atlantic to the Euphrates, and in many different societies.

It is therefore not a question of either blame or exculpation if I begin by recalling a few broad themes from the history of this period which have not found a place in the volume. One is, obviously enough, local or regional history, whether we think of Egypt, or Anatolia, or north Africa or western or central Europe, all of them regions where the slowness of communications, and the very small scale of the Roman governmental apparatus, did not prevent there being a profound impact made by Rome, and by the newly-emerged Emperor. One region which deserves a special mention here is the Balkans, still in the process of subjugation by Rome, if only because of the publication, since the colloquium took place, of Ronald Syme's hitherto unpublished early monograph, *The Provincial at Rome*, along with a set of re-published papers of his, examining the Roman impact on the Balkans in the first century BC<sup>1</sup>. Another dimension of the story which is presumed, or taken for granted, in the contributions to this volume, is the sheer scale of events, the large numbers of men involved as soldiers or veteran settlers, or the size of the Roman citizen body, mainly still in Italy, but also expanding beyond. If any of us had had the courage, we might have returned to the themes discussed by P.A. Brunt on Italian manpower nearly three decades ago<sup>2</sup>. The actual process of the establishment of *coloniae* in Italy and the provinces remains remarkably difficult to trace in detail, but in each local context the profound nature of its effects cannot be doubted. So it is pleasant to report the publication in 2000 of the first English translation and commentary on the *Corpus Agrimensorum*, a difficult and complex set of texts, but the best key we have to some of the basic

<sup>1</sup> R. SYME, *The Provincial at Rome and Rome and the Balkans, 80 BC -AD 14*, ed. by Anthony BIRLEY (Exeter 1999).

<sup>2</sup> P.A. BRUNT, *Italian Manpower, 225 BC-AD 14* (Oxford 1971).

processes in Roman governmental, social and economic history, and one containing numerous references to Augustus' reign and to the processes involved in colonial foundations<sup>3</sup>.

Looking at other broad themes in the history of the period, Michael Speidel's paper on the imperial finances (pp. 113-166), a complex and difficult object, contains a valuable discussion of Augustus' measures on the length of military service, the settlement of veterans and arrangements for the payment of *praemia* in cash. But none of the contributors has chosen to return to a topic on which Ronald Syme, as a very young man, wrote a famous chapter, Augustan military expansion in Europe<sup>4</sup>. Nor has any turned directly to deal with the familiar, but inexhaustible, theme of Augustan literature, its relationship to the Emperor and the ways in which it can properly be used to cast light on the regime and its values. As regards the literary output of the period, while the most prominent place has always been occupied by Augustan poetry, the importance of prose writing of this broad period needs to be stressed: not only Velleius Paterculus, as the embodiment of the entry of Italians into the Roman upper classes, but Diodorus, Pompeius Trogus and above all Strabo, as witnesses to a world in which Roman universal domination and the concentration of power in the hands of an individual had come about, in effect, simultaneously<sup>5</sup>. As I hint briefly in my own paper (p. 24 above), one other narrative source for the reign, hardly used in *The Roman Revolution*, has not been fully exploited for Augustan history since. I mean the double account of the reign of Herod provided by Josephus in the *Jewish War*, and again in much

<sup>3</sup> Brian CAMPBELL (Ed.), *The Writings of the Roman Land Surveyors. Introduction, Text, Translation and Commentary*, Journal of Roman Studies Monographs, IX (London 2000).

<sup>4</sup> R. SYME, "The Northern Frontiers under Augustus", in *Cambridge Ancient History* X (Cambridge 1934), 340. The author was then aged 31.

<sup>5</sup> See recently K. CLARKE, "Universal Perspectives in Historiography", in *The Limits of Historiography. Genre and Narrative in Ancient Historical Texts*, ed. by Christina SHUTTLEWORTH KRAUS (Leiden 1999), 249 ff., and *Between Geography and History. Hellenistic Constructions of the Roman World* (Oxford 1999).

greater detail in the *Antiquities* XV-XVII, using the very full contemporary narrative by Nicolaus of Damascus. This perspective on the Augustan regime from the standpoint of a dependent kingdom is now beautifully paralleled by a Bosphoran inscription re-edited by Heinz Heinen, with a letter of King Aspurgos on his journey to Rome to see Tiberius at the beginning of his reign<sup>6</sup>. As we will see below, the flow of new documents from the provinces, or from the margins of the Empire, continues to raise new problems, and to cast what might seem old problems in a new light.

The papers given at the colloquium thus neither do nor can claim to represent a full survey of the Augustan regime or Empire. Rather, they pick out a number of specific themes which are suggested, in one way or another, by *The Roman Revolution*. Even here, there are major themes of Syme's which are not touched, for instance the fate of the major Republican noble families under Augustus, a topic to which he of course returned in his difficult and enigmatic *Augustan Aristocracy*, published a decade and a half ago, when he was already in his 80's, this book has still by no means been fully assessed or absorbed by historians<sup>7</sup>. That is perhaps a sign that, while prosopography as a technical discipline based on the study of inscriptions flourishes, and at a high level of proficiency and originality<sup>8</sup>, we are collectively less confident than Syme was that history can be written by an accumulation and arrangement, however powerful and artistic, of such personal details, of life-histories and of family-histories. Instead, Ségolène Demougine (pp. 73-112) looks at the profound problems of

<sup>6</sup> H. HEINEN, "Zwei Briefe des bosporanischen Königs Aspurgos (AE 1994, 1538). Übersehene Berichtigungsvorschläge Günther Klaffenbachs und weitere Beobachtungen", in *ZPE* 124 (1999), 133.

<sup>7</sup> R. SYME, *The Augustan Aristocracy* (Oxford 1986). For perhaps the fullest attempt at an assessment see E.A. JUDGE, "The Second Thoughts of Syme on Augustus", in *Roman Studies offered to Margaret Beattie*. A special issue of *Ancient History: Resources for Teachers* 27,1 (1997), 43.

<sup>8</sup> Note perhaps especially the papers collected in W. ECK, *Tra epigrafia, prosopografia e archeologia. Scritti scelti, rielaborati ed aggiornati* (Roma 1996).

method involved in trying to take proper account of the references in narrative sources to the 'minor actors' in the story, that is the populace or the army.

The 'minor actors' who did indeed exercise a real influence on events, as soldiers or civilians, were largely inhabitants of Italy, and understanding the constitutional, economic, cultural, social and political history of Italy in the first century BC is surely one of the major — and unfulfilled — tasks of 'Roman' history, if only because the two writers who most embody 'Roman' history and values for us, Vergil and Livy, were themselves products of the integration of Italy under Roman rule. In seeing the 'revolution' as representing the victory of the non-political classes of Italy, Syme was hardly doing more than sketching an idea, based on a few individual cases. But there is a major problem, or set of major problems, in how to understand the internal development of Italy in the period leading up to and during the Augustan regime. Some important aspects of this highly problematic area are addressed in Andrew Wallace-Hadrill's paper (pp. 283-321). Rather than ask whether in artistic expression and the production of luxury goods it was the taste or fashion or ideological requirements of the centre, Rome, which influenced the various regions of Italy, should we follow the message of *Hellenismus in Mittelitalien*, and think of an autonomous development in local taste and luxury, which then found an echo in Rome?<sup>9</sup> Many other factors are involved in the complex relations between Rome and the different regions of Italy: the apparent disappearance of local languages and scripts, at least from the documentary record; legionary service after the Social War; 'municipalisation' in the same period, whatever that means, whether the active re-structuring of local communities, or just (as is certain) the issuing of rules affecting the public life of communities. But certainly, if a social history is to be discerned behind all this, it must find a way of asking questions which

<sup>9</sup> *Hellenismus in Mittelitalien*, hrsg. von P. ZANKER, I-II (Göttingen 1976).

Syme did not seek to pose about the evolution of material culture in Italy, and in Rome itself.

The monumental art of the city is the main focus of Tonio Hölscher's paper, whose sceptical tone about the bland and (literally and figuratively) colourless (pseudo-)classicism of Augustan art is extremely welcome to one colleague who has always found the pure excellence of the Ara Pacis unattractive and oppressive. Hölscher rightly stresses the oppressiveness of the apparently universal ideology of consensus which informs both the art of the period itself and the reports which we have of diplomatic exchanges as to what honorific monuments should or should not be constructed. Our problem is precisely that the consensus, in word and image (including coins) *is* universal, and if there were dissident voices we do not hear them.

In short, given the nature of our evidence, we frequently find ourselves unable to go beyond formal appearances, to ask what works of art, or political processes, or religious rituals really meant, and whether indeed they meant the same to all observers or participants. As John Scheid's paper (pp. 39-72) shows, Syme himself, while avoiding the excesses of subjective interpretation characteristic of some work in ancient religion in the inter-war period, took too restrictive an attitude in, for instance, seeing the colleges of priests as no more than social clubs of greater or lesser distinction. But if we insist, as we must, that rituals such as sacrifice must have had meaning — and different meanings depending on what was sacrificed, by whom and on what occasion — it is still hard to say *what* meaning, and to whom. Looking at the wider population, first, of the city and then of Italy, it is clear that local cults (the Lares Augustales in Rome, the rituals of the Seviri Augustales in Italy) were both 'romanised' and focused on the Emperor. John Scheid, commenting on Tonio Hölscher's paper (p. 280), makes the important suggestion that it was perhaps religious practice which did most to give meaning to the Roman citizenship which all in Italy now enjoyed. Perhaps we should recall here

the unprecedented crowds which came to Rome to vote for Augustus as Pontifex Maximus (*Res gestae* 10). A forced 'consensus'? Or the expression of a new 'national' identity? What is certain at least is that this moment reflects a universal awareness that there was now a single ruler, an awareness which can be demonstrated immediately after Actium, and more clearly at that moment in the Greek East even than in Italy itself, let alone in the western provinces (pp. 18-30).

How would the power and constitutional position of the new monarch be described, and were such descriptions of any significance? Klaus Martin Girardet returns to an old topic which might seem exhausted, the definition of Augustus' *imperium* (pp. 167-236). But new documentary evidence from different areas of the Empire shows that such a prejudice, which the author of these lines would earlier have been inclined to share, is unjustified. The question of what was the constitutional basis for actions or decisions did matter to contemporaries, and the evidence now available shows this.

A few examples will suffice. Firstly, there are the very important Augustan sections of the great Neronian inscription from Ephesos, containing the regulations for the *portoria* of Asia<sup>10</sup>. These are referred to both by Girardet in his discussion of Augustan powers (p. 206) and by Speidel on Augustan finance (p. 138). But in general, in the period of more than a decade since the inscription was published, it cannot be said that these clauses have played the role that they should in discussions of the Augustan system. The first of them in particular is very striking for its indication of the varied sources of law in this period (ll. 88-96). In it the consuls of 17 BC, Gaius Furnius and Gaius Silanus, confirm the rights enjoyed by places, outside a list of twelve *conventus*, which have been exempted νόμῳ ἢ δήμου κυρώσει ἢ συγκλήτου δόγματι ἢ χάριν Ἀυτοκράτορος

<sup>10</sup> H. ENGELMANN — D. KNIBBE (Hrsgg.), "Das Zollgesetz der Provinz Asia. Eine neue Inschrift aus Ephesos", in *Epigr.Anat.* 14 (1989); *SEG* 39, 1989 (1992), no. 1180.

Καίσαρος Σεβαστοῦ δημαρχ[χικῆς ἐξουσί]ας (ll. 92-94). The text thus distinguishes *lex*, *plebiscitum* and *senatus consultum*, and refers also to the *tribunicia potestas* of Augustus. But in what way? The problems of what is meant by *χάριν* here, are discussed by Girardet above (p. 206 n.120). There follow four further regulations issued by the same pair of consuls of 17 BC, two from the consuls of 12 BC, either one or two separate ones from those of 7 BC, two from 2 BC, and no less than seven from the consuls of AD 5.

Apart from the initial clause referring to contemporary sources of law, none of the following provisions make any reference to the Emperor. On the contrary, they give an unexpectedly detailed view of the working of the institutions of the *res publica* in relation to provincial taxation, and seem to suggest that the consuls now performed functions in relation to indirect taxes (still collected by *publicani*) which would earlier have lain within the sphere of the censors.

There follow two further provisions from an unidentified pair of consuls, evidently of the late Augustan period, the second of which refers to a decision made by Augustus in response to an embassy from Asia: *περὶ ὧν Αὐτοκράτωρ Καῖσαρ Σεβαστὸς ἐπέκρινεν [πρεσβευτῶν ἀτέλειαν Ῥωμαίων Σεβαστῶν τ]ῷ κοινῷ τῆς Ἀσίας ὀνόματι παρ' αὐτοῦ αἰτησαμένων ...* (ll. 128-129).

That is an entirely familiar example of an embassy to Augustus from a public province. But the other evidence requires that the role of the consuls in this period be fundamentally reconsidered. Equally, as Girardet notes (p. 223), the reference in the *Senatus Consultum de Cn. Pisone patre* (ll. 33-36) to the *lex* which had laid down that Germanicus was to have an *imperium* greater than that of the proconsul in any province which he visited, provided that the *imperium* of Tiberius should be greater than his, requires us to recognise after all that in the early Empire such explicit definitions both were required, and could be embodied in *leges* passed by the People (*lex ad populum lata esset*)<sup>11</sup>. An old problem has become a new

one, complicated by a further issue, the continued relevance of popular legislation.

Professor Girardet's remarks, however, benefit further from a new stroke of fortune in the shape of new documentary evidence from a provincial setting. In the course of his discussion (p. 196) he asserts that, even though there is as yet no evidence, Augustus must have been the proconsul of the Imperial provinces: "Damit war Augustus ein Prokonsul". But now there is such evidence, for an as yet unpublished *edictum* of Augustus on a bronze tablet from northwest Spain, recently posted on the Internet and already widely discussed, reveals that he did indeed use the title *procos*. This *edictum*, given at Narbo, dates to 15/14 BC, and grants *immunitas* and secure possession of their land to a local community.

The importance of the document can hardly be exaggerated, for to the best of my knowledge it represents the first known decision of Augustus deriving from a contemporary document coming from any Imperial province other than Egypt. A new world really had dawned, in which the word of the distant individual ruler could be made manifest in inscribed form not just in the cities of Asia but in a remote rural corner of Spain. There is room for much further discussion as to how the power of Emperor Caesar Divi filius Augustus was defined, how it was exercised in conjunction with the institutions of the *res publica*, and how it was represented and understood. Given the mass of literary evidence, some of it of the highest quality, the ever-increasing scale of contemporary documentation, the complexity of visual representation, above all on coins, and thus the concurrence of different modes of representation and self-representation, it was only to be expected that the colloquium would not produce a plan for a new *Roman Revolution*, but very divergent reflections stimulated still by Syme's classic work.

<sup>11</sup> W. ECK, A. CABALLOS, F. FERNÁNDEZ (edd.), *Das senatus consultum de Cn. Pisone patre* (München 1996).



## INDEX SÉLECTIF

### RONALD SYME ET SON ŒUVRE

- Ronald Syme: sur les années avant 27: 2.  
et Flavius Josèphe: 23.  
et la religion romaine: 39 sqq.  
et l'archéologie: 71, 237 sqq., 275 sqq., 283 sqq.  
et la *plebs urbana*: 77 sqq.  
et les soldats: 89 sqq.  
et les *equites*: 107 sq.  
et la constitution augustéenne: 167 sqq.  
et la personnalité d'Auguste: 168 sqq.  
et l'épigraphie: 274 sq., 314.  
et les élites municipales italiennes: 288 sqq.  
et le contexte intellectuel à Oxford: 314 sqq.  
et l'identité italienne: 319.
- JRS* 18 (1928), 41-55: 114.  
*CAH X* (1934), 340-381: 325.  
*Roman Revolution* (1939)  
compte rendu d'A. Momigliano: 39, 90 n.75; objectifs et caractéristiques: 40, 104 sqq., 110 sq., 167 sqq., 275 sq., 287 sq., 315; influence en Allemagne: 167 sqq.  
p.viii: 76; 2 sq.: 114 et 169 sq., 227; 7: 76, 114; 8: 75, 287 sq.; 33: 43; 70: 96; 123: 48; 179 sq.: 90; 186: 43 sq.; 211: 63 n.55; 221: 81 sq., 92; 228: 82; 232: 92; 238: 54; 243: 101; 256: 70; 282 sq.: 85; 297: 85; 303: 63 n.56; 321 sqq.: 170; 336: 201; 352: 87, 94; 353 sq.: 98 sq.; 368: 87; 370: 86; 381 sq.: 53; 405 sq.: 86; 411 n.4: 56; 412: 86; 425: 95; 438: 89; 446: 41, 51 sq.; 447: 52, 56, 58; 448: 41; 452: 288, 290; 453 sqq.: 41, 87, 109, 288, 290 sq.; 472 sq.: 238; 478: 88; 523: 190 n.71.  
*Colonial Elites* (1958): 105.  
*Some Arval Brethren* (1980): 39 sq.  
p.v: 40; 111 sq.: 42.  
*Roman Papers* I p.1-17: 114; I 31-41: 98 n.112; I 33: 98 n.117; I 88-119: 98 n.112; I 361-377: 2; III 899-911: 41 n.7; III 1179-1197: 63 n.56; VI 441-450: 63 n.56.  
*The Augustan Aristocracy* (1986): 54 sq., 326 et n.7.  
p.74: 105.  
*The Provincial at Rome* (1999): 105, 324.

## INDEX DES AUTEURS ANTIQUES

### Appianus

*Praef.* 15: 141.

*B Civ.* 3,94,388-389: 43 sqq.

### Cicero

*Att.* 14,10,1: 83.

*Phil.*

2,91: 83 n.48.

10,26: 185 sq.

11,30 sq.: 186 sq.

*Corpus agrimensorum*: 324 sq.

*Dig.* 50,16,27: 120.

### Dio Cassius

42,49,4: 113.

51,1,1-2: 19.

52,6: 121.

52,28: 121.

53,15,3 sq.: 137, 229 sq.

53,15,6: 134.

53,16: 113, 148.

53,22: 147 sq.

53,30,1 sq.: 115 sq.

53,32,5: 201, 214 sqq., 229, 233.

54,28,1: 202, 216 sq., 234.

54,30,3: 212.

55,13,5: 201 n.105.

55,23 sq.: 120.

55,28 sq.: 212.

56,33,2: 116 sq.

59,9,4: 119 sq.

Frontinus, *De aquae ductu*: 154.

### Inscriptiones

*AE* 1940, 68 = Ehrenberg-Jones no. 43: 209 sq.

*AE* 1989, 684: 31.

- AE* 1994, 1538: 326.  
*AE* 1994, 1755: 31.  
*Aphrodisias and Rome*, ed. J. Reynolds, no. 13: 22 sq.  
*CIL* XII 4333: 190 n.71.  
*IK* 5 (Kyme), 17 = Ehrenberg-Jones no. 365: 193 sq.  
*ILS* 915: 213.  
*Inscr.It.* XIII 2, 113: 6 sq.  
*OGI* 458 = Ehrenberg-Jones no. 98: 212.  
*Roman Documents* (ed. R.T. Sherck) no. 58 = Ehrenberg-Jones no. 301: 20 sq.; no. 60 = Ehrenberg-Jones no. 303: 20 sq.  
*Roman Statutes*, ed. M. Crawford, I no. 37-38: 86, 228 sq.  
*SC de Cn. Pisone patre* (edd. W. Eck, A. Caballos, F. Fernández): 89 n.7, 219 sqq., 228 sqq.  
*SEG* IX 8 = Ehrenberg-Jones no. 311 (édits de Cyrène): 207 sqq.  
*SEG* XXXIX (1989) 1180 = *Monumentum Ephesenum*: 134, 138, 154, 157, 159 sqq., 206 n.120, 329 sq.  
*SEG* XLI (1991) 971: 194 n.82.  
*SIG<sup>3</sup>* 785 = Ehrenberg-Jones no. 317: 194 n.82.  
*ZPE* 131 (2000), 177-205 (= édit d'Auguste de 15 av. J.-C.): 196 sqq., 231, 331.  
 Iosephus, Flavius: 23 sqq., 325 sq.  
*AJ*  
 16,162-165: 205.  
 16,166: 206.

**M**acrobius, *Sat.* 3,13,11: 53.

**N**epos, Cornelius, *Att.* 20,3: 38.

Nicolaus Damascenus, *vita Augusti*: 23, 36, 326.

**O**vidius: 2.

*Fast.* 1,589-590: 6.

**P***papyri*

*PKöln* VI 249: 217 sqq., 228, 234.

Plinius maior, *NH* 34,9: 310.

Plinius minor: 314.

**R***es gestae divi Augusti*

6,2: 206.

19-21: 248 sq.

28,3: 258 sq.

34: 162, 190, 234.

**Strabo:** 325.

2,5,8: 140.

3,4,20: 140 sq.

4,5,3: 140.

10,5,3: 29.

17,3,25: 36, 129, 137, 192 n.75, 232.

**Suetonius**

*Aug.*

28,1: 115 sq.

49,2: 132.

56,2: 86.

90 sq.: 109.

92: 110.

95: 43 sqq.

101,4: 116 sq.

*Cal.*

16,1: 119 sq.

**Tacitus:** 314.

*Ann.*

1,7,1-2: 89.

1,11: 116 sq.

2,43,1: 224 n.183.

4,4 sq.: 120.

13,50: 113 sq.

*Hist.*

4,74,1: 120.

**Velleius Paterculus:** 108, 315, 325.

**Vitruvius, *De architectura*:** 35 sq., 299 sqq., 314.

6,3,10: 305.

6,7,7: 305.

## INDEX DES AUTEURS MODERNES

- A**lföldi, A.: 69, 239 sq., 276.  
 Alföldy, G.: 244 n.12, 245 sqq.  
 Altheim, F.: 51 sq., 68 sq.  
 Ashby, T.: 284.  
 Aust, E.: 52.
- B**adian, E.: 22 sq.  
 Béranger, J.: 70, 181 n.45.  
 Bleicken, J.: 168, 173, 244.  
 Boissier, G.: 51.  
 Bowersock, G.: 59 sqq.  
 Braudel, F.: 309.  
 Brunt, P.A.: 324.
- C**anetti, E.: 103.  
 Carandini, A.: 306.  
 Carcopino, J.: 68 sq.  
 Carrington, R.C.: 286 sq., 289.  
 Charlesworth, M.P.: 70.  
 Christ, K.: 173.  
 Coarelli, F.: 306.  
 Crawford, M.: 16, 293, 315.
- D**eubner, L.: 69.  
 Dobbin, J.: 298 n.46.
- E**ck, W.: 168, 174, 246, 294.  
 Elsner, J.: 246 n.16.
- F**avro, D.: 248 n.20.  
 Ferrary, J.-L.: 48.  
 Frederiksen, M.: 296, 316.
- G**abba, E.: 84, 101, 296.  
 Gagé, J.: 62 sq., 69 sqq.  
 Galinski, K.: 243.
- Galsterer, H.: 40.  
 Gardthausen, V.: 52.  
 Giardina, A.: 294, 305, 319.  
 Gros, P.: 247.  
 Gruen, E.: 74, 312.
- H**alfmann, H.: 19.  
 Haverfield, F.: 284 sqq., 289  
     n.27.  
 Hesberg, H. von: 246.  
 Holwerda, A.E.: 51.
- J**ones, H.S.: 284.  
 Judge, E.A.: 326 n.7.
- K**ienast, D.: 168, 172 sq.  
 Kraft, K.: 10, 34.
- L**anciani, R.: 284.  
 Last, H.: 319.  
 Laurence, R.: 316.  
 Letta, C.: 310.  
 Linderski, J.: 39 sq.  
 Lucas, D.: 286.
- M**ashkin, N.A.: 82 sq.  
 Meiggs, R.: 286 sq., 289, 316.  
 Momigliano, A.: 39, 90 n.75.  
 Mommsen, Th.: 42 sq., 68, 170  
     sq., 176 sq., 215, 239.  
 Morel, J.-P.: 294.  
 Münzer, Fr.: 73, 105.  
 Munro Henderson, I.: 286.
- N**icolet, C.: 294, 298.  
 Nock, A.D.: 41, 51 sq.

**P**anowsky, E.: 239.

Pelham, H.: 284 sqq., 289 n.27.

Putnam, M.C.: 61 sq.

**R**odenwaldt, G.: 238.

Rostovtzeff, M.: 286, 288.

**S**almon, E.T.: 285 sq.

Simon, E.: 242.

Steinby, E.M.: 9.

Strong, E.: 70.

**T**arn, W.W.: 69.

**W**ard-Perkins, J.: 299.

Weber, W.: 69.

Weinstock, S.: 48.

Welch, K.: 299.

Wilson, F.: 286 sq.

Wiseman, T.P.: 316.

Wissowa, G.: 46, 51, 69 sq.

**Y**avetz, Z.: 83 sq.

**Z**anker, P.: 9, 14, 34, 104, 243  
sqq., 276, 293, 297 sqq., 307  
n.62.

Zevi, F.: 307.

## INDEX THÉMATIQUE

- administration impériale: 151 sqq.  
*aerarium*: cf. finances publiques.  
*aerarium militare* et *aerarium Saturni*: 144 sqq., 154 sq.  
Agrippa  
  influence: 32 sq.  
  *trib.pot.*: 217 n.157.  
  *imperium*: 202, 216 sqq.  
  construction du Panthéon: 255.  
  portrait: 270 sq.  
*Ara Pacis*  
  début de la construction: 61.  
  programme iconographique: 261.  
  style: 268.  
archéologie  
  dans la 1<sup>ère</sup> moitié du XX<sup>e</sup> s.: 237 sqq., 274 sqq., 283 sqq.  
  augustéenne: 237 sqq.  
armée: et finances: 120 sqq., 142 sqq.  
*atrium*: origines: 305 sq.  
Auguste  
  pouvoirs: avant 27: 1 sqq.; règlement de 27: 189 sqq.; après 27:  
  *cos.*: 128 sq., 179 sqq.; règlement de 23: 189 sqq., 231; *procos.*: 134  
  sqq., 175 sqq., 196 sqq.; *trib.pot.*: 134, 160 sqq., 175, 197 sq., 206  
  n.120, 207 sq., 330; *imperium*: 167 sqq., 189 sqq., 229 sqq.; *auspi-*  
  *cia*: 209 sqq.; *cura annonae*: 204 n.111; grand pontificat: 58 sqq.  
  *aureus* de 28/27: 5 sq.  
  et le monde grec: 8 sq., 19 sqq., 203.  
  constructions à Rome: avant 28: 9 sqq.; avant et après 28: 248 sqq.  
  et l'Italie: 12 sqq.  
  et la *plebs urbana*: 12 sqq.  
  statues et honneurs: 14 sq., 249 sq., 252 n.30, 253 sqq., 263, 278 sq.  
  et les provinces: 15 sqq.  
  lettres, *edicta* et *mandata*: 20 sqq., 193 sqq., 205 sqq.  
  et Samos: 22 sq.  
  et Hérode: 24 sq.  
  et le culte impérial: 27.  
  restauration religieuse: 37 sq., 49 sqq., 65 sq., 71 sq., 257.  
  et l'armée: 89 sqq., 120 sqq., 130 sqq.  
  et la religion: 109 sq., 261 sqq., 279 sqq.

- et les finances publiques: 113 sqq.  
*breuiarium imperii*: 116 sqq.  
 et l'économie: 151 sq.  
 caractère selon Syme: 168 sq.  
 oraison funèbre d'Agrippa: 202.  
 et M. Primus: 202.  
 iconographie et idéologie: 259 sqq.  
 portrait: 270 sq.  
*auspicia*: 198 sq., 209 sqq., 231 sq.
- Brutus, Quintus Caepio: pouvoirs en 43: 185 sq.
- Cassius, C.: pouvoirs en 43: 186 sqq.  
*census*: de 28 av. J.-C.: 13; de 12 av. J.-C. en Gaule: 143.  
 centurions: importance et rang social: 96 sqq.  
 «classicisme» augustéen: définition: 268 sq.  
*condicio* = contrat avec les troupes: 142 sqq.  
 confiscations: en faveur de l'*aerarium*: 145 sq.  
*consilium principis*: 205.  
 consuls: compétences sous Auguste: 154, 161 sq., 329 sq.
- dictator: imperium*: 182.
- économie: sous Auguste: 151 sq.  
*equites Romani*: sous Auguste: 107 sq.  
*extra sortem*: sens de l'expression: 213 n.146.
- finances publiques  
   sous Auguste: 113 sqq.  
   sous la République: 118 sq., 165 sq.  
   transferts de fonds: 155 sqq.
- Forum Augusti*  
   construction: 61 sq.  
   idéologie: 253 sqq.
- Germanicus: *imperium*: 219 sqq.
- Hérode: et Auguste: 24 sq.  
 historiographie augustéenne: 325 sq.
- imperium*  
   *imperium maius*: 167 sqq.  
   *imperium consulare* sous Auguste: 167 sqq.  
   à la fin de la République: 175 sqq.  
   du *dictator*: 182.

## Italia

- unité sous Auguste: 13.
- dans l'idéologie augustéenne: 109.
- romanisation et identité culturelle: 283 sqq., 292 sq., 314, 320, 324.
- élites municipales: 288 sqq., 308 sq., 315.
- hellénisation: 293, 308 sqq.
- urbanisation: 295 sqq., 317 sqq.
- et Rome: 314 sq.

*leges*

- lex curiata de imperio*: 44 sq., 231.
- lex Cornelia maiestatis*: 187 n.62.
- lex Cornelia de provinciis ordinandis*: 176 sq.
- lex Iulia de repetundis* de 59: 187 n.62, 203 n.109.
- lex Iulia de provinciis* de 46: 178 sq.
- lex Pompeia de provinciis* de 52: 177 sq.
- lex Titia* de 43: 181.

Livia: influence: 32 sq.

luxe: 263 sq., 308 sqq.

maisons privées: décoration et mobilier: 263 sq., 278 sq., 309, 317.

Marc Antoine

- sur les monnaies: 16 sqq.
- supplications le 1.9.44: 48.

Mausolée: datation: 10 sqq.

*milites*: 89 sqq.

monnaies

- aureus* d'Auguste de 28/27: 5 sq.
- émissions personnelles de la fin de la République: 15 sq.
- émissions provinciales: 15 sqq.

Octave: cf. Auguste.

Palatin: résidence d'Auguste: 34.

*plebs urbana*

- sous Auguste: 12 sqq.
- selon Syme: 77 sqq.

Pompée

- pouvoirs en 67: 204 n.114 et 115.
- cura annonae* de 57: 183 sqq.
- triomphe: 256 sq.

*populus Romanus*

- dans l'idéologie augustéenne: 37.

- dans le *Monumentum Ephesenum*: 160.  
 souveraineté sous Auguste: 228 sqq., 330 sq.  
 préfet d'Égypte: compétences: 25.  
 Primus, M.: procès de 22: 202 sq.  
 proconsuls  
   triomphes de 36 à 28: 11 sq.  
   statut sous Auguste: 209 sqq., 232.  
*procuratores Augusti*: compétences: 137, 151 sq.  
 provinces  
   et le pouvoir impérial: 15 sqq.  
   *provinciae populi Romani*: 229 sq.  
   Aegyptus: statut de la province: 134.  
   Britannia: revenus: 140 sq.  
   Cappadocia: taxation en 17 après J.-C.: 160 sq.  
   Gallia: réorganisation sous Auguste et *census* de 12 av. J.-C.: 143.  
*publicani*: sous Auguste: 138, 161.  
  
*quaestores Augusti*: compétences: 136.  
  
 religion romaine: sous Auguste: 261 sqq., 279 sqq.  
*restituere*: dans *Inscr.It.* XIII 2, 113: 6 sq.  
 romanisation  
   de l'Italie: 292 sq., 315 sq., 324.  
   des provinces: 292 n.32.  
   des Balkans: 324.  
 Rome  
   constructions sous Auguste: 9 sqq., 248 sqq.  
   archéologie républicaine: 274, 298 sq.  
   et l'Italie: 283 sqq., 314 sq.  
  
*sacramentum*: à l'empereur: 89.  
 Sénat  
   compétences financières sous Auguste: 119 sqq.  
   pouvoirs sous Auguste: 193 et n.79, 206 sqq.  
  
 Tibère: *imperium* sous Auguste: 225 sqq.  
  
 urbanisation  
   de Pompéi: 297.  
   de l'Italie: 297 sqq., 317 sqq.  
   de Rome sous la République: 298 sq.









# DÉPOSITAIRES

LIBRAIRIE DROZ S.A.

11, *rue Massot*,

CH-1206 Genève

Tél.: (+41-22) 346 66 66

Fax: (+41-22) 347 23 91

DR. RUDOLF HABELT GMBH,  
*Am Buchenhang 1, Postfach 150104,*  
D-53040 Bonn

Telefon: (+49-228) 923 83-0

Telefax: (+49-228) 923 83-6

*pour l'Allemagne et les régions  
de langue allemande*

# ENTRETIENS SUR L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

*Les volumes I, III à V, VII, VIII, X, XI, XIX, XXVII sont épuisés.*

Volumes réimprimés en 1999:

- II (1956) L'INFLUENCE GRECQUE SUR LA POÉSIE LATINE DE CATULLE À OVIDE. *Six exposés et discussions par J. BAYET, A. ROSTAGNI, V. PÖSCHL, Fr. KLINGNER, P. BOYANCÉ, L.P. WILKINSON.*
- VI (1960) EURIPIDE. *Sept exposés et discussions par J.C. KAMERBEEK, A. RIVIER, H. DILLER, A. LESKY, R.P. WINNINGTON-INGRAM, G. ZUNTZ, V. MARTIN.*
- XIII (1967) LES ORIGINES DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE. *Neuf exposés suivis de discussions par E. GJERSTAD, F.E. BROWN, P.J. RIIS, J. HEURGON, E. GABBA, K. HANELL, A. MOMIGLIANO, A. ALFOLDI, F. WIEACKER. Avec la participation de J.H. WASZINK et D. VAN BERCHEM.*

Volumes disponibles:

- IX (1963) VARRON.
- XII (1966) PORPHYRE.
- XIV (1969) L'ÉPIGRAMME GRECQUE.
- XV (1970) LUCAIN.
- XVI (1970) MÉNANDRE.
- XVII (1972) ENNIUS.
- XVIII (1972) PSEUDEPIGRAPHIA I.
- XX (1974) POLYBE.
- XXI (1975) DE JAMBLIQUE À PROCLUS.
- XXII (1976) ALEXANDRE LE GRAND, IMAGE ET RÉALITÉ.
- XXIII (1977) CHRISTIANISME ET FORMES LITTÉRAIRES DE L'ANTIQUITÉ TARDIVE EN OCCIDENT.
- XXIV (1978) LUCRÈCE.
- XXV (1979) LE CLASSICISME À ROME AUX I<sup>ers</sup> SIÈCLES AVANT ET APRÈS J.-C.
- XXVI (1980) LES ÉTUDES CLASSIQUES AUX XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES.
- XXVII (1982) ÉLOQUENCE ET RHÉTORIQUE CHEZ CICÉRON.
- XXIX (1983) SOPHOCLE.
- XXX (1984) LA FABLE.
- XXXI (1985) PINDARE.
- XXXII (1986) ASPECTS DE LA PHILOSOPHIE HELLÉNISTIQUE.
- XXXIII (1987) OPPOSITION ET RÉSISTANCES À L'EMPIRE D'AUGUSTE À TRAJAN.
- XXXIV (1989) L'ÉGLISE ET L'EMPIRE AU IV<sup>e</sup> SIÈCLE.
- XXXV (1990) HÉRODOTE ET LES PEUPLES NON GRECS.
- XXXVI (1991) SÉNÈQUE ET LA PROSE LATINE.
- XXXVII (1992) LE SANCTUAIRE GREC.
- XXXVIII (1993) ARISTOPHANE.
- XXXIX (1993) HORACE.
- XL (1994) LA PHILOGIE GRECQUE À L'ÉPOQUE HELLÉNISTIQUE ET ROMAINE *par N.J. RICHARDSON, J. IRIGOIN, H. MAEHLER, R. TOSI, G. ARRIGHETTI, D.M. SCHENKEVELD, C.J. CLASSEN. Entretiens préparés et présidés par Franco MONTANARI.*
- XLI (1996) PAUSANIAS HISTORIEN *par D. MUSTI, Fr. CHAMOUX, M. MOGGI, W. AMELING, Y. LAFOND, E.L. BOWIE, S.E. ALCOCK, D. KNOEPFLER. Entretiens préparés et présidés par Jean BINGEN.*
- XLII (1996) LES LITTÉRATURES TECHNIQUES DANS L'ANTIQUITÉ ROMAINE *par P. GROS, P. FLEURY, M. LENOIR, J. DELAINE, P. BRENNAN, A. CHASTAGNOL, L. TONEATTO. Entretiens préparés et présidés par Claude NICOLET.*
- XLIII (1997) MÉDECINE ET MORALE DANS L'ANTIQUITÉ *par H. FLASHAR, V. NUTTON, T. RÜTTEN, C. SCHUBERT, H.VON STADEN, J. JOUANNA, J. PIGEAUD, Ph. MUDRY, A. GARZYA, O. REVERDIN. Entretiens préparés et présidés par Hellmut FLASHAR et Jacques JOUANNA.*
- XLIV (1998) LA BIOGRAPHIE ANTIQUE *par S.M. MAUL, E. BRESCIANI, W. BERSCHIN, M. BEARD, A. DIHLE, L. PICCIRILLI, G.W. BOWERSOCK, R. GOULET. Entretiens préparés et présidés par W.W. EHLERS.*
- XLV (1999) HERMANN DIELS (1848-1922) ET LA SCIENCE DE L'ANTIQUITÉ *par W.M. CALDER III, W.A. SCHRÖDER, St. REBENICH, J. MANSFELD, W. BURKERT, J. KOLLESCH, T. DORANDI, W. RÖSLER. Entretiens préparés et présidés par W.M. CALDER III et J. MANSFELD.*
- XLVI (2000) LA RÉVOLUTION ROMAINE APRÈS RONALD SYME. BILANS ET PERSPECTIVES *par F. MILLAR, J. SCHEID, S. DEMOUGIN, M.A. SPEIDEL, K.M. GIRARDET, T. HOELSCHER, A. WALLACE-HADRILL. Entretiens préparés et présidés par Adalberto GIOVANNINI.*
- XLVII (A paraître en 2001) L'HISTOIRE LITTÉRAIRE IMMANENTE DANS LA POÉSIE LATINE *par J.P. SCHWINDT, A. KERKHECKER, E.A. SCHMIDT, A. DEREMETZ, R.E. FANTHAM, S. HINDS, M. CITRONI, A. BARCHIESI. Entretiens préparés et présidés par Ernst A. SCHMIDT.*

ISBN 2-600-00746-6



ISSN 0071-0822

ISSN 2-600-00746-6

9 782600 007467







